

LIMOGES. — IMPRIMERIE ARDANT.



NAPOLEON

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.



DÉTAILS

SUR SA FAMILLE, SA NAISSANCE, SON ÉDUCATION, SON MARIAGE, SES CONQUÊTES, SES GÉNÉRAUX, SON EXIL ET SA MORT.

CINQUIÈME ÉDITION,

Augmentée d'une notice Historique

SUR LE DUC DE REICHSTADT.

PAR LOUIS ARDANT.

Ah ! donnez-lui, Compagnons de sa gloire,
Seulement une larme, un soupir par victoire.

PARIS,

CHEZ DIDIER, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

LIMOGES,

CHEZ MARTIAL ARDANT, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.

1834.

Aujourd'hui que l'étendard tricolore flotte sur le palais d'un roi-citoyen ; aujourd'hui que toutes les haines semblent éteintes sur la tombe de Sainte-Hélène, et que la presse a reconquis ses droits : ce serait un crime d'imiter de lâches écrivains qui pour insulter à la mémoire d'un grand homme, n'ont pas craint de mentir à leur conscience, et à la postérité, en livrant au public un tissu de calomnies.

Napoléon remplit le monde de son nom et couvrit les armes françaises d'une gloire impérissable. Grand capitaine, adroit politique, profond législateur, il surpassa les plus hautes célébrités de l'histoire.

Apparu sur les traces sanglantes de la révolution, c'est lui qui en fit cesser les horreurs...

C'est à lui que la France dut le rétablissement de ses lois et de la religion, la renaissance des lettres et des beaux-arts ; et sans sa gigantesque ambition, il eût peut-être assuré à jamais le bonheur de l'Empire.

Mais comme tous les grands hommes, Napoléon eut ses défauts. Elevé par la victoire sur le plus beau trône de l'univers, il crut que ce n'était que par elle qu'il pouvait s'y maintenir. Le prestige de la gloire l'éblouit ; ... il tomba ; et par un de ces événements que les siècles enfantent par hasard, sa chute ajoute encore à l'immensité de sa gloire.

Tel est le héros dont j'ai entrepris d'esquisser la vie. Etranger à un siècle qui est déjà loin de moi, je n'ai eu à rechercher ni ennemis, ni vengeances. Né Français, et fier de ce titre, il eût répugné à ma jeune plume de descendre aussi bas.

Qu'un compatriote de Hudson Lowe, que Walter Scott ait, de nos jours, rempli cette honteuse mission, cela s'explique : ... Quant à moi, je m'estimerai heureux si, en réunissant les hauts faits de nos guerriers, en empruntant à nos divers historiens ce qu'ils offrent de plus intéressant, j'ai pu faire oublier l'ingratitude du destin et l'injustice des hommes à quelques-uns de ces vieux soldats, qui en face de la mort et du temps, sont encore restés debout.



CHAPITRE PREMIER.

FAMILLE DE NAPOLÉON. — SA NAISSANCE. — SON ENFANCE. — SES ÉTUDES. — SON SÉJOUR A BRIENNE. — SA PREMIÈRE GARNISON.



(De 1769 à 1793.)



NAPOLÉON BONAPARTE naquit à Ajaccio, en Corse, le 15 août 1769.

Charles Bonaparte, son père, issu d'une famille noble de Toscane, qui compta parmi ses ancêtres plusieurs hommes remarquables, s'était distingué par son dévouement à sa patrie dans les troubles qui désolèrent l Corse. Il était d'une figure agréable, et d'un éloquence aussi facile que chaleureuse.

Mademoiselle *Lætitia Ramolino*, sa mère, fille d'une veuve qui épousa en secondes noces

M. Fesch, était également d'une famille noble, et d'une beauté si parfaite, qu'on la citait en Corse, comme la plus belle femme de son temps. Elle donna le jour à huit enfans, dont Napoléon fut le second.

Ce fut le jour de l'Assomption qu'il vint au monde. Sa mère, que la solennité de la fête avait conduite à la messe, fut obligée de quitter à la hâte l'église ; et n'ayant pu atteindre sa chambre à coucher, elle déposa son enfant sur un tapis à fleurs antiques.

Le fameux Paoli le porta sur les fonts de baptême.

Durant son enfance, Napoléon fut d'une turbulence et d'une vivacité extraordinaires. Son adresse, surtout, le faisait remarquer de tout le monde. Il avait acquis sur son frère aîné Joseph, un ascendant tel que c'était toujours ce dernier qui était égratigné, mordu : et quand Joseph voulait se plaindre à sa mère des espiégleries de Napoléon, celui-ci le dévançait et trouvait toujours quelque moyen pour avoir raison.

Napoléon avait atteint sa onzième année, lorque son père reçut de la noblesse des états de Corse l'honneur d'aller porter à Versailles l'hommage de cette île qu'ils quittèrent ensemble en 1779. Ils passèrent par Florence, où Charles Bonaparte obtint du grand-duc Léopold, par la considération dont sa famille jouissait depuis long-temps en Toscane, une lettre de recommandation pour la reine de France, sœur de ce prince.

Le jeune Napoléon et son père partirent aussitôt pour Paris.

Dans ce moment, un général français se trouvait en Corse, c'était M. de Marbœuf, gentilhomme aussi brave qu'obligeant, aussi doux que populaire. Pour témoigner la vive reconnaissance qu'il éprouvait de quelques services que Charles Bonaparte lui avait rendus, il prit le jeune Napoléon sous sa protection, et par la bienveillante intervention de son neveu, alors archevêque de Lyon, et ministre de la feuille des bénéfices, il le fit recevoir à l'école de Brienne, en Champagne.

Napoléon avait alors douze ans. Cette époque changea tout-à-fait son caractère. Il était réfléchi, studieux, sombre et insociable. Son amour-propre et sa sensibilité étaient extrêmes : aussi se fit-il peu d'amis à un âge où cependant ils ne sont pas rares.

Ses progrès dans l'art des fortifications, et dans tout ce qui concerne les mathématiques, furent aussi grands que rapides.

Les forts et les retranchemens de neige qu'il fit exécuter à Brienne avec autant d'intelligence que de précision, attirèrent plus d'une fois les habitants des contrées voisines qui venait les admirer.

Napoléon était d'une franchise de caractère qui ne ployait devant personne. Le jour de sa confirmation, il répondit à l'archevêque qui confirmant les élèves de l'école, lui demandait suivant l'usage, son nom de baptême : « *Je me nomme Napoléon.* » Alors le grand vicaire ayant dit au prélat qu'il ne connaissait pas ce saint dans le calendrier : « *Parbleu, je le crois bien*, répond Napoléon avec assurance, *c'est un Saint corse : du reste*,

il y a bien plus de Saints qu'il n'y a de jours dans l'année.»

Les répliques, qui lui échappaient, étonnèrent plus d'une fois ses professeurs : aussi l'un d'eux, dans le rapport annuel qu'il faisait sur ses élèves, ne craignait-il pas d'ajouter au nom de Bonaparte, la note suivante : *Corse de nation et de caractère, ce jeune homme ira loin s'il est favorisé par les circonstances.*

Rien ne prouvera mieux sa fierté intérieure que le trait suivant : un jour un maître d'étude l'ayant condamné à porter l'habit de bure et à dîner à la porte du réfectoire, lorsque l'instant de mettre à exécution cette pénible sentence arriva, il se sentit tellement blessé dans son amour-propre, qu'il lui prit un vomissement, et une attaque de nerfs des plus violentes. Le supérieur qui passait par hasard s'empressa de l'arracher à ce supplice, et gronda beaucoup le maître d'étude de son peu de discernement.

En 1784, Napoléon fut jugé digne d'être compris dans la promotion des élèves que l'on fit passer de l'école militaire de Brienne à celle de Paris. Il n'avait cependant pas l'âge requis ; mais M. de Kéralio, inspecteur des écoles militaires, avait reconnu en lui des talents si précoces, qu'il ne put résister au plaisir d'accorder de l'avancement à ce jeune élève: *Ce n'est point une faveur*, disait-il aux moines, *c'est une justice ; j'aperçois ici une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver.*

En effet, Napoléon annonçait déjà des qualités supérieures, un caractère prononcé,

des conceptions fortes. Tous ses professeurs exaltaient la profondeur de ses réflexions, la sagacité de ses jugements. *C'est du granit chauffé dans un volcan*, disait Domairon; *c'est mon premier mathématicien*, s'écriait le père Patrault. Et c'est ainsi que déjà Napoléon réalisait les espérances de son père, qui expirant à Montpellier, l'appelait à grands cris dans son délire, pour qu'il vint à son secours *avec sa grande épée*; et les prévisions du vieil archidiacre Lucien qui en mourant disait à Joseph : « *Tu es l'aîné de la famille; mais le chef le voilà*, (montrant Napoléon), *ne l'oublie jamais.* »

Pendant son séjour à Paris, un aéronaute ayant donné une expérience à laquelle assistaient les élèves de l'école, Napoléon qui brûle aussi de parcourir les airs, s'élance tout-à-coup vers le ballon, et demande avec instance qu'on l'y laisse monter. Il fallut toute l'autorité des professeurs pour l'en empêcher.

En 1789, dans les examens qu'il subit, il répondit d'une manière si brillante, qu'ils furent immédiatement suivis de sa nomination à une sous-lieutenance d'artillerie, au régiment de la Fère, alors en garnison à Valence; et c'est pendant son séjour dans cette ville, qu'il remporta sous l'anonyme le prix proposé par l'académie de Lyon, sur la question posée par Raynal : *Quels sont les principes et les instructions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible.*

Un an après, il reçut son brevet de lieutenant en premier, dans le régiment de Grenoble qui vint en garnison dans la même

ville; et il occupait ce grade plus que modeste, quand les premiers symptômes de la révolution se manifestèrent.

Il paraît certain qu'il délibéra quelques jours sur le parti qu'il prendrait, et que l'espoir seul d'un avenir brillant fit cesser ses incertitudes : aussi lui entendait-on dire plus tard : « *Si j'avais été maréchal de camp, j'aurais embrassé le parti de la cour; mais simple lieutenant, et sans fortune, je dus me jeter dans la révolution.* »

En 1790, il revint en Corse, où il retrouva le général Paoli, sous les ordres duquel il passa trois ans. Il s'occupait sous ce personnage célèbre, de la théorie de l'art militaire, quand la division des partis vint encore livrer la Corse aux malheurs de l'anarchie.

Paoli se prononça pour l'Angleterre ; mais Napoléon, à l'âme française, au cœur plein d'émotions nobles et généreuses, se déclara avec force pour la France. C'est en vain que le général décrété d'accusation par la convention, voulut l'entraîner avec lui : ses démarches et ses offres furent méprisées par le jeune officier d'artillerie qui, à la tête d'une partie des patriotes Corses, organisés en garde nationale, défendit son pays contre l'invasion anglaise. Ses efforts furent malheureusement infructueux : Paoli et les anglais l'emportèrent, et s'emparèrent d'Ajaccio, où la maison des Bonaparte fut incendiée.

Alors Napoléon frappé de proscription, ainsi que toute sa famille, vint avec elle chercher un asile à Marseille; et de là se rendit à Paris, où il se trouva aux journées des 21 juin et 10 août.

CHAPITRE SECOND.

SIÉGE DE TOULON. — NAPOLÉON EST NOMMÉ GÉNÉRAL DE BRIGADE. — SON ARRIVÉE A NICE. — NAPOLÉON, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE L'INTÉRIEUR. — SON MARIAGE AVEC JOSÉPHINE.



(De 1793 à 1796.)



NAPOLÉON depuis un an avait été nommé capitaine d'artillerie, et c'est en cette qualité qu'il reçut ordre de se rendre à l'armée de Toulon.

Il rencontra à Marseille, Sallicetti, député de la Corse, qui avait toujours témoigné la plus grande amitié à sa famille, et qui s'empressa de le présenter à Barras, son collègue, en se rendant garant de ses opinions républicaines. Cette protection lui valut de l'avancement dans son arme, et ce fut avec le grade de chef de bataillon que Napoléon arriva à Toulon. Il avait alors vingt-quatre ans.

Le général Cartaux était déjà devant cette ville qu'une troupe de traîtres et de lâches, les fédéralistes de Marseille et de Toulon, avaient livrée aux flottes anglaises et espagnoles.

La Convention qui poussait l'amour de la patrie jusqu'à la frénésie, avait résolu de faire entrer Toulon dans le giron républicain. Bien qu'à cette époque, la France ne manqua pas de bons généraux, il semblait que par une fatalité malheureuse, tous les hommes qu'elle envoyait, venaient perdre leur réputation devant cette ville; et peut-être aurait-on vu se renouveler le siége de la fameuse Troie, sans l'homme qui, inconnu au monde, allait bientôt le remplir de son nom : c'était Napoléon.

A peine eut-il examiné les singulières dispositions du général Cartaux, qu'il ne douta plus de l'ignorance de ce chef. En effet, les batteries étaient hors de portée, la plupart des canons étaient placés de manière à n'avoir point de recul, et les boulets étaient chauffés très-loin des batteries, sans que l'on eût aucun moyen de les apporter.

Heureusement pour notre officier, un représentant du peuple, Gasparin, homme de beaucoup de sens, et qui avait servi, arriva sur les lieux. Alors Napoléon s'adressant à lui directement, lui démontra sans ménagement l'ignorance inouie de tous ces Césars de salon, venus en poste de Paris pour dresser des plans qui n'avaient pas le sens commun.

Gasparin sentit toute la justesse de telles observations, et s'empressa de lui donner la direction absolue de tout ce qui pouvait entrer dans ses attributions.

Napoléon prouva dès lors tout ce que pouvait le génie. En moins de six semaines il forma

et approvisionna un parc de deux cents bouches à feu, et ses batteries furent placées avec tant d'avantage, que les bâtiments anglais, après avoir éprouvé de grandes avaries, se virent bientôt obligés de quitter certaines positions.

Napoléon enhardi par ces premiers succès, se montra d'une hardiesse étonnante envers les proconsuls orgueilleux de la Convention. Un jour que Barras et Fréron parcouraient les batteries, celui-ci s'étant permis d'en critiquer une, et prétendant qu'elle ne remplirait pas le but proposé : « *Cette batterie restera*, s'écria-t-il avec chaleur, *j'en réponds sur ma tête; faites votre métier de représentant, et laissez-moi faire celui d'artilleur.* »

Cette réponse aussi sèche qu'extraordinaire pour cette époque, à l'égard d'hommes placés si haut, fut bientôt suivie d'une autre preuve de son caractère.

Le général Cartaux avait fourni un plan d'attaque. Les représentants l'avaient discuté et adopté. Le commandant d'artillerie le trouvait absurde et s'efforçait de le prouver ; lorsqu'il en présenta sur-le-champ un autre que Barras approuva.

C'est en vain qu'on lui opposa des obstacles, Napoléon avait résolu de les surmonter. Sa persévérance triompha des incertitudes. Ce plan que quelques mirliflores sans capacités dédaignaient avec tant d'arrogance, fut malgré eux mis à exécution et dans l'espace de vingt-quatre heures Toulon fut repris.

L'amiral anglais quitta la rade en toute hâte : il eût voulu détruire les débris de nos

forces navales ; mais les forçats du bagne soudainement délivrés, s'armèrent pour la défense de nos vaisseaux, repoussèrent les anglais et reprirent leurs fers.

Cet héroïsme jusqu'alors inconnu caractérise cette époque qui enivrait aussi de l'amour de la gloire et de la liberté, les criminels que la justice avait retranchés du nombre des citoyens.

La nouvelle de la prise de Toulon, nouvelle si inattendue, produisit sur les esprits un enthousiasme général. Là, commence la réputation militaire de Napoléon qui fut fait général de brigade, commandant l'artillerie de l'armée d'Italie.

C'est pendant le siége de Toulon, que Napoléon remarqua quelques hommes que nous retrouverons plus tard. De ce nombre étaient Duroc et Junot. Un bon mot fit la fortune de ce dernier

Pendant le combat, Napoléon ayant demandé un homme de bonne volonté, pour écrire quelques notes, Junot sortit des rangs, et pendant qu'il écrivait, un boulet ayant couvert de terre les assistants et le papier : *Bon*, dit Junot, *nous n'aurons pas besoin de poudre.*

Le 27 mai 1794, le nouveau général arriva au quartier général de l'armée d'Italie, alors fixé à Nice. Dans ce poste supérieur, il exerça bientôt sur les troupes et sur le vieil et brave général en chef Dumerbion, ainsi que sur les représentants eux-mêmes, cette influence qui fut plus tard pour lui l'appui certain de tant de succès. Il visita

tous les avant-postes, reconnut la ligne des ennemis, et fit un plan pour rejeter les piémontais au-delà des Alpes. Cette fois il eut plus de bonheur qu'à Toulon : les représentants du peuple, Robespierre jeune et Ricord, adoptèrent sans difficulté ses projets.

Par suite de leur exécution, les français s'emparèrent de plusieurs points importants et se trouvèrent bientôt maîtres de la crète supérieure des Alpes. Soixante bouches à feu et beaucoup de provisions tombèrent en leur pouvoir. Enfin victorieuse à Dégo, et reconnaissant qu'elle n'avait plus rien à craindre des autrichiens, notre armée prit position sur une ligne respectable.

Alors, le républicanisme que Napoléon avait effecté, et qu'il professait peut-être à cette époque, faillit à entraver le cours de ses hautes destinées.

Les événements de thermidor ayant amené plusieurs changements dans les comités de la Convention, celui de la guerre fut dirigé par Aubry, qui, sans égard pour la conduite que ce jeune guerrier avait tenue au siége de Toulon, le fit arrêter comme terroriste. Cette arrestation fut l'objet d'un rapport au comité de salut public, que quinze jours après sentant l'impossibilité de se passer des talents du général d'artillerie, lui rendit la liberté, et le *requit* d'aller reprendre ses fonctions. Napoléon obtint encore de nouveaux succès ; mais Aubry, jaloux sans doute de sa carrière brillante, le déplaça, et voulut le faire passer dans l'armée de l'Ouest en qualité de général d'infanterie.

Cette translation de l'artillerie dans la ligne

le blessa vivement, et malgré toutes les démarches faites par ses deux protecteurs, Barras et Fréron, il ne put parvenir à être réintégré dans sa place. Il préféra alors rester à Paris, où il menait une vie mécontente et solitaire, lorsque le représentant Pontécoulant, succédant à Aubry, vint l'arracher à cette obscurité, et l'attacher aux travaux du plan de campagne dont s'occupait le comité de la guerre. Napoléon accepta, et plus tard se montra reconnaissant de cette faveur.

Le représentant Letourneur ayant succédé à Pontécoulant, Napoléon fut encore une fois obligé de supporter une injustice, et se vit repoussé par le gouvernement. Il eut un instant le projet d'aller prendre du service en Turquie; mais quelques circonstances l'en détournèrent. Il resta à Paris, où il continua ses lectures favorites, et c'est là que le prit le 13 vendémiaire, journée si importante dans les destinées de la révolution et dans celles du jeune général.

La Convention venait de rendre un décret par lequel elle prescrivait la réélection des deux tiers de ses membres; ce décret déplut aux sections, et les sections s'avancèrent. La Convention chargea Barras du commandement des troupes, et il l'accepta. sous la condition expresse qu'il s'adjoindrait Bonaparte. Celui-ci, exerçant aussitôt les fonctions de général de brigade, fit les dispositions les mieux entendues; il plaça plusieurs pièces d'artillerie sur les points voisins de la Convention; les insurgés menaçaient de les forcer, mais ils furent dispersés sans beaucoup de peine, par quelques coups de canon.

Quelques auteurs ont fait un crime à Napoléon de cette mitraillade des Parisiens ; mais maintenant que le grand homme n'est plus, et que les préjugés se sont éteints sur sa tombe, on se plaît à reconnaître qu'il ne pouvait agir autrement, et que l'action serait peut-être devenue plus longue et plus sanglante, sans la précaution qu'il prit d'écarter toute la nuit, par des coups de canons chargés à poudre, les sections qui cherchaient à se rallier pour renouveler leurs attaques.

Après un service si important, Napoléon fut nommé général en chef de l'armée de l'intérieur en remplacement de Barras qui passa au Directoire.

On voit que le petit sous-lieutenant marchait un bon pas, malgré bien des obstacles.

Il était revêtu de ce commandement, lorsqu'il fit la connaissance de Joséphine de Beauharnais ; il la voyait habituellement chez Barras, qui faisait, en grand seigneur, les honneurs de la république. Cette femme, douée d'une figure charmante et d'une amabilité peu commune, réunissait à une éducation soignée, à un esprit pur et délicat, tous les arts d'agrément faits pour briller dans le monde. Veuve à la fleur de l'âge, maîtresse d'une fortune considérable, que de puissants motifs pour exciter la calomnie ! On prétendit qu'elle était la maîtresse de Barras, et que le proconsul s'en était débarrassé en lui faisant épouser Napoléon. Le fait est que le proconsul qui avait su distinguer notre héros, ayant jeté les yeux sur lui pour le commandement de l'armée destinée contre l'Autriche, sentit la

nécessité d'entourer son protégé d'une sorte de considération, et de lui donner un appui en lui faisant épouser une dame aussi distinguée. Mais à ce sujet écoutons Napoléon lui-même: *Barras*, dit-il, *n'ignorait pas que je n'avais que la cape et l'épée : il me destinait au commandement de l'armée d'Italie; mais il voulait qu'un général en chef de sa façon, eût au moins une consistance dans le monde.*

Napoléon, me dit-il un jour, *vous avez des connaissaaces militaires, je le sais; mais ce n'est point assez, mon ami, il vous faut encore de la fortune, et pour obtenir ce dernier point, il vous faut un bon mariage. Venez, je veux vous faire épouser une femme titrée, d'une excellente famille à peu près de votre âge, belle autant que possible; en un mot, c'est la vicomtesse de Beauharnais, dont l'époux a péri sur l'échafaud..: Je vous donne jusqu'à demain pour réfléchir, allez, et n'oubliez pas que le commandement de l'armée d'Italie est une partie de sa dot.*

Napoléon, en effet, après son mariage, fut nommé, par le Directoire, général en chef de l'armée d'Italie, et c'est en cette qualité qu'il arriva à Nice, le 21 mars 1796. Il avait alors 26 ans.

CHAPITRE TROISIÈME.

CAMPAGNE DE PIÉMONT ET D'ITALIE.

(De 1796 à 1798.)

Lorsque Napoléon prit le commandement de l'armée d'Italie, qui se trouvait précédemment sous les ordres du général Schérer, les soldats étaient sans vêtements, sans solde, et souvent sans vivres; il les paya, les habilla, pourvut à leur subsistance, du mieux qu'il put; et comme ils se plaignaient toujours de l'état de dénouement où on les avait laissés: *je ne connais de remède à vos maux*, leur dit-il, *que la victoire; vainqueurs, nous en aurons assez*, *et trop si nous sommes vaincus.*

A cette époque, une coalition formidable s'était formée contre la France qui cependant ne faisait réellement la guerre que contre l'Autriche, qu'elle ne pouvait atteindre qu'en Italie.

Et c'est avec une armée de trente mille hommes, avec des soldats découragés et une artillerie en mauvais état, qu'il fallait que Napoléon triomphât de soixante mille Autri-

chiens commandés par le général Beaulieu, de trente mille Piémontais sous les ordres du général Colli; enfin, d'une armée où l'abondance n'avait jamais manqué.

Rien ne lui parut extraordinaire : plus il eut d'obstacles à surmonter, plus son grand génie y trouva de gloire, et c'en était assez. *Soldats*, leur dit-il, *vous avez manqué de tout au milieu de ces rochers, jetez les yeux sur les riches contrées qui sont à vos pieds; elles nous appartiennent, allons en prendre possession.*

En fallait-il plus que ces paroles prononcées d'une voix ferme, par le jeune général en chef, pour électriser ces phalanges républicaines, ces soldats de la liberté que commandaient Masséna, Augereau, Laharpe, Serrurier, Joubert, etc., etc.

Alors commencèrent les fameuses campagnes d'Italie. Napoléon déploya partout une tactique qui surpasse tout ce que l'art militaire avait possédé jusqu'à ce jour; à la fleur de son âge, il prouva qu'il avait les talents et la prudence d'Annibal, le courage d'Alexandre et la continence de Scipion.

Le nœud stratégique de la guerre, et le but politique de l'invasion française, étant la séparation des armées piémontaises et autrichiennes, une manœuvre aussi savante qu'audacieuse, et inspirée par le danger lui-même, fit atteindre cet heureux résultat. Au moment où Napoléon va surprendre le point de jonction des deux armées ennemies, il se voit attaqué au centre par d'Argenteau, tandis que Beaulieu fait un mouvement sur sa droite.

Il profite tout-à-coup de ce mouvement pour fondre à Montenotte sur d'Argenteau avec toutes ses forces, et le rejette sur Dégo et Sacello. Apprenant le désastre du centre, Beaulieu fuit sur Acqui. Napoléon bat d'Argenteau à Dégo, et Provéra, qui est fait prisonnier à Cosseria; il défait les piémontais à Montezamolo, les chasse de Céva, les disperse à Mondovi, et les repousse sur la route de leur capitale.

On prit 40 pièces de canon, et douze mille autrichiens furent mis hors de combat : les forteresses de Coni, de Céva, de Tortone et d'Alexandrie reçurent des troupes françaises; et le roi de Sardaigne, resté sans appui, signa une capitulation dans sa capitale.

Napoléon adressa aussitôt aux Italiens la proclamation suivante : *Peuples de l'Italie! l'armée française vient pour rompre vos chaînes; le peuple français est l'ami de tous les peuples; venez avec confiance au-devant de nous. Vos propriétés, votre religion et vos usages seront respectés, nous faisons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent.*

Dès lors l'Europe eut les yeux sur le vainqueur, qui en moins d'une semaine, avait conquis un royaume défendu par les Alpes, par des forteresses presque inexpugnables, et par deux armées commandées par d'habiles généraux.

En même temps que Napoléon fixait sur lui l'admiration et le dévoument de ses soldats, sa gloire éteignait toutes ces petites jalousies qui nuisent si souvent à l'unité d'action, et

lui préparait dans toutes les âmes, cette confiance qui fait la force.

Cependant, le général Beaulieu après sa défaite de Millésimo, s'était retiré derrière le Pô pour couvrir Milan. Il voulait disputer aux troupes françaises le passage de ce fleuve, qu'il pensait devoir s'effectuer à Valenza. Le général en chef ne négligea rien pour l'entretenir dans cette opinion, et envoya Masséna sur ce point; Beaulieu de son côté y jeta ses meilleures troupes. Mais tout-à-coup Napoléon sort de Tortone à la tête de quelques milliers de soldats, il longe la rive droite du Pô, et en trente-six heures, à marches forcées, arrive devant Plaisance. Lannes, qui s'était déjà fait distinguer à Dégo, où il avait été nommé chef de brigade, fut le premier qui après qu'on se fût emparé du bac, traversa le fleuve pour aller s'établir sur la rive gauche à la tête de l'avant-garde française.

Alors, les autres divisions quittèrent leurs positions, arrivèrent rapidement à Plaisance; et en moins de deux jours, toute l'armée française eût forcé un passage qui prouvait déjà que Napoléon était un tacticien consommé.

Le duc de Parme ayant demandé un armistice, il le lui accorda, à condition cependant, que le duc livrerait vingt tableaux de prix, une somme déterminée et des subsistances. Tremblant de perdre la communion de Saint-Jérôme, le duc offrit deux millions à Napoléon pour conserver cet admirable tableau. *Honoré de la confiance de la république*, répondit le général en chef, *je n'ai pas besoin de millions; tous les trésors des*

deux duchés ne valent pas à mes yeux la gloire d'offrir à ma patrie, un chef-d'œuvre du Dominicain.

Le lendemain, Napoléon marcha vers Lodi où Beaulieu avait réuni quelques divisions. Un pont long et étroit traverse l'Adda, qui baigne la place, et c'est ce passage que Napoléon a choisi pour la conquête de la haute Italie. En vain l'artillerie, et les grenadiers autrichiens formés en colonne derrière leurs remparts, dirigent-ils sur nos guerriers le feu le plus vif; Napoléon lui-même, sous les coups meurtriers de la mitraille, va placer à la tête du pont deux pièces de canon. Ses manœuvres, aussi savantes qu'audacieuses, triomphent bientôt des avantages de l'ennemi, et Lodi est enlevé. Les autrichiens poursuivis s'enfuirent en désordre sur la Créma.

Ce fut à cette bataille que se distinguèrent particulièrement les généraux Masséna, Berthier, d'Allemagne, et Lannes, qui firent des prodiges de valeur.

Après l'affaire de Lodi, l'armée française se dirigea sur Pizzighitone et Crémone, dont la prise entraîna la conquête du Milanais.

Il est à remarquer qu'à travers ses succès, le général en chef savait doubler le prix des conquêtes, en envoyant au Directoire ce que les pays conquis renfermaient de plus précieux, sous le rapport des arts.

Par la rapidité de ses manœuvres, Napoléon avait laissé Milan à plusieurs journées sur les derrières de l'armée française, sans qu'aucun corps eut été envoyé pour occuper cette capitale. Cependant, cette ville, évacuée

par les forces autrichiennes, n'avait d'autre troupes que les gardes nationales, sous le commandement des Etats de Lombardie. Napoléon jugea à propos de s'en emparer, et y fit son entrée le 15 mai, aux acclamations d'un peuple heureux de se voir entouré de français.

Depuis quelques jours il y était cantonné, lorsque le frère du duc de Modène vint demander un armistice, qui fut conclu aux mêmes conditions qu'avec le duc de Parme.

Le Directoire alors, aussi surpris des victoires de Napoléon que du langage hautain que depuis quelque temps il avait pris, annonça des dispositions qui faillirent arrêter notre héros au milieu de ses grandes destinées. Tout en adressant au jeune général des éloges sur la conduite brillante qu'il avait tenue en Italie, il lui fit part du plan qu'il avait adopté de diviser l'armée en deux corps; dont l'un, commandé par lui, marcherait sur Rome et Naples; et l'autre, commandé par Kellermann; occuperait la rive gauche du Pô, et couvrirait le siége de Mantoue.

Napoléon fut profondément blessé de cette ingratitude, et il écrivit confidentiellement au directeur Carnot, la lettre suivante: « *Je crois que réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers, avec un général qui se croit le premier général de l'Europe; et d'ailleurs, je pense qu'un mauvais général vaut mieux que deux bons. La guerre est comme le gouvernement, c'est une affaire de tact.* « Et en même temps, il écrivait au Directoire: « *Je*

n'eusse fait rien de bon, s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. Si vous m'imposez des entraves de toute espèce, s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement; s'ils ont le droit de changer mes mouvemens, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens en affaiblissant nos forces, si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire; je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie. Chacun a sa manière de faire la guerre. Le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi; mais, tous les deux ensemble, nous la ferons mal. Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre, il serait si facile de m'accuser d'ambition et d'orgueil.

Le gouvernement convaincu par de telles raisons, oublia ses projets, et ne s'occupa plus de l'armée d'Italie que pour approuver ce que faisait le jeune vainqueur.

Quelques mouvements insurrectionnels ayant éclaté dans la Lombardie, la plupart provenant des fiefs impériaux, Napoléon parcourut cette partie de ses conquêtes en maître irrité. Tout fut bientôt soumis, et les troupes républicaines continuèrent à se porter en avant : dès le 28 mai, elles étaient à Brescia.

Instruit que Beaulieu, à la tête de renforts considérables qu'il avait réunis derrière le Mincio, s'avançait contre lui, et voulant défendre le passage de cette rivière, Napoléon rassemble promptement ses forces; et par une

manœuvre aussi habile que celle qu'il avait déjà si audacieusement exécutée au passage du Pô, disperse les forces autrichiennes et passe le Mincio.

Alors eut lieu la bataille de Lonato; et deux jours après celle de Castiglione, dont il donna la gloire à Augereau, avant de lui en donner le nom. Cette dernière victoire força l'ennemi de lever le siége de Peschiera, et d'abandonner la ligne du Mincio.

Dans ces mémorables combats que l'armée française appela *la campagne des cinq jours*, (du 1 au 5 août), les autrichiens perdirent plus de vingt mille hommes et 50 pièces de canon.

Toujours infatigable, et volant de succès en succès, Napoléon suit son ennemi dans le Tyrol, l'atteint, le force et le bat aux combats de Serravella, de Saint-Marco, de Roveredo, et dans les gorges de Caliano. Pendant qu'il obtenait ces avantages, le général Wurmser, qui avait remplacé Beaulieu rappelé par la cour de Vienne, reprenait la route de Mantoue et filait par les gorges de la Brenta.

Mais, Napoléon, à qui rien n'échappe, accourt soudain, et vient arrêter les autrichiens à Bassano, aux gorges de Primolano, au fort de Cavalo.

Quelques ordres mal exécutés permirent cependant au général autrichien d'arriver à Mantoue, et de fournir à la garnison de cette ville un renfort assez considérable pour soutenir la campagne.

Toutefois, le général en chef que rien n'étonne, ne voit dans ce petit accident, qu'un

succès de plus pour l'avenir : la prise de Mantoue et celle de l'armée de Wurmser.

A travers une marche aussi triomphante, Napoléon qui veut attacher à la liberté française les conquêtes qu'il a faites, élève à l'ombre de ses lauriers deux républiques, sur les deux rives du Pô ; ainsi il se montre non-seulement conquérant, mais encore fondateur.

La cour de Vienne apprend, avec un dépit qu'elle ne peut cacher, les pertes de Wurmser. Pour reprendre l'Italie et sauver les troupes concentrées dans Mantoue, elle met en marche, sous les ordres d'Alvinzi, général qui s'était distingué dans le Nord, une nouvelle armée de quarante-cinq mille hommes, qu'elle partage encore. Alvinzi, avec trente mille hommes se dirige sur Mantoue par le Véronnais, et Davidovich, avec quinze mille hommes, descend les vallées de l'Adige. Napoléon affaibli par ses victoires et par ses garnisons n'a que trente-trois mille hommes, mais son génie semble s'enrichir de toutes les pertes que son armée a dû faire, et de tous les dangers que les nouvelles forces et les nouveaux mouvements de l'armée ennemie multipliaient autour de lui.

Il ordonne tout-à-coup aux troupes de blocus de suivre sa marche, et après avoir placé trois mille hommes à Vérone, il se porte rapidement sur Ronco avec les divisions Masséna et Augereau, jette un pont sur l'Adige qu'il traverse avec l'armée, et se dirige sur Arcole, qui donne son nom à une bataille de trois jours.

Là, se déploient toutes les ressources du génie et de la valeur. Napoléon a près de lui Masséna, Lannes et Augereau. Il ordonne de marcher par l'étroite chaussée d'Arcole et de forcer le passage du pont. Mais sa colonne de grenadiers, prise en flanc par le feu de l'ennemi, est foudroyée, et s'arrête indécise. Napoléon voit ce moment fatal, descend de cheval, prend un drapeau, le lance sur le pont : il est entouré de Belliard, de Murat, de ce fameux état-major qui depuis a donné tant de grands généraux à nos armées : « *Soldats*, s'écrie-t-il, *n'êtes-vous plus les braves de Lodi? Suivez-moi.*

Au même instant, l'aide de camp Muiron, qui lui a déjà sauvé la vie au siége de Toulon, est tué sur son corps; Lannes est blessé, et le terrible feu de l'ennemi met la colonne française en désordre. Le général en chef est entraîné dans un marais. Belliard rallie les grenadiers, qui saisissent Napoléon et l'enlèvent dans leurs bras. Il veut en vain profiter de ce mouvement d'enthousiasme pour se rendre maître du pont. Mais son salut est une victoire qui suffit à ses soldats; et ils refusent.

Soudain par une de ces résolutions qui caractérisent les grands capitaines, il retourne à Ronco, dérobe sa marche à Alvinzi, par des feux qu'il fait allumer sur la digue d'Arcole; et le lendemain il se trouva prêt à marcher contre chacun des trois corps ennemis. Il choisit le plus fort, celui que commande Alvinzi, l'attaque, lui prend trente pièces de canon, lui tue cinq mille hommes;

fait huit mille prisonniers, et le repousse au-delà de Vicence.

Le lendemain, il chasse dans le Tyrol le deuxième corps autrichien, que commande Davidovich; et Wurmser qui commande le troisième, n'a que le temps de se renfermer dans Mantoue. Mais cette ville était un palladium fatal pour l'Autriche, qui devait perdre une quatrième armée à la défendre.

Du moment où Wurmser fut bloqué dans Mantoue, l'armée française n'eût plus d'ennemis devant elle, et nos soldats accablés de fatigues, furent cantonnés à Trente, à Bassano, à Vérone, etc. Le commandement du blocus de Mantoue, resta au général Kilmaine. En vain espéra-t-on quelques jours, que cette place dépourvue de vivres ne tarderait pas à se rendre; des secours tirés de Modène et des lieux voisins, pendant les deux levées du siége, lui permirent de tenir plus long-temps qu'on ne croyait.

De son côté, l'Autriche, malgré les revers de ses généraux, ne se décourage pas; elle rassemble deux nouvelles armées, et Alvinzi et Provera descendent tout-à-coup du Tyrol, avec la mission de sauver Mantoue. Napoléon était à Bologne à quarante lieues du centre des opérations. Joubert gardait la ligne de la Corona; Masséna occupait Vérone, centre de tous les mouvements; Augereau défendait le bas-Adige; Rey surveillait Brescia; Serrurier bloquait Mantoue et Wurmser. Napoléon n'avait que vingt mille hommes pour livrer bataille, il apprend que Joubert se retire sur Rivoli devant Alvinzi, et il choisit soudain

le champ de sa victoire. Il donne ordre à Joubert de tenir à Rivoli contre Alvinzi, qui s'est flatté de l'enlever avec sa petite division. Mais le vieux général ne savait pas que son jeune adversaire l'attendait derrière la position de Joubert, et que Masséna manœuvrait sur sa gauche. L'immense supériorité de son armée lui inspire la confiance qui doit le perdre. Il en détache une partie pour marcher sous les ordres du général Lusignan, par les revers de la montagne, et il s'engage avec le gros de son armée dans les deux vallées de l'Adige et de la Corona, dont le plateau de Rivoli est le nœud, s'empare de ce plateau qui le commande, et au moment où il se croit maître de la division Joubert, les colonnes sont coupées et les deux mille hommes qu'il a sur le plateau, mettent bas les armes.

Cependant Lusignan, d'après l'ordre d'Alvinzi, vient d'attaquer l'armée française sur ses derrières. On ne peut définir le mouvement qui porta tout-à-coup cette armée prise à revers et à l'improviste, à s'écrier : *Ceux-ci sont encore à nous?* Et en effet, contre toutes les données de la position et celles de la guerre, la colonne de Lusignan fut prise presque en entier avec son général, par Masséna.

Provera, avec ses douze mille hommes, croyait échapper à Napoléon, occupé sur la ligne d'opération d'Alvinzi; mais l'œil de l'aigle le suivait, et au moment où il croit débloquer l'armée de Wurmser, et reprendre avec lui l'offensive sous les murs de Mantoue délivrée, malgré les vingt-quatre heures d'a-

vance qu'il a dans sa marche, le fort Saint-George, que le prévoyant Napoléon a fait retrancher, résiste à ses sommations comme à ses attaques. Provera n'est cependant qu'à un mille de Mantoue, et le lendemain il doit emporter la petite position de Saint-George, par une attaque combinée avec Wurmser.

Mais, en une nuit, les neuf lieues qui séparent Mantoue de Rivoli, ont été franchies par la division victorieuse de Masséna. Augereau et Serrurier ont reçu des ordres : Joubert poursuit Alvinzi, et la bataille de la Favorite apprend à Wurmser et à Provera que tous les vainqueurs de Rivoli sont en ligne.

Provera entouré met bas les armes devant la division Miollis, et se voit prisonnier pour la seconde fois depuis la campagne. Wurmser est repoussé dans Mantoue ; et dix-sept jours après, ayant vu détruire sous ses murs la quatrième armée autrichienne, Mantoue, l'imprenable Mantoue, capitule.

Les batailles de Rivoli et de la Favorite, et la prise de Mantoue, coûtèrent à l'Autriche quarante-cinq mille hommes tués ou faits prisonniers, et plus de six cents bouches à feu, etc.

Le général Bessières présenta au Directoire soixante-onze drapeaux pris sur l'ennemi ; et le général Augereau fut chargé d'en apporter soixante autres, trouvés dans Mantoue. La vue de ces trophées excita en France des transports d'admiration pour l'armée qui les avait si vaillamment conquis, et pour le jeune général qui la commandait.

Le pape Pie VI, désespérant de résister à

un guerrier qui en moins de douze mois avait détruit quatre armées autrichiennes, n'attendit pas que les forces françaises fussent arrivées sous les murs de sa capitale, pour le punir d'avoir enfreint l'armistice de Bologne. Il envoya à Napoléon sa bénédiction apostolique, avec un ministre plénipotentiaire qui conclut à Tolentino, le 19 février 1797, un traité par lequel il abandonnait à la république française le comtat d'Avignon, les légations de Bologne et de Ferrare, et s'engageait à payer de suite une contribution de quinze millions.

Après des succès si multipliés, on avait lieu de s'attendre que l'Autriche harassée, ferait faire des propositions de paix; mais l'archiduc Charles, à la tête de cinquante mille hommes, s'avançait à marches forcées pour tenter encore une fois le sort des combats. C'était aux mains de ce prince, tout resplendissant d'une gloire naguères acquise en Allemagne, que désormais était confié le commandement de l'armée. Si c'était la dernière ressource de l'Autriche, c'était aussi son meilleur général.

Napoléon, impatient de se mesurer avec ce nouvel adversaire, court au-devant de lui à la tête de trente-sept mille hommes. Il emporte d'abord Tarvis, point statégique, intermédiaire à celui de Villach, et envoie trois divisions qui forcent le passage du Tagliamento, défendu par l'archiduc lui-même. Le prince est repoussé partout; en vingt jours il a perdu le quart de son armée, et il se retire sur Saint Weith et sur la Muhr, aban-

donnant Klagenfurth et la Drave. Seize mille hommes détachés sous les ordres de Joubert, forcent les défilés du Tyrol, pendant que de leurs côtés, Bernadotte marche sur Leybach, et que Masséna menace Vienne par les routes de Saltzbourg, du Frioul et de Carinthie. Napoléon, devant qui tout plie, arrive à Klagenfurth, et a la générosité de proposer la paix.

L'archiduc lui répondit que n'étant muni d'aucun pouvoir, il ne pouvait entamer de négociations, et qu'il allait prendre des ordres de sa cour. Mais le général en chef ayant aussitôt repris les armes, et l'ayant encore battu à Derntein et Hundsmarck, le prince se voyant culbuté, coupé et chassé sur Vienne, demanda un armistice.

Le jeune vainqueur, à son tour, fit quelques difficultés, et accepta. Cette suspension d'armes amena des préliminaires de paix, qui furent signés à Léoben, le 7 avril, par les plénipotentiaires autrichiens, à qui Napoléon dit : *Votre gouvernement a envoyé contre moi quatre armées sans généraux, et cette fois, un général sans armée...* Le prince Charles regarda cet éloge comme le plus beau de sa vie militaire.

Dans cette même journée, les généraux Hoche et Moreau, après avoir franchi le Rhin, remportaient des avantages sur les autrichiens. A la nouvelle des préliminaires de Léoben, les hostilités furent suspendues.

Mais pendant que Napoléon marchait sur Vienne par les défilés de la Carinthie, le sénat de Venise, comprenant enfin qu'il était de

son intérêt de s'allier avec l'Autriche, levait des forces pour fermer à nos troupes leur rentrée en Italie ; et tandis qu'on stipulait à Léoben la cessation de l'effusion de sang, par l'ordre des nobles et des prêtres, on sonnait à Venise le tocsin pour appeler au meurtre et à l'assassinat des malheureux français. A Vérone, à Venise, à Padoue, les mêmes horreurs furent exécutées ; et ce crime est à jamais connu dans l'histoire, sous le nom affreux de *Vêpres venitiennes*.

Aussitôt que Napoléon reçut la nouvelle de ces forfaits, il détacha le général Baraguay-d'Hilliers qui marchant sur Venise avec sa division, délivra une partie des détachements compromis, et investit Vérone. Le lendemain, la nouvelle des préliminaires de Léoben ayant été connue des insurgés, ceux-ci furent abattus, et demandèrent à capituler. Ils livrèrent des otages, et tout rentra dans l'ordre.

Le général en chef envoya alors son aide de camp Junot, pour exprimer toute son indignation au sénat de Venise, qui sentant tout ce que sa position offrait de dangereux, s'humilia, chercha des excuses, et fit tous ses efforts pour conjurer l'orage.

Mais de tels attentats ne pouvaient être impunis, la destruction de l'aristocratie Venitienne les expia. Le lion de Saint-Marc fut détruit pour toujours, et l'anéantissement de cet exécrable pouvoir justifie bien le titre de *Libérateur de l'Italie*, qu'on accorda au vainqueur de Lodi. Le 11 mai, le grand conseil avait abdiqué, les nobles avaient pris la fuite, et la constitution des douze cents était proclamée.

Napoléon porta alors son quartier général à Montébello près Milan, où il séjourna plusieurs mois. C'est à Montébello que furent négociés et signés les traités de la république de Gênes, que fut opérée la réunion des républiques Cispadane et Transpadanc, en république Cisalpine; que choisi pour arbitre, entre les Grisons et les habitants de la Valteline, Napoléon rendit cette fameuse sentence : *Aucun peuple ne peut être sujet d'un autre peuple, sans violer les principes du droit public et naturel.*

Quelques nouvelles difficultés s'étant élevées entre la république française et l'Autriche, et désirant de conclure la paix avec cette dernière, Napoléon signa, le 17 octobre 1797, au village de Campo-Formio, ce fameux traité dont les dispositions principales étaient la paix sur terre et sur mer, la cession de la Belgique à la France, et le partage des états Venitiens entre l'Autriche et la France.

Après la conclusion de ce traité, qui donna à la France une prépondérance du premier ordre dans la balance de l'Europe, Rome se hâta de reconnaître la république ; et le général en chef, pacificateur, reçut l'ordre d'aller présider au congrès de Rastadt, la légation française. Le 1er décembre, il y signa avec le comte de Cobentzl, la convention militaire relative à l'évacuation de l'Italie par les deux armées; et il partit aussitôt pour Paris, où depuis un mois il avait été promu, par le Directoire, au commandement de l'armée de l'Ouest, destinée à agir contre l'Angleterre.

CHAPITRE QUATRIÈME.

RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — CAMPAGNE D'ÉGYPTE ET DE SYRIE.



(De 1797 à 1799.)



Le 15 décembre 1797, Napoléon arriva à Paris.

Il serait difficile de rendre l'enthousiasme populaire qu'excita la présence de ce vainqueur. Jamais ivresse publique ne fut plus grande, aussi le Directoire fut-il effrayé de cette puissance de gloire. Cependant, trop faible pour braver un tel empire, il dut s'y soumettre, et voulut à son tour s'associer aux hommages de l'expression nationale. Il donna une fête extraordinaire, triomphale, à laquelle assistèrent les ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemarck ; les ministres des républiques Batave, Cisalpine, Helvétique, Ligurienne, Genevoise, et les envoyés de Toscane, de Wurtemberg, de Bade, de Francfort et de Hesse-Cassel. C'est dans la vaste cour du Luxembourg, que fut préparée cette solennité

inconnue, à laquelle aucun édifice public ne pouvait suffire. Les drapeaux, conquis en Italie, étaient groupés en dais au-dessus des cinq directeurs. Ils étaient pour eux l'épée de Damoclès.

Napoléon remit solennellement au Directoire le traité de Campo-Formio ; et dans le discours qu'il lui adressa, on remarqua cette phrase : *De la paix que vous venez de conclure, date l'ère des gouvernements représentatifs* ; et cette prophétie : *Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre.*

Il n'est pas d'hommages publics qui ne lui furent décernés : la rue Chanteraine où il avait sa maison, fut nommée *rue de la Victoire* ; l'institut le choisit pour remplacer Carnot, alors proscrit comme royaliste ; Talleyrand, ministre des affaires étrangères, lui offrit une brillante fête. Les lettres, les arts, déposaient leurs tributs aux pieds du héros de la patrie. Le royaliste Bonald lui offrit son livre ; le républicain David, son pinceau. Le cri de *vive Napoléon* était dans toutes les bouches : ainsi, le jeune guerrier jouissait déjà de la gloire immense, et jusques-là sans exemple, qu'il avait attachée à son nom.

Après un séjour de deux mois dans la capitale, Napoléon partit pour faire l'inspection de son armée d'Angleterre, et après avoir visité toutes les côtes du Nord, de la Normandie et de la Bretagne, il revint à Paris.

C'est alors que ce génie infatigable, qui

mûrissait dans sa tête un projet qu'il avait formé pendant les négociations de Campo-Formio, projet dont il avait d'avance calculé les chances et les avantages, proposa au Directoire de le mettre à exécution.

Il s'agissait de fonder en Egypte une colonie puissante, et d'agrandir encore les succès de cette expédition, par des découvertes scientifiques. Il voulait en outre rendre cette belle contrée, l'entrepôt du commerce de la France avec l'Inde.

Le Directoire, aussi jaloux d'éloigner le vainqueur d'Italie, qui lui portait ombrage, que satisfait du nouveau plan qui lui était soumis, s'empressa d'applaudir à la proposition de Napoléon; et en le nommant au commandement de cette vaste expédition, lui adressa, le 5 mars 1798, la lettre suivante :

« Vous trouverez ci-joint, général, les arrêtés pris par le Directoire exécutif, pour remplir promptement le grand objet de l'armement de la Méditerranée : vous êtes chargé, en chef, de leur exécution. Vous voudrez bien prendre les moyens les plus prompts et les plus sûrs. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances, sont prévenus de se conformer aux instructions que vous leur transmettrez sur ce point important dont votre patriotisme a le secret, et dont le Directoire ne pouvait mieux confier l'exécution qu'à votre génie et à votre amour pour la vraie gloire. »

Signé, Reveillière-Lépaux, Merlin, B. Barras.

Investi de ces pouvoirs, Napoléon déploie une activité telle qu'en moins de deux mois, cinquante mille hommes, dont dix mille marins, sont réunis dans les ports de la Méditerranée. En même temps un armement immense est préparé à Toulon. Treize vaisseaux de ligne, quatorze frégates, quatre cents bâtiments sont équipés pour le transport de cette nombreuse armée, dont les généraux appartiennent déjà par des hauts faits d'armes à la gloire de la France, et la plupart à celle du vainqueur de l'Italie. Les principaux sont: Berthier, Caffarelli, Kléber, Desaix, Regnier, Lannes, Damas, Murat, Andréossy, Belliard, Menou et Zayonschek. Les chefs de la flotte sont l'amiral Brueys, et les contre-amiraux Villeneuve; du Chayla, Decrès et Gantheaume.

Outre toutes ces célébrités militaires, Napoléon, jaloux d'observer avec fruit ce que le berceau du monde offrait d'utile et de curieux, obtint un certain nombre d'artistes et de savants qui devaient l'aider de leurs lumières, et enrichir la France du fruit de leurs recherches.

Il est à remarquer que la destination véritable de tous ces hommes, et de tous ces grands préparatifs, fut inconnue jusqu'au dernier moment. On croyait en France à une descente en Angleterre, et en Angleterre on ne parlait que du projet des français de débloquer la flotte espagnole dans le port de Cadix, pour se réunir et protéger ensemble le débarquement de l'armée française sur les côtes de la Grande-Bretagne.

Enfin, après avoir composé son état-major, où parmi ses aides de camp se trouvent Louis son frère, Duroc, Eugène Beauharnais, le fils du directeur Merlin, et le brave Sulkowski, noble polonais qui s'est voué à sa fortune; après avoir donné ordre aux escadres de Gênes, de Civita-Vecchia, de Bastia, de se réunir à la grande flotte de Toulon, Napoléon quitte Paris le 3 mai, et arrive à Toulon où il publie aussitôt la proclamation suivante:

« *Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre, vous avez fait la guerre des montagnes, des plaines, des siéges: il vous reste à faire la guerre maritime. Les légions romaines que vous avez quelquefois imitées, mais point encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer, et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, disciplinées et unies entre elles. Soldats, l'Europe a les yeux sur vous. Vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre. Vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes et votre propre gloire. Soldats, et matelots, vous avez été jusqu'ici négligés; aujourd'hui la plus grande sollicitude de la république est pour vous. Vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie; le génie de la liberté, qui dès sa naissance, a rendu la république l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des nations lointaines.* »

Cette proclamation dans la bouche d'un homme déjà environné de tous les prestiges

de la gloire, électrisa tous nos braves : un cri d'enthousiasme répondit aux accents du général ; et le 19 mai l'escadre sortit de Toulon, avec le plus beau temps. Napoléon montait le vaisseau amiral appelé l'*Orient*, qui renfermait dans son nom tout le secret de l'expédition, secret qui jusqu'alors avait été impénétrable.

Après avoir longé les côtes de la Provence, passé à la vue du cap Corse, cotoyé la Sicile, et avoir évité l'escadre britannique commandée par Nelson, qui s'était mis à sa poursuite, notre armée parut, le 9 juin, à 5 heures du matin devant l'île de Malte.

Comme il entrait dans le plan du général en chef de s'emparer de cette île, il fit demander au Grand-Maître la permission de faire entrer l'escadre dans le port, pour y faire de l'eau : sur son refus, il se disposa à entrer de vive force, et le lendemain il effectua sa descente dans l'île. Sept mille hommes environ défendaient Malte, mais un grand nombre de chevaliers avaient promis de seconder les français ; aussi en peu d'heures, Malte, place considérée comme inexpúgnable, fut prise. Il supprima l'ordre de St.-Jean-de-Jérusalem, s'empara des trésors de son église, et après avoir laissé quatre mille hommes de garnison, et avoir organisé le gouvernement, Napoléon quitta cette ville pour continuer sa route.

Quarante-trois jours après son départ de Toulon, l'armée française aperçut les minarets d'Alexandrie et la tour des Arabes (1er juillet.)

Avant de débarquer, le vainqueur d'Italie fit à ses soldats la proclamation suivante : « *Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans ; leur premier article de foi est celui-ci* : IL N'Y A D'AUTRE DIEU QUE DIEU, ET MAHOMET EST SON PROPHÈTE. *Ne les contredites pas, agissez avec eux comme vous avez agi avec les Juifs et les Italiens. Ayez des égards pour les muphtis et pour leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabins et les évêques. Les légions romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez ici des usages différents de ceux de l'Europe, il faut vous y accoutumer. Les peuples chez lesquels nous allons traitent leurs femmes différemment que nous ; mais dans tous les pays, celui qui viole est un monstre ; le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes, il nous déshonore, il détruit nos ressources, il nous rend ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis.* »

Et après avoir ainsi parlé à l'armée, par une autre proclamation il s'adressait en ces termes aux fanatiques d'Alexandrie : « *Depuis trop long-temps les beys qui gouvernent l'Egypte insultent à la nation française, et couvrent d'avanies ses négociants; l'heure de leur châtiment est arrivée. Depuis trop long-temps ce ramassis d'esclaves achetés dans le Caucase et la Georgie, tyrannise la plus belle partie du monde ; mais Dieu, de qui dépend tout, a ordonné que leur empire finit. Peuple de l'Egypte, on vous dira que je viens pour détruire votre religion, ne le croyez pas ; répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les*

usurpateurs ; et que je respecte plus que les mamelucks, Dieu, son prophète et le koran. Quadhys, scheicks, imans, tchorbadys, dites au peuple : nous sommes aussi de vrais musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux musulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte ? Trois fois heureux ceux qui seront avec nous !.. Malheur à ceux qui seront pour les mamelucks, et combattront contre nous : il n'y aura pas d'espérance pour eux, ils périront ! »

La crainte d'être surpris par Nelson, hâta le débarquement de l'armée qui, malgré toutes les difficultés qu'opposa la côte, fut effectué dès le soir même. Pendant cette opération, une voile ayant été signalée : *Fortune*, s'écria Napoléon, *m'abandonnerais-tu ; je ne te demande que cinq jours.* La fortune se montra fidèle à ce vœu, car on reconnut bientôt que le bâtiment signalé était la frégate *la Justice*, qui faisait partie de l'escadre.

A peine l'armée fut-elle à terre, qu'elle reçut ordre de marcher contre Alexandrie, qui malgré la défense de Sedi-Molhommed-el-Coraïm, fut emportée d'assaut le 2 juillet ; et pour donner à sa conquête une solennité plus grande, Napoléon fit enterrer les morts au pied de la colonne Pompée.

Laissant au général Kléber le commandement d'Alexandrie, il se porta sur le Caire, après avoir chargé l'amiral Brueys d'embosser l'escadre dans la rade d'Aboukir. Il prit la route du désert par Demenhour. L'armée put se figurer toute l'horreur des positions

difficiles qui lui étaient réservées; privée d'eau sous un ciel et sur un sable brûlants, elle éprouva les tourments de Tantale ; d'autant plus que de loin les plaines de sable paraissent de vastes lacs fuyant à mesure que le voyageur en approche. L'on vit les généraux même les plus distingués, cédant à un accablement moral impossible à dépeindre, jeter leurs chapeaux brodés sur le sable et les fouler aux pieds. Plus d'une fois on fut à la veille de s'emparer des drapeaux et de revenir à Alexandrie ; mais l'amour qu'inspirait le général en chef, le prestige de gloire qui l'entourait, firent échouer tous les complots, et l'on finit par plaisanter de cette triste position.

Enfin, le 10 juillet, la division Desaix se trouva en face des mamelucks, qui l'attaquèrent à Rahmanieh, et qui après une canonnade assez vive, furent obligés de se retirer.

Après quelques jours de repos, Napoléon continua sa marche et vint à Chebreis, où il joignit l'armée ennemie commandée par Mourab-Bey. Un combat opiniâtre eut lieu, la flottille française qui suivait, s'y couvrit de gloire, et le général en chef victorieux, poursuivit les mamelucks qui opérèrent leur retraite et disparurent.

Le 23 juillet, après sept jours de marche et de privations, l'armée française les rencontre encore auprès des Pyramides. *Soldats*, s'écrie Napoléon plein d'un noble enthousiasme, *songez que du haut de ces monuments quarante siècles vous contemplent ;* et il ordonne l'attaque. La valeur téméraire, les charges rapides et multipliées des mamelucks

vinrent se briser contre les carrés français, contre ces murailles de fer mouvantes qui vomissaient la flamme, et qui firent croire à l'ennemi que nos soldats étaient tous attachés les uns aux autres. Les mamelucks tombent foudroyés aux pieds de nos carrés, comme sous les murs d'autant de forteresses. Aucun ne veut se rendre. Le fanatisme, la rage, une bravoure digne d'un meilleur sort, offrent ces braves de l'Orient, ces chevaliers de l'islamisme en sacrifice à la discipline européenne. Dix mille paient de leur sang cette terrible épreuve. Le village d'Embabeh est pris à la baïonnette : quarante pièces de canon, quatre cents chameaux, les armes, les trésors, les bagages, les vivres de cette noble milice d'esclaves tombent au pouvoir de l'armée, après dix-neuf heures d'un combat où les plus beaux faits d'armes honorent également les vainqueurs et les vaincus. Les dépouilles des orientaux portent dans le camp français l'abondance, la santé et la confiance. Le combat d'Embabeh reçoit le nom de *bataille des Pyramides*.

Le général Dupuy arriva de nuit sous les murs du Caire, dont sa division parcourut les rues étroites et silencieuses, avant d'y trouver un gîte où elle pût se reposer. Le même jour Napoléon occupa la ville; et mit fin aux excès auxquels la populace s'était livrée après le départ des mamelucks, en instituant un divan chargé de la police intérieure.

Maître de la capitale, il fit occuper la province du Delta par un corps de troupes, et

se mit en mesure de déjouer toutes les tentatives d'Ibrahim, qui, retiré à Belbis, paraissait disposé à tenir la campagne.

Une fois que les français furent maîtres du Caire, Napoléon prit l'habitude de donner souvent à dîner aux scheicks. Quoique nos usages fussent très-différents des leurs, et quoique leur patriotisme exagéré leur donnât de la répugnance pour toute espèce d'innovation, ils trouvaient très-commode la chaise, la fourchette et les couteaux. A la fin d'un de ces dîners, il demanda au scheick El-Mondi : *Depuis six mois que je suis avec vous, que vous ai-je appris qui vous paraisse de plus utile?* — *Ce que vous m'avez appris de plus utile?* répondit le scheick, moitié sérieux, moitié riant, *c'est de boire en mangeant.*

L'usage des Arabes est de ne boire qu'à la fin du repas.

Napoléon quitta le Caire et marcha contre Ibrahim, qui, à son approche, s'était retiré sur la Syrie, après s'être adjoint, dans sa fuite, la riche caravane de la Mecque. Laissant son infanterie, le général partit au galop, suivi de quatre cents cavaliers, pour fondre sur les derrières d'Ibrahim; il l'atteignit à Salahié, et soudain lui livra combat; ce coup de témérité faillit lui coûter cher; néanmoins l'ennemi se mettant en retraite, abandonna l'Egypte, et s'enfonça dans le désert; de son côté, Napoléon délivré de ces deux dangereux adversaires, revint au Caire.

C'est là qu'il apprit, par une dépêche que le général Kléber lui avait expédiée d'Alexandrie, qu'un combat naval, livré à Aboukir,

entre la flotte française commandée par Brueys, et celle des anglais commandée par Nelson, ôtait désormais à l'armée tout espoir de retraite, et ne lui laissait plus d'autre alternative que de vaincre ou mourir.

A la lecture du rapport qui annonçait cette affreuse nouvelle, Napoléon ne laissa paraître aucune émotion sur ses traits; il prit à part l'envoyé de Kléber, se fit donner quelques détails de vive voix, et lorsqu'il eut tout entendu, il lui répondit d'une voix haute, et avec un sang-froid digne de son courage qui semblait s'agrandire dans ce malheur : *Nous n'avons plus de flotte, eh bien! il faut rester dans ces contrées ou en sortir grands comme les anciens.*

Cette nouvelle qu'on aurait en vain voulu cacher long-temps, fut aussitôt rendue publique : et la sécurité avec laquelle le général la raconta, passa bientôt dans tous les esprits.

Ce revers fit sentir à Napoléon la nécessité de s'attacher la population du Caire; aussi redoubla-t-il de soins et d'égards pour être bien avec les prêtres, les magistrats, et tous les hommes un peu éminents. C'est à cet effet, que le 18 août il fit célébrer une fête à l'occasion du débordement du Nil, et de l'arrivée des eaux de ce fleuve au Caire.

Deux jours après, au sujet de l'anniversaire de la naissance de Mahomet, il ordonna des solennités nouvelles, dans lesquelles il sut allier à la pompe orientale, tout le faste européen. Il parut lui-même dans la fête, et chez le scheick, en costume oriental, coiffé du turban, et accepta avec joie le titre d'*Ali*

Napoléon qui lui fut décerné Le lendemain, il arrêta la formation d'un Institut, qui fut composé de savants et d'artistes de toutes les classes, qui devaient s'occuper de ce qui pourrait intéresser les sciences et les arts en Egypte.

Enfin, le 22 septembre 1798, il fit encore célèbre au Caire, avec la pompe qu'il avait déjà déployée, la fête de la fondation de la république. Il eut l'ingénieuse pensée de rendre cette solennité nationale pour les Egyptiens, et il fit ériger à grands frais un cirque immense sur la plus grande place du Caire.

Des inscriptions en faveur des vainqueurs et des vaincus y furent partout placées : à côté de l'étendard français flottait le drapeau du despotisme oriental ; près du bonnet de la liberté on voyait le croissant, et près des tables de la déclaration des droits de l'homme, se trouvait le koran.

La position du jeune vainqueur était telle, qu'il subissait l'impérieuse nécessité de flatter les uns et les autres ; cependant à travers une telle rigueur, il n'oublia pas sa propre gloire, et par un discours qu'il adressa au pied de la pyramide de la place d'Exbekieh, il rappela en peu de mots à tous ses braves leur glorieuse carrière. *Soldats*, leur dit-il, *nous célébrons le premier jour de l'an 7 de la république. Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple français était menacée, mais vous reprîtes Toulon ; ce fut le présage de la ruine de vos ennemis. Un an après vous battiez les autrichiens à Dégo ; l'année suivante vous étiez sur le sommet des Alpes. Vous luttiez*

contre Mantoue, il y a deux ans, et nous remportions la célèbre bataille de St.-Georges. L'an passé vous étiez aux sources de la Drave et de l'Isonzo, de retour de l'Allemagne. Qui eût dit alors que vous seriez sur les bords du Nil, au centre de l'ancien continent? Depuis l'anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous fixez les regards du monde. Soldats, votre destinée est belle... Dans ce jour quarante millions de citoyens célèbrent l'ère des gouvernements représentatifs; quarante millions de citoyens pensent à vous.

Cependant au milieu de l'enthousiasme qu'excitent ces fètes et ces honneurs dont on comble Napoléon, on ne laisse pas de conspirer dans l'ombre, et le 22 octobre 1798, la nombreuse population du Caire se soulève. Elle était excitée par les émissaires des beys, des anglais, et du Grand-Seigneur, et soutenue par des milliers d'arabes.

Le général Dupuy qui commandait la place, est la première victime de cette terrible insurrection. Le brave Salkowski, que Napoléon chérissait, fut massacré. Les français de tout âge, de toute condition, sont indignement assassinés dans les rues. Les mosquées deviennent des forteresses d'où l'on fait pleuvoir la mort sur nos guerriers; les imans, du haut des minarets, donnent le signal de la destruction. Soulevée par les scheicks, la population du Caire a juré l'extermination des français.

A cette nouvelle, Napoléon qui se trouvait au vieux Caire, se hâta d'accourir. Il se présente à la porte du Caire, il en est repuossé

et se voit obligé d'entrer par celle de Boulak. Alors il se souvient des *Vêpres venitiennes*, et il comprend toute l'étendue de sa terrible mission. Avec sa présence d'esprit et son sang-froid ordinaires, il donne des ordres, repousse les arabes dans le désert, dirige ses colonnes dans les rues, entoure la ville de son artillerie, et poursuit les rebelles qui s'entassent dans la grande mosquée. Il est assez généreux pour leur offrir le pardon, mais les fanatiques le refusent et continuent le combat. C'était leur arrêt de mort. Napoléon donne de nouveaux ordres : les batteries foudroient tout-à-coup la grande mosquée, et la hache en brise les portes. Les musulmans effrayés demandent en vain grâce : *l'heure de la clémence est passée*, *leur dit le vainqueur*; *vous avez commencé*, *c'est à moi de finir;* et les rebelles sont livrés à la fureur des français. Dieu et les hommes semblent irrités contre eux, l'air s'obscurcit de nuages, la mort se présente à eux sur la terre, et le ciel leur inspire la terreur. Réduits à cet affreux désespoir, ils jettent leurs armes, se rendent à discrétion, et implorent encore la miséricorde des français. Napoléon se laisse fléchir, les principaux chefs de la révolte suffisent à sa justice; il en fait mourir onze, et suivant l'usage du pays fait promener leurs têtes sur des piques, dans les rues du Caire. Trois mille cadavres égyptiens attestent le pouvoir et la vengeance des français.

Pour punir toute la ville, Napoléon abolit le divan, auquel il substitua un gouvernement militaire, et imposa des contributions considérables.

Si la rigueur qu'il exerça paraît terrible, qu'on pense à l'immense responsabilité qui pesait sur l'homme que quarante mille familles et la patrie entière eussent jugé plus tard, et l'on verra que Napoléon, en préservant, par sa fermeté, la ville du Caire de nouvelles séditions, se rendit encore, dans cette circonstance, digne des éloges de la postérité.

Sorti de ce péril, Napoléon fait fortifier la place du Caire, et accompagné de plusieurs savants, quitte cette ville pour aller reconnaître les travaux du canal qui unissait autrefois la Mer rouge à la Méditerranée. Après trois jours de marche dans le désert, il arrive à Suez, s'en empare, complète les fortifications de cette ville, et profitant de la marée basse, il traverse à sec la Mer rouge, pour se rendre au lieu que les arabes désignent encore sous le nom de *Fontaines de Moïse.* Cette témérité faillit lui coûter la vie ; car surpris par la mer montante, il eût péri comme Pharaon, si un guide de son escorte ne l'eût sauvé en l'emportant sur ses épaules.

A son retour de Suez, ayant appris que Djazzar, pacha de Syrie, s'était emparé du fort d'El-Arisch, qui défend les frontières d'Egypte, à dix lieues dans le désert, le général en chef lui fait faire des propositions ; mais ce pacha qui vouait aux français une haine implacable, les rejette avec un mépris insultant. Napoléon alors se décide à obtenir par la force ce qu'on lui refuse par la douceur, et l'expédition de Syrie est résolue.

Il revient au Caire, réunit et met en mou-

vement les troupes qu'il destine pour cette conquête, et part lui-même, le 10 février 1799, pour aller punir l'orgueilleux pacha. En peu de jours il arrive devant El-Arisch. Il s'en empare, détruit une partie de la garnison, et force l'autre, réfugiée dans la citadelle, à capituler, et à prendre du service dans les rangs français.

A la suite de ces succès, l'armée se dirige sur Gaza. Dans sa marche, elle souffre encore les horribles tourments de la soif, mais à la vue des belles montagnes de la Syrie, elle oublie ses souffrances. A son approche, les troupes de Djazzar se retirent, et laissent nos guerriers entrer sans coup férir dans Gaza, où ils prennent du repos.

Cinq jours après, Napoléon était devant Jaffa, que défendait une forte garnison. Cette place était très-importante pour lui : non-seulement elle offrait un port sûr pour l'escadre, mais encore c'était la clef des états du pacha. Il en ordonna de suite le siége. Jaffa fit une résistance opiniâtre ; mais le feu et le courage des assiégeants furent tels, qu'elle fut forcée de se rendre. Le massacre devint général, peu de turcs échappèrent à la fureur des français.

On a fait sur cette expédition plus d'un reproche à Napoléon, et notamment sur l'empoisonnement des pestiférés de Jaffa. Pour toute réponse, je citerai seulement ce qu'a dit l'un de ses biographes.

On sait, dit ce spirituel auteur, que le général en chef demanda au docteur Desgenettes, s'il n'y avait pas moyen d'abréger les

tourments de ces infortunés, et de les soustraire au sort affreux qui leur était réservé ; on sait aussi quelle fut la réponse du docteur. Sans discuter un point aussi difficile, et tenant de si près aux plus chers intérêts de l'humanité, qu'il soit permis à l'historien impartial de ne point partager l'opinion de ceux qui, livrés à toutes les fureurs de l'esprit de parti, n'ont voulu voir, dans la proposition faite par Napoléon, qu'un infâme empoisonnement. La guerre offre des chances qui malheureusement ne sont que trop ordinaires, et dans lesquelles une loi immuable de tous les temps, et commune à tous les peuples, a voulu que les intérêts privés fussent immolés à un grand intérêt général, c'est à la postérité à décider si cette proposition terrible est, comme nous n'en doutons pas, celle dans laquelle s'est trouvé le général en chef.

Le même écrivain ajoute, que ce fut seulement, d'après l'avis d'un comité secret, dont l'opinion fut unanime, que Napoléon se détermina. Au reste, continue-t-il, il n'est pas sans intérêt de faire connaître que sur trente pestiférés à qui les potions furent administrées, plusieurs eurent une crise salutaire ; quinze ou dix-huit succombèrent.

Maîtresse de Jaffa, l'armée se dirige sur Saint-Jean-d'Acre. Dans sa marche savante et rapide, elle triomphe de tous les obstacles, et disperse à Korsoum et à Kaiffa les ennemis qu'elle rencontre. Kléber, Murat, Junot, Regnier, rivalisent partout de zèle, d'ardeur et de talent. Enfin, le 19 mars, les français sont sous les murs de Saint-Jean-d'Acre, dont

ils font le siége. Deux fois ils veulent prendre cette ville d'assaut, deux fois ils sont repoussés. Djazzar, aussi féroce que courageux, a juré de s'ensevelir sous les ruines de la place, et fait une défense contre laquelle viennent se briser tous les efforts de l'armée.

On se disposait à renouveler avec plus d'ardeur les attaques contre cette ville, lorsque le général en chef donna ordre de les suspendre. Menacé d'être attaqué dans son camp par ses audacieux ennemis, dont le nombre croissait tous les jours d'une manière effrayante, par la réunion des napolitains, des mamelucks d'Ibrahim-Bey, des janissaires de Damas et d'Alep, et des arabes des différentes tribus de Syrie, qui sous le nom d'*armée des Pachas*, accouraient en foule au secours de Djazzar, il prit la résolution de les disperser.

Le 15 avril, il quitta son quartier général établi devant Saint-Jean-d'Acre, et, pendant que ses divisions obtenaient de brillants succès à Loubi, à Sed-Jarra et à Nazareth, il engagea le 27, dans la plaine de Fourli, la bataille connue sous le nom de Mont-Thabor, résultat brillant de la plus savante combinaison de mouvement, et qui peut être regardée comme le plus beau fait d'arme de l'armée d'Egypte. Le succès de cette bataille fut dû à la froide intrépidité de Kléber et à la prodigieuse activité de Murat, qui secondèrent de tout leur pouvoir les opérations du général en chef.

Après diverses dispositions militaires, le jeune vainqueur rentre dans son camp sous Saint-Jean-d'Acre, où cette victoire ranime le

courage de l'armée de siége qu'il y avait laissée, en même temps qu'elle diminue la confiance des assiégés. Aussi pour profiter de ces dispositions favorables, il ne perd pas un instant, et hâte les travaux ; aussitôt qu'on est en mesure, il ordonne d'attaquer ; mais tant de victoires successives, tant de brillantes escarmouches ne devaient aboutir à rien. Le fatal siége de Saint-Jean-d'Acre est le roc contre lequel viennent se briser la bravoure de nos guerriers et le courage de Napoléon.

Alors, voyant la résistance indomptable des turcs, instruit d'autre part que l'armée des pachas, dispersée au Mont-Thabor, se réunissait dans les campagnes qui bordent le Jourdain ; informé, par ses correspondances d'Alexandrie et du Caire, que des mouvements insurrectionnels se préparaient dans la Basse-Egypte, où les côtes étaient menacées d'un débarquement ; convaincu d'ailleurs que le convoi entré dans le port de Saint-Jean-d'Acre portait un détachement d'une armée turque rassemblée à Rhodes, et destinée à être incessamment débarquée en Egypte ; connaissant en outre, par des lettres qu'il a reçues de ses frères Joseph et Lucien, que la guerre civile menace la France, Napoléon prend la résolution, si pénible à son amour-propre, de lever le siége, et il l'annonce à ses braves par une proclamation qui commençait par ces mots : « *Soldats, après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de campagne et cinquante drapeaux, fait dix mille prisonniers,*

rasé les fortifications de Gaza, Jaffa, Kaiffa, Acre, nous allons rentrer en Egypte, etc.

Dans la nuit du 20 au 21 mai, l'armée se mit en retraite, et repris la route du Caire, où elle arriva après quatre mois d'absence. Son entrée y fut triomphante, et détruisit dans l'esprit des habitants les funestes impressions que le bruit de la destruction de l'armée et de la mort du général en chef avait faite sur la population. Napoléon s'empara habilement de cette intrigue des émissaires turcs et anglais, quand il dit dans sa proclamation : « *Il est arrivé au Caire le bien gardé, le chef de l'armée française, qui aime la religion de Mahomet ; il est arrivé bien portant et bien sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le comble ; il est entré au Caire par la porte de la victoire. Ce jour est un grand jour ; on n'en a jamais vu de pareil. Tous les habitants du Caire sont venus à sa rencontre. Ils ont vu et reconnu que c'était bien le même général en chef Napoléon, en propre personne ; il se sont convaincu que ce qui avait été dit sur son compte était faux. Il fut à Gaza et à Jaffa. Il a protégé ceux de Gaza ; mais ceux de Jaffa, égarés, n'ayant pas voulu se rendre, il les livra tous, dans sa colère, au pillage et à la mort. Il a détruit tous les remparts et fait périr tout ce qui s'y trouvait. Il se trouva à Jaffa environ cinq mille hommes des troupes de Djazzar, il les a tous détruits.* »

L'armée goûta au Caire toutes les jouissances de la vie, et oublia les périls et sa fatigue qu'elle avait essuyés. Mais ce repos fut de courte durée. Averti depuis long-

temps, par ses correspondances, comme nous l'avons déjà dit, qu'une crise se préparait dans la Basse-Egypte, Napoléon en avait acquis la certitude par les divers mouvements opérés sur tous les points par ses ennemis qui étaient près de débarquer à Aboukir, et d'occuper militairement la presqu'île. Soudain il ordonne à ses généraux de se porter au-devant de l'armée que commande le pacha de Romélie, Seidman-Mustapha, et qui est soutenu des forces de Mourad et d'Ibrahim. Avant de partir, il écrit au divan du Caire : « *Quatre-vingts bâtiments ont osé attaquer Alexandrie; mais, repoussés par l'artillerie de cette place, ils sont allés mouiller à Aboukir où ils commencent à débarquer. Je les laisse faire, parce que mon intention est de les attaquer, de tuer tous ceux qui ne voudront pas se rendre, et de laisser la vie aux autres pour les mener en triomphe au Caire. Ce sera un beau spectacle pour la ville.* »

Aussitôt arrivé à Alexandrie, Napoléon marche sur Aboukir, où l'attendait Mustapha à la tête de dix-huit mille hommes, retranchés et défendus par une artillerie nombreuse, et en communication avec la flotte. Le général en chef juge à propos de l'attaquer le premier, et il en donne l'ordre. L'armée, pleine d'enthousiasme, et surtout jalouse de venger les honorables échecs de la flotte française, à Aboukir, se précipite sur les ennemis avec une ardeur qui tient de la rage et de la vengeance En peu d'heures l'armée ennemie est détruite, dix mille fuyards se noient dans la mer, le reste est tué ou

pris. Le pacha, son fils, tous les chefs de l'armée sont faits prisonniers, et leurs dépouilles apportent l'abondance et la richesse dans le camp français.

Après cette victoire, Napoléon revint à Alexandrie, puis au Caire, où il fit une entrée triomphante.

Tandis que nos soldats se couvraient d'une gloire immortelle, la république française éprouvait de grands désastres en Italie, sans compter ses déchiremens intérieurs. Le général en chef ne l'ignorait pas, et déjà sa résolution de revenir en Europe était arrêtée; le général Berthier, chef d'état major-général, était seul dans la confidence.

Après avoir assuré pour un an les subsistances de l'armée, et tout ce qui pouvait la maintenir dans ces contrées, il en confia le commandement au général Kléber, et désigna le général Desaix pour la Haute-Egypte seulement. Des instructions à ce sujet, une proclamation à l'armée et une aux autorités et au peuple de l'Egypte, étaient renfermées dans une dépèche qui ne devait nécessairement être lue qu'après son départ.

C'est ici, écrivait en 1818 un publiciste, qu'il importe de concilier un fait d'une haute importance, lequel, en contribuant à expliquer la prompte levée du siége de Saint-Jean-d'Acre, et le changement qui s'opéra alors dans les résolutions de Napoléon, répond d'une manière victorieuse à l'accusation si souvent élevée contre lui d'avoir abandonné son armée sans autorisation, et sans avoir pris des mesures ultérieures pour sa défense. Plus

nous aurons, dans la suite de cette notice, à nous montrer rigoureux envers l'homme extraordinaire qui, devenu le héros de sa patrie, a préféré à l'immortelle gloire d'être le fondateur de sa liberté, le funeste pouvoir de l'opprimer ; plus nous pensons qu'il est de notre devoir de le défendre contre les imputations inventées par la haine, et accréditées par l'ignorance. On a dit communément que Napoléon avait déserté son armée ; la lettre qui lui fut adressée en Egypte par le Directoire exécutif, est la seule réponse à opposer à cette accusation.

« Citoyen général, lui écrivait le Directoire, le 26 mai 1799, les forces extraordinaires que l'Autriche et la Russie viennent de déployer, et la tournure sérieuse et presque alarmante que la guerre a prise, exigent que la république concentre ses forces. Le Directoire vient, en conséquence, d'ordonner à l'amiral Brueys d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour se rendre maître de la Méditerranée, et se porter en Egypte, à l'effet d'en ramener l'armée que vous commandez. Il est chargé de se concerter avec vous sur les moyens à prendre pour l'embarquement et le transport. Vous jugerez, citoyen général, si vous pouvez, avec sécurité, laisser en Egypte une partie de vos forces ; et le Directoire vous autorise, en ce cas, à en confier le commandement à qui vous jugerez convenable. Le Directoire vous verrait avec plaisir ramené à la tête des armées républicaines que

vous avez jusqu'à présent si glorieusement commandées.

Signé TREILLARD, REVEILLÈRE-LEPAUX, B. BARRAS. »

Enfin, le 22 août 1799, Napoléon quitta Alexandrie à dix heures du soir, dans une embarcation qui le conduisit à bord de la frégate *la Muiron*, où l'attendait le contre-amiral Ganthcaume; il avait avec lui les généraux Berthier et Andréossy; les savants Monge, Bertholet et Denon; l'aide de camp Lavalette, qui, seize ans plus tard, dût la vie à la tendresse de son épouse; et le secrétaire Bourienne. La frégate *la Carrène*, compagne de la *Muiron*, avait pour commandant le chef de la division Dumanoir-le-Pelley. Elle était montée par les généraux Murat, Lannes et Marmont.

Après une traversée de quarante-huit jours, dans laquelle la petite escadrille eut assez d'adresse ou de bonheur, pour éviter la rencontre des nombreux vaisseaux anglais qui croisaient dans ces mers, et dont les commandants, quoi qu'en aient dit ou pensé bien des personnes, ne s'entendaient certainement pas avec Napoléon. ce général débarqua à St.-Rapheau, le 28 septembre 1799. Dispensé de la quarantaine, il se rendit avec sa suite à Fréjus, où sa présence devint l'objet d'un enivrement universel, qui se manifesta sur tous les points de son passage, depuis Fréjus jusqu'à Paris.

Partout les habitants des villes et des campagnes, à la nouvelle de son retour, abandonnaient leurs travaux et accouraient en foule pour contempler le héros de l'Italie et le vainqueur de l'Orient.

Napoléon fut vivement frappé de cet excès d'enthousiasme, qui ne ressemblait point à celui dont l'avait entouré sa gloire passée : aussi apprécia-t-il à sa juste portée, toute la faveur de la fortune qui le ramenait dans sa patrie.

CHAPITRE CINQUIÈME.

ARRIVÉE DE NAPOLÉON A PARIS.—RÉVOLUTION DU 18 BRUMAIRE AN 8. —NAPOLÉON EST NOMMÉ PREMIER CONSUL.



(De 1799 à 1800.)



A son retour à Paris, Napoléon fut salué d'une acclamation aussi unanime que celle qu'il avait recueillie surtout son passage. Tous les regards, toutes les espérances se portèrent alors sur le vainqueur de l'Italie, qui venait de se couvrir encore des palmes d'Aboukir. La conduite à tenir par Napoléon, en de telles circonstances, était très-délicate : de toutes parts le peuple le proclamait le *Libérateur de la patrie*, *le vengeur de la France.* Il sentit la nécessité d'étudier la situation vraie de la république, qui avait déjà tant de fois captivé sa sollicitude, et cette position était bien critique alors.

La guerre civile s'était rallumée avec fureur dans l'Ouest, et menaçait d'envahir le Midi. L'Italie tout entière avait été reconquise; Joubert, que le Directoire avait choisi pour la reprendre, venait de mourir en combattant à Novi : à peine quelques succès dus aux talents et à la fortune de Masséna, au génie et au courage de Brune, vengeaient-ils en Helvétie, et en Hollande, les revers de nos armes qu'ils ne pouvaient à coup sûr compenser.

Moreau qui s'était illustré en combattant contre les russes, était de retour à Paris; Sieyes et ses amis avaient porté leurs vues sur ce général, pour agir selon leurs projets; mais à la nouvelle de l'arrivée de Napoléon, Moreau sentit que le rôle auquel le Directoire voulait l'appeler, n'était plus tenable, et il fut le premier à lui dire : « *Vous n'avez plus besoin de moi, voilà l'homme qu'il vous faut pour un mouvement, adressez-vous à lui.* » Cette réponse de Moreau, donne une idée de la politique étroite du Directoire, qui croyait par un mouvement reprendre le crédit qu'il avait perdu dans l'opinion; tandis qu'un parti, que le vainqueur de Toulon, de vendémiaire, d'Italie et d'Egypte, représentait seul désormais, allait bientôt profiter de l'ascendant qu'on lui avait donné en implorant son dangereux appui.

Dès le 17 octobre, Napoléon se rendit au Directoire. Reconnu par les soldats de la garde, il fut salué par des cris d'alégresse. Il n'eut qu'à se louer de l'accueil qu'il reçut des directeurs. Il leur exposa en séance particu-

lière la situation de l'Egypte, leur déclara, qu'instruit des malheurs de la France, il en avait été bien affligé, et qu'il n'était revenu que pour la défendre. Il jura sur son épée, que son départ n'avait jamais eu d'autre but, et se retira, laissant aux directeurs cette confiance.

De ce jour, Napoléon reprit à Paris le genre de vie retirée qu'il avait adopté à son retour de Rastadt. Il paraissait peu en public, n'allait au théâtre qu'en loge grillée, et ne recevait chez lui que quelques savants, des généraux de sa suite, et des amis particuliers. Il ne voulut dîner chez les directeurs qu'en famille. Il ne put cependant refuser le repas que lui offrirent les deux Conseils dans le temple de la victoire, (l'Eglise St.-Sulpice); mais il ne fit que paraître à cette espèce de fête, et en sortit avec Moreau.

A travers cette solitude, il ne laissait pas cependant que de s'intéresser beaucoup aux affaires de l'intérieur. Le succès des projets qu'il voulait exécuter, dépendait plus encore de la disposition des esprits que de la hardiesse et de la force des moyens d'accomplissement, aussi s'attachait sans relâche à bien apprécier tout ce qui l'entourait. Il tira un grand parti des documents positifs que s'empressèrent de lui faire parvenir des hommes éminents, tels que : Cambacérès, Rœderer, Réal, Régnaut de St.-Jean-d'Angely, Boulay de la Meurthe, Daunou, Chénier, Maret, Sémonville, Murat, Bruy, qui se rangèrent de son côté.

De toutes parts on le pressait de se mettre

à la tête non pas d'un mouvement, mais d'une révolution. Le Directoire conspirait aussi, et Napoléon était encore le dépositaire des projets et des vœux qui divisaient ses membres. Tel était à peu près l'état de ces diverses intrigues. Jourdan, Augereau et Bernadotte figuraient au premier rang de la faction démagogique du *Manége*. Cette faction qui se ralliait aux deux directeurs Moulin et Gohier, se composait des révolutionnaires républicains. Elle fit ses confidences à Napoléon, qui les accepta, et tenait ostensiblement pour Gohier et Moulin. Sieyes dirigeait de son côté, les modérés qui siégeaient dans le Conseil des anciens. Il proposait à Napoléon d'exécuter un coup d'état médité depuis longtemps, et lui soumettait une constitution qu'il avait silencieusement élaborée. Barras, placé à la tête des spéculateurs, des hommes de plaisir, flottait entre les deux partis, et aurait voulu s'en débarrasser pour gouverner seul à sa guise : voilà le motif de l'accueil qu'il avait fait à Napoléon qui l'appelait le chef des pourris. Un quatrième parti se formait des conseillers de Napoléon qui ne se souciaient ni de la métaphysique de Sieyes, ni de la corruption de Barras, ni de la démagogie de Gohier. A la tête se rangeait Fouché, ministre de la police du Directoire. Il avait rompu avec les républicains qui méprisaient sa versalité; et à l'arrivée de Napoléon, il commença près du Directoire, le rôle qu'il n'a cessé de jouer depuis. On reçut ses services, parce qu'on les crut nécessaires. Talleyrand-Périgord se jeta aussi dans le parti

de Napoléon, prévoyant qu'il serait le plus fort.

Après avoir écouté les chefs de tous ces partis, Napoléon n'eut pas de peine à comprendre qu'il était lui-même un parti, et qu'au lieu de les aider, il lui était facile de les faire servir à son élévation. Cependant il continua de les servir, de les écouter, de les flatter ; et quoique dès lors ses plans fussent irrévocablement arrêtés pour s'emparer d'un pouvoir si chancelant, il mit une telle adresse, affecta un tel désintéressement dans sa conduite, que jusqu'au dernier moment, ceux qui, le connaissant bien, conservaient de vives alarmes sur le sort de la liberté confiée à de telles mains, n'eurent cependant aucune occasion de suspecter sa franchise. Il avait même si souvent répété qu'il ne voulait être que l'instrument du salut de la république, que même en s'étonnant de tant de modération de sa part, il était presque impossible de ne pas croire à la sincérité de ses protestations. Le prestige était devenu si général, que Moreau lui-même le partagea, et lui offrit d'être un de ses lieutenants dans le grand mouvement qui se préparait.

Enfin, le 7 novembre 1799, un dernier conciliabule eut lieu à la Malmaison, résidence de l'épouse du général, et il y fut décidé que dès le surlendemain, le Conseil des anciens, assemblé extraordinairement, prendrait, conformément à l'une des dispositions de la constitution qu'on allait renverser, une résolution pour transférer le corps législatif à Saint-Cloud, sous prétexte qu'une grande

conspiration compromettait la sûreté des Conseils de la capitale ; et nommerait Napoléon, commandant en chef de la garde du corps législatif, des troupes de la division de Paris et de la garde nationale.

De son côté, Napoléon fit prévenir le même soir, tous les généraux qui étaient revenus d'Egypte, et tous ceux dont il connaissait les sentiments, qu'il serait bien aise de les voir de bonne heure le lendemain. Augereau et Bernadotte seuls ne furent pas prévenus.

A l'heure fixe arrivèrent tous ceux qui avaient été convoqués. Bernadotte même fut amené par Joseph Bonaparte, et au moment où la maison du général était remplie de tout ce que Paris comptait de militaires influents, le député Cornet, apporta le décret suivant, qui fut lu à l'assemblée : « Le conseil des « anciens, en vertu des art. 102, 103 et 104 « de la constitution, décrète ce qui suit : 1° » Le corps législatif est transféré dans la com- « mune de Saint-Cloud. Les deux Conseils y « siégeront dans les deux ailes du Palais. 2° « Ils seront rendus demain, 19 brumaire, » à midi. Toute continuation de fonctions, « de déclaration, est interdite ailleurs, et » avant ce terme. 3° Le général Napoléon est « chargé de l'exécution du présent décret. Il « prendra toutes les mesures nécessaires pour « la sûreté de la représentation nationale. Le « général commandant la dix-septième divi- « sion militaire, la garde du corps législatif, « les gardes nationales sédentaires, les troupes « de ligne qui se trouvent dans la commune « de Paris et dans l'arrondissement constitu-

» tionnel, et dans toute l'étendue de la dix-
» septième division, sont mis immédiatement
» sous ses ordres, et tenus de le reconnaître
» en cette qualité. Tous les citoyens lui prê-
» teront main forte à la première réquisition.
» 4° Le général Napoléon est appelé dans le
» sein du conseil pour y recevoir une expé-
» dition du présent décret, et prêter serment.
» Il se concertera avec les commissions des
» inspecteurs généraux des deux conseils. 5°
» Le présent décret sera de suite transmis
» par un messager au conseil des cinq cents
» et au Directoire exécutif: il sera imprimé,
» affiché, promulgué, et envoyé dans toutes
» les communes de la république par des
» courriers extraordinaires. » Tel fut le pre-
mier manifeste de la révolution, organisée
entre Sieyes et Napoléon.

Après cette lecture qui fut suivie du cri unanime de *vive Napoléon*, *vive la république*, Napoléon ordonna aux adjudants de faire battre la générale, et de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris; et il harangua les militaires par cette proclamation qui fut envoyée aux armées: « *Soldats, le décret extraordinaire du conseil des anciens est conforme aux art.* 102 *et* 103 *de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commandement de la ville et de l'armée. Je l'ai accepté pour seconder les mesures qu'il va prendre, et qui sont toutes en faveur du peuple. La république est mal gouvernée depuis deux ans; vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux: vous l'avez célébré avec une union que m'impose des devoirs que je remplis:*

vous remplirez les vôtres, et vous seconderez votre général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours vues en vous. La liberté, la victoire et la paix replaceront la république française au rang qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison ont pu seules lui faire perdre. Vive la république!» Ensuite, il se rendit à cheval, au château des Tuileries par le Pont-Tournant. Introduit dans la salle du conseil des anciens, avec son état-major : « *Citoyens*, dit-il, *la république périssait; vous l'avez su, et votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre! je les arrêterai, aidé des généraux Berthier, Lefebvre, et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre marche. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle : rien dans la fin du dix-huitième siècle ne ressemble au moment actuel. Votre sagesse a rendu ce décret, nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une république fondée sur la liberté civile, sur la représentation nationale; nous l'aurons. Je le jure. Je le jure en mon nom et en celui de mes compagnons d'armes.*»

Napoléon n'était point orateur ; mais ce discours, présenté sans suite, et sans autre éloquence que celle des circonstances dans lesquelles on se trouvait, produisit beaucoup d'effet. Le général sortit au milieu des applaudissements du Conseil, et passa la revue des troupes. Ce fut alors qu'Augereau lui dit: « *Comment général, vous avez voulu faire quelque chose pour la patrie, et vous n'avez pas appelé Augereau.* »

Le bruit se répandit bientôt que Napoléon était aux Tuileries, et qu'il ne fallait plus obéir qu'à lui seul. Tout le monde y courut. En ce moment, il envoya un aide de camp à la garde du Directoire pour lui faire part du décret, et lui prescrire de n'obéir qu'à lui. Cette garde monta aussitôt à cheval pour aller rejoindre les autres troupes, et abandonna ainsi Barras et ses collègues. Les directeurs protestèrent avec violence ; Moulins donna sa démission ; Napoléon fit reprocher à Barras les dilapidations qui avaient perdu la république, et insista pour qu'il se démît aussi; Talleyrand fut envoyé pour cela près de lui ; et bientôt Bossot, secrétaire de Barras, apporta cette démission au Conseil des anciens, avec ordre de parler au général. Bossot se trouva dans la salle des inspecteurs du conseil, où Napoléon, élevant la voix, prononça ainsi l'arrêt des directeurs en présence d'une foule de généraux et de soldats : « *Qu'avez-vous fait de cette France que je vous ai laissée si florissante ? Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Je vous ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers. Je vous ai laissé les millions d'Italie, et j'ai retrouvé partout des lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-vous fait de* 100,000 *français que je connaissais, tous mes compagnons de gloire ? ils sont morts ! cet état de choses ne peut durer : avant trois ans il nous mènerait au despotisme. Mais nous voulons la république, la république assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile, et de la tolérance poli-*

tique. Avec une bonne administration tous les individus oublieront les factions dont ont les fit membres, pour leur promettre d'être français. Il est temps enfin que l'on rende aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle ils ont tant de droits. A entendre quelques factieux, bientôt nous serions tous des ennemis de la république, nous qui l'avons affermie par nos travaux et notre courage. Nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves qui ont été mutilés au service de la Patrie. » Cette dernière phrase annonçait assez les intentions de Napoléon.

Gohier et Moulins voulaient prendre des mesures violentes, mais la marche rapide des événements ne le leur permit pas. Ce dernier qui proposa d'abord de faire arrêter et de faire fusiller sur-le-champ Napoléon, envoya ensuite sa démission. Gohier en fit autant et s'échappa comme lui du palais directorial. Barras effrayé demanda un passe-port qu'il obtint et partit

Enfin le Directoire, flétri par l'opinion publique, sentit dès ce moment le pouvoir s'échapper de ses mains. Les amis de la république, qui siégeaient au Conseil des cinq cents, n'ayant point eu le temps d'organiser une résistance légale à l'usurpation du pouvoir, furent forcés de tomber dans le piége qui leur était tendu, et se rendirent, le 19 brumaire, à la convention qui appelait le corps législatif à Saint-Cloud. Ils trouvèrent les avenues des ponts de Sèvres, de Neuilly, et de Saint-Cloud, ainsi que ce village et tous ceux qui l'environnent, garnis de troupes,

de sorte que tout mouvement contraire à celui qui dirigeait Napoléon paraissait impossible.

Ce jour, dit M. de Norvins, le plus grand attentat fut commis contre la liberté, par la violation de la représentation nationale que la force avait dispersée, et il imprima le sceau de l'usurpation au salut de la France. Une sorte d'agonie républicaine honora la dissolution violente du Conseil des cinq cents. Le Conseil des anciens avait paisiblement capitulé sur la foi d'un sénat futur. Les Directeurs s'étaient séparés sans protester. Leur division les y autorisait. Ils fournirent le côté plaisant dans cette importante révolution. Ils furent tous joués et oubliés. Leur garde s'était mise d'elle-même sous les ordres du héros de l'Italie et de l'Egypte. L'attraction était populaire. Les soldats du Directoire y succombèrent aussi au nom de la gloire, qui enivrait toute la nation et qui séduisit jusqu'à la liberté.

Les deux Conseils s'étaient réunis à Saint-Cloud : les Anciens dans la grande Galerie, les Cinq cents dans l'Orangerie. Dans la nuit on avait vainement tenté d'organiser un plan de résistance ; les plus chauds partisans effrayés de ce qu'ils avaient fait, avaient eux-mêmes dénoncé leurs projets à Napoléon. Cependant les membres de la majorité des Cinq cents, et de la majorité des Anciens, avaient eu le temps de se remettre de l'impression des événements de la veille. L'esprit d'opposition perçait déjà dans tous les rangs.

Napoléon, accompagné de plusieurs de

ses généraux et de ses aides de camp, était entré dans le Conseil des anciens : il prononça un discours où les justes appréciateurs de sa conduite purent remarquer que déjà son audace et ses espérances franchissaient les degrés du trône ; on remarqua les traits suivants : *On parle d'un nouveau César, d'un nouveau Cromwel : on répand que je veux établir un gouvernement militaire; si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité du sénat. Plus d'une fois, et dans des circonstances extrêmement favorables, j'ai été appelé par le vœu de la nation, par le vœu de mes camarades, par le vœu de ces soldats qu'on a tant maltraités, depuis qu'ils ne sont plus sous mes ordres. Le Conseil des anciens est investi d'un grand pouvoir, mais il est encore animé d'une plus grande sagesse. Ne consultez qu'elle, et l'éminence des dangers... Prévenons les déchirements, évitons de perdre ces deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices, la liberté et l'égalité...»* A ces mots, un des membres s'écria : « *Et la constitution?* » « *La constitution*, reprit le général avec une grande chaleur, *vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial. La constitution, elle est invoquée par toutes les factions, et violée par toutes; vous avez en son nom violé tous les droits du peuple... Nous fonderons malgré vous la liberté et la république : aussitôt que les dangers qui m'ont fait conférer des pouvoirs extraordinaires seront passés, j'abdiquerai ces pouvoirs.* » — Quels sont ces dangers dont on nous menace, s'é-

rièrent à la fois plusieurs membres ? En quoi onsistent-ils ? Que Napoléon s'explique. — A es questions, le général, après un instant l'hésitation, répondit à peu près en ces ternes : « *S'il faut s'expliquer tout-à-fait, s'il aut nommer les hommes, je les nommerai. 'e dirai que les directeurs Barras et Moulins i'ont proposé de me mettre à la tête d'un parti ndant à renverser tous les hommes qui ont es idées libérales. Je n'ai compté que sur le Conseil des anciens ; je n'ai point compté sur elui des Cinq cents, où se trouvent des hommes qui voudraient nous rendre la Convention, es échafauds, les comités révolutionnaires... e vais m'y rendre, et si quelque orateur payé ar l'étranger, parlait de me mettre hors la oi, (qu'il prenne garde de porter cet arrêt ontre lui-même). S'il parlait de me mettre ors la loi, j'en appelle à vous, mes braves ompagnons d'armes ; à vous, mes braves oldats, que j'ai menés tant de fois à la vicoire ; à vous, braves défenseurs de la république, avec lesquels j'ai partagé tant de périls, pour affermir la liberté et l'égalité. Je i'en remettrai, mes vrais amis, à votre ourage, et à ma fortune.* »

Ces paroles, qui produisirent leur effet sur n assez grand nombre de membres, trouvèent cependant beaucoup d'incrédules. Mais ésespérant de convaincre ces derniers, Naoléon se rendit à la salle du Conseil des cinq ents, où l'attendaient de plus grands et plus angereux obstacles. L'effervescence y était son comble. Les républicains qui, mieux istruits ou plus pénétrants, connaissaient le

secret motif de la translation, jetaient l'effroi parmi ceux de leurs collègues, déjà alarmés par les troupes qu'ils avaient rencontrées sur leur passage. Le sentiment de l'indignation agitait déjà l'assemblée qui allait bientôt être dominée par celui de la terreur.

Napoléon y entra accompagné de quelques grenadiers seulement. L'instant était orageux: c'était celui de l'appel nominal des députés pour la prestation du serment de maintenir la constitution et de s'opposer à toute espèce de tyrannie. A la vue du général et de ses grenadiers, les imprécations retentirent de toutes parts. Par un mouvement spontané, l'assemblée se lève tout entière, et un grand nombre de députés s'écrient avec l'accent de la fureur : « Ici des sabres ! ici des hommes armés ! A bas le dictateur, à bas le tyran ; hors la loi le nouveau Cromwel, hors la loi ! » « C'est donc pour cela que tu as vaincu » s'écria Destrem. Bigonet s'avance et lui dit : « Que faites-vous téméraire, retirez-vous ! vous violez le sanctuaire des lois. » Cependant, malgré la plus violente opposition, Napoléon parvient à la tribune, mais les cris mille fois répétés de vive la constitution, vive la république, hors la loi le dictateur, étouffent sa voix. Aréna s'avance vers lui et s'écrie avec indignation : « Tu feras donc la guerre à ta patrie. »

Une sorte de terreur s'empara tout à coup de Napoléon, et il ne put proférer une seule parole. Il crut qu'on en voulait à sa vie. Aussitôt les grenadiers s'avancent jusqu'à la tribune, ayant le général Lefebvre à leur tête ;

Sauvons notre général, s'écrient-ils; et ils l'entraînent hors dè la salle, au milieu des imprécations qui s'élèvent.

Quelques ennemis de Napoléon ont avancé que dans cette circonstance cédant à la peur et à une espèce de délire, il ne cessait de s'écrier : « *Il ont voulu me tuer*, *me mettre hors la loi.* » C'est encore un mensonge que je m'empresse de signaler. Qui pourrait jamais croire que celui qui combattit à Lodi, à Arcole, toujours en face de l'ennemi, ait un instant tremblé devant les cris et les menaces de quelques hommes?

Mais bien que le général eût quitté la salle, l'effervescence ne cessait de s'accroître. Il a trahi sa gloire, disaient les uns; il n'est pas encore sur le trône pour se conduire en roi, disaient les autres : puis se renouvelaient à chaque instant les cris : « A bas le dictateur, à bas le tyran. »

Lucien Bonaparte, qui présidait l'assemblée, s'efforça en vain de défendre son frère. Tous les députés se levèrent et crièrent à la fois: « Hors la loi! hors la loi le général Napoléon. » Lucien fut sommé de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère. Mais saisi d'indignation, il refuse, et abdiquant la présidence, quitte le fauteuil. Tout à coup un piquet de grenadiers envoyé par son frère, l'enlève et le transporte hors de la salle.

Lucien monte à cheval près de Napoléon qui requiert la force armée pour rompre l'assemblée, et s'adresse ainsi à ses soldats: « *Vous ne reconnaîtrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre près de moi. Quant*

à ceux qui resteraient dans l'Orangerie, que la force les expulse, ce sont les représentants du poignard. »

Au milieu de l'agitation que produisit cette scène, les généraux Murat et Leclerc se présentèrent à la porte du conseil. « Retirez-vous, représentants, leur dit ce dernier avec calme, nous avons ordre d'occuper la salle. » On répondit à cette sommation par de nouveaux cris de fureur: et l'ordre fut aussitôt donné de faire évacuer la salle par la force. Les députés se sauvèrent en désordre.

L'assemblée constituante, remarque un publiciste à cette occasion, forcée par les baïonnettes d'abandonner le lieu de ses séances, s'était retirée au jeu de paume, pour y protester contre les violences du despotisme, les successeurs timides des fondateurs de la liberté française, les membres du Conseil des cinq cents, oubliant leurs premiers devoirs, celui de savoir mourir sur leurs chaises curules, pour défendre les intérêts de la patrie, n'opposèrent ni résistance ni protestations.... Saisis de terreur, ils prirent précipitamment la fuite, et, se sauvant par les portes, par les fenêtres, par toutes les issues qui s'offraient à eux, ils s'échappaient à travers le parc et les bois de Saint-Cloud, jetant çà et là, afin de n'être pas reconnus, les insignes d'une dignité avilie.

Informé de ces événements, le Conseil des anciens se forma en comité général: il décréta l'abolition du Directoire exécutif, l'expulsion de soixante membres du Conseil des cinq cents, la création provisoire d'une nou-

velle magistrature destinée à exercer le pouvoir exécutif, jusqu'à l'établissement d'un nouvel ordre constitutionnel, et désigna Sieyes, Roger-Ducos, et Napoléon, sous le nom de Consuls de la république. Cette poignée de parjures, après avoir ainsi créé un nouveau gouvernement, ne craignaient pas de déclarer que les généraux et les soldats, qui le matin avaient forcé les représentants d'abjurer leur mandat en face des baïonnettes, *avaient bien mérité de la patrie.*

Le lendemain, les Consuls provisoires tinrent leur première séance au Luxembourg. « *Qui de nous présidera*, dit Sieyes à ses collègues. — *Vous voyez bien*, répondit Roger-Ducos, *que c'est le général qui préside.* » Napoléon en effet garda le fauteuil. Depuis lors Roger-Ducos, qui avaient constamment voté avec Sieyes, vota toujours dans le sens de Napoléon, il était convaincu que c'était le seul homme qui pût tout rétablir et tout maintenir. Cette première séance dura quelques heures. Sieyes, qui avait espéré que Napoléon ne se mêlerait que des affaires militaires, et lui laisserait la conduite des affaires civiles, fut très-étonné, lorsqu'il reconnut que ce jeune général avait des opinions arrêtées sur la politique, sur les finances, sur la justice, même sur la jurisprudence, enfin sur toutes les branches de l'administration. Aussi, le soir, en rentrant chez lui, dit-il, en présence de Chazal, Talleyrand, Boulay, Rœderer, Cabanis, conseillers privés de Napoléon : « Nous avons un maître, Napoléon veut tout faire, sait tout faire, et peut tout faire.

Dans la position déplorable où nous sommes, il vaut mieux nous soumettre que d'exciter des divisions qui nous mèneraient à une perte certaine. »

Le premier acte du gouvernement fut l'organisation du ministère que Napoléon forma de ses amis dévoués. Berthier fut nommé ministre de la guerre à la place de Dubois-Crancé ; Gaudin succéda à Robert-Lindet au ministère des finances ; Cambacérès conserva celui de la justice ; Reinhart fut maintenu provisoirement aux affaires étrangères, Forfait remplaça Bourdon à la marine ; Laplace eut le ministère de l'intérieur : Fouché, malgré l'opinion unanime des Consuls sur son immoralité, resta à la police, et Maret fut nommé secrétaire d'Etat.

La France était à cette époque dans une position très-critique : le trésor était vide ; l'industrie languissait, l'armée de l'intérieur était mal vêtue, et nourrie par des réquisitions ; celles du Rhin et d'Helvétie souffraient beaucoup ; quant à celle d'Italie, sans subsistances, privée de tout, elle était encore dans un état complet d'insubordination ; il était bien difficile de remédier à tous ces maux ; les ressources étaient taries, le crédit anéanti ; la rente était à six francs.

Napoléon voulut améliorer tous les services à la fois ; et il y réussit. La confiance revint bientôt comme par enchantement. Gaudin créa une caisse d'amortissement, et au moyen du système des obligations des receveurs généraux, il assura la rentrée des contributions.

Des noms chers à l'armée reparurent à la tête de nos drapeaux. Moreau eut l'armée du Rhin et du Danube, Masséna celle d'Italie. Des négociations s'ouvrirent avec l'Angleterre, pour traiter de l'échange des prisonniers ; les naufragés de Calais furent rendus à la liberté, une amnistie générale fut proclamée en faveur des conscrits et des réquisitionnaires ; la loi des otages fut rapportée. Enfin pour éterniser à jamais l'honneur de cette heureuse époque, Napoléon réunit sous sa direction immédiate une commission composée des plus habiles jurisconsultes, pour édifier le monument européen de nos lois civiles. Il n'eut égard qu'à leurs talents, et oublia leurs opinions. Le défenseur de Louis XVI, Tronchet, siégea à côté du conventionnel Merlin. Il semblait qu'à force de soins et de travaux, Napoléon voulut justifier les violences du coup d'état du 18 brumaire.

Sieyes cependant n'avait appuyé les projets de Napoléon que dans l'espoir d'établir de concert une forme de gouvernement que depuis long-temps il avait conçue. A une réunion de deux commissions législatives tirées des deux Conseils, il développa sa pensée, et trouva d'abord des approbateurs. Mais Napoléon s'y opposa, et par un seul mot détruisit toutes ses espérances. Aussitôt les amis de Napoléon proposèrent la nomination d'un premier consul, chef suprême de l'état, secondé par deux consuls ayant voix consultative, et l'emportèrent malgré la vive opposition qu'ils trouvèrent.

Napoléon était de plein droit premier con-

sul ; Sieyes se refusant à remplir la seconde place alla se réfugier dans le sénat, hospice politique qu'il avait fondé lui-même pour servir d'asile aux vétérans de la révolution. Cambacérès, ministre de la justice, le remplaça au consulat. Roger-Ducos, habitué à suivre Sieyes, fut aussi absorbé par le sénat, et fut remplacé par Lebrun.

Enfin le premier consul, à qui la résidence du Luxembourg était désagréable, vint s'installer au château des Tuileries. Cette démarche fort insignifiante en elle-même, produisit tout l'effet qu'il en avait attendu. Trois consuls au Luxembourg offraient encore, dans l'opinion, un directoire en trois personnes; le premier consul, seul aux Tuileries, dans le palais des rois, environné d'une garde nombreuse, se montrait tout-à-coup à la France, à une distance de ses collègues, non moins grande que celle où il s'en était placé par ses attributions constitutionnelles.

En s'installant seul au palais de la monarchie, Napoléon la replaça sur la scène; aussi à l'aspect de la pompe qu'il déployait autour de lui, et de ses mœurs renouvelées, les royalistes crurent-ils un instant voir Monck dans le premier consul, et prirent-ils leurs souvenirs pour des espérances, leurs désirs pour des réalités

Accoutumé à traiter les affaires militairement, et peu soucieux des formes méticuleuses de la diplomatie, Napoléon avait écrit directement au roi d'Angleterre la lettre suivante : « *Appelé par la nation française à occuper la première magistrature de la ré-*

publique, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à V. M. La guerre qui depuis 8 ans ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes, plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires. Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de V. M., qui gouverne une nation libre; et dans le but de la rendre seule heureuse, V. M. ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance et dégagée de ces formes, qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des états faibles, ne décèlent dans les états forts que le désir de se tromper. La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent long-temps encore pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier.»

La réponse de l'Angleterre ne se fit pas attendre: c'était un refus. Lord Grenville enveloppa sous les formes de la politique, la pensée que Pitt avait exprimée plus nettement et dont l'exécution n'eut lieu que douze ans

après la mort de son auteur. « L'Angleterre, avait-il dit, ne peut signer la paix que quand la France sera rentrée dans ses anciennes limites. » Il fallait donc songer à la guerre.

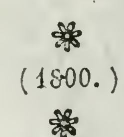
A cette époque, Napoléon rétablit la bonne harmonie entre la république française et la république américaine, qui avaient mutuellement exercé sur elles-mêmes des représailles qui n'avaient fait que les aigrir. Il reçut les plénipotentiaires de cette dernière avec pompe, et les rendit témoins d'une cérémonie funèbre en l'honneur de Washington.

Désirant réunir et fondre toutes les opinions, Napoléon réorganisa les tribunaux et les départements, rappela les proscrits, et permit aux émigrés de rentrer.

Il embellit Paris de deux ponts nouveaux, l'un prit le nom *de la Cité*, l'autre reçut plus tard celui *d'Austerlitz*.

CHAPITRE SIXIÈME.

NAPOLÉON PREMIER CONSUL. — CAMPAGNE DE MARENGO.



(1800.)

Renfermé dans l'austérité d'une vie laborieuse, dérobant la nuit au sommeil, actif, tempérant, simple, frugal, l'homme de la destinée française semblait un spartiate, maî-

tre du palais de Xercès, indifférent et étranger à l'état de sa puissance, n'en conservant que la force, et la ployant aux habitudes de la nature et aux volontés de son génie. Son influence commençait à se faire sentir à l'extérieur, et tout présageait de prochains événements d'une haute importance.

Au commencement de l'année 1800, la France avait sur pied quatre armées : celle du Nord, commandée par Brune ; celle du Danube, sous les ordres de Jourdan ; celle d'Helvétie, conduite par Masséna, et enfin celle d'Italie.

Forcé de recommencer la guerre, Napoléon mit ses forces sur un pied respectable, il fit connaître à la nation que l'Angleterre avait repoussé la paix, et *qu'il lui fallait*, pour la commander, *de l'argent, du fer et des soldats*; et il appela aux armes toute la jeunesse en lui présageant la victoire.

A la voix du premier consul, la France entière s'émeut, et tous les jeunes gens volent avec plaisir sous les drapeaux.

L'armée du Nord avait forcé le duc d'Yorck de s'embarquer, et n'était plus en réalité qu'une armée d'observation ; l'armée du Danube, battue à Stokanck, avait été obligée de repasser le Rhin ; l'armée d'Helvétie avait d'abord évacué la Suisse, mais Masséna, vainqueur des russes à Zurich, avait de nouveau conquis cette république ; enfin l'armée d'Italie, battue à Génola, se ralliait en désordre sur les cols de l'Apennin et des Alpes. Masséna fut envoyé à Gênes pour la réorganiser, et en prendre le commandement, et lui amena

quelques renforts ; mais l'armée autrichienne était d'une telle supériorité par le nombre, qu'après plusieurs combats il fut forcé de se renfermer dans Gênes, et le général Suchet, qui commandait l'aile gauche, fut contraint de se retrancher derrière le Var. Les autrichiens entrèrent dans Nice.

Telles étaient à cette époque les positions militaires de nos troupes, quand la nouvelle armée sortit comme par enchantement. Dijon fut le point de réunion, où se forma l'armée dite *de réserve.*

Tout à coup, tandis que l'Europe croit le premier consul à Paris, se livrant aux soins du gouvernement, il vient rejoindre, le 8 mai, à Genève, son armée, qui s'était mise en marche depuis quelques jours, et il en prend le commandement.

Résolu à porter la guerre sur le Pô, entre Milan, Gênes et Turin, il choisit la base de ses opérations sur les revers du Simplon et du Saint-Gothard. Libre de toute action de la part du général Kray occupé par Moreau, il veut surprendre le défilé des Alpes pour attaquer les derrières de Mélas dont les forces disséminées sur Gênes, sur le Var, doivent garder les débouchés des Alpes, de la Lombardie, qui est occupée et non soumise.

Le 13 mai, il passe, à Lausanne, la revue de l'avant-garde de l'armée de réserve, commandée par le général Lannes, et il dirige lui-même sa marche vers le bourg de Saint-Pierre, à six mille de l'ermitage du Saint-Bernard. L'armée stationna trois jours à Martinack, presque au pied de la montagne.

De ce lieu au sommet du Saint-Bernard, on ne trouve plus qu'un sentier étroit capable à peine de recevoir un seul homme de front, les transports se font à dos de mulets. Des rochers entassés, sur lesquels on passe par mille détours, effraient continuellement les regards. Le chamois et l'allouette sont les seuls habitants de ces contrées. Le voyageur, en s'élevant, s'éloigne de tout ce qui respire, les nuages se forment à ses pieds; il n'aperçoit autour de lui que d'énormes masses de neige, se perdant dans les airs; il n'entend que le bruit des avalanches se précipitant dans les abîmes avec un fracas épouvantable, tandis que la Durance et la Doria roulent leurs eaux dans les sinuosités de ces montagnes. La végétation est à peu près nulle dans ce lieu désert; les derniers sapins sont à une lieue de Saint-Pierre; plus loin se trouvent seulement quelques buissons épars et des arbres avortés. Les animaux ne laissent aucune trace sur la neige durcie de ce terrain glacé, où la nature semble morte, où règne enfin un hiver perpétuel.

C'est sur ces monts escarpés, au milieu de ces précipices, que s'avance l'armée de l'Annibal français, portant son artillerie, ses munitions et ses vivres. Dans les lieux les plus difficiles, le pas de charge se fait entendre; les bataillons entonnent des chants guerriers et les obstacles sont bientôt vaincus. Si quelque soldat s'éloigne imprudemment de la ligne étroite que l'on s'est tracée, il est infailliblement englouti. C'est dans la neige sur laquelle il marche que le soldat trempe son biscuit

pour se désaltérer, et c'est en chantant qu'il se délasse de ses fatigues.

Le 18 mai, cinq heures sont employées à parvenir à la cime du Saint-Bernard, vers la maison des ermites. Cette maison hospitalière fut fondée par un habitant de la Savoie au dixième siècle. L'endroit où elle est située passe pour le point le plus élevé du globe, où l'homme ait pu fixer sa demeure. Ces cénobites étrangers au reste du monde, ne sont en relation qu'avec quelques voyageurs que la curiosité ou le besoin amène sur ces roches désertes. Tous les hommes, quels que soient leur rang, leur pays ou leur croyance, sont bien accueillis et reçoivent l'hospitalité dans ce monastère. Ces pieux religieux ne bornent pas là leurs soins envers les voyageurs. Le but de leur institution est de guider ceux qui sont égarés, et d'aller à la recherche de ceux que le froid aurait saisis au milieu des neiges, ou que les avalanches auraient précipités dans les fondrières.

Des chiens dressés par eux, pour aller à la découverte de ces infortunés près de périr, manquent rarement l'occasion de les rencontrer. Alors ces animaux les caressent, semblent leur dire de prendre courage, et reviennent au couvent, où par leur air inquiet et par leurs divers mouvements, ils annoncent qu'il y a un malheureux à secourir. Soudain on leur pend au cou un panier rempli d'aliments réchauffants; on les suit armés de longues perches et autres instruments pour dégager l'étranger, s'il se trouve enseveli dans la neige, et le transporter à l'hospice où tous les secours

lui sont prodigués ; et de cette manière, on parvient souvent à arracher des victimes à la mort.

C'est en ce lieu que, d'après les ordres du premier consul, l'armée trouva des tables dressées sur la neige, les soldats y prirent un repas inattendu, qui, malgré sa frugalité, leur parut délicieux : il était nécessaire pour réparer leurs forces épuisées. Les religieux procédaient à cette distribution de vivres avec une complaisance et une gaîté admirables.

A ce tableau singulier, se joignait celui du terrain couvert de canons, d'affûts, de caissons, de traîneaux, de brancards, de mulets, de chevaux, de bagages, de munitions, un plateau glacé d'où l'on dominait l'Italie et l'ancienne Gaule.

La descente de la montagne fut pour les chevaux plus difficile, que ne l'avait été la montée : Napoléon l'opéra à la ramasse sur un glacier presque perpendiculaire.

Mélas, alors, plein de sécurité et se doutant peu de la marche incroyable du premier consul, pressait le blocus de Gênes et combattait sur le Var contre Suchet, séparé de Masséna. Celui-ci s'immortalisait par une résistance inouie. Ses soldats, modèles d'héroïsme et de constance, fermaient à l'Autriche l'entrée de la Provence et les défilés du Piémont. Gênes était en proie à la famine, à la contagion ; mais elle demeurait imprenable, défendue par Masséna. Mélas se trouvait tourné avant d'avoir appris la marche du premier consul.

L'avant-garde française atteignit bientôt l'ennemi dans la vallée d'Aoste : cette ville, prise malgré sa vive résistance, offrit à nos soldats de grandes ressources. Le lendemain Lannes attaqua à Châtillon cinq mille Croates qui y étaient en position, et les repoussa sur le fort de Bar, qui fermait l'unique chemin par où devait passer l'armée.

Ce château inexpugnable eût retardé la marche du premier consul, si une inspiration du génie ne fut soudain venue à son secours. Il fait envelopper de foin les roues de l'artillerie, fait couvrir la route de fumier, et la nuit il passe avec l'armée, sous le canon de l'ennemi sans être entendu. Dix jours après le fort se rendit.

Le mont Saint-Bernard franchi, le fort du Bar passé, l'armée française se crut invincible et le devint en effet. Napoléon marcha à grandes journées sur Milan, qu'il fallait traverser pour aller combattre Mélas.

A la nouvelle si inattendu de la marche des français, Mélas fit refluer des troupes sur Turin. Le 24 mai le général Lannes s'empare d'Ivrée, après en avoir chassé cinq à six mille autrichiens qui s'y étaient retranchés. Le même général attaqua le surlendemain la position que l'ennemi avait prise derrière la Chiasella, pour couvrir Turin; cette position est enlevée ainsi que la ville de Chivasso, où l'avant-garde française intercepte le cours du Pô, et s'empare de toutes les barques chargées de vivres et de blessés provenant de l'évacuation de Turin. Toute l'armée de réserve arrive à Ivrée, les 26 et

27 mai, puis marche sur Pavie où elle trouve deux cents pièces de canon et des munitions de tout genre.

D'un autre côté, Napoléon dirige le corps de Murat, sur Verceil et Milan, force le passage de la Sésia et du Tésin, et le 2 juin, entre en libérateur dans Milan, où son premier soin est de rétablir les institutions que l'ennemi avait renversées.

Par son ordre, l'armée se répand entre le Pô et l'Adda, passe cette dernière rivière, s'empare de Bergame, de Créma, de Crémone, et repousse Laudon jusqu'à Brescia. Mélas n'a ni deviné ni compris les opérations du premier consul, il n'avait pu forcer le pont du Var, et était revenu à Turin; Elnitz, l'un de ses généraux, avait quitté ce fleuve pour se porter sur la vallée du Tanaro, et Ott n'avait levé le blocus de Gênes, qu'après la capitulation de Masséna. Napoléon profite audacieusement, selon son usage, de l'inaction et de l'imprévoyance autrichienne, et vient lui-même montrer à l'ennemi, en l'occupant, le point qu'il aurait du défendre: c'était vers Stradella et le Pô. Il rabat ses colonnes sur ce fleuve et en rend la défense impossible. Loison le passe à Crémone. Murat enlève de vive force la tête de pont et la ville de Plaisance: Lannes force le passage devant Belgiojoso et San-Cipriano, vainement défendu par le général Ott. Là, fut établi le pont de l'armée; c'était le véritable passage, et le point capital en raison de la proximité du confluent du Tésin, et du défilé de Stradella, et des communications avec Milan.

Le même jour, le consul porte son quartier général à Pavie. Mélas, renfermé entre le pied des Apennins et la rive droite du Pô, n'a plus que la ressource des batailles. En se portant au devant l'ennemi, Napoléon apprend la reddition de Gênes, et la jonction des troupes du blocus à celles de Mélas. Mais, quoique une partie seulement de son armée ait passé le Pô, il donne, le 9 juin, une bataille sanglante dans les plaines de Montebello, où l'ennemi chassé de toutes ses positions, perdit huit mille hommes, plusieurs drapeaux, et un matériel considérable.

Cette victoire, dont le général Lannes doit à jamais faire l'illustration, n'était cependant qu'un combat d'avant-garde; il fallait entamer le corps de l'armée de Mélas, qui se réunissait entre le Pô et le Tanaro. Un corps d'arrière-garde était seul resté à Marengo.

Le 12 juin, l'armée française, composée des corps de Lannes, Desaix et Victor, borde la Scrivia. La division Lapoype avait ordre de rejoindre le général Desaix, qui après avoir conquis la Haute-Egypte, était revenu près de son ami, de son général en chef, et brûlait de se signaler. Le reste de l'armée, disséminé dans la Lombardie, bloquait ou contenait les différens corps autrichiens. Le quartier général était à Voghera. Le premier consul s'attendait à trouver l'ennemi dans les plaines de San-Juliano. Mais le 13, il les traverse sans résistance, fait chasser de Marengo, cinq mille hommes, par le général Gardanne, et prend position entre la Bormida et Marengo, à Pedrabona.

Il parut alors probable que Mélas marchait sur Gênes, et aussitôt les deux divisions Desaix furent dirigées en toute hâte sur l'extrême gauche, afin d'observer la chaussée d'Alexandrie à Novi. Enfin, le soir du 13 juin, on n'avait aucune nouvelle de l'armée autrichienne. La nuit se passa dans cette situation, qui faisait concevoir les plus vives inquiétudes, et confirmait les craintes du premier consul.

Quelle fut sa surprise, lorsque le lendemain il vit, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne déboucher au travers du long défilé du pont de la Bormida, et des marais qui les couvraient, pour se porter en avant sur trois colonnes. Elle avait quarante mille hommes au commencement de l'action. L'armée française ne comptait que vingt mille hommes. Le corps de Victor, vigoureusement attaqué, fut forcé de plier ; celui de Lannes entra en ligne à droite, et, après quelques succès, fut entraîné par la retraite de la gauche. Mais il importait surtout à Napoléon de tenir sa droite, et à Mélas, de la forcer. Le premier consul qui vit le nœud de l'affaire dans la communication que sa droite assurait avec le reste de l'armée, fit avancer tout à coup, au milieu de la plaine, cette vieille garde, jeune alors, qui date si heureusement sa gloire de la journée de Marengo. L'ennemi voulut en vain l'attaquer, elle fut immobile ; et sa résistance héroïque donna le temps à la division Monnier, d'arriver.

Celle-ci jeta une brigade dans Castel-Ceriolo, et l'armée française se trouva dans un ordre

presque inverse à celui de la matinée, par échelons, l'aile droite en avant, tenant le point essentiel de la première ligne de bataille, couvrant sa communication la plus importante, et occupant par son aile gauche la route de Tortone.

Malgré les courageux efforts de Victor, de Lannes, de Kellermann, quatre divisions françaises avaient été enfoncées : la bataille semblait bien près d'être perdue. L'action cependant se maintenait. Mélas, au contraire, avait affaibli sa gauche pour augmenter sa droite qu'il étendait inutilement sur Tortone. Ce mouvement n'échappa pas au général qui savait le mieux juger son adversaire sur le terrain. Il était cinq heures : la division Lapoype n'arriva pas, mais, Desaix, averti à temps, parut sur le champ de bataille à la tête de la seule division Boudet. Dirigé par Napoléon, ce renfort va conduire à la victoire, et l'armée comprend aussitôt la pensée de son chef. Fatiguée d'une longue et sanglante retraite, elle voit, avec l'instinct d'une attente que son héros n'a jamais trompée, la troupe de Desaix couvrir sa gauche : Desaix avait pris position sur la chaussée de San-Juliano ; le premier consul y courut : « *Soldats*, s'écrie-t-il, *c'est avoir fait trop de pas en arrière : le moment est arrivé de marcher en avant : souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille.* » Ces paroles enflamment tous les cœurs, et l'armée répète avec joie le cri de l'attaque générale, ordonnée sur toute la ligne.

Six mille grenadiers, commandés par Zach,

ayant gagné la gauche de San-Juliano, Desaix reçut l'ordre de se précipiter sur eux. Mais au moment où il fond sur l'ennemi, à la tête de ses braves, il tombe frappé d'une balle, qui l'enlève à l'amour de ses soldats et à l'espoir de sa patrie. Par un rapprochement bien étrange, au même moment, son ami, l'illustre Kléber, le vainqueur d'Héliopolis, tombait au Caire, sous le poignard d'un assassin.

Cette mort glorieuse, digne de la vie de Desaix, ne nuit pas au mouvement; et le général Boudet continue l'attaque. L'ennemi résiste à ses efforts, mais tout à coup Kellermann le jeune, qui commande la cavalerie, obéissant à une détermination aussi hardie que savante, prend la colonne sur le flanc gauche, la brise, et fait prisonniers les cinq mille grenadiers qui la composent. Dès ce moment qui venge Desaix, notre ligne se précipite en avant, et en moins d'une heure devient maîtresse du terrain, disputé depuis l'aurore. La ligne ennemie prise, à revers, presse sa retraite : Mélas veut en vain tenir à Marengo : la résistance qu'il déploie est inutile, et ne sert qu'à rendre célèbre ce village, qui donne son nom à la fameuse bataille qui va changer le sort de l'Italie, celui de la France et de l'Europe.

L'armée française victorieuse, poursuit son ennemi et ne s'arrête qu'à Bormida. Cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons et douze drapeaux: tels furent les trophées de Marengo.

Napoléon se préparait à de nouveaux combats, quand le lendemain matin, 15 juin,

Mélas demande à traiter, et signe une convention qui remet au pouvoir des français tout ce qu'ils avaient perdu en Italie depuis quinze mois, excepté la place de Mantoue.

La joie des Piémontais, des Gênois, des Italiens, fut à son comble. Ils se voyaient désormais rendus à la liberté, sans passer par les horreurs d'une longue guerre.

L'heureux vainqueur, pressé de jouir du fruit de ses conquêtes, quitta l'Italie, laissant le commandement de l'armée à Masséna, et vint, en passant par Lyon, où il posa à son passage la première pierre de la place Bellecour, recueillir à Paris, au milieu des acclamations populaires, le prix de cette étonnante campagne.

De retour dans la capitale, le 3 juillet, le premier consul y trouva une ivresse qui dut lui donner l'idée de tout ce qu'un homme doué de hautes pensées, et favorisé par la gloire, pouvait attendre d'un peuple aussi passionné. A la première nouvelle de la victoire de Marengo, Paris avait été subitement illuminé, un tel succès, si imprévu, si immense, avait confondu dans un espèce de culte, toutes les classes de la société, et semblait devoir produire la réconciliation de tous les partis. Dès ce jour, tout le gouvernement et malheureusement toute la patrie, furent dans un seul homme.

CHAPITRE SEPTIÈME.

NÉGOCIATION. — EXPLOSION DE LA MACHINE INFERNALE. — BATAILLE DE HOHENLINDEN. — PAIX DE LUNÉVILLE.



(De 1800 à 1801.)



Quelques jours après l'arrivée de Napoléon à Paris, l'Autriche envoya près de lui un plénipotentiaire, qui conclut des préliminaires de paix, sur les bases du traité de Campo-Formio; mais bientôt la cour de Vienne, désavouant ce mandataire, apprit au premier consul qu'elle s'était engagée avec l'Angleterre, à faire la guerre à la France, et à ne conclure de paix, qu'avec son consentement.

Un tel état de choses appelait certainement la guerre; Napoléon le sentait, cependant il ne négligea rien pour obtenir la paix, qu'il regardait comme nécessaire à ses projets. Il admit encore les plénipotentiaires anglais et autrichiens. Plus tard, s'apercevant que leurs deux puissances ne voulaient que gagner du temps, il ordonna aussitôt aux généraux en chef des armées du Rhin et d'Italie, de dénoncer l'armistice et de reprendre les hostilités.

L'Autriche fut étourdie de cette détermination. Elle sollicita une nouvelle trève de quarante-cinq jours, et sur l'offre qu'elle fit de remettre les trois places d'Ulm, Ingolstadt et Philisbourg, elle lui fut accordée. Dans cet intervalle, des négociations s'ouvrirent à Lunéville : l'Autriche et la France ne pouvant y être d'accord, les généraux en chef reçurent de nouveau l'ordre d'attaquer.

Malgré la sagesse et l'éclat de ses vastes entreprises, Napoléon n'avait pu se garantir de l'inimitié d'une foule l'hommes qui ne le détestaient pas personnellement, mais qui à la suite de cette révolution, dont il venait d'exterminer l'hydre menaçante, auraient vu déjouer leurs projets d'agrandissement ; d'ailleurs, la plupart des factions, quoique comprimées, n'étaient pas éteintes, et les mécontents n'attendaient pour agir que l'occasion favorable. Aussi l'assassinat menaçait-il dans l'ombre celui qu'environnait tant de gloire, et la vengeance l'offrait elle en sacrifice aux mânes irritées de la monarchie et de la liberté !

Le sculpteur Cerachi, fut le premier qui voulut attenter à ses jours : il avait fait le buste de Napoléon, et sous prétexte d'une correction, il avait employé tous les moyens possibles pour obtenir une nouvelle séance, dans laquelle il se proposait de le poignarder. N'ayant pu l'obtenir, à cause des grandes occupations du premier consul, il forma le projet, avec l'adjudant-général Aréna, le peintre Topinau-Lebrun et Demerville, de l'assassiner à l'opéra, où il devait assister à la

première représentation des *Horaces*. Ce plan combiné depuis quelque temps, allait être exécuté, mais le général Lannes et le ministre de la police, ayant été instruits des projets des conjurés, ceux-ci furent arrêtés dans la même soirée, et furent punis de mort.

Deux mois après, dit un publiciste, un attentat plus affreux signala les fureurs d'un autre parti, qui, par l'invention exécrable d'une machine infernale, espéra atteindre le premier consul sous les débris d'un des quartiers les plus populeux de la capitale. Ce lâche attentat qui renfermait l'assassinat, la destruction et l'incendie, fut comparé avec horreur au poignard du républicain Aréna, qui au moins cherchait lui-même son ennemi, et ne voulait que lui pour victime.

L'exécution en eut lieu le 10 octobre 1800: Napoléon se rendait à l'Opéra, où l'on devait entendre l'admirable *Oratorio d'Haydn*, la *Création du monde*, lorsque sortant des Tuileries, et trois secondes au plus, après qu'il eût tourné le coin de la rue Saint-Nicaise, qui conduit à la rue de Rohan, une explosion effroyable se fit entendre. Il ne douta pas un moment qu'il ne vînt d'échapper à un grand danger, il fit arrêter sa voiture dans laquelle il était seul avec le général Lannes, et donna, en continuant sa route, l'ordre à un des guides qui l'accompagnaient de retourner à l'instant sur le théâtre de l'événement, et d'en recueillir les détails qui lui furent apportés quelques instants après, à l'Opéra.

Le crime avait été conçu et exécuté avec une telle précision, que deux causes impos-

sibles à prévoir ou à prévenir, ont pu seules en faire manquer l'effet.

Une machine, en forme de tonneau, cerclée en fer, remplie de poudre, de balles, de lingots de fers, de clous, etc., avait été placée sur une charrette attelée d'un cheval, et mise en travers sur la route que devait suivre le premier consul, afin de causer de l'embarras dans la rue, et ralentir la marche de sa voiture.

Celui qui l'avait préparée, avait disposé la longueur de la mèche de manière à ce qu'après y avoir mis le feu, il pût avoir lui-même, avant que l'explosion n'eût lieu, le temps de tourner la rue pour se mettre à l'abri. On vient de voir qu'à trois secondes près, son calcul avait été juste, et cette erreur de trois secondes ne fut due qu'aux deux circonstances suivantes: le temps était devenu fort pluvieux dans la soirée, et il paraît hors de doute que l'effet de la poudre en avait été retardé; en second lieu, il a été prouvé que, ce jour-là même, le cocher qui conduisait le premier consul ayant bu un peu plus que de coutume, avait traversé brusquement, et au risque de briser sa voiture, l'embarras qui se présentait.

Les auteurs alors connus de ce complot étaient Saint-Régent, Carbon, Limoelan, ex-chouans, correspondants de Georges Cadoudal, etc.; les deux premiers portèrent leur tête sur l'échafaud; les autres échappèrent. A la suite de ces deux conspirations, de nombreuses déportations furent ordonnées; à la justice légale succéda une législa-

tion violente, tyrannique, injuste; des tribunaux criminels spéciaux s'élevèrent au nom du pouvoir qui usurpa tout-à-coup l'empire des lois.

Plusieurs autres conspirations plus ou moins obscures furent dirigées, à la même époque, contre le premier consul. Mais, ainsi que les précédentes, elles furent sans résultats.

Pendant que Napoléon était ainsi en butte aux machinations des partis, il reçut du comte de Lille, deux lettres qui lui furent remises par le troisième consul Lebrun, qui les tenait de l'abbé Montesquiou, agent secret de ce prince. Elles étaient conçues en ces termes.

AU GÉNÉRAL NAPOLÉON.

« Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, Monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en sais gré. Mieux que personne, vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, et vous aurez rempli le vœu de mon cœur. Rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous serez trop nécessaire à l'État pour que je songe à acquitter par des places importantes, la dette de mon agent et la mienne.

Signé LOUIS. »

« Depuis long-temps, général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français ; clément par caractère, je le serai encore par raison. Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et d'Arcole ; le conquérant de l'Italie ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité! Cependant vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France : je dis *nous*, parce que j'aurais besoin de Napoléon pour cela, et qu'il ne le pourrait pas sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon pays.

Signé LOUIS. »

Napoléon ne répondit pas à la première lettre, mais à la seconde, il fit la réponse suivante :

« *J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites. Vous ne devez plus souhaiter votre retour en France : il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France ; l'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible au malheur de votre famille. Je contribuerai avec plaisir à l'adoucir, et à la tranquillité de votre retraite.* »

Le comte d'Artois eut recours à des mo-

yens plus élégans et plus recherchés : il dépêcha aux Tuileries la duchesse de Guiche, femme charmante. Elle parvint facilement à pénétrer près de Napoléon ; mais, celui-ci apprenant quelle était la mission de la jolie duchesse, lui fit donner ordre de s'éloigner le même jour de la capitale.

Le bruit courut plus tard que le premier consul, à son tour, avait fait aux princes français des propositions touchant la cession de leurs droits au trône : ils ne pouvaient être fondés, car l'astucieuse Angleterre mit alors trop d'intérêt à les répandre. Napoléon, comme de nos jours, Louis-Philippe 1er, ne pouvait régner que par le principe de la souveraineté du peuple, qui l'avait élevé au trône, et faisait exclure les Bourbons, c'eût été donc se proscrire soi-même que de vouloir régner au nom de cette famille.

Durant ce conflit de conspirations, de propositions et de réunions diplomatiques, Napoléon, qui ne voulait pas être joué par ses ennemis, avait, ainsi que nous l'avons dit déjà, transmis à ses généraux l'ordre de reprendre les hostilités ; ce qui eut lieu le 17 novembre à l'armée d'Italie, et le 27 à celle du Rhin.

Depuis cinq mois que la suspension d'armes existait, l'Autriche avait reçu de l'Angleterre soixante millions qu'elle avait bien employés ; elle comptait en ligne à la fin de novembre, deux cent quatre-vingt mille hommes présents sous les armes, dont cent cinquante mille commandés par le jeune archiduc Ferdinand, sous la tutelle du général

Lawer, avaient affaire au général Moreau. Le feld-maréchal Bellegarde commandait l'armée d'Italie, forte de quatre-vingt mille hommes, et avait pour adversaire le général Brune.

De son côté, la France avait une armée respectable, quoique bien moins nombreuse. Pour la fortifier, le premier consul réunit encore à Dijon, une armée de réserve, dont il donna le commandement au général Macdonald, qu'il chargea bientôt de répéter le rôle qu'il venait de jouer lui-même huit mois auparavant, en surprenant l'armée autrichienne d'Italie par le passage des Alpes. Il jugea que cette invasion serait couronnée du même succès, et il décida qu'elle aurait lieu. En vain Macdonald lui adressa-t-il quelques observations, car l'hiver très-rigoureux élevait des obstacles immenses, Napoléon lui répondit : *Qu'une armée passait en toute saison partout où deux hommes pouvaient mettre le pied, et que, quinze jours après le commencement des hostilités, il fallait que son armée formât la gauche de celle de l'Italie.* Il fut obéi, le passage de l'impraticable Spulgen fut exécuté, et décidément il n'y eut plus d'Alpes pour nos soldats.

La grande armée du Rhin, de son côté, volait de succès en succès. Les autrichiens pliaient partout ; la bataille de Hohenlinden fut décisive et immortalisa Moreau. Vingt-cinq mille hommes, sans compter les déserteurs, sept mille prisonniers, cent pièces de canon et une grande quantité de voitures, furent les gages de cette célèbre victoire. Les

généraux français Richepanse, Grenier, Ney, Grouchy, Lecourbe, Bonnet, Grandjean, Bastoul, Decaën, furent dignes de leur général en chef.

L'armée française victorieuse, poursuivit avec ardeur les débris de l'armée autrichienne, qui fut obligée, de défaites en défaites, de se reployer sur sa capitale. L'imminence du danger fit rappeler le brave archiduc Charles, que la cour de Vienne avait disgracié; mais le mal était trop grand. Sa présence ne pouvait plus rien. Le seul rôle qui lui restait pour sauver sa patrie, était d'être conciliateur; il s'en chargea, et par l'abandon qu'il fit du Tyrol à l'armée française, un armistice fut conclu. La liaison des armées du Rhin et d'Italie fut ainsi établie : elle était assurée par la jonction inattendue de celle des Grisons, aux ordres de Macdonald, qui communiquait avec elles.

Du côté de l'Italie, après avoir traversé le Mincio, où quelques fautes compromirent un instant son armée, Brune passa l'Adige, s'empara de Vérone, de Vicence, de Roveredo, et vint passer la Brenta devant Fontanina. Les autrichiens instruits de nos succès sur le Rhin, étaient découragés, et laissaient franchir sans peine à nos soldats, des points qu'ils auraient pu facilement leur disputer; aussi, le feld-maréchal Bellegarde, demanda-t-il un armistice, et proposa-t-il de livrer Peschiera, Ferrare, Ancône, etc.; conditions que Brune eut la faiblesse d'accepter malgré les ordres précis du premier consul, de ne signer aucune trêve avant que l'armée eut passé l'Izonzo,

et qu'on fut maître de la place de Mantoue.

Napoléon, mécontent de toute la campagne de Brune, déclara à l'ambassadeur autrichien, qui se trouvait à Lunéville, qu'il désavouait la convention de ce général, si l'on ne lui cédait pas Mantoue. L'ambassadeur sentit bien que la paix ne pouvait être conclue qu'à ce prix, et il fit la concession de cette ville. Ainsi, dans deux mois, au sein de l'hiver le plus rigoureux, l'Autriche perdit deux grandes armées, livra ses places, posa ses mes, et reçut la loi du vainqueur.

Pendant ces négociations, Murat, qui combattait l'armée napolitaine, était entré dans les Etats de l'église, qu'il avait immédiatement replacés sous la domination du pape, ce qui excita la reconnaissance de Pie VII. Enfin, par considération pour l'empereur de Russie, les napolitains obtinrent aussi une suspension d'armes, et signèrent à Florence, un traité de paix avec la république française.

CHAPITRE HUITIÈME.

TRAITÉ DE LUNÉVILLE. — PRÉPARATION DE GUERRE. — CONCORDAT AVEC LE PAPE. — RÉPUBLIQUE CISALPINE. — TRAITÉ D'AMIENS. — NAPOLÉON EST NOMMÉ CONSUL A VIE. — CRÉATION DE L'ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR. — RUPTURE DU TRAITÉ D'AMIENS. — CONSPIRATION CADOUDAL. — NAPOLÉON EMPEREUR.



(De 1801 à 1804.)



L'ANNÉE 1801, la plus belle peut être de l'histoire, s'ouvre sous les plus brillants auspices. Tous les ennemis sont vaincus : tous les vœux de la paix sont comblés. Ceux de la patrie le seraient aussi, si la liberté était encore pour son héros le but de sa gloire ; mais il regarde déjà cette liberté comme une de ses conquêtes.

Toutefois, il faut l'avouer, au même instant où le premier consul paraissait oublier que le premier des titres auxquels il gouvernait la France, était le maintien de sa liberté, sa haute prévoyance s'occupait de ce qui intéressait, à l'extérieur, sa sûreté et sa gloire. Au mois de janvier il retablit la compagnie d'Afrique, et chargea le général Turreau de confectionner la belle route qui conduisait

de France en Italie par le Simplon. Le 9 février, fut conclu à Lunéville, le traité qui en confirmant les concessions stipulées en faveur de la France, à Campo-Formio, cédait en outre à la république française, tout le pays situé sur la rive gauche du Rhin, depuis l'endroit où ce fleuve quitte le territoire Suisse, jusqu'au point où il entre dans la Hollande; et reconnaissait l'indépendance des républiques Cisalpine, Helvétique, Batave, et abandonnait au premier consul la libre disposition de la Toscane. Le 12 février, cette nouvelle vint surprendre la capitale, livrée aux plaisirs du carnaval; elle y produisit un enthousiasme tel, que la population entière se porta aux Tuileries, aux cris mille fois répétés de *Vive Napoléon*. Tout ce que le prestige du bonheur et de la gloire peut enfanter, fut improvisé en ce beau jour, où toutes les grandeurs de la monarchie et de la république, vieux seigneurs et nouveaux riches, guerriers, savants, poètes, magistrats, artistes, législateurs, se trouvèrent réunis comme une députation de l'ancienne et de la nouvelle France, pour honorer dans le premier consul, le passé, le présent et l'avenir.

Le 4 mars, il fut décrété qu'il serait fait à la fin de chaque année républicaine, du 17 au 22 septembre, une exposition des produits de l'industrie française: le génie de la guerre en repos, vota cet hommage à la paix, et la légua à la patrie.

Par le traité de Lunéville, Napoléon pouvait disposer de la Toscane, des Etats de

l'Eglise et du royaume de Naples. L'on s'émerveilla bientôt, comme à l'apparition d'un monde et d'un spectacle nouveaux, lorsqu'on vit qu'il faisait de la Toscane, la dotation de la fidélité du roi d'Espagne en faveur de son neveu; que le général Murat affranchissant les Etats du Saint-Père de l'occupation des napolitains, lui portait de la part du premier consul des paroles de respect et d'amitié; et que grâce à la bienveillante intervention de la Russie, Ferdinand restait sur le trône de Naples. On prévit dès lors combien le voisinage du nouveau royaume d'Etrurie deviendrait contagieux pour la république Cisalpine dont la *Consultat* gouvernait à Milan, sous l'influence de Napoléon. Il résultait toutefois de ces trois vastes opérations politiques d'Italie, la cession du duché de Parme à la république de la part de l'Espagne, en compensation de l'investiture de la Toscane, le clòture des ports de l'Etrurie et du royaume de Naples aux anglais et aux turcs; enfin, de la part de Naples et de la Toscane, la cession de l'île d'Elbe, que l'Angleterre occupait militairement.

Il ne restait plus de la coalition européenne que la Porte, le Portugal et l'Angleterre. Cette dernière seule mettait encore un obstacle à la paix. Napoléon résolut d'y faire un débarquement. Il donna des ordres dans tous nos ports où la plus grande activité fut déployée; et bientôt apparurent à Boulogne une armée de deux cent mille hommes, et une quantité assez considérable de bateaux plats pour la transporter aux bords de la Tamise.

Tandis que ces préparatifs se faisaient, une armée d'invasion réunie à Bayonne, était près de descendre dans les vallées du Tage pour forcer le Portugal à renoncer à son alliance avec l'Angleterre ; mais le Portugal effrayé changea de politique et fit sa paix avec la France, elle fut signée le 20 septembre. Peu de jours auparavant, un traité avait été ratifié entre la France et la Bavière.

Quel temps après, les anciennes relations de bonne intelligence et d'amitié furent rétablies avec la Russie et la Porte Ottomane. L'Angleterre était donc encore la seule puissance à combattre.

L'ordre fut donné à Nelson d'aller détruire la flottille de Boulogne, que les anglais feignaient de mépriser. Il se présenta avec trente vaisseaux de ligne, un grand nombre de brûlots, de canonnières et de bombardes : l'amiral Latouche l'attendait devant la rade, et le força bientôt à se retirer à Déal. Toutefois, loin de se rebuter, Nelson reparut douze jours après ; et profitant de l'obscurité de la nuit attaqua notre flotte. Il crut la surprendre et s'emparer en même temps du port, mais il fut obligé de rallier au point du jour, et de se retirer avec une perte de deux cents hommes. Ce succès, quoique faible, fut vivement apprécié en France et en Angleterre. La guerre continua avec plus d'acharnement et de fureur.

C'est à cette époque que l'armée française évacua l'Egypte. Les lenteurs, l'hésitation, les mauvaises dispositions et ensuite l'obstination irréfléchie du général Menou en furent

la cause. Cette évacuation ne fut pas honteuse, parce que l'ennemi avait une immense supériorité de forces ; mais elle fut déplorable, parce que un chef sans habileté avait changé en un double désastre la victoire des anglais et des turcs dont nous pouvions détruire les armées l'une après l'autre. Ainsi fut terminée cette expédition qui promettait de si grands avantages pour notre commerce, qui devait détruire la puissance anglaise dans la source de sa force et de sa richesse, et qui échoua par le départ de Napoléon, par l'assassinat de Kléber, et par la nomination du général Menou. Napoléon avait fait de grands efforts pour secourir l'armée d'Orient, mais aucune de ses tentatives ne fut heureuse.

Cependant au milieu de ses travaux politiques et guerriers, une grande pensée n'avait cessé d'occuper le premier consul : c'était celle de coordonner la religion et la législation. Cet homme d'état, habile, que l'esprit de parti s'est plu souvent à représenter comme livré à une crédulité superstitieuse, parce qu'il se laissait aller à une sorte de fatalisme, n'a jamais séparé la religion de la politique. Convaincu que le pouvoir de l'épée ne s'étend pas sur l'opinion, et surtout sur l'opinion religieuse, il avait donné à son oncle, le cardinal Fesch, et à ses ministres, l'ordre de négocier un concordat avec le Saint-Siége. Cette importante affaire, au succès de laquelle la cour de Rome n'attachait pas moins de prix que le cabinet des Tuileries, fut long-temps discutée contradictoirement : enfin, après de longs pourparlers, ce concordat, œuvre d'une

haute sagesse, et dans lequel toutes les libertés gallicanes avaient été rigoureusement respectées par le Saint-Siége, fut signée à Paris, entre le premier consul et le pape Pie VII.

Cet acte qui, en consacrant la tolérance religieuse, réconciliait l'Eglise de France, divisée depuis onze ans par la constitution civile du clergé, contribua puissamment à ramener la paix dans l'Etat et dans les familles, et inspira au dehors, dans la sagesse et la stabilité du gouvernement français, une confiance que n'avaient pu lui donner jusques-là ni les plus brillantes victoires, ni les traités les plus solennels. Toutefois, le rétablissement du culte fut froidement accueilli des Français. On voyait là un pas rétrograde vers la monarchie : les patriotes ne doutaient pas que bientôt le parti-prêtre n'éleva la tête au-dessus du pouvoir qui le ressuscitait ; mais la puissance du premier consul était telle qu'on n'osait pas désapprouver hautement un acte qui violait le système républicain. L'expérience lui fit sentir plus tard la faute qu'il avait commise, car le clergé ne tarda pas à s'agiter, et contribua beaucoup à le renverser.

Créateur de la république Cisalpine, Napoléon avait résolu, pour fortifier son système, d'unir cet Etat à la France d'une manière plus intime en lui donnant un même chef; c'est dans ce but, qui pensa faire rompre les traités déjà conclus, ou sur le point de l'être avec les grandes puissances, que la *Consultat* de la république cisalpine fut convoquée par ses ordres à Lyon. A peine réunie, on pense bien

que le premier soin de cette assemblée fut de céder à l'intention secrète de son fondateur, qui reçut d'elle l'invitation d'assister aux séances. Le premier consul obtempéra sans peine à un vœu qu'il avait commandé, il partit de Paris pour Lyon, et arriva bientôt dans cette ville. A peine la *Consultat* fut elle assemblée que son premier soin, en discutant, pour la forme, une constitution déjà arrêtée par le premier consul, fut de déférer à celui-ci, dans sa séance du 21 janvier 1802, le titre de président de la république Italienne. Dans le discours que Napoléon prononça en langue italienne, il insista sur un seul point : « *Les choix que j'ai faits*, dit-il, *pour remplir vos premières magistratures l'ont été indépendamment de toute idée de parti, de tout esprit de localité. Quant à celle de président, je n'ai trouvé personne parmi vous qui eut encore assez de droit sur l'opinion publique, qui fut assez indépendant de l'esprit de localité, et eût rendu d'assez grands services à son pays pour la lui confier... J'adhère à votre vœu, je conserverai encore la grande pensée de vos affaires.* » Ainsi le premier consul de la république française devint le premier magistrat d'une autre république : cette distinction donnait à la France une nouvelle influence sur l'Italie.

Napoléon que nous ne trouvons jamais plus grand que dans la protection éclairée qu'il ne cessa d'accorder aux sciences, aux arts et au perfectionnement des méthodes employées pour l'enseignement public, décida, le 13 mars, qu'un tableau général lui serait pré-

senté des progrès et de l'état des sciences, des lettres et des arts, depuis 1789 jusqu'au 23 septembre. C'était un hommage rendu à la cause triomphante de la liberté.

Enfin tous ses voeux furent à la veille d'être comblés. Les négociations avec l'Angleterre prirent une tournure favorable à la paix : cette puissance envoya lord Cornwans à Amiens. Les négociateurs anglais ne semblaient apprécier ni le temps, ni les choses, ni les hommes. Le ton et les manières du premier consul les déconcertèrent : leur mission était d'amuser les français, et elle devint sérieuse, car on traita. La paix fut acceptée à Londres, et définitivement signée à Amiens le 25 mars 1802. Elle était commune à la Grande-Bretagne, à l'Espagne et à la république Batave.

Ce traité, qui n'était au fond, mais surtout de la part de l'Angleterre, qu'une trève concertée entre les ennemis de la France, qui accordaient aux circonstances, ce que d'autres circonstances leur permettaient d'éluder ou même de révoquer, remplissait le plus cher des désirs de Napoléon, en ce qu'après un silence insultant, en réponse à ses premières ouvertures, et des obstacles nombreux qui se succédaient sans cesse dans les négociations, et qu'il avait craint plus d'une fois de ne pouvoir surmonter, il se faisait enfin reconnaître par l'Angleterre, chef du gouvernement de la France.

Par le traité d'Amiens, les possessions acquises depuis dix ans par l'Angletere, sur la république et ses alliés leur étaient restituées:

toutefois la Grande-Bretagne demeurait maîtresse de la Trinité et des places fortes qui avaient appartenues à la Hollande dans l'île de Ceylan ; et Malte, rendue à l'ordre, était déclarée indépendante.

A ces succès si importants pour l'affermissement du pouvoir du premier consul, vinrent se mêler pour la France des revers dont tout porte à croire qu'il ne fut touché que faiblement. Depuis le mois de novembre 1801, il était parti de Brest et de Rochefort une flotte immense, française et espagnole, qui portait à Saint-Domingue une partie de l'armée du Rhin sous les ordres du général Leclerc, beau-frère de Napoléon. Cette expédition ne peut être expliquée que dans deux intérêts qui excitent une égale indignation : l'un, de rendre à la servitude une colonie immense, paisible, florissante, heureuse et fière de sa liberté, et qui ne réclamait que la reconnaissance de son indépendance pour prix de son dévouement à la métropole ; l'autre, d'abandonner à toutes les chances d'une destruction presque inévitable cette glorieuse armée d'Allemagne, si souvent victorieuse sous Moreau, et dont l'attachement à son ancien général était un crime auprès du premier consul. Cette expédition, disons-nous, échoua complètement.

La maladie consuma l'armée, et le climat dévora également deux autres corps de troupes qui furent successivement envoyés pour la remplacer. Soixante mille blancs moururent à Saint-Domingue ; presque tout l'état-major de l'armée y périt. Toutes les expéditions

lointaines de Napoléon ont été frappées de la même fatalité : l'Egypte, Saint-Domingue, et plus tard Moscou, sont de déplorables monuments de son histoire et de la valeur française. L'expédition de Saint-Domingue fut pour les hommes accoutumés à réfléchir profondément sur les événements, un présage funeste, qui n'a pas été trompeur, de la direction qu'allait prendre la politique du premier consul.

Toutefois l'ivresse d'une pacification générale étourdissait la nation sur les malheurs de cette colonie. Il fallait même que cette ivresse fût bien grande pour lui fermer les yeux sur l'un des actes les plus condamnables du premier consul. Le Tribunat, dernier et seul asile des libertés françaises, gardien des principes éternels de la sagesse de 1789, devint tout-à-coup l'objet d'une proscription individuelle, et le nom d'élimination fut donné à la mesure arbitraire et violente qui fit sortir du Tribunat les citoyens les plus distingués par leur patriotisme et leur talent. Daunou, Chenier, Benjamin-Constant et les nobles imitateurs de leur courage, furent compris dans cette proscription honorable. Ainsi le pouvoir envahissait chaque jour tout le terrain qu'il pouvait pour perdre la liberté.

Le 28 avril, le premier consul présida à Notre-Dame une fête religieuse pour célébrer le rétablissement du culte catholique, et la paix d'Amiens.

Le 6 mai suivant, un sénatus-consulte organique prorogea de dix autres années le consulat dans la personne de Napoléon :

deux lois signalèrent cette modification singulière.

La première fut *la loi d'amnistie* pour tous les émigrés, qui ouvrit les portes de la France à un grand nombre de ces exilés, à condition qu'il prêteraient serment de fidélité au gouvernement ; la seconde fut l'institution de l'ordre de la Légion-d'Honneur, qui récompensait tous les services militaires ou civils rendus à la patrie. Cette derniere excita la reconnaissance des citoyens français de tous les états et donna un grand exemple à l'Europe. Toutefois cette institution sublime ne tarda pas à perdre de son éclat, lorsque devenu empereur, Napoléon s'empressa de l'assimilier à tous les ordres de chevalerie, créa de grands cordons qu'il n'accorda souvent qu'à la faveur, et décora de l'étoile des braves cette foule de petits sous-lieutenants, nés dans l'émigration, inconnus à l'armée qui les repoussait.

La paix rétablie, Napoléon jugea qu'il était temps de faire un pas nouveau vers l'affermissement de son autorité. Il fit soumettre tout-à-coup à la délibération du peuple, cette question dont la solution n'était pas douteuse : « *Napoléon sera-t-il Consul à vie ?* » L'immense majorité des votes fut en faveur de cette mesure : sur 3,577,885 citoyens qui y prirent part, 3,368,259 furent pour l'affirmative. Jamais l'histoire n'avait offert d'exemple d'une telle unanimité. Napoléon répondit au sénat : « *La vie d'un citoyen est à la patrie : le peuple français veut que la mienne tout entière lui soit consacrée ; j'obéis à sa volonté. La*

liberté, l'égalité, la prospérité de la France, sont assurées. Le meilleur des peuples sera le plus heureux. Content d'avoir été appelé par l'ordre de celui de qui tout émane pour ramener sur la terre l'ordre et l'égalité, j'entendrai sonner la dernière heure sans regret. » Dès lors Napoléon fut proclamé consul à vie; les deux autres consuls obtinrent la même prorogation de pouvoir, et la présidence du sénat dont le même acte les nommait membres.

Les libertés extérieures suivirent la même loi que les libertés intérieures. Le 26 août, l'île d'Elbe fut réunie au territoire français : le 11 septembre le Piémont y fut aussi incorporé. Le 9 octobre les français s'emparèrent des Etats de Parme; le 21 ils occupèrent la Suisse, et au mois de février 1803, trente mille français vinrent soutenir le pacte fédéral qui lui avait été imposé. La Louisiane, cédée à l'Espagne par la France à la paix honteuse de 1763, avait été rétrocédée à la France par le traité secret de Saint-Ildefonse; mais le 30 avril 1802 elle fut vendue aux Etats-Unis. La possession de la Louisiane était loin d'être avantageuse à la France, privée de Saint-Domingue; la cession de cette province éloignée à un ennemi juré de l'Angleterre, servait doublement les intérêts de la république.

L'Angleterre, en signant le traité d'Amiens, avait moins en vue de réparer ses pertes que de conserver l'intégrité de son empire et son influence sur ses alliés. Mais elle s'aperçut bientôt qu'elle avait perdu la prépondérance de son commerce par la concurrence du continent; elle ne put voir sans jalousie l'industrie

française ranimée par la paix, prendre un essor alarmant pour ses intérêts. Les négociants d'outre-mer demandèrent donc le monopole du commerce, et pour l'obtenir, la guerre était nécessaire. Le cabinet de Saint-James refusa d'abord d'évacuer l'île de Malte, selon les conditions du traité d'Amiens, sous prétexte que le premier consul exerçant une trop grande influence sur l'Italie, la Hollande et la Suisse, l'île de Malte devait être gardée par une garnison russe, autrichienne, prussienne et napolitaine.

Napoléon consentit à cette condition, mais l'Angleterre, qui était résolue à la guerre, ne se contenta pas de cette demande; elle y ajouta, comme ultimatum, la faculté de conserver pendant dix ans une garnison dans Malte, la cession de l'île de Lampedouse, l'évacuation de la Hollande et de la Suisse par les troupes françaises, et une indemnité pour le roi de Sardaigne. Ces propositions furent rejetées, et la guerre fut de nouveau déclarée.

Le premier consul pour punir le roi d'Angleterre de son agression commanda au corps d'armée cantonné en Hollande de marcher sur le Hanovre, qui huit jours après fut conquis. L'armée anglaise commandée par le duc de Cambridge fut faite prisonnière.

A cette époque le premier consul partit de Paris pour visiter les départements de la Belgique : après en avoir visité les côtes, il arriva à Bruxelles, où il ordonna la construction d'un grand canal de navigation qui devait unir le Rhin, la Meuse et l'Escaut. Il y fit

deux voyages dans la même année, et il rendit plus redoutable aux anglais ses projets de descente par les travaux immenses auxquels il imprima un mouvement si actif. L'armée navale de l'Océan était alors commandée par l'amiral Brueys.

C'est alors que se tramait une vaste conspiration, dont le but était l'enlèvement ou l'assassinat du premier consul. Pichegru et Georges Cadoudal, les chefs les plus audacieux de l'armée de l'ouest, en étaient les auteurs. Moreau s'y trouva grandement compromis. Les conspirateurs furent arrêtés. Pichegru s'étrangla dans sa prison; Georges Cadoudal fut exécuté, et le vainqueur de Hohenlinden, grâces aux services qu'il avait rendus à sa patrie et à la reconnaissance de la nation, obtint la permission de se retirer aux Etats-Unis.

« Pichegru, a dit Napoléon, était à la tête d'une conspiration royale contre moi. Cet homme qui avait plus de bravoure que de talent, avait voulu jouer le rôle de Monck; il allait à sa taille...., ses projets m'inquiétaient peu, parce que je connaissais leur portée, et que l'opinion publique ne les favorisait pas. Les royalistes m'auraient assassiné qu'ils n'auraient pas été plus avancés. Chaque chose a son temps.

« J'appris bientôt que Moreau trempait dans cette affaire : ceci devenait plus délicat, parce qu'il avait une popularité collossale. Il était clair qu'on devait le gagner. Il avait trop de réputation pour que nous fussions bons voisins. Je ne pouvais être tout et lui rien. Il fallait trouver une manière honnête

de nous séparer, et il la trouva. On a beaucoup dit que j'étais jaloux de lui : je l'étais fort peu ; mais il l'était beaucoup de moi, et il y avait de quoi. Je l'estimais, par ce que c'était un bon militaire. Il avait pour amis tous ceux qui ne m'aimaient pas, c'est-à-dire, beaucoup de gens. Ils en auraient fait un héros s'il avait péri, je n'en voulais faire que ce qu'il était, c'est-à-dire, un homme nul.

« Pichegru fut trouvé étranglé dans son lit : on ne manqua pas de dire que ce fut par mes ordres. Je fus totalement étranger à cet événement. Je ne sais même pas pourquoi j'aurais soustrait ce criminel à son jugement : il ne valait pas mieux que les autres, et j'avais un tribunal pour le juger, et des soldats pour le fusiller. Je n'ai jamais rien fait d'inutile. »

L'instruction de cette affaire causa les plus justes comme les plus vives alarmes à Saint-Cloud. Le premier consul reconnut, mais trop tard, combien la publicité et surtout la tournure donnée à ce procès, lui avaient aliéné l'opinion publique ; et il rappela auprès de sa personne, le ministre Fouché, dont l'habileté réussit à donner une issue moins fâcheuse qu'on n'avait lieu de l'espérer.

Une autre catastrophe bien plus pénible encore vint ébranler momentanément et fortement la popularité du premier consul : le dernier rejeton de la race des Condé, le jeune duc d'Enghien, fut arraché par ses ordres du territoire de Bade où il habitait, et fut conduit comme un criminel à Vincennes. Là, une commission militaire composée de huit officiers présidés par le général Hulin, pro-

nonça sur le sort de ce malheureux prince, qui, quoique accablé de fatigue et épuisé par l'insomnie, ne se montra pas moins dans ce pénible instant, l'illustre rejeton du grand Condé. Déclaré coupable d'avoir porté les armes contre la république, d'avoir intrigué avec l'Angleterre, et entretenu des intelligences dans Strasbourg pour s'emparer de la place, il fut condamné à mort, et fusillé sur-le-champ.

Les acteurs sinistres de cette funèbre catastrophe, se sont depuis rejeté les uns sur les autres l'odieux de cet attentat, sans qu'il en soit rien résulté. Aucune clarté nouvelle n'a jailli de leurs déclarations, et la mort du duc d'Enghien est restée une tache, mais la seule que tous les prodiges ne sont pas parvenus à effacer et n'effaceront jamais.

Du reste, qui ne connaît la versatilité du peuple français? Le duc d'Enghien fut arrêté le 20 mars 1804, et seulement quarante jours après, la proposition fut faite au Tribunat de proclamer le premier consul Empereur. Délivré de tous ses ennemis extérieurs et intérieurs, lié à la république par la législation, à la monarchie par la loi d'amnistie, à l'Europe par des traités, maître de la France par sa gloire et par son génie, Napoléon ne se contente plus d'en être le premier soldat, le premier citoyen, le premier magistrat: l'anarchie est détruite, la révolution est terminée, la France est grande, heureuse, florissante; elle est respectée de toute l'Europe, et n'a d'autre ennemi que l'Angleterre: il veut être Empereur! et le sénat vient l

supplier, le conjurer de prendre la couronne, qu'il accepte en se laissant proclamer Empereur des Français.

« Tout était précaire, a-t-il dit depuis, dans le système du consulat, parce que rien n'y était à sa place. Il y existait une république de nom, une souveraineté de fait, une représentation nationale faible, un pouvoir exécutif fort, des autorités soumises, et une armée prépondérante.

» Rien ne marche dans un système politique où les mots jurent avec les choses ; le gouvernement se décrie par le mensonge continuel dont il fait usage : il tombe dans le mépris qu'inspire tout ce qui est faux et faible. On ne peut plus d'ailleurs ruser en politique : les peuples en savent trop long, les gazettes en disent trop.

» Il n'y a plus qu'un secret pour mener le monde : c'est d'être fort, parce qu'il n'y a dans la force ni erreur, ni illusion ; c'est le vrai mis à nu.

» Je sentais la faiblesse de ma position, le ridicule de mon consulat. Il fallait établir quelque chose de solide pour servir de point d'appui à la révolution. Je fus nommé consul à vie : c'était une souveraineté viagère, insuffisante en elle-même, puisqu'elle plaçait une date dans l'avenir, et que rien ne gâte la confiance comme la prévoyance d'un changement.

» La France qui voulait se préserver à tout prix de la contre-révolution, se rapprochait de moi, parce que je promettais de l'en garantir ; elle voulait dormir à l'ombre de mon épée.

» La forme républicaine ne pouvait plus durer, parce qu'on ne fait pas des républiques avec des vieilles monarchies. Ce que voulait la France, c'était sa grandeur. Pour en soutenir l'édifice, il fallait anéantir les factions, consolider l'œuvre de la révolution, et fixer sans retour les limites de l'Etat. Seul, je promettais à la France de remplir ces conditions.

» Je ne pouvais pas devenir roi. C'était un titre usé, il portait avec lui des idées reçues. Mon titre devait être nouveau comme la nature de mon pouvoir. Je n'étais pas l'héritier des Bourbons. Il fallait être beaucoup plus pour s'asseoir sur le trône. Je pris le nom d'empereur, parce qu'il était plus grand et moins défini. »

Jamais révolution ne fut aussi douce que celle qui renversa cette république pour laquelle on avait répandu tant de sang ! c'est qu'en maintenant la chose, le mot seul était changé. C'est pourquoi les républicains n'ont pas redouté l'empire. D'ailleurs les révolutions qui ne déplacent pas les intérêts, sont toujours douces.

CHAPITRE NEUVIÈME.

NAPOLÉON EMPEREUR DES FRANÇAIS. — PROTESTATION DE LOUIS XVIII — CAMP DE BOULOGNE. — INAUGURATION DE LA LÉGION D'HONNEUR. — SACRE. — VOYAGE DU PAPE EN FRANCE. — OUVERTURE DU CORPS LÉGISLATIF.



(De 1804 à 1805.)



En consacrant le voeu émis par le corps législatif et le tribunat qui proclamait le premier consul empereur, et fixait l'hérédité de sa couronne dans sa famille, le sénatus-consulte, par le même acte, créa le 18 mai, Joseph et Louis frères de l'empereur, l'un grand électeur, l'autre connétable ; nommait le général Murat grand amiral ; le second consul Cambacérès, archi-chancelier ; le troisième, Lebrun, archi-trésorier de l'empire ; Eugène Beauharnais, archi-chanchelier d'Etat, et M. Talleyrand-Périgord, vice-grand-électeur. Les colléges électoraux, la haute cour impériale, les grandes dignités complétaient cette première opération.

Le 19 mai, furent instituées les grandes charges civiles, de gouverneur du palais, de grand écuyer, de grand veneur, de grand maréchal, de grand aumônier, de grand maître des cérémonies, et de grand chambellan.

Le même jour, par un noble tribut de reconnaissance, Napoléon choisit dans les rangs de l'armée dix-huit maréchaux de l'empire : c'étaient les célèbres généraux Alexandre Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Davoust, Ney, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier.

Le 27 mai, le sénat prête serment à l'empereur, et le vœu des 108 départements de la France arrive bientôt au pied du trône. Le clergé, que le concordat de 1802 avait concilié à Napoléon, s'empressa, de son côté, de saluer le nouvel empereur de tous les titres que les livres saints purent lui fournir. Les embarras qu'il lui a donnés depuis compensaient largement cette marque de reconnaissance.

Un grand acte de clémence signala les premiers jours de l'empire. Dix-neuf complices de la conspiration de Georges Cadoudal, avait été condamnés à mort. L'épouse d'Armand Polignac, l'un d'entre eux, conseillée et conduite par l'impératrice Joséphine, vint se jeter aux pieds de l'empereur, et demanda la grâce de son mari. Napoléon, après l'avoir fixée avec beaucoup d'attention, la releva, et lui dit : « *J'ai été étonné de trouver votre époux impliqué dans une affaire aussi odieuse.* »

— » Non, Sire, répondit-elle, jamais mon époux n'a conçu l'idée du crime que l'honneur éprouve encore plus fortement que les lois. » La douloureuse situation de cette femme émut profondément Napoléon, qui lui dit : « *Je puis pardonner à votre mari, car c'est à ma vie qu'on en voulait : je vous accorde sa grâce.* » Puis il ajouta : « *Qu'ils sont coupables ceux qui engagent leurs plus fidèles serviteurs dans des entreprises aussi criminelles, aussi follement conçues, et dont ils ne partagent pas les périls.* »

Cette grâce ne fut pas la seule : le marquis de Rivière, Bouvet de l'Hozier, la Jollais, Rochelle, Gaillard, Roussillon, et Charles d'Hozier, l'obtinrent aussi. Ces commencements étaient heureux, ce grand acte d'une grande générosité reçut de la France et de l'Europe, des applaudissements bien mérités.

Contraint par une nécessité impérieuse à laquelle il sut toujours soumettre ses affections personnelles, l'empereur rétablit le ministère de la police dans ses premières attributions, et le rendit à Fouché qui, au 18 brumaire, et dans les dernières circonstances, venait de lui rendre les plus importants services. Cet homme, qui était pour toute la France l'homme de la liberté, était pour Napoléon l'homme du pouvoir ; et il sera bientôt pour lui, quand les événements l'appelleront au dehors de sa capitale, le concierge de sa politique domestique.

Rassuré sur l'intérieur dont la paix n'avait été troublée sur aucun point par les grands changements opérés dans la forme de l'Etat,

l'empereur, loin d'oublier les vastes projets du premier consul, faisait tout disposer pour une invasion en Angleterre.

Neuf cents bâtiments étaient déjà prêts dans le port de Boulogne. Ceux d'Etaples, de Vincreux, de Calais, de Dunkerque, en étaient remplis. Le port d'Ambleteuse attendait cinq cents voiles de la flottille Batave, sous les ordres de l'amiral Verhuel ; elle formait l'aile droite, et devait porter le corps d'armée du maréchal Davoust, qui commandait les camps de Montreuil et de Dunkerque.

Le 16 mai, après un beau combat, entre le commodore Sydney, l'amiral Verhuel faisait entrer dans le port d'Ostende, la première division de la flottille : la seconde suivit de près avec le même danger et le même succès. L'amiral Cornwallis n'avait pas été plus heureux devant Brest, il en avait été de même à Harfleur. Les anglais voulurent brûler le Hâvre, afin de détruire les bâtiments de la flottille expéditionnaire, mais ils échouèrent. Les divisions françaises partirent du Hâvre, et elles arrivèrent toutes, non sans combat, à leur destination. Le contre-amiral Magon et le capitaine de vaisseau Moncabrié, eurent des affaires brillantes avec les croisières anglaises, l'une devant Calais, l'autre devant Boulogne.

Accoutumés à ce nouveau genre de guerre, les troupes de terre qui bivouaquaient par divisions sur les bateaux de la flottille, sollicitaient l'honneur de former les garnisons des corsaires et des bâtiments qui appareillaient ; elles portèrent souvent leur audace jusqu'aux embouchures de la Tamise.

L'amiral Latouche-Tréville avait également raison de l'amiral Nelson à Toulon, où il commandait toutes les forces navales de la Méditerranée, comme l'amiral Brueys commandait à Boulogne, toutes celles de l'Océan, et spécialement la flottille contre l'Angleterre.

Cependant, une déclaration à laquelle les événements de 1814 ont donné une autorité prophétique, était envoyée à tous les gouvernements de l'Europe. Dédaignée par l'empereur, elle fut peu connue alors des français.

Cette pièce que Napoléon, pour toute réponse, se contenta de faire imprimer textuellement dans le Moniteur, était ainsi conçue :

Protestation de Louis XVIII, roi de France, contre l'usurpation de Napoléon.

VARSOVIE, LE 6 JUIN 1804.

« En prenant le titre d'empereur, en voulant le rendre héréditaire dans sa famille, Napoléon vient de mettre le sceau à son usurpation. Ce nouvel acte d'une révolution où tout dans l'origine a été nul, ne peut sans doute infirmer mes droits, mais comptable de ma conduite à tous les souverains dont les droits ne sont pas moins lésés que les miens, et dont les trônes sont tous ébranlés par les principes dangereux que le sénat de Paris a osé mettre en avant ; comptable à la France, à ma famille, à mon propre honneur, je croirais trahir la cause commune en gardant le silence en cette occasion. Je déclare donc

(après avoir, au besoin, renouvelé mes protestations contre tous les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des Etats généraux de France ont amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent la France et l'Europe), je déclare, en présence de tous les souverains, que loin de reconnaître le titre impérial que Napoléon vient de se faire déférer par un corps qui n'a pas même d'existence légitime (*le sénat*), je proteste contre lui ce titre et contre tous les actes subséquents auxquels il pourrait donner lieu. »

L'anniversaire de la fédération approchait. Napoléon choisit le 14 juillet, ce jour toujours cher à la France depuis treize années, pour l'inauguration de l'ordre de la Légion d'honneur, cette fête eut lieu au temple de Mars, dans l'église des Invalides : la cérémonie brilla à la fois de l'éclat de la grandeur républicaine, et de la pompe impériale.

Quatre jours après, il quitta Paris pour se rendre avec l'impératrice au camp de Boulogne ; de là il vint à Ambleteuse, à Calais, à Dunkerque, à Ostende, à Saint-Omer ; puis retourna à Boulogne, où le 16 août, il célébra sa fête, et fit une nouvelle distribution de décorations de la Légion d'honneur, qui donna lieu à la plus imposante des pompes militaires, et accrut l'enthousiasme de l'armée qui menaçait les bords de l'Angleterre.

Le même jour, la fête de l'empereur était aussi célébrée à Cherbourg, par l'inauguration de la digue, et à Anvers, par celle de l'arsenal maritime.

Avant de quitter Boulogne, pour aller

visiter les quatre départements du Rhin, Napoléon inspecta la flottille pour la dernière fois, et il eut le bonheur de pouvoir juger par lui-même d'un combat naval. La flotte anglaise, forte de quatorze bâtiments de guerre, dont deux vaisseaux de ligne et deux grosses frégates, attaqua le même jour la flotte française. L'empereur aussitôt se plaça à bord du canot de l'amiral Brueys, et donna des ordres dont l'exécution hardie força les anglais à battre en retraite. Ce ne fut pas sans doute une légère satisfaction pour lui, d'avoir humilié le pavillon britannique.

Pendant son séjour à Boulogne, Napoléon multipliait les gages de la prospérité intérieure de la France, en donnant à la première école de l'Europe, à l'école Polytechnique, une nouvelle organisation, et en fondant les grands prix décennaux.

L'empereur, accompagné de l'impératrice, qui portait sa nouvelle dignité avec autant de grâce que de modestie, se rendit à Aix-la-Chapelle, et sur les frontières d'Allemagne; ils reçurent les félicitations de toutes les puissances d'Europe. Les princes allemands qui avaient tout à espérer et tout à craindre d'un voisin si redoutable, se hâtèrent de venir faire leur cour à Napoléon, en personne ou par l'organe de leur ambassadeur.

Cependant, lors de la notification aux cours étrangères de l'avénement de l'empereur, l'Autriche avait jugé devoir consulter la Russie, et n'en avait point reçu de réponse: dans la crainte d'une rupture avec la France, cette puissance se hâtait d'en reconnaître authen-

tiquement le nouveau souverain. Quant à la cour de Rome, elle ne s'y était point refusée : le concordat du premier consul lui avait fait trop de plaisir pour agir autrement. L'Espagne n'avait pas eu besoin de l'exemple de Rome. Ainsi les trois grandes puissances catholiques avaient reconnu l'empire, et c'était un pas immense pour l'époque.

De retour à Saint-Cloud, Napoléon voulut déployer pour son couronnement une pompe sans égale. Le pape Léon avait placé une couronne d'or sur la tête de Charlemagne ; et l'avait proclamé empereur : c'était ainsi qu'il voulait être couronné. Dans un message qu'il fit tenir au saint père, par son ambassadeur à Rome, il le pria de vouloir bien y consentir, et pour hâter sa détermination, il faisait valoir les considérations suivantes :

« Le moment est venu, saint père, où la réconciliation de l'église et de l'empire va recevoir la sanction la plus auguste. Le premier effet de votre condescendance, très-saint père, sera de consacrer la réconciliation du peuple français avec la monarchie, qui est nécessaire à son repos ; de prévenir tous les prétextes de la guerre civile, d'aplanir tous les différends qui conduisent à un schisme, en établissant d'une manière fixe les rapports de la religion avec l'état, et de l'état avec la religion.

« La France, d'ailleurs, mérite cette faveur particulière, son église est la fille aînée de l'église romaine ; il s'agit de dissiper tous les nuages qui ont obscurci les derniers jours de leur union ; et cette union deviendra plus

sainte, et les jours qui suivront en seront plus sereins.

» Nous nous proposons, de notre côté, de réparer toutes les ruines de l'église, de rendre au culte son ancienne splendeur, et à ses ministres toute notre confiance, si votre sainteté répond à nos vœux par l'inspiration du Très-Haut dont elle est l'organe sur la terre.

» Sous tous les rapports religieux, moraux et politiques, l'univers chrétien recueillera des avantages immenses du voyage que je supplie votre sainteté de faire à Paris; de ce voyage, que malgré la saison, les distances et les difficultés, elle ne doit pas hésiter d'entreprendre, si l'intérêt de la religion en prescrit la nécessité.

» Les concerts de la reconnaissance s'unissent déjà dans le cœur de tous les français, à la vénération qu'ils ressentent pour celui que ses lumières et ses vertus ont appelé au gouvernement de l'Eglise.

» Des hommages universels accompagneront tous les pas du saint père, à qui nous voulons qu'on décerne les mêmes honneurs que Léon III reçut de Charlemagne, notre glorieux prédécesseur. »

Le pape accueillit bien volontiers la demande de Napoléon, et dans un discours qu'il prononça le 29 octobre, il annonça ainsi sa résolution.

« Vénérables Frères,

» Lorsque nous vous annonçâmes, de ce

lieu même, que nous avions fait un concordat avec Napoléon, nous fîmes éclater en votre présence, la joie dont le Dieu de toute consolation remplissait notre cœur, à la vue des heureux changements que le concordat venait d'opérer dans ce vaste et populeux empire, pour le bien de la religion.

» Une œuvre si grande et si admirable, dut exciter en nous les plus vifs sentiments de reconnaissance pour le très-puissant prince qui avait employé son autorité à la conduire à sa fin.

» Ce puissant prince, notre très-cher fils en J.-C., nous a fait connaître qu'il désirait vivement recevoir de nous l'onction sainte et la couronne impériale, afin que la religion, imprimant à cette cérémonie solennelle le caractère le plus sacré, en fît la source des plus abondantes bénédictions.

» Cette demande, faite dans de tels sentiments, n'est pas seulement un témoignage authentique de la religion de l'empereur et de sa piété filiale pour le Saint-Siége; mais elle se trouve encore appuyée de déclarations positives que sa volonté ferme est de protéger de plus en plus la foi sainte, dont il a jusqu'ici travaillé à relever les ruines par tant de généreux efforts.

» Ainsi, vénérables frères, vous voyez combien sont justes et puissantes les raisons que nous avons d'entreprendre ce voyage. Nous y sommes déterminés par des vues d'utilité pour notre sainte religion, et par des sentiments particuliers de reconnaissance pour le très-puissant empereur qui, après avoir

rétabli la religion catholique en France, nous témoigne le désir de favoriser ses progrès et sa gloire.

» A ces causes, vénérables frères, marchant sur les traces de nos prédécesseurs, qui se sont quelquefois éloignés de leur siége, et se sont transportés dans des régions lointaines pour le bien de l'église, nous entreprenons ce voyage, sans nous dissimuler sa longueur. Une saison peu favorable, notre âge avancé et notre faible santé auraient dû nous en détourner; mais nous comptons pour rien ces obstacles, pourvu que Dieu nous accorde ce que notre cœur lui demande. »

Le saint père quitta la capitale du monde chrétien le 2 novembre; le 18 il passa à Lyon, et le 25 du même mois il arriva à Fontainebleau où il fut reçu par l'empereur, qui le 28 se rendit avec lui à Paris, et lui fit rendre partout les honneurs dus à son éminente dignité.

A Paris tout était prêt pour le sacre. Cette grande cérémonie qui devait se faire au sein de la capitale, dans la basilique métropolitaine, était pour Napoléon de la plus haute politique; car en sanctionnant son élévation aux yeux du peuple de toute la chrétienté, elle leur interdisait, comme à leurs souverains, toute idée, tout reproche d'usurpation.

Dès le 17 novembre, un décret convoque le corps législatif pour assister à cette cérémonie. Le 1er décembre un sénatus-consulte déclare que, d'après la vérification des votes émis sur les registres qui avaient été ouverts dans les 108 départements, le peuple français

reconnaît Napoléon pour empereur, et veut que la dignité impériale soit héréditaire dans sa famille. Le sénateur François de Neufchâteau, qui, au 18 brumaire, avait dit : « La constitution est placée sur l'autel du Dieu Terme, » dit à l'empereur, « Le vaste miroir du passé est la leçon de l'avenir, » et Napoléon disait en terminant sa réponse : « *Nos descendants conserveront long-temps ce trône !... Ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois, l'ébranlement de l'ordre social, ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude des princes !* »

Le lendemain, 2 décembre, était le jour fixé pour le couronnement auquel toute l'élite de la France assista par ses députations.

A dix heures du matin, l'empereur sortit des Tuileries, et se rendit à Notre-Dame. Son cortége était nombreux et magnifique : cinq cents voitures escortaient la sienne, il y avait cinquante mille hommes sous les armes ; et cinq cent mille curieux aux fenêtres ou dans les rues, malgré le froid le plus rigoureux.

L'église était tendue en étoffes de soie cramoisie, ornées de franges, de galons et d'armoiries brodées en or. La nef, le chœur et le sanctuaire étaient couverts de tapis d'Aubusson et de la Savonnerie. Des gradins en amphithéâtre étaient chargés de spectateurs ; les femmes, brillantes de grâces et de parures ; les hommes, revêtus d'habits éclatants ; des places assignées à tous les grands dignitaires de l'Etat ; le trône de l'empereur élevé au milieu de la nef, celui du pape dans le sanctuaire et à côté de l'autel !.... Tout enfin était

beau, grandiose et bien ordonné. Ce mélange de la pompe pontificale et de la magnificence impériale présentait à l'œil le plus heureux contraste.

L'empereur reçut à genoux l'onction sainte des mains du pape; mais aussitôt que le saint père eût bénit la couronne, il la saisit, la plaça sur sa tête, et avant de couronner ainsi l'impératrice, il prononça le serment suivant : « *Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la république, la vente des biens nationaux, la loi du concordat, la liberté des cultes, l'institution de la Légion d'honneur, et de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français.* »

Un héraut d'armes élevant alors la voix, dit : « Le très-glorieux et très-auguste empereur Napoléon, empereur des français, est couronné et intronisé, *vive l'empereur* ! » et pendant dix minutes l'Eglise retenti des cris mille fois répétés de *vive l'empereur*.

Cette cérémonie ne fut troublée par aucun accident : tous les travaux furent suspendus. Le peuple parut joyeux, et s'associa avec abandon aux plaisirs de ce beau jour. L'illumination fut générale : mille feux de diverses couleurs se mariaient dans l'espace et offraient le plus magnifique spectacle qui ait été vu. La vanité de Napoléon dût être satisfaite, car jamais mortel ne fut l'objet d'un enivrement plus universel : toute l'Europe, sans l'Angleterre, semblait être à ses pieds, où chacun déposait ses hommages et ses applaudissements.

Cette cérémonie brillante fut suivie de deux autres fêtes, dont l'une fut consacrée au peuple, auquel on distribua largement du vin, des aliments et des petites médailles d'argent à l'effigie de l'empereur et de l'impératrice, et l'autre à l'armée qui fut rassemblée au Champ-de-Mars, le 5 décembre suivant, pour y recevoir ses aigles et ses drapeaux. « *Soldats*, dit Napoléon, *voici vos drapeaux. Ces aigles vous serviront de point de ralliement : elles seront partout où votre empereur les jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple. Vous jurez de sacrifier votre vie pour les défendre, et les maintenir constamment, par votre courage, dans le chemin de la victoire.* » « Nous le jurons, » répétèrent à la fois tous les soldats, saisis d'un noble enthousiasme.

Enfin, l'année 1804, si fertile en événements mémorables se termine par l'ouverture du corps législatif, où ces mots, prononcés d'une voix forte par l'empereur, furent applaudis : « *Je ne veux point accroître le territoire de l'empire, mais en maintenir l'intégrité.* »

CHAPITRE DIXIÈME.

TROISIÈME COALITION CONTRE LA FRANCE. — CAMPAGNE D'AUSTERLITZ. — TRAITÉ DE PRESBOURG. — COMBAT NAVAL DE TRAFALGAR.



(1805.)



La bonne intelligence qui avait régné entre les cours de France et de Russie, avait commencé à s'altérer : diverses notes hostiles échangées entre ces deux puissances, amenèrent une rupture.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg refusa de reconnaître l'empereur des français, et celui de Londres profita de cette circonstance pour signer avec lui un traité, le 11 avril 1805. D'un autre côté, cédant aux sollicitations de la Russie, le divan refusait aussi sa reconnaissance ; et la Suède entraînée par l'Angleterre, s'engageait à agir de concert contre la France.

Les flottes russes et anglaises sans déclaration de guerre avaient déjà attaqué les pays alliés de la France, et menaçaient l'Espagne et l'Italie.

Napoléon qui croyait avoir besoin de conquérir sur l'Europe le trône que le peuple français venait de lui décerner, avait peut-être contribué un peu à exciter ces dispositions hostiles, qui servaient tout-à-fait sa propre politique : toutefois, il voulut donner à la France un gage authentique de ses dispositions pour la paix, et le 2 janvier 1805, il écrivit au roi d'Angleterre la lettre suivante :

« *Monsieur mon frère, appelé au trône de*
» *France par la providence et par les suffra-*
» *ges du sénat, du peuple, et de l'armée, mon*
» *premier sentiment est un vœu de paix. La*
» *France et l'Angleterre usent leur prospérité;*
» *elles peuvent lutter des siècles. Mais leurs*
» *gouvernements remplissent-ils bien le plus*
» *sacré de leurs devoirs? Et tant de sang*
» *versé inutilement et sans la prespective d'au-*
» *cun but, ne les accuse-t-il pas dans leur*
» *propre conscience? Je n'attache point de*
» *déshonneur à faire le premier pas. J'ai assez*
» *je pense, prouvé au monde que je ne re-*
» *doute aucune des chances de guerre; elle*
» *ne m'offre d'ailleurs rien que je puisse re-*
» *douter. La paix est le vœu de mon cœur;*
» *mais la guerre n'a jamais été contraire à*
» *ma gloire. Je conjure V. M. de ne pas se*
» *refuser au bonheur de donner elle-même la*
» *paix au monde : qu'elle ne laisse pas cette*
» *douce satisfaction à ses enfants! Car enfin*
» *il n'y eût jamais de plus belle circonstance*
» *ni moment plus favorable pour faire taire*
» *toutes les passions et écouter uniquement le*
» *sentiment de l'humanité et de la raison.*

» *Ce moment une fois perdu, quel terme*
» *marquer à une guerre que tous mes efforts*
» *n'auraient pu terminer? V. M. a plus gagné*
» *depuis dix ans en territoire et en richesses,*
» *que l'Europe n'a d'étendue; sa nation est*
» *au plus haut point de prospérité. Que veut-*
» *elle espérer de la guerre? coaliser quelques*
» *puissances du continent? le continent restera*
» *tranquille. Une coalition ne ferait qu'accroî-*
» *tre la prépondérance et la grandeur continen-*
» *tale de la France. Renouveler des troubles*
» *intérieurs? les temps ne sont plus les mêmes.*
» *Détruire nos finances? des finances fondées*
» *sur une bonne agriculture ne se détruisent*
» *jamais. Enlever à la France ses colonies?*
» *les colonies sont pour la France un objet*
» *secondaire, et V. M. n'en possède-t-elle*
» *déjà pas plus qu'elle n'en peut garder? Si*
» *V. M. veut elle-même y songer, elle verra*
» *que la guerre est sans but, sans aucun ré-*
» *sultat présumable pour elle. Eh! quelle*
» *triste prespective de faire battre les peuples*
» *pour qu'ils se battent! Le monde est assez*
» *grand pour que nos deux nations puissent*
» *y vivre, et la raison a assez de puissance*
» *pour qu'on trouve les moyens de tout conci-*
» *lier, si de part et d'autre on en a la volonté.*
» *J'ai toutefois rempli un devoir saint et pré-*
» *cieux à mon cœur. Que V. M. croie à la*
» *sincérité des sentiments que je viens de lui*
» *exprimer, et à mon désir de lui en donner*
» *des preuves.* »

Mais l'empereur s'est trompé comme l'avait fait le consul, et c'est une lettre vague de

lord Mulgrave à M. de Talleyrand qui répond à cette importante démarche. Elle était ainsi conçue:

« S. M. a reçu la lettre qui lui a été adressée par le chef du gouvernement français, datée du 2e jour de ce mois. Il n'y a aucun objet que S. M. ait plus à cœur que de saisir la première occasion de prouver de nouveau à ses sujets les avantages d'une paix fondée sur des bases qui ne soient pas incompatibles avec la sûreté permanente et les intérêts essentiels de ses Etats. S. M. est persuadée que ce but ne peut-être atteint que par des arrangements qui puissent en même temps pourvoir à la sûreté et à la tranquillité à venir de l'Europe, et prévenir le renouvellement des dangers et des malheurs dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée. Conformément à ce sentiment, S. M. sent qu'il lui est impossible de répondre plus particulièrement à l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec les puissances du continent avec lesquelles elle se trouve engagée par des liaisons et des rapports confidentiels, et particulièrement avec l'empereur de Russie, qui a donné des preuves de la sagesse et de l'élévation des sentiments dont il est animé, et du vif intérêt qu'il prend à la sûreté et à l'indépendance de l'Europe. »

Telle était la lettre qui décidait du sort du monde. L'empire, à l'ombre de ses victoires, eut pris dans le repos intérieur, un accroissement de prospérité et de forces, trop préjudiciable aux anglais, pour que les ouver-

tures pacifiques de Napoléon fussent appréciées : on se prépara donc à la guerre de part et d'autre.

Napoléon avait habilement profité de l'exaspération du cabinet de Madrid contre la violation britannique, et avait signé à Aranjuez une convention par laquelle l'Espagne mettait à la disposition de la France une grande partie de ses forces maritimes qui, réunies à celles que l'empereur avait de disponibles, lorsqu'il demandait la paix à l'Angleterre, complétaient une armée de 193,000 hommes, une flotte de soixante-neuf vaisseaux de ligne, et de plus de 2,000 bâtiments de transport et de guerre, frégates, corvettes, bateaux de flottilles, tous armés et prêts à se diriger vers la Tamise.

C'était pendant son séjour à Mayence, que Napoléon avait divisé ses forces navales en trois expéditions.

Le général Lagrange et le contre-amiral Missiessy, avaient été envoyés aux Antilles avec la première ; le général Lauriston commandait la seconde qui avait reçu l'ordre de se rendre à Surinam, dans l'Amérique méridionale ; et le général Reille avait le commandement de la troisième qui devait occuper Sainte-Hélène.

Le but de tous ces mouvements était d'appeler les anglais loin de la Manche, et de favoriser la réunion et le départ de la flottille expéditionnaire. Napoléon avait lui-même conçu cette idée, et l'avait de sa propre main transmise au ministre de la marine.

A travers ces vastes conceptions, ces immenses préparatifs, qui faisaient déployer

dans tous les ports une activité prodigieuse ; une nouvelle couronne fut offerte au pacificateur de l'Italie.

Les autorités de la république Italienne avaient envoyé une députation à Paris pour demander un gouvernement monarchique et héréditaire. Le 17 mars, les députés obtinrent audience de l'empereur, et lui firent connaître le vœu unanime de leurs compatriotes ; Napoléon fondateur de la liberté italienne, se rendit à leurs vœux, et prit le titre de *roi d'Italie.* Il convint avec eux de la séparation des couronnes de France et d'Italie, qui pouvait être avantageuse à leurs descendants, serait fort dangereuse pour eux-mêmes. « *Vous me déférez la couronne*, ajouta-t-il, *je l'accepte, mais seulement tout le temps que vos intérêts l'exigeront ; et je verrai avec plaisir arriver le moment où je pourrai la placer sur une plus jeune tête, qui, animée de mon esprit, soit toujours prête à se sacrifier pour la sûreté et le bonheur du peuple Italien.* » En annonçant au sénat cette nouvelle acquisition, Napoléon dit : « *La force et la puissance de l'empire français sont surpassées par la modération qui préside à toutes nos transactions politiques.* »

Le 2 avril, l'empereur et l'impératrice quittèrent la capitale pour se rendre à Milan, où ils devaient être couronnés, et, le 4 avril, le pape reprit la route de ses Etats. Napoléon posa, sur le champ de bataille de Marengo, la première pierre du monument élevé à la mémoire des braves qui avaient scellé de leur sang la seconde conquête de l'Italie ; et le

même jour, il fit son entrée à Milan, où il fut couronné le 26 mai, en qualité de roi.

Comme au sacre de Paris, l'empereur prit la couronne, la posa sur sa tête, et prononça à haute voix l'orgueilleuse devise des anciens possesseurs : *Dieu me la donne, gare à qui la touche*... Ces mots furent aussi la devise de l'ordre de la Couronne de fer qu'il créa à l'instar de celui de la Légion d'honneur.

Le nouveau royaume fut organisé sur le plan de celui de l'empire français, et le 8 juin, Eugène Beauharnais, fils de Joséphine, par son premier mariage, fut proclamé vice-roi d'Italie.

Supplié par le doge et une députation du sénat de Gênes, de réunir ce royaume à l'empire français, Napoléon incorpore ces Etats à la France, et les divise en trois départements, Gênes, Montenotte et les Apennins. Le même jour, 4 juin, il fait l'ouverture solennelle du corps législatif du royaume d'Italie, et y reçoit le serment du vice-roi.

Le 10 juin, il quitta Milan pour visiter les départements du royaume, et s'arrêta à Castiglione où quarante mille hommes l'attendaient. Après les avoir passés en revue, et leur avoir, comme à Marengo, fait une distribution solennelle de la croix de la Légion d'honneur, il se rendit à Peschiera, Vérone, Mantoue, Bologne, Gênes et Turin ; il partit le 11 juillet pour revenir à Fontainebleau, où il était trois jours après.

A peine arrivé à Paris, Napoléon apprit la nouvelle coalition formée par l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Suède.

L'Angleterre, alarmée des préparatifs de la France, et voulant détourner l'orage, avait fait tous ses efforts pour armer les puissances de l'Europe contre sa rivale. Elle y réussit, et pressa tellement l'Autriche, que François II mit en mouvement ses armées avant l'arrivée des secours de la Russie. La Suède devait attaquer la Hollande ; le roi de Naples devait faire une diversion sur l'Etat romain pour inquiéter le royaume d'Italie, pendant que l'archiduc Charles descendrait par le Tyrol. Le 7 septembre 1805, le général Mack passa l'Inn, et quatre jours après entra dans Munich, que l'armée bavaroise venait de quitter, trop faible pour lutter contre les colonnes autrichiennes.

A la nouvelle des hostilités commencées par l'Autriche, Napoléon fit un appel aux anciens militaires et aux gardes nationales des départements voisins des côtes maritimes et des frontières du Rhin ; tous répondirent à cet appel avec enthousiasme. *L'armée d'Angleterre* devenue *l'armée d'Allemagne*, rappelée en toute hâte, traversa la France avec alégresse, passa le Rhin, et vint se réunir au corps d'armée venu de Hollande et commandé par le maréchal Bernadotte, qui avait aussi sous ses ordres l'armée bavaroise. Les maréchaux Soult, Davoust, Ney, Lannes, commandaient chacun un corps d'armée ; le maréchal Murat commandait la cavalerie ; le maréchal Bessières, la garde impériale ; ils avaient sous leurs ordres les généraux Suchet, Marmont, Rivaud, Drouet, Kellermann, Eblé, Wrède, Deroi, Oudinot, Dupont,

Loison, Malher, Baraguay-d'Hilliers, Vandamme, Legrand, Saint-Hilaire, Friant, Gudin, Boursier, Duroc, Caffarelli, Claparède et Rapp.

Le 1er octobre, l'empereur se mit à la tête de cette grande armée, la conduisit sur les rives du Danube, tourna les positions de l'armée ennemie, eut avec elle des engagements partiels à Wertingen, Guntzburg, Memmingen, entra dans Munich le 12 octobre, passa le pont d'Elchingen défendu par quinze mille autrichiens, força par des manœuvres habiles, le général Mack à s'enfermer dans Ulm avec trente mille hommes, et à lui livrer la place le 17 octobre.

C'est à Ulm, que, pendant que Napoléon faisait défiler sous ses yeux la garnison, un colonel autrichien parut étonné de voir l'empereur des français, plus crotté que le moindre de ses soldats : « *Votre maître,* lui dit-il, *a voulu me faire souvenir que j'étais un soldat; il conviendra, j'espère, que le trône et la pourpre ne m'ont pas fait oublier mon premier métier.*

Il poursuivit ensuite les débris des colonnes ennemies, et détruisit en quinze jours une armée de cent mille hommes, sans avoir livré une seule bataille, fit soixante mille prisonniers, et s'empara de deux cents pièces de canon et de quatre-vingt-dix drapeaux.

De si brillants résultats, dus aux savantes combinaisons de l'empereur et à la bravoure de ses soldats, ne coûtèrent à la grande armée que deux mille hommes tués ou mis hors de combat.

L'Autriche, en recommençant la guerre, avait l'intention de porter la plus grande partie de ses forces en Italie ; mais la rapidité de la marche de Napoléon déconcerta ses mesures, et les différents détachements qu'elle fut forcée de retirer de ce pays pour soutenir l'armée d'Allemagne, empêchèrent le prince Charles d'agir offensivement. Le maréchal Masséna, qui commandait l'armée d'Italie, profita de ces circonstances pour attaquer l'ennemi. Ses troupes réunies présentaient un effectif de quarante-cinq mille hommes, commandés par les généraux Gouvion-Saint-Cyr, Duhesme, Gardanne, Molitor, Verdier, Partouneaux, Séras, Pully, Mermet, Espagne, Lacombe Saint-Michel, Reynier ; son quartier-général était à Zévio, sur l'Adige. Le 18 octobre l'armée française passa l'Adige, força la ligne des autrichiens, les battit à San-Michelo, à Caldiero, fit déposer les armes à une colonne de cinq mille hommes, à Cara-Albentini ; passa ensuite la Brenta, la Pavia, le Tagliamento, l'Izonzo, et battit de nouveau les ennemis à Castel-Franco. Après ces succès, c'est-à-dire ; vers la fin de novembre, l'armée d'Italie fit sa jonction avec le corps du maréchal Ney, et prit la dénomination de huitième corps de la grande armée, avec laquelle elle venait de rivaliser de gloire et de bravoure.

Cependant, Napoléon, après avoir détruit la plus grande partie de l'armée autrichienne, brûlait d'en venir aux mains avec l'armée russe. En conséquence, il concentra ses forces en Bavière, les mit en mouvement vers l'Inn,

passa ce fleuve le 28 octobre, s'empara de Braunau, dont il fit le dépôt du grand quartier général, força à la retraite les russes qui venaient de ce joindre aux autrichiens, passa la Traun et l'Ens, vainquit les alliés en plusieurs rencontres, et entra dans Vienne, le 13 novembre. Deux jours auparavant, Kutusow, général en chef de l'armée russe, avait été battu avec une partie de son armée à Diernstein, sur la rive gauche du Danube, par la division du maréchal Mortier, forte de quatre mille six cents hommes. L'armée française traversa la capitale d'Autriche sans s'y arrêter, poursuivit les ennemis jusqu'à Hollabrunn, où les autrichiens demandèrent à se séparer des russes. Ceux-ci, qui sollicitèrent aussitôt un armistice pour donner le temps aux troupes de renfort de se joindre à eux, ne purent obtenir l'objet de leur demande, et furent encore battus à Guntersdorf.

Pendant le cours de ces succès rapides, le maréchal Ney s'avance dans le Tyrol, s'empare du fort de Scharnitz, se rend maître d'Inspruck, le 7 novembre, et opère sa jonction avec l'aile gauche de l'armée d'Italie, à Clagenfurth. Le maréchal Augereau, parti des côtes de Brest, avait reçu ordre de passer le Rhn, pour se diriger sur le Voralberg, il y rencontre le corps du général Jellachich, qu'il pousse sur le Tyrol, et le force à capituler; de là il se porte en Souabe, et s'y arrête jusqu'à nouvel ordre.

Les russes, après le combat de Guntersdorf, avaient précipité leur retraite sur Brunn, où ils joignirent l'empereur Alexandre

avec le second corps d'armée, commandé par le général Buxhoëwden : leurs troupes combinées formaient un effectif de quatre-vingt mille hommes, dont dix-huit mille autrichiens ; elles n'avaient en tête que les corps des maréchaux Murat, Soult et Lannes, et la garde impériale qui composait à peine cinquante et quelques mille hommes ; mais ces troupes étaient tellement fatiguées des marches et des combats qu'elles avaient soutenus, qu'il fut décidé par leurs chefs, qu'elles continueraient leur retraite jusqu'à Olmutz, pour y attendre l'arrivée de nouveaux renforts. Napoléon vint camper à Brunn. Le 27 novembre, les deux empereurs de Russie et d'Autriche, qui se trouvaient au milieu de leurs soldats, avaient leur quartier général à Prosnitz. De part et d'autre on se disposait à une action générale.

Le 1er décembre, l'armée alliée, que ses nombreux renforts portaient à cent mille hommes, se concentra dans le village d'Austerlitz, dans le dessein de tourner la droite des français. Napoléon qui avait renforcé cette partie de sa ligne de bataille, mais dont les troupes ne s'élevaient cependant qu'à soixante-dix mille hommes, apercevant ce mouvement téméraire, s'écria plein de joie : « *Avant demain au soir cette armée est à moi.* » Le 2 décembre 1805, jour anniversaire du couronnement de Napoléon, les austro-russes attaquèrent l'armée française, dont le centre était soutenu par une réserve de vingt bataillons de grenadiers de la garde impériale et de la division Oudinot. Le général en chef

Kutuzow, croyant les deux ales de l'armée française plus fortes que le centre, dirigea ses principales masses vers ce dernier point, afin de séparer du reste de l'armée l'iale droite qu'il se flattait d'envelopper entièrement; les hauteurs de Pratzen étaient dans son plan le point qui devait décider de la bataille.

Pendant que le maréchai Lannes, commandant de l'aile gauche, et soutenu de la cavalerie de Murat, défendait vaillamment la position formidable du Santon, et enlevait aux ennemis forcés à la retraite, presque tous leurs équipages sur la route de Wischau; pendant que le maréchal Bernadotte, attaqué au centre par la garde impériale russe, repoussait ce corps d'élite et le faisait poursuivre par la cavalerie de la garde impériale française; le maréchal Soult, à la droite chassait les colonnes ennemies de Pratzen, Sokofnitz et Telnitz.

Dans la déroute de ces colonnes, six mille hommes se noyèrent en traversant l'étang de Sokofnitz; un parc de cinquante pièces d'artillerie, excorté par quatre bataillons russes et un nombre immense de fuyards, fut englouti dans le lac d'Augezd, dont la glace se brisa sous ce poids énorme; une autre colonne perdit encore une grande quantité d'hommes en fuyant par le lac de Monitz. La retraite précipitée de ces troupes, entraîna dans sa fuite les autres corps de l'armée ennemie, qui se rallia derrière Austerlitz, dans la position de Hodiegitz. Il était quatre heures et demie du soir, la nuit sauva d'une perte totale, la gauche des austro-russes.

Dans cette bataille, les alliés comptèrent plus de quarante mille hommes tués ou mis hors de combat ; quinze généraux et plus de quatre cents officiers russes furent faits prisonniers ; l'intrépide Rapp, commandant des chasseurs et grenadiers à cheval de la garde, blessa et fit prisonnier le prince Reppin, l'un des officiers supérieurs de la garde russe. La perte des français fut évaluée à deux mille morts et cinq mille blessés : vingt mille soldats formant la réserve, n'avaient pas brûlé une seule cartouche. Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, cent vingt pièces de canon furent les trophées de cette journée mémorable. Toute l'armée française avait fait son devoir ; Napoléon, au milieu des élans de sa reconnaissance, s'écria : « *Il faudrait une puissance encore plus grande que la mienne pour récompenser tous ces braves.* »

Pendant la bataille d'Austerlitz, le maréchal Davoust, commandant le troisième corps de la grande armée, avait échelonné ses divisions sur la Mareh, en-deçà de Presbourg, et communiquait avec Soult vers Guaya ; le maréchal Mortier, et le général Marmont, observaient de concert les environs de Vienne. Après la bataille, les différents corps manœuvrèrent autour de l'armée austro-russe, qui se trouva bientôt enveloppée par les français. Elle allait être forcée de mettre bas les armes, lorsque l'empereur d'Autriche vint, le 4 décembre, saluer le vainqueur dans son bivouac. « *Je n'habite pas d'autre palais depuis deux mois*, lui dit Napoléon. » « Vous savez si bien tirer

parti de cette habitation, répond l'empereur François qu'elle doit vous plaire : » et il lui demanda la paix. Un armistice fut conclu aussitôt, et il fut permis aux russes de se retirer dans leurs foyers. On entama à Presbourg des négociations pour la paix, qui y fut signée le 26 décembre.

Par ce traité l'Autriche reconnaissait Napoléon pour roi d'Italie, et lui cédait les états de Venise, la Dalmatie et l'Albanie. La principauté d'Ausbourg, le Tyrol, la Souabe autrichienne, furent partagés entre l'électeur de Bavière, les ducs de Wurtemberg et de Bade. Le titre de roi récompensa la fidélité des deux premiers. La Prusse reçut le Hanovre en échange des principautés de Berg et de Neufchâtel, qui devinrent l'apanage des deux compagnons de Napoléon.

Le 27 décembre, le vainqueur d'Austerlitz publia une proclamation relative à la conquête du royaume de Naples, et à ses nouveaux desseins sur ce pays, au trône duquel il appelait l'aîné de ses frères. Le 30 décembre, il était à Munich, où avant de partir pour Paris, il assista au mariage du prince Eugène, fils de Joséphine, avec la princesse Auguste-Marie de Bavière.

Mais si l'empire d'Occident renaît sur la terre à la voix de Napoléon, le sceptre des mers reste sans partage à son implacable ennemie. L'Angleterre compte aussi d'éclatants triomphes. Sans la campagne du vice-amiral Missiessy, qui parti de Rochefort le 11 janvier, a débarqué des munitions à la Martinique, a fait une descente heureuse à la Dominique,

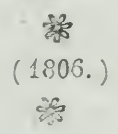
a ravitaillé la Guadeloupe, a ravagé quelques îles anglaises, débloqué la ville de Saint-Domingue, la marine française n'aurait été connue en 1805, que par ses revers Après l'échec qu'éprouva, le 22 juillet au cap Finistère la flotte combinée française espagnole, contre la flotte anglaise, l'Angleterre avait gagné le 21 octobre, sa bataille d'Austerlitz, au cap Trafalgar, contre les deux alliés. Dans ce fatal combat, les français et les espagnols combattirent avec la plus grande bravoure et la plus rare intrépidité. Il y a peu d'exemples dans les annales maritimes, d'une bataille aussi terrible. Les vaisseaux le *Redoutable*, le *Fougueux*, le *Pluton*, l'*Intrépide*, l'*Achille*, se signalèrent particulièrement pendant l'action; et s'ils n'eurent pas le même bonheur que la corvette la *Baïonnaise* qui, en 1799, s'empara de la frégate anglaise l'*Embuscade*, ils ne combattaient pas avec moins de résolution contre des ennemis aussi supérieurs à leurs forces respectives. L'amiral français Villeneuve, fut fait prisonnier, l'amiral espagnol Gravina mourut de ses blessures quelque temps après : les pertes de la flotte franco-espagnole durent être énormes, si l'on en juge par celles des anglais, qui s'élevèrent à quinze cent quatre-vingts hommes tués ou blessés. Mais la victoire ne put consoler les anglais de la mort de l'amiral Nelson, qui fut tué dans le combat.

Ce fut au milieu de ses brillants triomphes, que Napoléon apprit en Autriche, la nouvelle de ce désastre : il en devint furieux,

il devait l'être. Les anglais se trouvèrent tellement dispersés, que, pendant quelque temps, ils n'avaient pas vingt vaisseaux de ligne réunis dans le canal : sans l'échec de Trafalgar, l'Angleterre était envahie ; la France et le monde étaient vengés.

CHAPITRE ONZIÈME.

NAPOLÉON RECONNU PAR TOUTES LES PUISSANCES DE L'EUROPE. — ENVAHISSEMENT DU ROYAUME DE NAPLES. — RUPTURE DE LA PRUSSE. — BATAILLE D'IÉNA. — ENTRÉE DES FRANÇAIS A BERLIN.



(1806.)

NAPOLÉON revint en France comblé de gloire, au milieu des acclamations de l'ivresse ; il serait difficile de se faire une idée de l'enthousiasme qu'inspiraient ces nouveaux triomphes : c'était du délire.

Le 28 janvier, le sénat décrète un monument à *Napoléon-le-Grand*. Le 10 février, un décret ordonne la restauration de l'église St.-Denis, consacre trois autels expiatoires aux cendres royales, et établit la sépulture des *Empereurs*.

Le 8 février, le royaume de Naples est envahi ; Joseph est général en chef de l'armée commandée par Masséna, qui, le 15, le fait entrer dans la capitale de son royaume. Ainsi, l'Italie entière est française. L'empereur le déclare, le 2 mars, dans son discours d'ouverture du corps législatif : *La maison*

de Naples a perdu sa couronne sans retour; la presqu'île d'Italie tout entière fait partie du grand empire.

Nous sommes arrivés aux plus belles pages de l'histoire de Napoléon. Maître absolu d'un puissant empire, il comprit qu'elle était la valeur, et songea à tirer tout le parti possible de la position où venaient de le placer les chances de la guerre. Il sentit la nécessité d'étayer son pouvoir par des alliances éclatantes, et de donner des protecteurs à sa dynastie, et des alliés à la France.

En conséquence, les promotions souveraines se continuent : le 15, le maréchal Murat est déclaré grand-duc de Berg, et le 30, Joseph est proclamé roi des Deux-Siciles. Trois mois après, Louis recevra la couronne de Hollande, et le même jour la principauté de Bénevent sera donnée à M. de Talleyrand.

Le 9 juin, eut lieu la promulgation de l'ensemble du code de procédure civile, et le 10, celle de la loi de fondation de l'université impériale.

Napoléon, sur ces entrefaites, changeait l'état politique de l'Europe en établissant la confédération du Rhin, projet qu'il mûrissait depuis long-temps, et dont l'exécution frappa la Prusse d'une telle stupeur, qu'elle ne trouva pas de moyen plus efficace de balancer cette opération de politique, qui donnait à la France une puissance colossale, qu'en établissant dans le nord de l'Europe une confédération semblable.

L'empereur cherchait depuis long-temps un prétexte; il voulait humilier cette nation

orgueilleuse, et lui prouver qu'elle avait perdu l'ascendant militaire dont elle jouissait sous le règne du grand Frédéric : le projet de cette confédération fut plus que satisfaisante.

Napoléon en outre était irrité : son ambassadeur avait été insulté à Berlin, et la perte de la Prusse était jurée.

Cependant, le 1er octobre, l'avantage que Marmont remporte sur les russes réunis aux Montenegrins, à Castel-Novo, près de Raguse, confirme à la France, les intentions hostiles du cabinet de Saint-Pétersbourg. Egaré loin de sa métropole, ce corps d'armée n'était que la pierre d'attente d'une quatrième coalition. En effet, l'amiral russe Siniavim avait refusé de remettre à la France, conformément au dernier traité, les bouches du Caltaro.

Forcé par cette double provocation de reprendre les armes, Napoléon quitte Paris. « *Maréchal*, dit-il à Berthier, *on nous a donné un rendez-vous, jamais un français n'y a manqué. On dit que la belle reine de Prusse veut être témoin de nos prouesses, soyons courtois, et marchons sans nous coucher pour la Saxe.* »

Le 3 octobre, l'empereur est à Wurtzbourg, le 6 à Bamberg, et tous les héros d'Austerlitz sont chargés de sa vengeance. Le signal des combats est donné : Murat force le passage de la Saalle ; l'ennemi est partout battu, à Hoft, à Schleitz, à Saafeld. Le prince Louis de Prusse, l'un des plus ardents provocateurs de la guerre, périt dans cette dernière action. Il fut tué par un maréchal des logis

de hussards, l'intrépide Guindé, qui vainement l'avat sommé de se rendre.

Le 13 octobre, voyant une grande bataille se préparer, Napoléon donne à l'Europe un exemple de modération, en écrivant au roi de Prusse pour le prier d'arrêter l'effusion du sang, lui faisant envisager d'ailleurs le danger qu'il courait dans cette lutte inégale, et lui représentant qu'il était de son intérêt de traiter dans cette circonstance, où son royaume était intact : que plus tard les conditions changeraient.

Le roi de Prusse persista dans l'imprudent désir de combattre, et le 14 octobre le combat s'engage sur le plateau d'Iéna; les maréchaux Soult et Ney s'établissent sur les derrières de l'ennemi; Murat donne aussitôt avec les cuirassiers et les dragons de sa réserve. Cinq bataillons prussiens sont enfoncés : artillerie, cavalerie, infanterie, tout est culbuté. L'ennemi poursuivi pendant l'espace de plus de six lieues, n'arrive à Weimar, sur l'Inn, qu'avec les français qui le mènent tambour battant.

Pendant cette course victorieuse, le maréchal Davoust triomphe sur un autre point. Chargé, avec vingt-cinq mille hommes, de la défense des défilés de Koësen, non-seulement il demeure inébranlable au poste qui lui est assigné, mais encore il défait à Auerstaedt, un corps d'élite de cinquante mille combattants. Vingt-cinq mille ennemis restèrent sur les deux champs de bataille; soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, des magasins immenses, plus de trente mille pri-

sonniers, dont trente officiers généraux, furent les trophées de cette journée. Le duc de Brunswick, commandant en chef, le feld-maréchal Mollendorf, les maréchaux Schmettau et Ruchel, ainsi que le prince Henri de Prusse furent blessés; les premiers périrent des suites de leurs blessures.

L'armée française au contraire n'eut sur les deux champs de bataille que douze mille hommes hors de combat, et elle ne regretta qu'un général et cinq colonels.

Les français, après avoir dignement célébré par cette victoire l'anniversaire de la prise d'Ulm, s'élancent à la fois sur toutes les directions, et ne donnent aucun relâche à l'ennemi pour qui les places fortes même ne sont pas un refuge assuré. Erfurt et sa citadelle renfermant quatorze mille hommes, capitulent le jour même de leur investissement. Blucher, cerné, n'évite d'être pris qu'en attestant sur son honneur que les hostilités sont suspendues. Kalkreuth, qui voulait user de pareille imposture, éprouve un nouvel échec à Greussen. La reine, vêtue en amazone, et le roi son époux, n'échappent, dans cette retraite, que par hasard à la dernière des humiliations. En vain le prince Eugène de Wurtemberg vient-il à leur secours; attaqué par Bernadotte, il laisse au pont et à la ville de Halle deux mille morts, cinq mille prisonniers, deux drapeaux, et trente pièces d'artillerie.

Après tant de revers, le monarque prussien s'était arrêté à Magdebourg, pour rallier son armée; mais à peine s'est-il jeté dans cette place, qu'assailli par le maréchal Soult, il

voit ses meilleures troupes forcées de déposer les armes. Frédéric-Gillaume se trouvait dans la situation la plus critique; les plus solides remparts ne le rassurent pas contre les tentatives d'un ennemi que rien ne rebute, un faible cordon s'oppose à sa sortie, il le perce à la tête de quelques régiments dévoués; et ne songeant plus, dans sa fuite, qu'à placer l'Elbe et l'Oder entre ses vainqueurs et lui, il néglige de prendre des mesures pour mettre sa capitale à l'abri d'une invasion.

Le 25 octobre, la place de Spandau défendue par douze cents soldats se rend aux troupes du maréchal Lannes. Napoléon entre le même jour dans Postdam, visite le tombeau du grand Frédéric, et envoie à Paris l'épée et le cordon de ce prince, sa ceinture de général et les drapeaux de sa garde durant la guerre de sept ans. « *Voilà des trophées*, dit-il en les saisissant, *que je préfère à vingt millions, j'en ferai présent à mes vieux soldats des campagnes de Hanovre; les Invalides les garderont comme un témoignage des victoires de la grande armée et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosback.* »

Le 26, le quartier général français s'établit à Charlottembourg, sur la Sprée, et le 27, l'empereur entre à Berlin.

On cite à l'occasion de son séjour dans cette capitale, un trait de grandeur d'âme et d'humanité d'autant plus remarquable, que cette dernière vertu n'était pas la partie dominante de son caractère, qu'on s'est plu jus-

qu'à présent à retracer comme impossible. Le prince Hartzfeld, gouverneur de Berlin, à l'instant où Napoléon entrait dans cette place, vint se présenter à lui en le priant d'agréer ses services. « *Je ne veux pas vous voir*, lui dit le vainqueur, *retirez-vous sur-le-champ dans vos terres.* » Mais trois heures après, il était arrêté, et le conseil de guerre destiné à le juger s'assemblait déjà. Ce prince, sous le prétexte de veiller aux intérêts de la monarchie prussienne, donnait avis au prince Hohenlohe des mouvements de l'armée française; une semblable trahison ne méritait rien moins que la mort; aussi la princesse, son épouse, fille du ministre Schullembourg, n'eut pas plutôt appris l'arrestation de son mari, qu'elle vint se jeter aux pieds de Napoléon et lui demander la grâce de son époux: « *Lisez, Madame* », dit-il, en lui présentant une lettre écrite de la main de son mari. Chaque ligne était un coup de poignard pour cette femme timorée. « *Jetez la lettre au feu*, lui dit Napoléon, *cette pièce anéantie, je ne pourrai plus le faire condamner.* Elle n'ose croire à ce qu'elle entend; elle hésite encore; mais bientôt rassemblant ses forces, elle obéit, son époux est sauvé, il n'existe plus de preuves.

Pendant ce temps les opérations se poursuivirent au dehors avec la plus grande rapidité. Seize mille hommes commandés par le prince Hohenlohe, mettaient bas les armes; mille autres imitaient leur exemple, et le général Lassalle, à la tête de douze cents chevaux, faisait capituler la ville de Stettin, défendue

par des forces quintuples des nôtres. Dès la fin d'octobre, l'ennemi n'avait plus un seul corps, ni une seule place qui n'aient subi la loi du vainqueur. Le général Bila qui, à la tête d'une colonne, se dirigeait vers la Baltique, est culbuté devant Anklom, et Blucher, poussé l'épée dans les reins par Bernadotte, Soult et Murat, voit son infanterie écrasée, et est forcé de capituler, le 7 novembre. Le lendemain la nouvelle de la capitulation de Magdebourg fut connue, et empêcha de signer la paix négociée entre Duroc et le marquis de Lucchesini.

Maître de la Prusse, Napoléon rend à Berlin deux décrets : l'un organisa les gardes nationales de France, et appelle à la formation des cohortes, les citoyens de 20 à 60 ans; l'autre est celui du fameux système continental, qui aurait pu devenir la ruine de la Grande-Bretagne, en ce qu'il appliquait la saisie à toute marchandise, à tout anglais, trouvés sur le territoire de la France, sur celui des pays qu'elle a conquis, ou qui sont sous la domination de ses alliés.

D'un autre côté, de nouvelles victoires signalaient la marche des français. Sur le Weser, la forte ville de Hamelm venait de se rendre : tous les états de Brunswick étaient occupés par l'armée; la Silésie seule restait à conquérir, ainsi qu'une partie de la Poméranie, et le premier partage de la Pologne.

La Russie qui n'a pu croire que la Prusse succomberait en six semaines, pense arriver à temps sur ce dernier théâtre, et le 12 no-

vembre, ses drapeaux ont paru à Varsovie; mais le 28, Murat est entré dans cette ville. Un neuvième corps, formé des contingents de la Confédération, envahit la Silésie avec une division française; et, le 2 décembre, le général Vandamme a reçu la capitulation de Clow, Davoust a forcé le passage du Bog, et Napoléon est à Posen, où il signe un traité d'alliance avec l'électeur de Saxe, qui accédant à la confédération du Rhin, avec toutes les branches de sa maison, reçoit le titre de roi. Cet avantage est immense pour le conquérant de l'Allemagne du nord, et pour la campagne de Silésie.

Mais avant de rentrer en Allemagne pour combattre la Prusse révoltée, Napoléon a songé à punir la Russie d'avoir refusé l'armistice d'Austerlitz; et le 19 décembre, au moment de porter dans la Prusse ducale et dans les provinces démembrées de l'ancienne Pologne, tout l'effort de ses armes, le divan déclare la guerre aux russes. Ce fut l'empereur qui conçut cette puissante diversion; elle eut lieu pendant que le général Morand et le maréchal Bernadotte, avec des forces très-inférieures, culbutaient l'ennemi à Czernovo et Mohrungev. Au combat de Pulusk, entre le maréchal Lannes et le général Beningsen; l'action fut très-vive; les russes profitèrent de la nuit pour se retirer. Le même jour, 26 décembre, les maréchaux Augereau et Murat repoussèrent Golymyn, le général Buxhooden, qui se retira en désordre, abandonnant ses canons et ses bagages.

Ces deux affaires terminent la mémorable campagne de 1806, une des plus merveilleuses sans doute dont l'histoire fasse mention. Ainsi que l'année 1805, qui s'appellera encore long-temps l'année d'Austerlitz, elle conservera dans nos fastes le nom d'année d'Iéna.

CHAPITRE DOUZIÈME.

CONQUÊTE DE LA SILÉSIE. — BATAILLE D'EYLAU ET D'OSTROLENKA. — PRISE DE DANTZICK. — BATAILLE DE FRIEDLAND. — PRISE DE KŒNISBERG. — PAIX DE TILSITT.

(1807.)

L'ANNÉE 1807 commence, et avec elle le terrible réveil de la grande armée que les russes ont provoquée. La conquête de la Silésie se poursuit avec ardeur, et Breslaw, sa capitale, se rend après un siége de vingt-cinq jours. Les places fortes de Brigg et de Schweidnitz tombent au pouvoir des français, dont la grande armée occupe la position devenue si fameuse de Preusch-Eylau. C'est dans cette plaine, que la grande armée russe vient chercher son ennemi, le 8 février, et que le lendemain a lieu la sanglante bataille d'Eylau.

A la pointe du jour, les russes commencèrent l'attaque par une vive canonnade sur la ville d'Eylau. Napoléon se porta à la position de l'église, que les russes avaient tant défendue la veille. Il fit avancer le corps du

maréchal Augereau et canonner le monticule par quarante pièces d'artillerie de la garde. Une épouvantable canonnade s'engagea de part et d'autre. L'armée russe, rangée en colonnes, était à demi-portée du canon : tout coup portait. Impatiente de tant souffrir, elle voulut déborder la gauche des français. Au même instant, les tirailleurs du maréchal Davoust se firent entendre sur les derrières de l'armée russe. Augereau déboucha sur le centre, et le général Saint-Hilaire sur la droite : l'un et l'autre devaient manœuvrer pour se réunir à Davoust, mais tout-à-coup une neige épaisse, et telle qu'on ne distinguait plus à deux pas, couvrit les deux armées. Dans cette obscurité, le point de direction fut perdu, et les colonnes s'appuyant trop à gauche, flottèrent incertaines. Le temps s'étant éclairci au bout d'une demi-heure, Murat, à la tête de la cavalerie, tourna la division Saint-Hilaire, et tomba sur l'armée ennemie; manœuvre audacieuse s'il en fut jamais, et qui était devenue nécessaire dans les circonstances où se trouvaient les colonnes françaises. Cette charge inouie, qui avait culbuté plus de vingt mille hommes d'infanterie, et les avait obligés à abandonner leurs pièces, aurait décidé sur le champ la journée, sans les bois et quelques difficultés de terrain. La victoire long-temps incertaine, se tourna enfin du côté des français, lorsque le maréchal Davoust déboucha sur le plateau, et déborda les russes qui, après avoir fait de vains efforts pour la reprendre, battirent en retraite.

Trois cents bouches à feu avaient vomi la mort de part et d'autre pendant onze heures. La bataille d'Eylau, sanglante pour les français, le fut bien davantage pour les russes, qui y firent cependant des prodiges de valeur. La perte des premiers fut de douze à treize mille hommes hors de combat, celle des seconds pouvait être evaluée à plus de vingt mille. Seize pièces de canon sont restées sur le champ de bataille.

C'est à l'affaire d'Eylau que le lieutenant général d'Hautpoul fut blessé à mort, et mourut le lendemain : il avait fait à la tête de ses cuirassiers, *une charge qui avait traversé toute l'armée russe.* Un décret lui décerna une statue qui devait être placée sur la place des Victoires. Espérons que notre gouvernement qui chaque jour témoigne à nos vieux soldats tant de sympathie, n'oubliera pas une dette sacrée de la patrie envers un brave mort au champ d'honneur.

Après le nouveau triomphe d'Eylau, Napoléon fit prendre des cantonnemens d'hiver sur la Vistule. « *Soldats*, dit-il, *dans tous les climats, dans toutes les saisons, nous serons toujours les soldats de la grande armée.* »

Le 15 février, ils n'y avaient pas encore été inquiétés, lorsqu'un corps de vingt-cinq mille hommes, commandés par le général Essem, s'avança par les deux rives de la Narew, afin d'attaquer notre droite, et d'opérer ainsi une diversion que le général en chef Beningsen pût mettre à profit. Les russes ne furent pas heureux dans cette tentative. Battus sur la route de Nowogorod et à Ostro-

lenka, ils purent se convaincre une seconde fois que l'on ne trouble pas impunément le repos d'un ennemi victorieux. Ce fut à l'occasion de cette dernière affaire que le général Savary reçut le grand cordon, et vingt mille francs de la Légion d'honneur.

A Braunsberg, Bernadotte repoussa aussi les russes avec beaucoup d'avantages, et devant Dantzick, le maréchal Lefebvre força le vieux général Kalkreuth, après deux mois de résistance, à capituler, et livrer aux français le grand port de la Baltique. Pour récompenser dignement le maréchal des talents supérieurs qu'il avait déployés dans la prise de cette place, Napoléon le nomma duc de Dantzick. Le 26 mai, cette ville devint française, et l'empereur y fit son entrée.

La journée de Spandow, où Bernadotte est blessé; celle de Guttsdat, celle si meurtrière d'Heilsberg, le 10 juin, qui vit finir le combat au pied des retranchements que la grande armée russe évacua la nuit, précèdent la fameuse bataille de Friedland.

C'est là, que le 14 juin, Napoléon déploya toute la puissance de son génie militaire. Aux premiers coups de canon qui se firent entendre, il s'écria : « *C'est un heureux jour, c'est l'anniversaire de Marengo.* » Deux heures après, ses troupes étaient rangées en bataille, et l'ennemi vainement tentait de s'ouvrir un passage. Toutefois l'action ne s'engagea chaudement qu'à cinq heures et demie du soir.

La gauche des russes est aussitôt attaquée, plusieurs de leurs colonnes chargées à la

baïonnette et acculées sur l'Alle, y sont précipitées par la division Marchand, leur garde impériale à pied et à cheval, une partie de leur centre et de leurs réserves, sont enfoncées par les divisions Bisson et Dupont, qui en font un horrible carnage. Notre artillerie, dirigée par le général Sennarmont, emporte des bataillons entiers. Au milieu des dangers qui les environnent de toutes parts, foudroyées, écrasées, les troupes ennemies se retirent en désordre dans Friedland, où elles tâchent de se former de nouveau, mais toute résistance est impossible, Friedland est enlevé; et le maréchal Ney, qui a présidé au mouvement, pénètre dans la ville sur les cadavres de ceux qui voulaient en défendre l'entrée. En vain le général Beningsen, à la tête de cent bataillons et de cent escadrons, voulut-il ramener la fortune sous les étendards russes, toutes ses charges vinrent se briser sur le front de fer de nos soldats : Korsakow d'un autre côté n'était pas plus heureux; entre la honte d'être pris avec son armée, ou l'honneur de périr en se jetant dans l'Alle, il s'arrête à cette dernière résolution, et des milliers de soldats russes périrent dans les flots.

La victoire qui n'avait pas été un instant incertaine, fut complète à onze heures du soir : trente à quarante mille russes furent tués, blessés ou prisonniers, soixante-dix drapeaux, et un grand nombre de caissons, tombèrent au pouvoir des français.

Napoléon dans cette journée fut d'une activité incroyable. On le vit vingt fois pendant

le combat; se transporter au milieu du feu, d'une extrémité à l'autre de la ligne, et souvent les soldats remarquèrent avec effroi les boulets qui passaient près de lui. Le major-général Berthier, les maréchaux Ney, Mortier et Lannes; les généraux Oudinot, Marchand, Grouchy, Nansouty, Victor, Latour-Maubourg, Dupas, Verdier, Dupont, Savary, Drouet, Victor, Coëhorn, Brun, Mouton et Lacoste; les colonels Curial, Renaud, Lajonquières et La Mothe, donnèrent des preuves signalées d'intrépidité et de zèle.

L'affaire de Friedland fut comme un coup de foudre qui paralysa l'ardeur des coalisés. Kœnisberg, leur principal entrepôt de guerre, fut prise sans difficultés avec ses immenses approvisionnements, et la conquête de toute la Silésie suivit immédiatement l'entrée des français dans cette ville.

Rien ne pouvait présenter d'obstacle à la marche du vainqueur. Le 19 juin il entra dans Tilsitt, que l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient quittée depuis peu de jours; et c'est là que le Czar, tremblant de voir nos aigles prendre un nouvel essor, se résigna, pour sauver ses états, à s'humilier une seconde fois. Il retrouva à Tilsitt le héros magnanime d'Austerlitz.

Loin de *partager le monde en deux*, comme il aurait pu le faire alors, Napoléon écouta les propositions de paix qui lui furent faites, et le 21 juin un armistice fut conclu. Quatre jours après, un pavillon, élevé à la hâte au milieu du Niémen, reçut les deux empereurs qui, dans l'effusion de leur joie, s'embrassè-

rent à la vue des deux armées que séparait ce fleuve. Ce fut là que s'établirent les conférences d'où semblaient dépendre les destinées du monde. Jamais entrevue n'offrit un spectacle aussi imposant. Le roi de Prusse vint bientôt compléter cette réunion qu'embellit la présence de la reine.

Le 9 juillet, la paix si ardemment désirée fut enfin signée. Il y eut deux traités, l'un entre la France et la Russie, l'autre avec la Prusse. Il en résultait que la Pologne prussienne passait sous la domination du roi de Saxe, avec le nom de grand-duché de Varsovie; que les trois frères de Napoléon étaient reconnus rois de Naples, de Hollande et de Westphalie ; (ce dernier royaume était formé du Landgraviat de Hesse-Cassel, du duché de Brunswick, d'une portion du Hanovre ; d'une partie des possessions prussiennes sur la rive gauche de l'Elbe); que des contributions considérables étaient imposées à la Prusse ; qu'enfin l'empereur de Russie adhérait au système continental.

Aux yeux de l'impartiale postérité, les deux traités de Tilsitt seront des témoignages irrécusables de la modération d'un homme que l'on a voulu assimiler à un conquérant en délire. L'histoire dira que, lorsque la conquête lui donnait le droit de dépouiller un prince qui avait faussé ses promesses et manqué à la foi jurée, il lui restitua sa couronne, et que, vainqueur du premier potentat de l'Europe, il ne lui demanda que son affection, son estime et son alliance. Napoléon eût pu, en commandant l'intégrité de

l'indépendance polonaise, en relevant l'antique trône des Javellons et des Sobieski, acquitter la dette de la reconnaissance envers une nation généreuse et brave, en même temps qu'il en aurait fait une barrière formidable contre les invasions hyperboréennes, et un contre-poids à l'Autriche; mais d'autres vues occupaient sa pensée: la ruine de l'Angleterre était l'unique but qu'il poursuivait; et il ne pouvait y parvenir en forçant la Russie à renoncer à ses possessions de Pologne.

Le 10 juillet, après trois semaines de réunions journalières, les trois souverains se séparèrent à Tilsitt, cette séparation est une grande époque. Napoléon partit pour Kœnisberg, Alexandre pour ses états, et le roi de Prusse pour Mémel.

Le 13 juillet, l'armistice que la Suède avait signé le 18 avril, ayant été rompu par elle, les hostilités recommencèrent : et bientôt la Poméranie suédoise fut occupée par l'armée française.

Napoléon arrive à Dresde, le 17 juillet, et le 27 il est de retour à Paris, où la France se décerne à elle-même les honneurs du triomphe et de la souveraineté européenne. Elle se croit la république romaine, dont le dernier citoyen marchait l'égal des rois alliés, mais la suppression du tribunat, par le sénatus-consulte, l'avertit qu'elle n'est qu'un empire, et que c'est la gloire seule d'un prince qu'elle vient de célébrer avec tant d'enthousiasme.

Pour récompenser la grande armée qui s'était immortalisée sous ses yeux, l'empereur

donna l'ordre d'élever, dans Paris, un temple à la Gloire, et de fondre une colonne de bronze avec les canons pris à l'ennemi; cette récompense lui parut la seule digne des premiers soldats de la terre; indépendamment d'une foule d'accessoires précieux, l'intérieur du temple devait offrir sur des tables d'or massif, les noms de tous les hommes morts au champ d'honneur.

Ce temple fut commencé : mais les événements qui sont survenus, en ont fait changer la destination première. Quant à la colonne, elle est terminée; et fait l'ornement de la place Vendôme, et l'admiration de tous nos guerriers, qui dans ses bas-reliefs disposés en spirale, retrouvent tous les travaux de la grande armée.

CHAPITRE TREIZIÈME.

BOMBARDEMENT DE COPENHAGUE PAR LES ANGLAIS. — TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — CONQUÊTE DU PORTUGAL. — DÉPART DE LA FAMILLE DE BRAGANCE POUR LE BRÉSIL. — ARRESTATION DU PRINCE DES ASTURIES. — DÉPART DE NAPOLÉON POUR LE ROYAUME D'ITALIE.



(Suite de 1807.)



LA diplomatie anglaise ne procédait cette année que par la voie d'extermination. Le 1er août, le ministre Jackson signifia au prince royal à Copenhague, que la Grande-Bretagne exigeait du Danemarck une alliance défensive et offensive, et pour la garantie la remise de la flotte, de la forteresse de Cronembourg, ainsi que de la capitale. Sur la réponse du prince, le 13, M. Jackson annonça que les hostilités allaient commencer; on courut aux armes, et l'attaque eut lieu le 16. Les anglais jetèrent douze mille hommes dans la forteresse de Frédérichsberg aux portes de Copenhague, et déclarèrent aux danois, par une proclamation, que la Grande-Bretagne se présentait comme amie et ne demandait leur flotte qu'à titre de dépôt. Le 18 août, lord Cathcart commandant les for-

ces britanniques écrivit au gouverneur de Copenhague que, si les propositions de l'Angleterre ne sont pas acceptées, la ville subira les horreurs d'un siége par terre et par mer. La réponse du gouverneur fut un refus plein de fierté. Le 2 septembre à sept heures du soir, les anglais commencèrent un bombardement qui dura soixante-douze heures et réduisit en cendres trois cents maisons. Le gouverneur, dangereusement blessé, se vit forcé de capituler. Les anglais se rendirent maîtres de la flotte danoise composée de vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, neuf bricks et une quarantaine de petits bâtiments. Le prince royal, dont le caractère ne se démentit pas un seul instant, refusa de reconnaître la capitulation. Dès le 19 août, il avait donné au gouverneur l'ordre de faire sauter la flotte, s'il ne pouvait la sauver; mais l'officier porteur de cet ordre avait été pris.

Le roi de Danemarck, victime d'une agression aussi barbare, s'empressa d'adhérer au blocus continental que la France imposait à ses alliés, et ordonna la saisie de toutes les propriétés britanniques dans ses états et l'arrestation de tous les anglais; le 16 octobre, il signa avec la France un traité offensif et défensif, et seul des alliés de Napoléon, il l'observa jusqu'aux derniers moments. L'empereur Alexandre, indigné de la violence exercée sur le Danemarck, proscrivit toute communication entre lui et l'Angleterre, et le 10 novembre, il accéda entièrement à toutes les conditions du système continental,

et fit exécuter dans le Russie entière les mesures rigoureuses de ce pacte contre les sujets, les propriétés et le commerce de l'Angleterre.

Le Portugal était la seule puissance qui fût restée attachée aux intérêts de l'Angleterre. Tous les autres souverains étaient d'accord avec Napoléon pour le système d'un blocus continental. Dans les premiers jours de septembre, la cour de Lisbonne reçut de celle de France la proposition formelle d'adhérer au blocus, et en cas de refus elle devait être traitée comme ennemie de la France. Le gouvernement portugais avait espéré d'abord pouvoir louvoyer entre l'Angleterre qui le dominait et la France qui le menaçait. Enfin, le prince régent signa un ordre pour la détention du petit nombre de sujets anglais et pour le séquestre de ce qui restait encore dans leurs propriétés à Lisbonne. Alors l'ambassadeur anglais prit ses passeports, et se retira sur la flotte de Sydney Smith, et le blocus du Tage fut rigoureusement établi. Les ambassadeurs de France et d'Espagne avaient quitté Lisbonne depuis le 2 octobre.

Depuis trois semaines, le général Junot commandait à Bayonne une armée de vingt huit mille hommes, le 17 elle se mit en mouvement pour rentrer en Espagne et se diriger sur le Portugal. Le 17 du même mois, un traité secret, négocié par Isquierdo, agent du prince de la Paix, avait été conclu, à Fontainebleau, entre la France et l'Espagne. Ce traité était relatif au passage d'une armée française par l'Espagne pour marcher sur

Lisbonne. Il contenait aussi le partage du royaume de Portugal : la France s'engageait à donner au roi d'Étrurie, en échange des Etats de Toscane, la Lusitanie septentrionale, à titre de royaume, et à Manoel Godoy, prince de la Paix, le royaume des Algarves, à titre de principauté. Le roi d'Espagne, déclaré suzerain de ces deux états, devait joindre à ses titres celui *d'empereur des deux Amériques*. Le reste du Portugal était mis en réserve jusqu'à la paix générale. Une autre armée de quarante mille hommes se réunirait à Bayonne le 20 novembre au plus tard, prête à pénétrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal, dans le cas où les anglais y enverraient des troupes pour le défendre.

Tandis qu'on s'occupait de l'exécution du traité de Fontainebleau, Junot qui était arrivé à Salamanque, reçut l'ordre de pénétrer en Portugal et de ne pas perdre un moment, afin de n'être pas prévenu par les anglais à Lisbonne. Napoléon défendait que sous prétexte de subsistances, la marche de l'armée fût retardée d'un seul jour. Après avoir vaincu des obstacles de plus d'un genre, l'armée française partie de Salamanque le 12 novembre, arriva le 17 à Alcantara ; une proclamation faite le même jour au quartier général de cette ville annonçait aux portugais que les armées de Napoléon venaient dans leur pays pour faire cause commune avec leur bien-aimé souverain contre le tyran des mers. Malgré la faim, la pluie, l'ignorance des chemins, les rivières gonflées et débordées, le

général Junot arriva le 24 au matin à Abrantès. Le manque de postes et de chemins, et la négligence de l'administration, firent que la marche des français fut ignorée de la cour de Lisbonne jusqu'au moment où le premier ministre de Portugal reçut, le 24 au soir, une lettre de Junot qui lui annonçait que dans quatre jours il serait à Lisbonne. Par une coïncidence singulière, le même jour, 24 novembre, arriva à l'escadre anglaise un messager envoyé de Londres qui apportait la feuille du moniteur français (13 novembre), où il était dit que la maison de Bragance avait cessé de régner, et en même temps l'assurance que l'Angleterre était prête, oubliant le passé, à rendre son amitié au prince régent s'il consentait à partir pour le Brésil. Sir Sydney Smith envoya un message à terre, et l'appuya par des lettres pressantes. Lord Strangford débarqua, on assembla un conseil extraordinaire. Un conseiller plus éloquent que les deux anglais, la peur, vainquit les perpétuelles irrésolutions du prince régent; il se décida à s'embarquer. A l'issue du conseil, la famille royale se rendit au château de Quélus, à deux lieues de Lisbonne, afin d'être plus rapprochée de la rade de Belem, où allaient se faire les préparatifs du départ.

Le 26, un décret publié et affiché dans les rues de Lisbonne, annonça au peuple portugais la résolution prise par le prince de transporter dans les états d'Amérique, la reine, sa famille et sa cour, et de fixer sa résidence à Rio-de-Janeiro jusqu'à la conclusion de la paix générale. Le 27 au matin, la famille

royale partit de Quélus pour venir au lieu de l'embarquement. Le mauvais temps empêcha pendant quarante heures l'escadre de mettre à la voile. Le 29, un vent favorable souffla de la terre. La flotte portugaise leva l'ancre : elle était composée de huit vaisseaux de guerre, trois frégates, trois bricks, et d'un grand nombre de vaisseaux marchands, et escortée d'une escadre anglaise.

Junot instruit de la résolution que le prince régent avait prise de transporter en Amérique son gouvernement et sa cour, en éprouva une joie secrète. A la tête de l'armée, il arriva le 29, à dix heures du soir, à Sacavem, village situé à deux lieues de Lisbonne, et entra dans la capitale du Portugal le 30 novembre 1807, cent soixante-sept ans, jour pour jour, après celui où les portugais renversèrent la tyrannie des espagnols. Le général français courut à Belem, fit tirer le canon par des canonniers du prince régent sur quelques bâtiments de la flotte royale qui, restés en arrière, cherchaient à rejoindre le convoi, et les força à rentrer dans le port.

Pendant que l'armée de Junot marchait sur Lisbonne, des orages inattendus changèrent le cours des choses et amenèrent une série d'événements impossibles à prévenir.

Le 30 octobre, l'implacable ennemi de Godoy, l'héritier de la couronne d'Espagne, le prince des Asturies, fut tout à coup arrêté comme chef d'un complot tendant à détrôner son père. Le même jour, le roi Charles IV, fit présenter à ses conseils une communication où il dit que son fils, le prince des As-

turies, a voulu attenter à ses jours et s'emparer du trône.

Le 5 novembre, Charles IV adressa au gouverneur de Castille, deux lettres que Ferdinand écrivait à son père et à sa mère, et dans lesquelles ce fils coupable exprimait le regret de la faute qu'il avait commise envers le roi et la reine, envers son père et sa mère. De plus, le roi annonçait au conseil de Castille, qu'il pardonnait au prince et qu'il le faisait rentrer dans sa grâce.

De son côté, Ferdinand sollicitait la faveur de Napoléon. Le 11 octobre, il lui avait écrit une lettre dans laquelle *il demandait à S. M. I. l'honneur de s'allier à une personne de sa famille.* Aussi Napoléon lui destinait-il pour épouse la fille aînée de Lucien.

Pendant que toutes ces choses se passaient dans la péninsule, Napoléon suivait à Fontainebleau les intérêts du gouvernement de l'empire et ceux du système continental. Le 5 novembre, la cour des comptes fut installée avec pompe. Le 11, le cabinet de Londres opposa aux arrêts du blocus continental, qui sortaient de toutes les places maritimes de l'Europe, un décret qui soumettait tous les navires neutres ou alliés de la France à la visite, à une station obligée dans un des ports de l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement. Le 16, Napoléon partit pour visiter son royaume d'Italie, et les nouvelles provinces que lui avait données le traité de Presbourg. Ce fut à Milan qu'en réponse au décret britannique du 11 novembre, il déclara, le 17 décembre, *déna-*

tionalisé et de bonne prise tout bâtiment de toute nation qui se serait soumis à la tyrannie du pavillon anglais.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — RÉVOLUTION D'ESPAGNE. — LES FRANÇAIS A MADRID. — NAPOLÉON A BAYONNE. — LE ROI D'ESPAGNE ET SA FAMILLE A BAYONNE — INSURRECTION DE MADRID. — ABDICATION DE CHARLES IV EN FAVEUR DE NAPOLÉON. — CHARLES IV ET SA FAMILLE EN FRANCE. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — JOSEPH, ROI D'ESPAGNE. — LE GRAND-DUC DE BERG, ROI DE NAPLES. — INSURRECTION EN ESPAGNE. — EVACUATION DU PORTUGAL PAR LES FRANÇAIS. — CAPITULATION DU GÉNERAL DUPONT. — SUITES FUNESTES DE CETTE CAPITULATION.



(1808.)



Le 1er janvier, Napoléon revint à Paris de son voyage en Italie, après avoir fait du port de Venise un chantier de grandes constructions de marine militaire. Au milieu des vastes combinaisons politiques qui du nord au midi occupaient sa pensée, il n'oublia ni la prospérité intérieure de la France, ni ce domaine des sciences et des arts qui devait survivre tout entier à sa puissance. Le 1er janvier vit mettre en exécution le code du commerce. Le 16, un décret fixa définitivement les statuts de la banque de France. Les

quatre classes de l'Institut furent successivement admises à présenter à l'empereur, en son conseil, leurs rapports sur l'état des sciences physiques et mathématiques, de l'histoire et de la littérature ancienne, de la langue et de la littérature française, et enfin des beaux-arts. Le tableau des progrès lui fut habilement retracé par les savants Delambre, Cuvier, Dacier, Chénier et le Lebreton, rapporteurs de leurs différentes classes. Une nouvelle noblesse fut créée; les titres de prince, de duc, de comte, de baron, de chevalier furent renouvelés, et les majorats rétablis. La fondation de l'Université impériale et des académies eut lieu peu de jours après.

Dans le même temps éclatèrent les divisions que la politique de Napoléon entretenait depuis long-temps dans la famille royale d'Espagne. La grande armée de la Gironde, formée le 6 janvier, et destinée pour le Portugal et pour une expédition contre Gibraltar, entra brusquement en Espagne par les deux portes de Perpignan et de Bayonne. Pampelune et Barcelonne furent occupées militairement, l'une le 17, l'autre le 29 janvier; il en fut de même de Figuières et de Saint-Sébastien. La surprise de ces forteresses n'ébranla pas dans le moment la confiance de la nation espagnole qui était alors toute napoléonienne; et qui accepta sans arrière-pensée les explications des généraux français relativement à la nécessité d'assurer les derrières de l'armée.

Il n'en fut pas de même à la cour de Madrid. Le prince de la Paix, c'est-à-dire, la

famille royale et le gouvernement, avait subitement perdu toute espérance. Il n'était plus question de l'exécution du traité de Fontainebleau, mais de la réunion à l'empire français des provinces de la rive gauche de l'Ebre qui étaient déjà occupées par l'armée française, et dont la cession serait compensée par celle du Portugal. Le prince de la Paix, Godoy, qui, de la grande faveur où il se croyait dans l'esprit de l'empereur, se voyait réduit à lui-même, se détermina à engager la cour de Madrid à suivre l'exemple de la cour de Lisbonne, et à se réfugier en Amérique. Du consentement de la reine à celui du roi, le passage fut prompt, et le départ fut décidé. La cour habitait à Aranjuez; mais, soit pénétration, soit indiscrétion, le secret du voyage du roi cessa d'en être un dans cette résidence et à Madrid. Le conseil suprême de Castille adressa au roi de vives remontrances, en le suppliant de ne point quitter sa capitale. On publia une proclamation qui démentait le bruit du départ du monarque; mais le peuple ne répondait à ces publications que par le cri de *mort à l'indigne favori*, et le 17 mars il se porta en foule à Aranjuez, où résidait la famille royale. Sa fureur ce dirigea sur le prince de la Paix, les portes de son palais furent enfoncées; il n'eut que le temps de se réfugier dans un grenier, où il resta vingt-quatre heures sans prendre de nourriture.

Dans cet intervalle, le roi avait abdiqué en faveur d'un fils rebelle, sous la condition verbale que Godoy serait épargné. Ferdinand

n'oublia pas la parole qu'il venait de donner à son père; il arriva à temps pour arracher le prince de la paix à la fureur de la populace. Il promit qu'il en serait fait justice, et le constitua prisonnier dans ce même palais de Villa-Viciosa, où se passait cette terrible scène. Le décret d'abdication fut aussitôt publié; il avait pour motif *l'état d'infirmité du roi et le besoin de jouir de la vie privée dans un climat plus tempéré.* Jamais dévouement d'un sujet à son souverain n'égala celui de Charles IV envers Godoy. Il renonçait à cause de lui à sa couronne, et ne mettait que le salut de son ministre pour condition à cet immense sacrifice! Cette abdication, annoncée le 19 à Aranjuez, produisit un effet magique. Les armes tombèrent des mains d'une multitude effrénée; ce calme subit révéla éloquemment au roi et à la reine toute la pensée de la nation.

Le lendemain, 20 mars, Charles instruisit Napoléon de son abdication. Mais le 21, il fit un acte de protestation secret contre cette violation des droits les plus sacrés.

Cependant, d'après ces événemens, le grand-duc de Berg, sans prendre les ordres de l'empereur, avait quitté Burgos, et s'avançait vers Madrid avec les corps de Moncey et de Dupont. Il fit son entrée à Madrid la veille du jour où Ferdinand devait s'y montrer en qualité de roi des Espagnes.

Le roi et la reine, abreuvés de dégoûts, écrivirent le 8 avril à Napoléon, pour lui demander d'être mis hors d'Espagne, avec le prince de la Paix et leur fille.

Savary, qui se trouvait alors à Madrid, reçut l'ordre de l'empereur, d'annoncer à la famille royale qu'il l'attendait à Bayonne. Ferdinand, de son côté, craignant d'être prévenu par le roi et la reine, se hâta de se rendre aussi à Bayonne.

L'empereur était dans cette ville depuis le 15 avril. Ferdinand y arriva le 20; Napoléon alla lui rendre visite. Le 30, arrivèrent le roi et la reine. Le prince des Asturies et don Carlos allèrent à leur rencontre. Aussitôt que LL. MM. furent rendues à leur palais, tous les Espagnols se virent admis à la cérémonie du baise-main, après laquelle elles se retirèrent dans leurs appartements. Le prince des Asturies voulut les suivre, le roi l'arrêta et lui dit en espagnol : « *N'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs ?* » Ferdinand s'éloigna. Bientôt l'empereur vint leur rendre visite. Dans cette première entrevue, qui eut le caractère d'une longue conférence, tout fut dit et décidé; car le surlendemain Charles IV adressa à son fils une espèce de manifeste, où, après avoir récapitulé les circonstances politiques de l'Espagne depuis la paix de Bâle, et les griefs relatifs à la conspiration de l'Escurial, il lui faisait de graves reproches sur sa conduite à son égard.

Le prince des Asturies adressa, le 5 mai, à l'empereur, et le 6 à son oncle le régent, une lettre par laquelle il déclarait à son père qu'il lui rendait sa couronne. Mais le roi, après la communication que lui fit l'empereur des nouvelles qu'il avait reçues du grand-duc de Berg, du 2 mai, s'était hâté d'exercer

l'autorité royale qu'il venait de recouvrer, en retirant la régence à don Antonio, et en la donnant au grand-duc. Des troubles sérieux soulevaient la capitale; trente à quarante mille hommes armés, citadins, soldats et campagnards, avaient tout à coup levé l'étendard de l'insurrection et attaqué les français. On avait battu la générale et poussé le cri d'alarme dans les cinq camps qui entouraient la ville; toutefois la garnison, forte seulement de trois mille hommes, était parvenue à comprimer la sédition, grâce au secours de l'artillerie française qui avait dans les rues mitraillé les révoltés, et sauvé de leurs mains le parc et les fusils de l'arsenal dont ils allaient s'emparer. Des charges de cavalerie vigoureusement conduites achevèrent de disperser ou de détruire ce qui avait échappé à l'artillerie et à la baïonnette. Plusieurs milliers d'espagnols périrent dans cette guerre civile subitement improvisée, et les conséquences soudaines de leur mort justifièrent toute la portée de ce mot de Napoléon à Murat : « *Si je m'y présente en conquérant, je n'aurai plus de partisans.* » Dès ce jour, la terre d'Espagne à laquelle renonçaient ses princes eux-mêmes, devint une terre hostile contre les français qu'elle avait appelés en libérateurs.

Le 5 mai, fut signé à Bayonne le traité par lequel Charles IV disposait de sa couronne en faveur de Napoléon. Le 10, fut signé par Ferdinand et ses frères un autre traité, par lequel ils adhéraient à la cession du royaume d'Espagne faite par leur père.

Après ces deux traités, les deux cours se séparèrent. Le roi, son épouse, la reine d'Etrurie, son fils et sa fille, l'infant don François de Paule et le prince de la Paix, partirent pour le château de Compiègne; le prince des Asturies, accompagné de son frère don Carlos et son oncle don Antonio, partirent pour le château de Valencey, appartenant à M. de Talleyrand.

Cependant le grand-duc de Berg gouvernait au nom de l'empereur Napoléon, roi des Espagnes; et, le 15 mai, le conseil de Castille, présidé par le marquis de Caballero, qui avait dirigé, pour Ferdinand, l'insurrection d'Aranjuez, rédigea une adresse à S. M. I. et R., par laquelle, après avoir dit qu'*il n'y avait plus de Pyrénées*, il demandait pour roi des Espagnes l'aîné des augustes frères de S. M. Le même jour, la ville de Madrid offrait les mêmes vœux, par l'organe de son conseil, au grand-duc de Berg.

Mais, le 27 mai, la Saint-Ferdinand fit sonner dans toute l'Espagne méridionale le tocsin de nouvelles Vêpres Siciliennes contre les français et leurs partisans. Ce même jour avait été choisi dans le silence d'une vaste conjuration pour inaugurer, par la célébration de la fête du dernier roi espagnol, l'insurrection à Cadix, et la junte provinciale à Séville : cette junte déclara à l'Europe la royauté de Ferdinand VII, et à la France la guerre révolutionnaire de l'Espagne. Le premier acte de l'insurrection à Cadix fut la prise de l'escadre française et le meurtre du capitaine-général. Dans presque toute l'Espagne

et presque subitement, la rage populaire s'exerça sur les principales autorités et sur les citoyens les plus distingués. Plusieurs gouverneurs furent mis en pièces sous les yeux de leurs épouses. Alors brillèrent les premiers feux de cette autre guerre de sept ans. Le maréchal Bessières ouvrit la campagne, et envoya d'abord de forts détachements dans plusieurs provinces. Le général Duhesme fit la guerre dans la Catalogne, le maréchal Moncey dans le royaume de Valence. Un égal succès couronna leurs opérations.

Le 3 juin, la junte du gouvernement résidant à Madrid, publia un manifeste par lequel elle invitait les insurgés à déposer leurs armes, et instruisait les habitants des avantages politiques et sociaux qui allaient résulter pour eux du nouveau règne. Le 6, Napoléon rendit un décret suprême où, d'après les vœux de la junte d'Etat, du conseil de Castille et de la ville de Madrid, il proclamait roi des Espagnes et des Indes son frère Joseph, roi de Naples et de Sicile.

Enfin, le 7 juin, l'empereur se porta en pompeux cortége au-devant de son frère Joseph, à deux lieues de Bayonne, et, après leur entrée au château de Marrac, les grands d'Espagne, le duc de l'Infantado à leur tête, vinrent offrir leurs hommages au roi. M. d'Urquijo, qui avait vainement supplié Ferdinand de ne pas dépasser Vittoria, eut ainsi que M. Cévallos, une longue conférence avec Joseph. Les députations du conseil de Castille, des conseils de l'Inquisition, se succédèrent. La députation de l'armée fut présentée par le

duc de Parque. Les fidélités des deux dernières cours s'étaient réconciliées pour former la fidélité de la nouvelle dynastie. Après plusieurs séances de la junte extraordinaire où se discuta l'acte constitutionnel, le 7 juillet, la junte étant réunie dans le lieu de ses séances, Joseph sur son trône, prononça un discours et ordonna la lecture de cet acte. Le roi prêta serment sur l'Evangile à la religion et à la constitution de l'Etat. Le serment fut successivement prêté au roi et à la constitution par tous les membres de la junte, les grands-officiers de la couronne et les officiers de la maisou du roi. La junte vota des remercîments à l'empereur, et fut admise en sa présence. Le 9, Joseph se mit en route pour ses états avec un cortége de cent voitures; l'empereur l'accompagna jusqu'à la première poste.

Le 15 juillet, un décret impérial, daté de Bayonne, donna au grand-duc de Berg la couronne de Naples. Murat se hâta de quitter l'Espagne : le duc de Rovigo le remplaça dans le commandement général de l'armée. Le maréchal Bessières avait ouvert à Joseph les portes de Madrid; le 20, ce prince y fit son entrée au milieu d'une foule silencieuse. Cette attitude de la population d'une capitale prouva énergiquement qu'il n'y avait eu de vaincu que l'armée battue par Bessières, que, si Joseph occupait le trône, la nation occupait le champ de bataille qui nous attend.

Le 21 juillet, Napoléon, rappelé en France par les soins de son vaste empire, et par la nécessité de veiller sur l'Europe qui le regarde

avec crainte et se prépare à saisir la première occasion de l'abaisser, quitta Bayonne et se dirigea lentement sur Paris ; il s'arrêta dans les villes principales, où d'heureuses dispositions administratives signalèrent son passage. Il se délassa dans ses stations de famille des souvenirs de Bayonne.

Le 14 août, le canon de sa fête annonça son arrivée dans la capitale ; le même jour, sa statue colossale, fondue avec le bronze d'Austerlitz, sortait des ateliers de Saint-Laurent pour orner bientôt la colonne triomphale de la place Vendôme.

Le 31 juillet 1808, une armée anglaise unie à celle de Portugal, forte de trente mille combattants, débarqua à Leyria, à trente lieues de Lisbonne ; elle était commandée par sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington. Le général anglais marcha sur Vimeiro, où l'intrépide Junot, avec dix mille combattants, accepta la bataille. Le 22 août, Junot fut obligé de se replier sur Lisbonne, après cinq heures de combat. Les pertes des deux armées furent égales si les forces ne l'étaient pas. Junot conserva une attitude menaçante, qui amena un armistice. Le 30 août fut signée une capitulation, par laquelle des vaisseaux anglais transporteront en France l'armée française, avec toute son artillerie, ses caissons et ses bagages. Junot se montra dans la négociation tel que sur le champ de bataille. Aussi emporta-t-il l'estime et le respect de son adversaire.

Les troupes françaises ne purent être embarquées tout de suite, parce que les bâti-

ments de transport qui devaient les conduire en France, les mêmes qui avaient amené les troupes britanniques en Portugal, n'avaient pas leur approvisionnement prêt. Les quinze jours que les français passèrent à Lisbonne, ne furent pas pour eux les moins difficiles depuis l'occupation du Portugal. Forcés de camper sur les places et sur les hauteurs avec des batteries dirigées sur les rues principales, ils n'entendaient autour d'eux que pétards, coups de fusils, et cris de mort. Cet état dura jusqu'à la mi-septembre, époque où toutes les troupes furent embarquées.

Le général Dupont, ayant sous ses ordres les généraux Vedel et Gobert, ne fut pas aussi heureux que Junot.

Vers la fin de juin, il occupait Andujar sur le Guadalquivir. Le 20 juillet, jour de l'entrée de Joseph à Madrid, l'ennemi fort de quarante mille hommes commandés par Castanos, présenta la bataille à Dupont, qui ne comptait que treize mille hommes sous les drapeaux.

Dupont était placé de manière à mettre les défilés de la Sierra-Morena entre lui et les assaillants ; mais il se laissa séparer des divisions Gobert et Vedel, qui faisaient les deux tiers de son armée. Après un combat opiniâtre il signa une capitulation par laquelle ses troupes étaient déclarées prisonnières de guerre, et seraient embarquées à San-Lucar ou à Rota, sur des vaisseaux espagnols, qui les transporteraient à Rochefort.

Mais, chose inouie, la junte de Séville osa violer cette convention. Elle arrêta que l'ar-

mée de Dupont, forte de treize mille hommes, officiers et soldats, au lieu d'être conduite à Rochefort, restera renfermée dans les pontons de Cadix, cachots pestilentiels sortis des ports de la philantropique Angleterre, pour faire envier au courage de valeureux captifs les bagnes de l'esclavage et ceux du crime! Le décret de la junte, par son iniquité même, produisit sur le peuple espagnol l'effet d'une réaction convulsive, et le mot *extermination* devint le cri de guerre.

L'affaire d'Andujar fut jugée par l'indignation de la France et par l'exaltation de l'Espagne; elle porta l'atteinte la plus grave à la cause de Napoléon; elle enflamma le parti de l'insurrection et lui rallia les dissidents nombreux qui, sans ce désastre, allaient se réunir autour du trône de Joseph.

Par la capitulation d'Andujar, la junte provinciale de Séville, qui n'était auparavant qu'un comité d'insurgés, devint un gouvernement régulier, une puissance. Par ses ordres, un soulèvement général eut lieu dans toutes les provinces de l'Espagne; de sorte que Joseph, huit jours après son arrivée à Madrid, se vit contraint d'aller se réfugier à Vittoria. Le 29 octobre, Napoléon qui avait prévu les malheurs qu'entraînait la faute de Dupont, partit pour Bayonne où il arriva le 3 novembre. Le 4, il entra en Espagne, la victoire y entra avec lui. Le 7 il fut reçu à Vittoria par le roi Joseph, et marcha au pas de charge sur Madrid dont il fallut reconquérir la route. Le centre de l'armée espagnole fut battu à Burgos, la droite à Espinosa

et la gauche à Tudéla. Le 20, le duc de Bellune remporta la célèbre victoire de Sommo-Sierra. Le 1er décembre, le quartier-général impérial fut établi à Saint-Augustin. Le 2, l'armée victorieuse célébra sous les murs de la capitale l'anniversaire du couronnement de Napoléon, et le 4, elle entra dans Madrid. Le général Belliard prit le commandement de la ville. Les opérations marchaient de front dans les diverses provinces de l'Espagne avec un égal succès. La soumission morale du pays suivit insensiblement la soumission militaire. Les villes s'empressèrent de prêter serment au roi Joseph.

CHAPITRE QUINZIÈME.

RUPTURE DE L'AUTRICHE ET DE LA FRANCE. — DÉPART SUBIT DE NAPOLÉON POUR L'ALLEMAGNE. — BATAILLES DE THANN, D'ABENSBERG, D'ECKMULH. — PRISE DE RATISBONNE. — ENTREE DES FRANÇAIS A VIENNE. — BATAILLES D'ESSLING, DE RAAB, DE WAGRAM. — PAIX DE VIENNE. — RETOUR DE NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU.



(1809.)



PROFITANT du moment où une grande partie des troupes de Napoléon étaient occupées à réduire l'Espagne, l'Autriche qui voyait avec peine l'établissement de la Confédération du Rhin, se prépara audacieusement à une rupture avec la France. Toutes ses forces furent réunies sous prétexte d'une guerre avec les Turcs; et lorsque Napoléon de retour à Paris depuis le 23 janvier, voulut faire expliquer le cabinet de Vienne, cent cinquante mille hommes étaient déjà sous les armes. Le 9 avril, le cri de guerre retentit sur les bords de l'Inn et au sein de la Bavière qui fut envahie sur tous les points. Le prince Charles, commandant général des armées autrichiennes, envoya à Munich la lettre suivante:

A M. le général en chef de l'armée française en Bavière.

« D'après une déclaration de S. M. l'em-
» pereur d'Autriche à l'empereur Napoléon,
» je préviens M. le général en chef de l'armée
» française que j'ai ordre de me porter en
» avant avec les troupes sous mes ordres, et
» de traiter en ennemi toutes celles qui me
» feront résistance.

» A mon quartier-général, le 9 avril 1809.

» CHARLES. »

Le roi de Bavière répondit à cette lettre, par la proclamation suivante :

Dillingen, 17 avril.

« Sans déclaration de guerre, sans aucune
» explication préalable, notre territoire a été
» envahi le 9 de ce mois, et nous avons été
» contraints de quitter notre capitale qui a
« été occupée par les troupes autrichiennes. »

Napoléon apprit à Paris, par le télégraphe, dans la soirée du 12, le passage de l'Inn par les autrichiens ; un instant après cette nouvelle, il fut en voiture. Le 16, il vit le roi de Bavière à Dillingen ; il lui promit de le ramener dans quinze jours à Munich, et de le faire plus grand que ses ancêtres. Le 17, le quartier-général se trouvait à Donawerth, où Napoléon réunit ses maréchaux, les instruisit de ses plans de campagne, et adressa cette proclamation à ses soldats :

« Le territoire de la Confédération a été
» violé. Le général autrichien veut que nous
» fuyons à l'aspect de ses armes et que nous
» lui abandonnions nos alliés. J'arrive avec
» la rapidité de l'éclair. Soldats ! j'étais en-
» touré de vous, lorsque le souverain de l'Au-
» triche vint à mon bivouac en Moravie ; vous
» l'avez entendu implorer ma clémence, et
» me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs
» dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à
» notre générosité : trois fois elle a été par-
» jure ! Nos succès passés nous sont un sûr ga-
» rant de la victoire qui nous attend. Mar-
» chons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi
» reconnaisse son vainqueur. »

L'activité de Napoléon sembla s'accroître encore dans cette circonstance. Son armée arriva à marches forcées sur la rive droite du Rhin : elle était beaucoup moins nombreuse que celle du prince Charles, mais c'étaient les soldats d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland.

Le 18, l'empereur établit son quartier-général à Ingolstadt. Le 19, la campagne s'ouvrit par le combat de Thann, où le maréchal Davoust et les généraux Gudin et Morand enlevèrent toutes les positions d'un ennemi bien plus fort en nombre, lui tuèrent beaucoup de monde, et lui firent douze à quinze cents prisonniers.

Le lendemain, l'empereur résolut de battre et de détruire le corps de l'archiduc Louis, et celui du général Hiller, forts ensemble de soixante mille hommes. En conséquence, il donna ordre au maréchal Davoust de tenir

en respect trois corps autrichiens, pendant que, avec les divisions Morand, Gudin, les Bavarois et les Wurtembergeois, il attaquerait de front l'armée de l'archiduc Louis, et qu'il ferait couper les communications de l'ennemi par Masséna, en le faisant passer sur les derrières des autrichiens. L'ennemi déconcerté par ses dispositions, ne combattit qu'une heure, et se retira aussitôt, laissant au pouvoir des français huit drapeaux, douze canons, et huit mille prisonniers.

Le combat d'Abensberg ayant découvert le flanc de l'armée autrichienne, dès la pointe du jour l'empereur marcha sur Landshut. Les autrichiens, d'abord culbutés dans la plaine, le furent ensuite sur le pont. Ils abandonnèrent la ville, trente pièces de canon; neuf mille prisonniers, six cents caissons de parc attelés, trois mille voitures et trois équipages de pont.

Le 22 au matin, l'empereur se mit en marche vers Landshut avec les deux divisions du maréchal Lannes, le corps de Masséna, la cavalerie de Nansouty et de St.-Sulpice, et la division Wurtembergeoise; à deux heures après-midi il arriva devant Eckmühl, où les quatre corps de l'armée autrichienne, formant cent dix mille hommes, étaient en position, sous le commandement de l'archiduc Charles. Lannes déborda l'ennemi par la gauche. Au premier signal, les maréchaux Davoust et Lefebvre et la division du général Montbrun; qui, jusqu'alors, avaient tenu en échec les corps de Rosemberg, de Hohenzollern et de Lichtenstein, débouchèrent. On

vit alors un des plus beaux spectacles qu'ait offert la guerre : cent dix mille ennemis attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche, et successivement dépostés de toutes leurs positions. Les autrichiens furent bientôt en plaine déroute. Leur cavalerie, forte et nombreuse, se présenta pour protéger la retraite de l'infanterie ; mais elle fut abordée par les divisions Saint-Sulpice et Saint-Hilaire, qui la culbutèrent. La nuit commençait, et la cavalerie française continuait de marcher sur Ratisbonne, mais l'obscurité l'obligea enfin à s'arrêter. Poussée l'épée dans les reins, l'armée autrichienne continua de défiler toute la nuit par morceaux, et dans la plus épouvantable déroute. Tous ses blessés, la plus grande partie de son artillerie, quinze drapeaux, vingt mille prisonniers, tombèrent au pouvoir des français, et furent les trophées de la victoire d'Eckmühl : victoire importante que décidèrent trois heures de combat, et qui ouvrit la route de Vienne.

Le lendemain, l'empereur s'avança sur Ratisbonne, que les autrichiens eurent la barbarie de vouloir défendre. On ne tarda pas à apercevoir la cavalerie autrichienne, qui prétendait couvrir la ville. Chargés et mis en pièces, huit mille hommes de cette cavalerie repassèrent précipitamment le Danube. La ville fut attaquée et prise d'assaut : tout ce qui fit résistance fut passé au fil de l'épée. Le nombre des prisonniers s'éleva à huit mille. Les autrichiens n'eurent pas le temps de couper le pont, et les français passèrent pêle-mêle avec eux sur la rive gauche.

Ratisbonne devint en grande partie la proie des flammes. Mais elle appartenait au roi de Bavière, et la haine autrichienne vit brûler avec plaisir cette ville qu'elle ne défendait pas. Ce fut au combat de Ratisbonne que Napoléon fut blessé au talon droit d'une balle amortie. On le pensa presque malgré lui, et il remonta aussitôt à cheval, après avoir remercié l'armée par l'ordre du jour suivant :

« *Soldats, vous avez justifié mon attente.* » *Vous avez suppléé au nombre par votre* » *bravoure... En peu de jours nous avons* » *triomphé dans les combats de Thann, d'Albensberg, d'Eckmühl, de Ratisbonne...* » *L'ennemi paraissait ne plus conserver un* » *souvenir de vous. Vous lui avez apparu* » *plus terribles que jamais : naguère il a* » *traversé l'Inn, et envahi le territoire de nos* » *alliés, naguère il se promettait de porter la* » *guerre dans le sein de notre patrie. Aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon avant-garde a passé* » *l'Inn; avant un mois nous serons à Vienne.* »

Après la bataille d'Eckmühl et la prise de Ratisbonne, l'armée française marcha sur Vienne, et arriva devant cette ville le 10 mai. L'archiduc Maximilien commandait la place, qui avait été mise en état de défense. Le général d'artillerie Lariboissière plaça trente obusiers de batterie derrière une maison du faubourg, mit le feu dans cette ville, qui ouvrit ses portes.

Cependant l'archiduc Charles s'approchait par la rive gauche du Danube. Napoléon, résolut de le prévenir et de passer ce grand

fleuve, la position sur la rive droite, n'étant bonne qu'autant que l'armée aurait une tête de pont sur la rive gauche, parce que sans cela l'ennemi restait maître de l'initiative de ses mouvements. Cette considération était d'une telle importance que Napoléon se fût replié sur l'Ens, s'il lui eût été impossible de s'établir sur la rive gauche. L'opération du passage était fort difficile ; le Danube a cinq cents toises de large, quinze, vingt, trente pieds de profondeur, une grande rapidité. Passer une telle rivière près d'une armée exigeait beaucoup d'art ; d'autant plus qu'on ne pouvait pas s'éloigner, de peur que l'ennemi, qui avait deux équipages de pont, ne passât lui-même le Danube, et ne se portât sur Vienne.

Napoléon se porta à deux lieues au-dessous de Vienne, vis-à-vis de l'île de Lobau, qui a dix-huit cents toises d'étendue. Elle est séparée de la rive droite par le grand bras du Danube, qui a cinq cents toises, et de la rive gauche par un petit bras de soixante toises. Il résolut de s'établir dans cette île. Une fois là il se trouvait dans un camp retranché sur la gauche, il avait barre sur l'archiduc ; et si ce prince se portait sur Krembs ou tel autre point pour passer le Danube et couper sa ligne d'opérations, partant de l'île Lobau, les français tombaient sur ses derrières, et le prenaient en flagrant délit.

Le général Bertrand eut ordre de jeter un pont de bateaux et de pontons sur le Danube le 19 mai ; une avant-garde y passa et s'empara de l'île. Le pont était terminé dès le

matin du 20, l'armée française commença à passer, dans l'après-midi, le Danube grossit de trois pieds, les ancres des bateaux cassèrent, le pont fut rompu ; mais en peu d'heures il fut raccommodé; l'armée continua à passer dans l'île. Vers les six heures, Napoléon fit jeter un pont dans un rentrant sur le petit bras, le général Lassalle s'avança avec trois mille chevaux sur Essling, battit la plaine dans tous les sens, et eut nouvelle d'une division de cavalerie autrichienne avec laquelle il escarmoucha. Il s'établit la nuit entre Esslin et Gros-Arpen. Napoléon bivaqua sur la rive gauche, à la tête du petit pont. Le 21 à la pointe du jour, il se porta sur Essling; un bataillon fut posté dans une espèce de réduit crénelé au village d'Enzersdorf. Une partie des cuirassiers d'Espagne et de Nansouty passèrent ; mais à midi, le Danube grossit encore de quatre pieds ; le grand pont fut emporté de nouveau ; le reste de la cavalerie et les réserves du parc ne purent passer. Deux fois pendant ce jour, le général Bertrand rétablit les ponts, et deux fois ils furent rompus. Au moment de l'évacuation de Vienne, les autrichiens avaient incendié beaucoup de bateaux qui, soulevés par la crue du fleuve, allaient frapper contre les pontons. A quatre heures de l'après-midi, le général Lassalle fit prévenir l'empereur que l'armée de l'archiduc était en marche. Le prince de Neufchâtel monta sur le clocher d'Essling, et fit le croquis des mouvements de l'armée autrichienne. L'archiduc voulut attaquer par sa droite Gros-Arpen, par son centre Essling, par sa gauche Enzersdorf,

formant ainsi une demi-circonférence autour d'Essling. Napoléon donna ordre de se replier et de rentrer dans l'île de Lobau, en laissant dix mille hommes dans le bois en avant du petit pont ; mais, dans ce moment, le général Bertrand fit dire que le Danube baissait ; qu'il avait rétablit les ponts, et que les parcs passaient. Il était tard, Napoléon résolut de rester en position ; car si l'ennemi occupait le village d'Essling, il serait bien difficile de le reprendre et cela coûterait bien du sang. A cinq heures, les tirailleurs s'engagèrent, la fusillade et la canonnade devinrent bientôt vives, les cuirassiers firent plusieurs belles et brillantes charges : l'ennemi fut repoussé dans toutes ses attaques sur Gros-Arpen et Essling, et vingt-cinq mille hommes attaqués par cent mille, conservèrent réunis, pendant trois heures, leur champ de bataille. A la nuit, le placement des feux de bivouac des deux armées annonçait une journée définitive pour le lendemain.

L'armée française sur les deux rives était de vingt mille hommes supérieure à celle de l'archiduc. La victoire ne pouvait être douteuse, mais, à minuit, le Danube grossit d'une manière effroyable. Le passage sur le pont fut encore interrompu, il ne put être rétabli qu'à la pointe du jour. La garde et le corps du duc de Reggio commencèrent alors leur passage, qui s'opérait à pas accélérés. L'empereur monta à cheval plein d'espoir : les destins de la maison d'Autriche allaient être fixés ! Arrivé à Essling, il ordonna au maréchal Lannes de percer le centre de l'armée autrichienne,

et à la jeune garde de déboucher d'Essling, pour se jeter au moment décisif sur le flanc gauche de l'ennemi qui s'appuyait à Enzersdorf, petite ville sur la branche du Danube qui forme l'île de Lobau. Les autrichiens sentirent l'importance de ne pas laisser percer leur ligne de bataille; mais elle était trop étendue, elle avait plus de trois lieues : tous leurs efforts furent vains. Déjà la jeune garde marchait sur le flanc de la gauche des ennemis, lorsqu'il fallut arrêter les troupes victorieuses : les ponts étaient de nouveau rompus, tous les bateaux étaient emportés par la force du courant à une ou deux lieues : il n'était plus possible de les rétablir avant plusieurs jours. La moitié des cuirassiers, le corps du maréchal Davoust, toutes les réserves d'artillerie se trouvaient encore sur la rive droite. Ce contre-temps était affreux, mais le plan d'opération était si sage, si profondément calculé, que l'armée ne courait aucun danger, et elle pouvait toujours, au pis aller, reprendre sa position dans l'île de Lobau, où elle eût été inattaquable; jamais camp retranché ne fut plus fort, il était couvert par un fossé profond de soixantes toises de large. Cette fâcheuse nouvelle arriva à sept heures du matin; l'empereur envoya l'ordre aux maréchaux Masséna et Lannes de s'arrêter, et de reprendre insensiblement leurs positions. Le premier appuya sur sa gauche au milieu du village de Gros-Arpen (ce village a plus d'une lieue de long); le second entre Gros-Arpen et Essling, appuyant sa droite à ce village; ce mouvement se fit comme au Champ-de-Mars. L'ennemi

désespéré et en retraite, s'arrêta stupéfait, ne comprenant rien en ce mouvement rétrograde des français; mais bientôt il apprit que leurs ponts étaient emportés; son centre reprit sa première position : il était alors dix heures du matin. Depuis cette heure jusqu'à quatre heures de l'après-midi, c'est-à-dire, pendant six heures, cent mille autrichiens et cinq cents pièces de canon attaquèrent vainement et sans succès cinquante mille français n'ayant que cent pièces de canon en position, et obligés de ménager leur feu, parce qu'ils manquaient de munitions.

Le succès de la bataille était dans la possession du village d'Essling; l'archiduc fit tout ce qu'il fallait faire, il attaqua cinq fois, avec des troupes fraîches, le prit deux fois, mais il en fut chassé cinq fois. Enfin, à trois heures de l'après-midi, l'empereur ordonna au général Rapp et au courageux comte de Lobau, ses aides-de-camp, de se mettre à la tête de la jeune garde, de déboucher par trois colonnes, et de tomber au pas de charge sur les réserves de l'ennemi, qui se préparait à faire une sixième attaque. Elles furent mises en déroute, et la victoire fut décidée. L'archiduc n'avait plus de troupes fraîches, il prit position; le feu cessa à quatre heures précises, dans une saison où l'on peut se battre jusqu'à dix heures. Ainsi, pendant six heures de jour, les français restèrent maîtres du champ de bataille.

La vieille garde, où était l'empereur, se tint constamment en bataille à une portée de fusil d'Essling, la droite au Danube, la gauche du côté de Gros-Arpen.

Le soir, l'empereur se porta dans l'île de Lobau, et alla visiter les points où étaient les ponts. Tout avait disparu, pas un bateau n'était en place : le Danube s'était élevé à vingt-huit pieds depuis trois jours. Il ordonna alors à l'armée de repasser le petit pont et de camper dans l'île de Lobau : le mouvement commença à minuit, mais le corps de Masséna coucha sur le champ de bataille et ne passa que le lendemain à sept heures du matin. Dans cette bataille, deux héros, les meilleurs amis de Napoléon, Lannes et Saint-Hilaire, trouvèrent la fin de leur carrière. Lannes, le compagnon de toutes les victoires de l'empereur, eut les deux genoux fracassés par un boulet. Napoléon le vit passer pendant qu'on le transportait à Ebersdorf; il le serra dans ses bras en pleurant, et s'écria : « Lannes ! me connais-tu ? C'est ton » ami, c'est Bonaparte ; Lannes, tu nous » seras conservé. — Je désire vivre, répond » le maréchal ; mais je crois qu'avant une » heure vous aurez perdu votre meilleur ami. » Il perdit connaissance le 24 et mourut le 30. Ainsi se termina la terrible bataille d'Essling que les français soutinrent le 21 et le 22 dans la proportion d'un contre trois en personnel et en matériel.

Napoléon sentant la nécessité de la retraite, appela auprès de lui ses maréchaux et les consulta sur la situation de l'armée. Tous furent d'avis de la mettre à couvert sur la rive droite du Danube. Davoust promit d'y arrêter l'archiduc, Masséna de conserver l'île de Lobau. A deux heures du matin, l'ordre

fut donné aux troupes de se replier, et ce fut la garde qui commença ce mouvement rétrograde.

Les premiers jours du moi de juin avaient été employés par l'empereur à préparer des mesures puissantes de répression contre des insurrections du Tyrol, du Voralberg, de l'Allemagne; contre les incursions des troupes autrichiennes dans la Saxe et dans la Franconie. Partout ses intentions furent remplies par le roi de Westphalie, par le maréchal Kellermann et par les généraux Beaumont et Junot. Pendant ce temps le prince Eugène, vice-roi d'Italie, dont le corps d'armée faisait l'aile droite de la grande armée, battait sur tous les points l'archiduc Jean, et était près de faire sa jonction avec l'armée impériale. Le 13, il était à Raab où se trouvait l'archiduc palatin à la tête de l'insurrection hongroise. Le 14, il présenta le combat et prevint d'un jour son adversaire. Jamais bataille ne fut livrée par un général français sous de plus brillants auspices. L'action fut très-vive et coûta aux autrichiens plus de six mille hommes. Le prince Eugène fit alors sa jonction avec la grande armée.

La victoire de Raab devint pour Napoléon le signal des opérations qu'il avait méditées depuis la bataille d'Essling. Le général Bertrand, fit en vingt jours, trois grands ponts parallèles, portés sur des pilotis, et destinés à servir de route à une armée de cent cinquante mille hommes et à une artillerie de cinq cents pièces de canon : ouvrage dix fois plus difficile et plus coûteux, que celui de César sur le Rhin.

Enfin, le 1er juillet, après quarante jours de repos et de nouveaux préparatifs, pendant lesquels les deux armées se renforcèrent considérablement, Napoléon résolut de réunir toutes ses forces dans l'île de Lobau, de déboucher sur l'armée autrichienne, et de lui livrer une bataille générale. Les généraux autrichiens avaient établi des ouvrages de campagne dont la droite était appuyée à Gros-Arpen, et la gauche à Enzersdorf; les villages d'Arpen, d'Essling et d'Enzersdorf, et les intervales qui les séparaient, étaient couverts de redoutes palissadées, fraisées et armées de cent cinquante pièces de canon de position. On ne concevait pas comment il était possible qu'avec son expérience de la guerre, l'empereur voulut attaquer des ouvrages si puissamment défendus, soutenus par une armée qui était évaluée à deux cent mille hommes, et appuyée par huit à neuf cents pièces de canon. Napoléon était tranquille; plusieurs petites îles, qui battaient Enzersdorf, avaient été armées de pièces de position, d'obus et de mortiers; ces armements avaient tous le même but, et devaient en deux heures de temps, raser la petite ville d'Enzersdorf, en chasser l'ennemi, et détruire ses ouvrages.

Le 4, à onze heures du soir. les batteries dirigées contre Enzersdorf reçurent l'ordre de commencer leur feu; les obus brûlèrent cette infortunée petite ville, et en moins d'une demi-heure, les batteries ennemies furent éteintes. A deux heures après-minuit, l'armée avait quatre ponts; elle déboucha dans l'obscurité; un violent orage et une pluie qui

tombait par torrents, rendit cette nuit aussi affreuse qu'elle était propice à l'armée française, et qu'elle devait lui être glorieuse.

Le 5, aux premiers rayons du soleil, tout le monde reconnut quel avait été le projet de Napoléon. Il se trouvait alors avec son armée en bataille sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, dont il avait tourné tous les camps retranchés, rendu tous les ouvrages inutiles, et avait ainsi obligé les autrichiens à sortir de leurs positions et à venir lui livrer bataille dans le terrain qui lui convenait.

A huit heures, Masséna fit marcher une division sur Enzersdorf, qui n'opposa pas une grande résistance; quatre bataillons autrichiens qui s'y trouvaient, furent faits prisonniers. Le général Oudinot enleva un château où s'étaient enfermés neuf cents hommes, qui capitulèrent.

Napoléon fit alors déployer toute l'armée dans l'immense plaine d'Enzersdorf. Depuis midi jusqu'à dix heures du soir, les français manœuvrèrent dans cette plaine, en occupant tous les villages; et, à mesure qu'ils arrivaient à la hauteur des camps retranchés des autrichiens, ils les occupaient sans résistance. Ainsi un travail de quarante jours ne fut d'aucune utilité au prince Charles. Les autrichiens furent partout menés tambour battant et écrasés par la supériorité du feu des français; cet immense champ de bataille resta couvert des débris de l'ennemi, qui cessa le feu, et prit position : on devait s'attendre à voir le lendemain une grande bataille.

L'empereur passa toute la nuit à rassem-

bler ses forces sur son centre, où il se trouvait en personne.

Le 6, à la point du jour, le maréchal Bernadotte occupa la gauche, ayant en seconde ligne Masséna; le vice-roi le liait au centre, formé de sept à huit lignes. Le maréchal Davoust marcha de la droite pour arriver au centre. Son corps d'armée et celui du général autrichien Rosemberg se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil et donnèrent le signal de la bataille; en moins de trois quarts-d'heure, le beau corps du maréchal Davoust avait eu raison du corps de Rosemberg, l'avait culbuté et rejeté au-delà de Neusiedel, après lui avoir fait beaucoup de mal. Pendant ce temps, la canonnade s'engagea sur toute la ligne; les autrichiens se développèrent: toute la gauche se garnissait d'artillerie. Napoléon ordonna à Masséna de faire une attaque sur le village qu'occupaient les autrichiens, et au maréchal Davoust de tourner la position de Neusiedel, et de pousser de là sur Wagram; il fit aussi former en colonnes les généraux Marmont et Macdonald pour enlever Wagram au moment où déboucherait le maréchal Davoust.

Sur ces entrefaites, l'ennemi attaqua avec fureur le village qu'avait enlevé Masséna, et déborda de trois mille toises la droite des français : ce fut une grande faute dont Napoléon s'empressa de profiter. Il fit marcher aussitôt le général Macdonald avec plusieurs divisions en colonnes, sontenues par la garde à cheval et par une batterie de cent bouches à feu, presque toutes de la garde : cette

batterie arriva au trot à demi-portée de canon, et commença un feu qui éteignit celui des autrichiens et porta la mort dans leurs rangs. Le général Macdonald marcha alors au pas de charge. Dans un clin-d'œil, le centre des autrichiens perdit une lieue de terrain : sa droite, épouvantée, sentit le danger de la position où elle s'était placée, et rétrograda en grande hâte. Masséna l'attaqua alors en tête ; en même temps, la gauche du prince Charles était attaquée et débordée par le maréchal Davoust qui marchait sur Wagram. Le général Oudinot se dirigea aussi sur Wagram pour aider l'attaque de Davoust : cette position importante fut enlevée.

Dès dix heures, les autrichiens ne se battirent plus que pour leur retraite ; à midi, elle était prononcée et se faisait en désordre ; et beaucoup avant la nuit cette armée fut en pleine déroute, bien loin du champ de bataille.

La journée de Wagram à jamais célèbre, fut décisive : dix drapeaux, quarante pièces de canon, vingt mille prisonniers et treize mille blessés restèrent au pouvoir des français. Les autrichiens, poursuivis l'épée dans les reins, perdirent encore beaucoup de monde les jours suivants. Enfin, le 11 juillet, l'empereur François envoya le prince de Lichstenstein au quartier-général pour implorer un armistice, qui fut conclu dans la nuit, et signé le lendemain à Zaïm. Napoléon retourna à Schœnbrunn, où quelques jours après, un étudiant nommé Frédéric Stab, âgé de dix-huit ans, fils d'un mi-

nistre protestant de Hambourg, faillit l'assassiner pendant qu'il passait la revue. On trouva sur ce jeune fanatique un grand couteau et un portrait.

La paix fut enfin signée à Vienne le 14 octobre 1809. La France acquit l'Illyrie et l'Istrie, et imposa à l'Autriche de nouvelles concessions de territoire en faveur de ses alliés et de l'Italie.

L'empereur célébra le jour de sa fête, dans la capitale de l'Autriche par des récompenses militaires. Il nomma Berthier prince de Wagram, Davoust prince d'Eckmühl, et Masséna prince d'Essling. Les soldats n'eurent pas moins de part à sa munificence : il accorda des dotations aux amputés, pensionna les veuves des braves morts au champ d'honneur, adopta les enfants, et décréta en outre l'érection d'un obélisque avec cette inscription : *Napoléon au peuple français.* Ce monument devait être élevé sur le terre-plein du Pont-Neuf, où est aujourd'hui érigée la statue de Henri IV.

La paix était conclue avec l'empereur d'Autriche, mais la guerre resta dans son cabinet. Napoléon quitta Schœnbrunn le 15 octobre, et le 26 il arriva à Fontainebleau. A cette époque, l'une des plus importantes de sa vie, et qui sera recueillie avec le plus de soin dans l'histoire, tous les rois de la Confédération du Rhin, ou alliés à la famille impériale, furent successivement appelés autour du trône de leur protecteur.

CHAPITRE SEIZIÈME.

DIVORCE DE NAPOLÉON. — SON MARIAGE AVEC MARIE-LOUISE, ARCHIDUCHESSE D'AUTRICHE. — RÉUNION DE LA HOLLANDE A L'EMPIRE. — LE PRINCE DE PORTE-CORVO. BERNADOTTE, APPELÉ AU TRÔNE DE SUÈDE. RÉUNION DE ROME A L'EMPIRE. — ENLÈVEMENT DE PIE VII — BULLE D'EXCOMMUNICATION. — TRANSLATION DE PIE VII. A SAVONE ET DE LA A FONTAINEBLEAU.



(1809 à 1810.)



Au milieu des fêtes que la France s'empressait de donner au vainqueur de Wagram, au milieu d'une cour de rois et de princes, une idée pénible occupait Napoléon : il avait résolu son divorce avec l'impératrice Joséphine. Ce divorce était, non une clause secrète du traité de Vienne, mais un grand sacrifice que l'empereur devait faire à la politique, et auquel il se préparait avant la campagne qu'il venait de terminer. Depuis long-temps Joséphine redoutait ce grand changement dans sa destinée. Plus elle avait grandi en puissance, plus elle avait été inquiète du simple

contrat civil qui l'avait unie au général Bonaparte. Aussi devenue impératrice, avait elle fait consentir l'empereur à demander secrètement avec elle la bénédiction nuptiale au cardinal Fesch. Cependant le bruit d'un prochain divorce se répandait par les confidents de l'empereur et par la police. Joséphine ne pouvant se défendre d'une certaine inquiétude à cet égard, pressa l'instant d'une explication avec l'empereur. Celui-ci apporta dans cette explication des ménagements et une sensibilité fort étrangers à son caractère, que l'habitude du pouvoir absolu rendait chaque jour plus intraitable. Pour calmer les mouvements de l'amour-propre outragé de l'impératrice et la résoudre à une destinée inévitable, Napoléon choisit pour son interprète le vice-roi de la belle Italie, le fils de Joséphine. Eugène fut appelé pour disposer sa mère à briser le nœud nuptial auquel son époux avait attaché tant d'éclat. Il remplit cette mission déchirante pour son cœur, mais non funeste à sa gloire. Après quelques entretiens avec son fils, Joséphine parut résignée à renoncer à la première couronne du monde.

En conséquence, le 15 décembre, le prince Cambacérès, archichancelier, et le comte Régnauld, secrétaire de l'état civil de la maison impériale, furent appelés par lettres closes dans le cabinet de l'empereur : à neuf heures du soir, tous les princes et toutes les princesses de la famille de Napoléon, ainsi que le vice-roi et la vice-reine d'Italie, faisaient partie de cette réunion, excepté le roi d'Espagne et la grande-duchesse de Toscane.

L'empereur s'adressant au prince archichancelier, lui dit : «.... La politique de ma monarchie, l'intérêt et le besoin de mes peuples, qui ont constamment guidé toutes » mes actions, veulent qu'après moi je laisse » à des enfants, héritiers de mon amour pour » mes peuples, ce trône où la Providence m'a » placé. Cependant, depuis plusieurs années, j'ai perdu l'espérance d'avoir des » enfants de mon mariage, avec ma bien-aimée épouse l'impératrice Joséphine; c'est » ce qui me porte à sacrifier les plus douces » affections de mon cœur, à n'écouter que » le bien de l'Etat et à vouloir la dissolution » de notre mariage. Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis concevoir l'espérance de » vivre assez pour élever dans mon esprit et » dans ma pensée les enfants qu'il plaira à la » Providence de me donner. Ma bien-aimée » épouse a embelli quinze ans de ma vie... » elle a été couronnée de ma main... Je veux « qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice... » L'impératrice Joséphine prit ensuite la parole, et dit : «... Je me plais à » donner à notre auguste et cher époux la » plus grande preuve d'attachement et de » dévouement qui ait jamais été donnée sur » la terre; je tiens tout de ses bontés : c'est » sa main qui m'a couronnée, et, du haut » de ce trône, je n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'amour du peuple » français. Je crois reconnaître tous ces sentiments, en consentant à la dissolution d'un » mariage qui désormais est un obstacle au » bien de la France, qui la prive du bonheur

» d'être un jour gouvernée par les descendants » d'un grand homme, évidemment suscité » par la Providence pour effacer les maux » d'une terrible révolution, et pour rétablir » l'autel, le trône et l'ordre social... » Cette dernière phrase, dans cette réponse toute politique, était sans doute la manifestation des principes sur lesquels l'empereur voulait s'appuyer plus fortement que jamais, en contractant une alliance avec l'une des plus anciennes familles de l'Europe, et la plus constamment attachée au système qui fait de la religion et de ses ministres des instruments du pouvoir absolu. L'obéissance d'une reine répudiée n'avait pas encore été mise à une aussi grande épreuve. Il fut donné acte à l'empereur et à l'impératrice des déclarations qu'ils venaient de faire de leur consentement à la dissolution de leur mariage : on dressa du tout un procès-verbal, que signèrent les membres de la famille impériale, l'archichancelier et le secrétaire de l'état civil. Aussitôt un projet de sénatus-consulte fut adressé à l'archichancelier, qui convoqua le sénat le lendemain 16. La séance s'ouvrit par l'admission au serment du prince vice-roi, qui paraissait pour la première fois au sénat, le jour où la dissolution du mariage de sa mère allait être décrétée ; mais le sacrifice était commencé depuis le dernier voyage de Napoléon à Milan. Si l'épreuve avait été cruelle en présence de sa mère, dans le cabinet de l'empereur, elle ne le fut pas moins au sénat ; car, après que le comte Régnauld eut développé les motifs du sénatus-consulte, le prince vice-roi dut aussi

avoir le courage de prendre la parole, et dit : « ... Lorsque ma mère fut couronnée » devant toute la nation par les mains de son » auguste époux, elle contracta l'obligation » de sacrifier toutes ses affections aux intérêts » de la France : elle a rempli avec courage, » noblesse et dignité, ce premier des devoirs; » son âme a été souvent attendrie en voyant » en butte à de pénibles combats le cœur » d'un homme accoutumé à maîtriser la for- » tune et à marcher d'un pas ferme à l'ac- » complissement de ses grands desseins Les » larmes que cette résolution a coûtées à » l'empereur, suffisent à la gloire de ma » mère... »

A quatre heures après avoir voté au scrutin, le sénat annulla le mariage de l'empereur et de l'impératrice. L'officialité diocésaine fut aussi assemblée pour juger de la validité du mariage; mais elle demanda que l'affaire fut portée pardevant l'assemblée des évêques réunis alors à Paris, pour savoir d'eux s'ils la considéraient comme compétente pour prononcer sur une question de cette nature. Les évêques ayant répondus qu'ils reconnaissaient cette compétence, l'officialité après un mûr examen, déclara nul le mariage de Napoléon et de Joséphine, se fondant sur une disposition du concile de Trente qui dit positivement que « tout mariage est nul, lorsqu'il n'est pas fait en présence du curé ou du vicaire de la paroisse de l'une des deux parties contractantes. » L'officialité condamna Napoléon à l'amende de 6 francs, pour ne pas avoir rempli cette formalité.

Napoléon ne s'occupa plus que de son second hyménée.

Le 3 mars, le prince de Neufchâtel, chargé de demander la main de l'archiduchesse Marie-Louise, arriva à Vienne. Le même jour, l'empereur déclara le titre de grand-duc de Francfort reversible sur la tête d'Eugène après la mort du prince Primat.

Cependant, le 11, le prince de Neufchâtel avait épousé solennellement, au nom de son souverain, la fille de l'empereur François. Le 13, cette princesse quitta Vienne, accompagnée de plus de trois cents personnes, parmi lesquelles on comptait plusieurs dignitaires de l'empire d'Autriche, douze dames du palais, douze chambellans, etc., sans y comprendre les militaires. Une vaste baraque, divisée en trois salons, l'un regardant l'Autriche, l'autre la France, et celui du milieu déclaré neutre, avait été construite avec une promptitude et une magnificence extraordinaires, entre Braunau et Althein. Cette construction rappelait celle du radeau du Niémen, à Tilsitt, et ne devait pas laisser un souvenir plus heureux. La reine de Naples, entourée d'une suite nombreuse, avait été envoyée par Napoléon, pour recevoir la princesse des mains de sa famille. Le 16, la remise se fit en présence des deux cours, avec une pompe dont Napoléon lui-même avait pris le soin de dicter le cérémonial. Tout ce que renfermait la corbeille, était un véritable miracle de cette industrie parisienne qui, sous le nom de modes, continue l'empire d'une domination française dans l'univers entier.

Marie-Louise arriva à Compiègne le 28 mars, où résidait l'empereur entouré des princes et des princesses de la famille impériale et de la cour la plus brillante. Le 30, toute cette cour se réunit à Saint-Cloud pour la célébration du mariage civil. Le 31, l'empereur et l'impératrice firent leur entrée solennelle dans la capitale, au milieu d'un concours immense du peuple. Ils reçurent la bénédiction nuptiale du grand-aumônier de France, le cardinal Fesch, assisté cette fois du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois. On déploya dans cette cérémonie la plus grande pompe. On avait disposé en chapelle une salle de la galerie du Louvre. Les rois, reines, princes et princesses de la famille impériale, les princes étrangers et les ambassadeurs, assistèrent à cette majestueuse et brillante cérémonie, qui eut aussi pour témoins les membres du sacré collége. Tous les membres de l'état, toutes les dignités civiles et militaires, enfin tout ce que la cour de France et les cours étrangères pouvaient, indépendamment de la capitale, offrir de plus distingué, se trouvait réuni au nombre de huit mille personnes dans la grande galerie. Pendant toute la journée, la cour et la ville furent dans l'ivresse d'une fête générale.

Aussitôt après son mariage avec Marie-Louise, Napoléon fit avec elle un voyage dans la Belgique et sur les côtes septentrionales de l'empire. Partout l'empereur et la jeune impératrice furent accueillis avec enthousiasme; les français croyaient voir en Marie-Louise un gage assuré de la paix continentale.

L'empereur et l'impératrice étaient de retour à Saint-Cloud, le 1er juin 1810.

En visitant les côtes septentrionales de son empire et les nouveaux départements réunis, Napoléon avait appris sur les lieux à connaître les alliés secrets et nécessaires de l'Angleterre. Par une conséquence naturelle de cette découverte, il tenait pour suspect son frère, le roi de Hollande, à qui le traité du 16 mars faisait perdre plusieurs provinces maritimes. Convaincu que la Hollande n'avait d'autres intérêts à soutenir que ceux de l'ennemi mortel du grand empire, il jugea qu'il était plus avantageux pour elle d'être réunie à la France. Son souverain, plus attaché à ses devoirs de roi qu'à ceux de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être de ses peuples à le politique de l'empereur, et à leur rendre moins onéreuse la servitude de la loi commune. Il avait reçu à cet égard beaucoup d'avis du gouvernement français, et la réunion récente des départements des Bouches-du-Rhin et des Bouches-de-l'Escaut, annonçait énergiquement à Louis le sort qui attendait le reste de ses états. Une armée de vingt mille hommes, commandés par le maréchal Oudinot entra dans le royaume pour y faire observer le blocus continental. Louis comprit alors qu'il n'était roi de Hollande que par la grâce de la France, et qu'il devait se réduire au rôle d'administrateur responsable d'une succursale de l'empire. Il abdiqua le 3 juillet en faveur de son fils. Napoléon rejeta cette abdication, et le 9 juillet, un décret impérial réunit la Hollande à l'empire.

Pendant que cela se passait en Hollande, un événement qui devait avoir pour l'Europe, et surtout pour la France, les plus graves conséqunces, fixa les regards du corps social sur le royaume de Suède. Le roi Charles XIII, vieux et sans enfants, avait adopté le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Danemarck. Le 10 janvier, le prince royal lui avait prêté serment de fidélité; mais le 29 mai suivant, à une manœuvre de cavalerie, il était tombé de cheval et mort subitement. La vieillesse du roi et l'intérêt de la Suède exigeaient impérieusement le choix d'un prince royal. La reconnaissance de trois officiers suédois pourvut à ce besoin de l'état. Dans la guerre de 1807, ces trois officiers faits prisonniers à Stralsund, reçurent du général en chef Bernadotte le meilleur traitement, et par son moyen obtinrent en France la résidence de la ville qu'ils désiraient habiter jusqu'à leur échange. Quand il leur fut permis de revoir leur pays, ils allèrent remercier le maréchal de tous les actes de bienveillance dont ils gardaient un éternel souvenir. A la mort du prince d'Augustembourg, ils se le rappelèrent plus que jamais, et formèrent le projet de témoigner d'une manière éclatante leur gratitude à Bernadotte, en le faisant monter sur le trône de Suède. Ces militaires usèrent habilement, auprès des membres des états, de l'influence que pouvait leur donner leur position sociale, et furent investis des pouvoirs nécessaires pour aller à Paris offrir la couronne de Suède

au prince de Ponte-Corvo, et demander l'agrément de l'empereur. Napoléon, dans sa pensée, destinait, dit-on, cette couronne au prince Eugène, à qui il croyait devoir un dédommagement pour celle de l'Italie; mais il eût fallut qu'il changea de religion, ce que l'empereur trouva au-dessous de sa dignité et de celle de tous les siens. Bernadotte ayant été choisi, protesta à l'empereur qu'il n'accepterait qu'autant que cela lui serait agréable. Napoléon lui fit entrevoir qu'étant lui-même monarque élu par le peuple, il ne savait pas s'opposer aux élections des autres peuples, et que cette élection avait son assentiment et était conforme à ses vœux. Par suite de ce consentement, la volonté unanime des états de Suède proclama, dans leur séance du 21 août, le maréchal de Ponte-Corvo, prince royal de Suède. Le roi Charles XIII l'adopta aussitôt pour son fils. Le 1er novembre, Bernadotte, qui avait embrassé la religion réformée, prêta serment en qualité de prince de la couronne de Suède.

Un autre événement important de l'année 1810 fut la réunion de Rome et des états de l'église à l'empire français. Elle eut lieu en vertu du sénatus-consulte du 17 février 1810, qui en même temps fixa que Pie VII continuerait à résider à Rome, avec un revenu de deux millions.

Mais le pape ne répondit pas à ce sénatus-consulte. Vers la fin de juin, le roi Joachim fit demander une réponse catégorique au saint-siége. Pie VII y répondit par une ex-

communication, dont on ne sut aucun mauvais gré au pape, mais dont on fit tomber la responsabilité sur le cardinal Pacca, qui l'avait signée. Elle n'excita que le plus profond mépris, ce qui fut un grand bonheur pour les cardinaux et pour les prélats de la cour de Rome.

Le 6 juillet, jour de la bataille de Wagram, le général Radet, commandant la gendarmerie, renouvela au pape, de la part du roi de Naples, la même demande, menaçant sa sainteté d'un enlèvement, si elle persistait dans son refus. Pie VII répliqua que, dès le premier jour, sa résolution avait été signifiée à l'empereur, il donna ordre de barricader son palais et s'y renferma attendant l'événement. Le général Radet pénétra jusqu'à lui, en escaladant les murailles. Il était de la dignité et du caractère du pontife romain de bien constater la violation de sa demeure et de n'opposer ensuite aucune résistance. Pie VII monta dans une calèche, et partit comme un criminel d'état sous l'escorte de la gendarmerie. Voilà par quels moyens Joachim, de sa seule autorité, tenta de terminer la lutte entre les deux pouvoirs qui seuls alors dominaient l'Europe. Le pape gagna à cette odieuse et impolitique violence la couronne du martyre : la tiare prisonnière n'en devint que plus sacrée.

Toutefois hors de Rome, elle devait être moins menaçante et surtout moins dangereuse. Rome, l'impassible Rome, se rappelant sans doute toutes les vicissitudes de son histoire, assista presque sans émotion à l'enlèvement de son souverain. Elle se crut destinée à rede-

venir la capitale de l'Italie entière sous un prince impérial de France ; elle sacrifiait sans arrière pensée à cet avantage réel le vain titre de métropole du monde chrétien, dont Paris, grâce à la victoire de Wagram, venait de recevoir l'investiture. Rome vit donc partir le pape, non pas seulement comme un monarque, mais comme un gouvernement qu'elle ne reverrait plus.

Cependant toute la haute Italie se trouva à genoux sur le passage du saint père ; il arriva ainsi à Grenoble bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui de la persécution. Les peuples, prosternés sur sa route, ne savaient pas qu'il ne fallait regarder cette auguste infortune que comme un sacrifice tout mondain, offert à la défense d'intérêts purement temporels, résultat de cette guerre peu religieuse, dont l'excommunication fulminée, le 10 juin, contre Napoléon et ses gouvernants de Rome, avait été le manifeste si expressif.

Le 12 août, le pape fut mis en possession du palais épiscopal de Savone. Un service de la maison impériale y fut attaché, avec cent mille francs par mois, et le frère du prince de Neufchâtel, le général César Berthier, nommé maître du palais pontifical. Mais Pie VII n'accepta du palais que la chambre qu'il occupait; il refusa la dotation d'entretien qui lui était assignée; il refusa aussi la cathédrale de Savone, érigée en chapelle papale. Il attira les regards par le mépris des grandeurs dont un ennemi voulait honorer sa captivité. Il reprit sa vie monacale, et son modeste ora-

toire fit à Napoléon, maître de Vienne, la guerre des miracles.

Amené ensuite dans le palais de Fontainebleau, pour mettre sa personne à l'abri d'une tentative d'enlèvement favorisée par l'Angleterre, et devant avoir lieu par mer, le pape y occupa le logement qu'il avait habité à l'époque du sacre de l'empereur. Napoléon ne le vit qu'en janvier 1813, en la compagnie de l'impératrice. Pendant les trois jours qu'ils passèrent dans ce palais, et qui furent employés à la négociation du concordat de Fontainebleau, tous les rapports furent faits dans une forme amicale et gracieuse. Ce fut par la force du raisonnement que Napoléon arracha à Pie VII ce fameux concordat. Il fut signé devant plusieurs cardinaux, devant un grand nombre d'évêques de France et d'Italie, et une partie de la cour impériale.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

SUCCÈS EN ESPAGNE. — NAISSANCE DU ROI DE ROME. — DÉPART DE NAPOLÉON POUR LA HOLLANDE. — RUPTURE DE LA RUSSIE. — NAPOLÉON A DRESDE AVEC L'EMPEREUR D'AUTRICHE. — ENTRÉE DE NAPOLÉON EN POLOGNE. — COMMENCEMENT DES HOSTILITÉS. — ENTRÉE A SMOLENCK. — BATAILLE DE LA MOSKOWA. — ENTRÉE DES FRANÇAIS A MOSCOU ET INCENDIE DE CETTE VILLE. — RETRAITE DES FRANÇAIS. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — SUITE DE LA RETRAITE DE L'ARMÉE. — DÉFECTION DU GÉNÉRAL PRUSSIEN.



(De 1811 à 1812.)



L'ANNÉE 1811 commença en Espagne d'une manière brillante pour les armées françaises. Le maréchal Soult et le général Suchet rivalisèrent de succès presque non interrompus. Tortose, après dix jours de tranchée ouverte, et foudroyée par quarante-trois bouches à feu, se rendit, le 2 janvier, au général. Le 22 du même mois, Soult força l'importante ville d'Olivenza à capituler. Le 19 février il gagna la bataille de Geborra, qui ouvrit au maréchal, le 11 mars, les portes de Badajoz, ca-

pitale de l'Estramadure. Deux mois après, cette ville fut investie par vingt-cinq mille anglais soutenus par une armée espagnole. Soult en fit lever le siége après un combat aussi opiniâtre que meurtrier, et revint à Séville. Vers les premiers jours de juin, Wellington ayant fait sa jonction avec le maréchal Beresford, reprit le siége de Badajoz, et ouvrit la tranchée. Soult et Marmont marchèrent au secours de cette place. Wellington, fidèle à ses habitudes de retraite, n'attendit pas les français et rentra en Portugal. Il en fut de même du blocus de Ciudad-Rodrigo dans le mois de septembre. La prise de Murcie termina la campagne du maréchal Soult en 1811.

De son côté, Suchet continuait le cours des plus brillants faits d'armes. Le 28 avril, il entra à Tarragone après cinq assauts. Le 29 octobre, la bataille de Murviédo le rendit maître de Sagonte, dont la position lui ouvrit les routes de Valence, de Barcelonne, de Sarragosse, et assura son établissement dans l'est de la Péninsule. Le 26 novembre, il força le général Blake, qui voulait lui fermer le chemin de Valence, à abandonner son camp retranché derrière le Guadalaviar, et le rejeta dans la place. Un mois après, le 26 décembre, Suchet franchit le Guadalaviar; et, au bout de quinze jours, la grande ville de Valence, devenue le dépôt général de toutes les forces et de tous les approvisionnements des insurgés, tomba au pouvoir du général français avec une garnison de 18 mille hommes que commandaient dix généraux, neuf-

cents officiers, et que défendaient quatre cents pièces de canon. Le grade de maréchal gagné à Tarragone, et le titre de duc d'Albufera conquis sur les remparts de Valence, furent la récompense de ses nobles travaux.

En France, l'année 1811, qui devait être la dernière époque heureuse de la carrière de Napoléon, s'annonça en comblant tous ses vœux. Le 20 mars, Marie-Louise ressentit les douleurs de l'enfantement; mais sa délivrance éprouva des obstacles imprévus, et tels que ses jours, ainsi que ceux de son enfant, furent également en péril : ils dépendaient d'une opération pénible et douteuse. Le chirurgien Dubois vint consulter Napoléon. « *Ne pensez qu'à la mère*, répondit-il, *et traitez l'impératrice comme une bourgeoise de la rue Saint-Denis.* »

Alors il se rendit auprès du lit de Marie-Louise, la consola, l'exhorta, l'encouragea. Après vingt-six minutes d'un travail douloureux, l'enfant fut mis au monde par le secours des fers; mais pendant sept autres minutes, il ne donna aucun signe de vie. Enfin à force de soins l'enfant respira: *il vit*, s'écrie-t-on, *il vivra*. Transporté, hors de lui-même, l'empereur se précipita à la porte du salon où la France et l'Europe semblaient attendre leurs destinées; il l'ouvrit et s'écria: « *C'est un roi de Rome*! » Cent un coups de canon annoncèrent à la capitale la naissance de Napoléon II; l'ivresse fut générale. A l'Hôtel-de-Ville, M. Bellart et les membres du conseil, qui proclameront en 1814 la déchéance de Napoléon, votèrent dix-mille francs de rente au premier page qui vint

leur apporter la nouvelle si impatiemment attendue.

L'empereur resta à Paris tout occupé de grandes pensées pour son fils. Le 19 septembre, il partit pour aller revoir ses nouvelles provinces de Hollande, et examiner les nouveaux travaux qu'il avait ordonnés.

Le 4 octobre, il était à Anvers, et put admirer les miracles de ses créations. Sur la rive gauche de l'Escaut, où il n'existait il y a deux ans qu'une redoute, s'élève une ville de deux mille toises de développement ; vingt-un vaisseaux de guerre, dont huit à trois ponts, sont en construction ; on a creusé un bassin, ayant vingt-six pieds d'eau, capable de contenir quatre-vingt-dix vaisseaux de ligne. L'Escaut, désormais praticable pour les plus gros bâtiments de toute espèce, depuis son embouchure jusqu'à Anvers, présente une rade continue que défendent Flessingue et cinq autres petits forts ou forteresses.

Napoléon, après avoir resté deux mois à inspecter les côtes de la Hollande, revint à Paris le 11 novembre.

Depuis quelque temps il s'était élevé de la mésintelligence entre la France et la Russie. La France reprochait à la Russie la violation du système continental ; la Russie exigeait une indemnité pour le duché d'Oldembourg, depuis le 18 février réuni à l'empire, et élevait d'autres prétentions. Des rassemblements russes s'approchaient du duché de Varsovie, et une armée française se formait au nord de l'Allemagne. Cependant on était encore loin d'être décidé à la guerre.

Espérant faire rentrer la Russie dans son plan de *blocus*, duquel elle semblait s'éloigner par les sourdes menées de l'Angleterre, Napoléon communiqua à l'aide-de-camp d'Alexandre, le colonel Czernicheff, le traité d'alliance offensive et défensive signé à Paris, le 12 février 1812, avec la Prusse. Il accompagna cette confidence de toutes les explications conciliatrices qu'il pouvait offrir ; il rendit Czernicheff porteur d'une lettre particulière adressée à l'empereur Alexandre. Czernicheff partit pour Saint-Pétersbourg, le 25 février ; deux jours après, Napoléon apprit que cet envoyé abusant de son caractère et de sa position près du gouvernement français, avait acheté à prix d'or et emporté *l'état effectif de nos armées*. On courut après lui ; malheureusement il était déjà hors de toute atteinte. Le commis de la guerre qui s'était laissé corrompre, paya de sa tête son infidélité.

Napoléon, jugeant la guerre inévitable, rattacha l'Autriche à la cause de la France, par un traité conclu à Paris, le 14 mars, entre le duc de Bassano et l'ambassadeur prince de Schwartzemberg. Celui-ci, en communiquant cet acte diplomatique au ministre d'Autriche en Suède, l'engageait à employer tout son crédit auprès du gouvernement suédois, pour le lier à la cause actuelle, en lui faisant espérer le recouvrement de la Finlande. Mais on ne trouva dans Bernadotte que des dispositions toutes favorables à la Russie, avec laquelle, par un traité du 24 mars, il s'était engagé de combattre contre les soldats de sa

première partie. Le 10 mars, l'empereur avait soumis à la sanction du sénat, un projet de sénatus-consulte, qui confiait à la garde nationale la garde du territoire de l'empire, et qui la divisait en trois bans : le premier comprenait les hommes de vingt à vingt-six, le second ceux de vingt-six à quarante, le troisième ceux de quarante à soixante. Le sénatus-consulte voté à l'unanimité, mit à la disposition du gouvernement cent cohortes de mille hommes du premier ban, pour la garde des frontières, des arsenaux et des places fortes. Toute l'armée active se trouva ainsi disponible : elle était déjà ou allait être en marche, et la plus forte partie devait se réunir sur les bords du Niémen.

Sur ces entrefaites, arriva la réponse de St.-Pétersbourg, à la lettre que Napoléon avait remise à M. de Czernicheff. La Russie exigeait, avant tout, que les armées françaises évacuassent la Prusse, et se retirassent derrière le Rhin. Napoléon, sur-le-champ, avait donné ordre à son aide-de-camp, le comte de Narbonne, de partir pour St.-Pétersbourg. Le 30 avril, les négociations suivies depuis dix-huit mois à Paris, par le duc de Bassano avec le prince Kourakin, avaient été rompues, l'ambassadeur avait demandé ses passeports et s'était retiré à la campagne.

Le 9 mai, Napoléon partit pour Mayence avec l'impératrice, qui devait l'accompagner jusqu'à Dresde pour y voir son auguste famille. Le 17, il était arrivé dans la capitale de la Saxe. Là, se trouvèrent réunis l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et tous

les souverains du Rhin à la Baltique, dont les divers contingents grossirent la grande armée : elle se trouva alors forte de quatre cent mille hommes d'infanterie, de soixante et dix mille cavaliers, et de mille bouches à feu.

Le 20 mai, Napoléon craignant que son aide de camp n'eût pas été admis auprès de l'empereur Alexandre, ordonna au duc de Bassano d'écrire à Lauriston de se rendre de Pétersbourg à Wilna. Au reçu de la lettre, celui-ci demanda au gouvernement des passeports pour exécuter l'ordre qu'il venait de recevoir.

Au moment où Napoléon recevait à Dresde tant d'hommages et tant de garanties de la part de ses alliés, le comte de Narbonne revint de Wilna sans autre réponse que l'ultimatum remis par le prince de Kourakin. Napoléon voyant que toute négociation était sans succès, se prépara à quitter Dresde. Le 28 mai, au matin, il signa les travails que les ministres avaient envoyés de Paris, et donna le reste du jour à son épouse Marie-Louise. Le 29, à trois heures du matin, il partit pour l'armée : le 30 mai, il entra en Pologne, il y reçut à Posen la lettre de Bernadotte qui, déjà lié à la Russie par un traité, demandait la Norwége et un subside pour se rallier à la cause française ; cette proposition indigna l'empereur. « Bernadotte, s'écria-t-il,
» n'est que mon lieutenant ; qu'il marche
» quand ses deux patries le lui ordonnent !
» S'il hésite, qu'on ne me parle plus de cet
» homme. Je n'achèterai point un allié dou-

» teux aux dépens d'un allié fidèle. » De Posen, Napoléon se rendit à Thorn, d'où il dirigea les premiers mouvements de son armée vers les points du passage et d'attaque qu'il avait lui-même choisis. Le 7 juin, il arriva à Dantzick, inspecta les ouvrages, parcourut la rive, et visita la ville de Weischselmund, devenue par ses ordres une place du second ordre. Parti de Dantzick le 11 au matin, il arriva le 12 à Kœnisberg, après avoir passé en revue sur la route les six belles divisions de Davoust. Le 17 il était à Vehlau, le 18 à Insterburg, où deux cent vingt mille hommes débouchèrent à la fois par quatre points différents. Le 19 il arriva à Gumbinen.

Ce fut là qu'il apprit le refus des passeports réclamés par le général Lauriston pour pouvoir se rendre à Wilna. A cette nouvelle, Napoléon s'écria : « Les vaincus prennent le « ton des vainqueurs ! ils nous provoquent, « passons le Niémen. »

Le 24 juin deux cent mille hommes traversèrent avec lui le fleuve presque sans opposition de la part des russes, et le 28 juin il entra à Wilna. C'est dans cette ville qu'une députation de la diète du grand-duché de Varsovie, vint lui dire qu'elle avait déclaré que le royaume de Pologne était rétabli. Napoléon répondit qu'il aimait cette nation, et l'autorisait à faire tout ce qu'il lui convenait. Il ajouta qu'il la seconderait, mais qu'il avait garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses domaines.

Dès son entrée à Wilna, Napoléon ordonna le mouvement de la grande armée.

Le 25 juillet, le général Nansouty, avec les divisions Bruyères et Saint-Germain, rencontra l'ennemi à deux lieues en avant d'Ostrowno: le combat s'engagea, diverses charges de cavalerie eurent lieu, et les russes furent culbutés. Les batteries qu'ils avaient dressées contre la cavalerie française furent enlevées; l'infanterie, qui s'avança pour soutenir son artillerie, fut rompue et sabrée par la cavalerie légère française. Le lendemain, un combat opiniâtre d'avant-garde s'engagea à une lieue au-delà d'Ostrowno. Les russes furent chassés de position en position, et les bois furent enlevés à la baïonnette.

Le 27, à la pointe du jour, le vice-roi fit déboucher ses colonnes. Au soleil levant, on aperçut l'arrière-garde russe, forte de dix mille hommes de cavalerie, échelonnée dans la plaine. La division Delzons fila sur la droite. Le roi de Naples dirigea l'attaque du bois et des batteries russes. En moins d'une heure, toutes les positions furent enlevées, et cette arrière-garde repoussée au-delà d'une petite rivière qui se jette dans la Dwina.

Ce fut là que deux cents voltigeurs parisiens, du 9e de ligne, excitèrent l'admiration de toute l'armée par une héroïque et victorieuse résistance à une nuée de lanciers. Napoléon, témoin de ce spectacle, s'écria : *Ils méritent tous la croix* ! Touchés de ces paroles qu'on leur répéta de sa part, ces braves répondirent, en mettant leurs bonnets sur leurs baïonnettes, par les cris de : *vive l'empereur*! Les russes prirent position derrière la Lutchissa à une lieue de Witepsk. Ils montraient

dans la plaine quinze mille hommes de cavalerie, et soixante mille hommes d'infanterie. L'empereur espérait une bataille pour le lendemain : il passa le reste du jour à reconnaître le terrain, et à faire des dispositions; mais à la pointe du jour, les russes avaient battus en retraite dans toutes les directions, se rendant sur Smolensk. Le 28, l'armée française entra à Witepsk où Napoléon signala la plus grande activité. Les jours se passaient à lire les dépêches, à donner les ordres, à s'entretenir avec ses généraux, à veiller sur les subsistances, sur le service des hôpitaux, sur les besoins de ses soldats; en un mot il administrait, il gouvernait avec autant de régularité qu'aux Tuileries dans le sein de son cabinet. Les nuits, il les consacrait aux plus hautes méditations de la guerre, et aux moyens d'assurer le succès de cette campagne importante, et dont il ne put prévoir les événements.

Pendant que Napoléon marchait sur Smolensk, le maréchal Davoust était attaqué à Mohilow. Bragation passa la Bérésina; trois mille cosaques assaillirent un régiment de chasseurs : la générale battit; on en vint aux mains. Depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, le feu fut engagé sur la lisière du bois, et au pont que les russes voulaient forcer. A cinq heures, le maréchal Davoust se mit à la tête de trois bataillons d'élite, culbutta les russes, leur enleva leurs positions, et les poursuivit pendant une lieue. Bragation passa le Borysthène pour se retirer sur Smolensk, lais-

sant trois mille hommes tués ou blessés sur le champ de bataille, et onze cents prisonniers.

Le 1er août, l'armée russe qui jusque là avait battu en retraite s'arrêta, repassa la Drissa, et se rangea en bataille devant le deuxième corps de la grande armée. Le maréchal Oudinot laissa passer la rivière à environ quinze mille russes, et lorsqu'il les vit engagés, il démasqua une batterie de quarante pièces de canon, qui tirèrent pendant une demi-heure à portée de mitraille. En même temps, les divisions Legrand et Verdier marchèrent au pas de charge, et jetèrent ces quinze mille russes dans la rivière. Trois mille prisonniers, quatorze canons restèrent au pouvoir des français; les russes perdirent en outre quatre mille hommes tués ou noyés.

Les combats d'Ostrowno, de Mohilow et de la Drissa dans d'autres guerres auraient pu s'appeler des batailles; mais, dans cette campagne, ils ne furent que les préludes des batailles de Smolensk et de la Moscowa.

Le même jour où le maréchal Oudinot était victorieux sur la Drissa, un autre corps français entrait à Dunabourg, que les russes avaient évacué, après avoir travaillé cinq mois à fortifier la ville et les environs.

La chaleur était alors excessive en Russie, la grande armée s'arrêta quelques jours pour se reposer et se rafraîchir. Bientôt elle se remit en marche pour Smolensk.

Le 16 août, Napoléon fit couronner les

hauteurs de cette ville. Smolensk présentait aux regards une enceinte de hautes murailles, mêlées de tours , dont plusieurs étaient armées de canons de gros calibre. Dès le 12 , l'armée russe était partie de Smolensk , marchant lentement dans différentes directions ; mais le roi de Naples et le maréchal Ney ayant passé le Borysthène , vis-à-vis Komino , les corps russes se trouvèrent tournés , et revinrent , en grande hâte , sur leurs pas pour défendre Smolensk. Cette ville fut occupée par trente mille hommes, le reste de l'armée russe prit de belles positions sur la rive droite du Borysthène. Le 17, Napoléon fit attaquer les faubourgs de Smolensk . en même temps qu'une batterie de soixante pièces de canon tirait à mitraille sur la partie de l'armée russe placée sur la rive droite. Ces masses furent bientôt obligées de quitter leurs positions. Deux heures après , le faubourg de gauche et celui de droite furent enlevés par les divisions Morand et Gudin. Des batteries furent aussitôt placées pour battre en brèche. Les russes renforcèrent les corps qui étaient dans la ville , et le combat dura presque toute la nuit : la ville fut mise en feu ; elle offrait un spectacle pareil à celui d'une éruption du Vésuve. A deux heures du matin , les grenadiers montèrent à l'assaut , mais ils ne trouvèrent plus de résistance. La place venait d'être évacuée. Les français y trouvèrent deux cents pièces de canon et des mortiers de gros calibre.

La bataille de Smolensk, dans laquelle cent mille hommes furent engagés de part et d'au-

tre, coûta aux russes treize à quatorze mille hommes, dont deux mille prisonniers. La grande armée perdit cinq mille hommes tués ou blessés.

Le 19 août, un pont ayant été achevé à la pointe du jour, le maréchal Ney déboucha sur la rive droite du Borysthène; et suivit l'ennemi. A une lieue de la ville, il rencontra le dernier échelon de l'arrière-garde, fort de cinq à six mille hommes; il les fit attaquer à la baïonnette, et lui fit trois à quatre mille prisonniers. Le second échelon était placé sur les hauteurs de Valoutina, et présentait une masse de quinze mille hommes; la fusillade s'engagea. En même temps le général Junot; qui avait passé le Borysthène; à deux lieues sur la droite de Smolensk, déboucha sur les derrières des russes, de manière à couper la route de Moscou à toute l'arrière-garde; aussitôt les autres échelons, qui étaient près de l'arrière-garde revinrent sur leurs pas pour la soutenir. Alors s'engagea le combat de Valoutina, l'un des plus beaux faits d'armes de toute la campagne. La position long-temps disputée par les russes, fut enlevée par la division Gudin, et l'ennemi fit sa retraite précipitamment, laissant huit mille deux cents hommes sur le champ de bataille et mille prisonniers. L'armée française eut, dans cette journée, trois mille deux cents hommes hors de combat. L'intrépide général Gudin mourut sur le champ de bataille.

Napoléon continua sa marche sur Moscou; le 30 août le quartier général arriva à Vias-

ma ; le 2 septembre , à Ghjat , et le 5 on se trouva en présence des russes , qui étaient en position ; la droite du côté de la Moscowa, et la gauche sur les hauteurs de la rive gauche de la Kologha.

En avant de leur gauche , les russes avaient commencé à fortifier un beau mamelon où ils avaient placé neuf à dix mille hommes Napoléon résolut de ne pas différer d'enlever cette position : il donna ses ordres au roi de Naples et au prince Poniatowski. A quatre heures l'attaque commença : en une heure de temps la redoute fut prise avec ses canons , et le corps russe chassé de ses positions , et mis en déroute , après avoir laissé trois mille hommes sur le champ de bataille. La journée du lendemain se passa à se reconnaître. La gauche de l'armée russe était fort affaiblie par la perte de la position de la veille ; néanmoins , elle était appuyée à un grand bois, et soutenue par une redoute de vingt-cinq pièces de canon. Deux autres mamelons couronnés de redoutes , à cent pas l'un de l'autre, protégeaient sa ligne jusqu'à un grand village , démoli pour couvrir le plateau d'artillerie et d'infanterie ; sa droite passait derrière la Kologha , en arrière du village de Borodino , et était appuyée à deux beaux mamelons couronnés de redoutes et de batteries. Il était facile d'obliger les russes à évacuer leurs belles positions ; mais Napoléon ne les jugea pas tellement fortes qu'il fallût éluder et renvoyer le combat. On évalua les forces de l'armée russe à cent vingt ou cent trente mille hommes ; celle des français étaient

égales, mais leur supériorité n'était pas douteuse.

Le 7 septembre, le soleil se leva sans nuages : « C'est le soleil d'Austerlitz, » dit Napoléon, et aussitôt il adressa à l'armée un ordre du jour qui fut acceuilli par des acclamations réitérées.

Le prince Poniatowski, qui formait la droite, se mit en mouvement pour tourner la forêt sur laquelle les russes appuyaient leur gauche. Le maréchal Davoust marcha le long de la forêt. Deux batteries de soixante pièces de canon chacune, battant la position des russes, avaient été construites pendant la nuit. A six heures, la batterie de droite, armée avec l'artillerie de réserve de la garde, commença le feu. Bientôt la mousquetterie s'engagea. Le vice-roi, formant la gauche, prit le village de Borodino. A sept heures, le maréchal Ney se mit en mouvement sous la protection de soixante pièces de canon, et se porta contre le centre. En ce moment mille pièces de canon vomirent la mort de part et d'autre. A huit heures, les positions des russes furent enlevées, leurs redoutes prises, et l'artillerie française couronna les mamelons. Tout alors devint à l'avantage des français ; les russes virent perdue la bataille qu'ils ne croyaient que commencée. Partie de leur artillerie était prise, et le poste évacué sur les lignes de derrière. Dans cette extrémité, l'armée russe prit le parti de rétablir le combat, et d'attaquer, avec toutes ses masses, ces mêmes positions qu'elle n'avait pu garder. Trois cents pièces de ca-

non françaises, placées sur ces hauteurs, foudroyèrent ces masses, et les soldats russes allaient mourir aux pieds de ces parapets qu'ils avaient élevés les jours précédents avec tant de soin.

Napoléon ordonna alors une charge de front, la droite en avant, et ce mouvement le rendit maître des trois quarts du champ de bataille. Il restait aux russes leurs redoutes de droite : le général Morand les enleva, mais il ne put s'y maintenir. Les russes, encouragés par se succès, firent avancer leurs dernières réserves, dont la garde impériale faisait partie : ils attaquèrent le centre des français, sur lequel avait pivoté la droite ; on craignit un moment qu'ils n'enlevassent le village brûlé. La division Friand s'y porta aussitôt avec quatre-vingts pièces de canon ; cette artillerie arrêta d'abord et écrasa ensuite les colonnes russes, qui, pendant deux heures, se tinrent serrées sous la mitraille, n'osant pas avancer, ne voulant pas reculer. Le roi de Naples décida leur incertitude par une charge de cavalerie, qui pénétra par les brèches faites dans les masses. Le général Caulincourt chargea aussi, entra dans la redoute de gauche par les gorges, et tourna contre les russes les canons qui étaient dans la redoute, il mourut frappé d'un boulet. Dès ce moment la bataille fut gagnée : la canonnade continua encore, mais les russes ne se battaient plus que pour leur salut. La garde impériale française n'avait pas eu besoin de donner.

La bataille de la Moscowa coûta aux russes

quarante à cinquante mille tués, blessés ou prisonniers, et aux français dix à douze mille hommes. Si les russes forcés dans leurs positions, n'eussent pas voulu les reprendre, leurs pertes auraient alors été moindres que celles des français; mais ils firent détruire leur armée en la tenant plusieurs heures en masses sous les batteries qu'ils voulaient reprendre. Le roi de Naples et le maréchal Ney eurent la plus grande part à cette victoire, et Ney, digne de la plus magnifique récompense, reçut le titre de prince de la Moscowa.

Depuis cette bataille, l'armée française ne cessa de poursuivre celle des russes sur les trois routes de Mojaïsk, Kalouga et Svenigocod. Le 11, Napoléon avait son quartier général à Mojaïsk, et, le 14, l'armée française entra dans Moscou, dans l'antique capitale de la Russie et le berceau de l'empire. Pendant quarante-huit heures, elle fut maîtresse de toutes les richesses de cette grande cité, moitié orientale, moitié européenne.

Les ressources qu'elle y trouva étaient immenses : les habitants étaient restés, les cinq cents palais de la noblesse étaient meublés ; les officiers et les domestiques des maisons étaient à la porte. Les diamants, les toilettes des dames, rien n'avait été évacué, la plus grande partie des riches propriétaires, en quittant la ville, avaient laissé des billets de recommandation pour le général qui occuperait leur maison, et la déclaration qu'aussitôt que le premier moment de trouble serait passé, ils rentreraient chez eux.

Le lendemain, 15 septembre, Napoléon descendit au Kremlin. C'est là, que, satisfait d'avoir surmonté tous les obstacles qui s'opposaient à son grand projet, et fier de se voir dans la seconde capitale Moscovite, il contemplait avec orgueil le trône et l'image de Pierre 1er; il était loin de songer qu'au faîte de sa gloire, il touchait à une effroyable catastrophe.

On trouva dans l'arsenal du Kremlin, soixante mille fusils anglais, autrichiens et russes, et cent pièces de canon; hors de la ville, de vastes bâtiments contenaient quatre cent milliers de poudre, et plus d'un million pesant de salpêtre. Napoléon calculait déjà pour rétablir son armée dans Moscou, et y passer son quartier d'hiver. Déjà il ne s'occupait plus que des moyens de profiter de sa conquête, de rétablir l'ordre dans la ville, la discipline dans l'armée, et de coordonner tous les éléments du système qu'il a conçu. De leur côté, les soldats, qui avaient regardé Moscou comme le terme de leurs travaux et de leurs souffrances, remplis d'ailleurs d'une confiance sans bornes pour le grand capitaine qui semblait jusqu'alors avoir maîtrisé la fortune, se reposaient avec un plaisir mêlé d'orgueil, entourés des magnificences de la ville des Czars. L'espoir, le calme et la sécurité régnaient de tous côtés.

Mais le gouverneur de Moscou, Rostopchin, émule et peut-être agent de cette politique britannique, à qui aucun crime ne coûte pour la ruine de ses ennemis, après

avoir fait construire par l'anglais Smidt un immense ballon incendiaire destiné à dévorer Napoléon au milieu de son armée, n'ayant pas réussi dans une si cruelle tentative, s'était vengé de ce non succès en chargeant son digne complice de fabriquer des fusées, des étoupes soufrées et goudronnées. Au signal de Rostopchin, soudain un affreux incendie éclate : une multitude de forçats, qu'il ose appeler de vrais enfants de la Russie, et dont il a ouvert les cachots, se répandent, ivres de vin et d'une joie féroce, de tous les côtés avec les torches et les autres instruments de destruction qu'on leur a distribués ; ils portent le ravage et la mort de maison en maison, de palais en palais. Cependant les efforts de la garde et du duc de Trévise ont sauvé un quartier qui renfermait l'hôpital des Enfants-Trouvés. Mais toutes les pompes ont disparu par les soins de Rostopchin ; nous ne pouvons lutter contre le fléau. Le 16, Moscou tout entier présente l'image d'une vaste fournaise ; au-dessus de cette ville roule un océan de feu, qui comme la bouche d'un volcan, vomit avec un bruit horrible des tourbillons de fumée et d'énormes débris. Les flammes s'élancent, elles mugissent, elles courent dans tous les sens, et des milliers d'incendies partiels accroissent sans cesse l'incendie général, auquel le souffle des vents opposés communique les mouvements contraires et les fureurs d'un ouragan. Quel spectacle pour Napoléon ! Avec quelle douleur il sent alors l'impuissance de son génie, de sa volonté, de ses ressources et de ses soldats

contre un tel désastre! Accoutumé à tout regarder sans s'étonner de rien, il conçoit d'autant moins cette détermination sans exemple, que jamais semblable barbarie ne fût entrée dans sa pensée, même quand il eût fallu acheter au prix de la ruine de Moscou l'empire du monde! « *Quoi! brûler leur capitale! eux-mêmes! Quelle effroyable horreur!* » s'écrie-t-il. L'armée qui s'est épuisée en efforts inutiles pour sauver sa conquête, tombe dans la stupeur. Au milieu de cette tempête les exécrables instruments du gouverneur sont saisis en flagrant délit. Napoléon les interroge lui-même: ils avouent hautement leur crime, et sont fiers d'avoir obéi aux ordres de Rostopchin. Jugés par une commission militaire et fusillés sur l'heure, leurs cadavres disparaissent dans le gouffre des flammes qu'ils ont allumées. Rostopchin vit, et prétend à la gloire comme ayant pris une des plus grandes résolutions qu'ait pu enfanter l'amour de la patrie.

Lorsque l'armée française passa le Niémen, elle était forte de quatre cent mille hommes. Deux cent quarante mille étaient restés en réserve entre ce fleuve et le Borysthène; cent soixante mille avaient passé Smolensk et marché contre Moscou. Sur ces cent soixante mille hommes, quarante mille étaient restés échelonnés entre Smolensk et Mojaïsk. La retraite était donc toute naturelle sur la Pologne.

Cependant Napoléon restait toujours au Kremlin espérant que son ennemi consentirait à traiter de la paix. Enfin, ébranlé par les

instances du prince Poniatowski, qui, dans les premiers jours d'octobre, lui avait annoncé que son armée courait les plus grands dangers, qu'il connaissait le climat, que le lendemain, le soir même, le thermomètre pouvait descendre à vingt, et même à trente degrés; instruit d'ailleurs qu'Alexandre avait résolu de ne point consentir à la paix qu'il lui faisait proposer à chaque victoire, il s'était décidé vers la mi-octobre, à faire évacuer les malades sur Mojaïsk et Smolensk. La saison était belle encore, mais le froid commençait à se faire sentir.

Napoléon partit de Moscou le 22, quoique cette ville, malgré sa destruction, pût encore faire vivre l'armée dans une certaine abondance. Le 23, à deux heures du matin, le maréchal de Trévise, à la tête de la jeune garde, se retira après avoir fait sauter le Kremlin, emmenant avec lui quatre cents blessés que lui avait recommandé la sollicitude de l'empereur. Les cosaques et les paysans, aussitôt après son départ, envahirent la ville et se précipitèrent sur leur proie. L'humanité française avait sauvé, soigné et nourri comme nos soldats, plusieurs mille russes, que la froide cruauté de Rostopchin avait livrés au plus affreux supplice. Voici quelle fut la reconnaissance d'une si grande générosité: sur six cent cinquante malades ou blessés français, qui n'avaient pu être transportés, une partie fut jetée par l'ennemi sur des chariots, et traînée vers Twer; mais ils périrent tous de froid et de misère, ou tombèrent sous les coups des paysans qui les es-

cortaient, l'autre partie resta dans les hôpitaux sans vivres ni médicaments.

Dans la nuit du 23 au 24 (1), le général Kutusoff, ayant pénétré le mouvement de l'armée française, avait levé son camp de Taractino, pour tâcher de la dévancer à Malo-Jaroslavetz. Deux bataillons français seulement gardaient cette ville. Assaillis par des forces supérieures, ils furent obligés de se replier. Au premier bruit du canon, Napoléon s'était élancé au galop. Rencontré par un courrier du vice-roi, il expédia à Eugène l'ordre de tenir à tout prix, en lui annonçant des secours, et vola au lieu du combat. L'empereur arriva vers midi et vit une bataille terrible, dans laquelle les troupes françaises ayant renoncé à la défensive, abordèrent l'ennemi avec une rare intrépidité. La ville de Malo-Jaroslavetz fut prise et reprise jusqu'à sept fois; enfin le prince Eugène en resta maître. L'empereur, donnant ses ordres et veillant sur tout le monde, laissa tout l'honneur de la journée à son petit-fils adoptif, dont il loua les belles dispositions autant que la brillante valeur.

Après cette victoire, l'armée se dirigea

(1) Le même jour éclatait à Paris la plus étonnante des conspirations. Un général obscur (Mallet), mais qui n'était pas sans moyens, avait séduit les officiers de quelques régiments, en leur montrant un faux sénatus-consulte, par lequel on apprenait aux français que Napoléon était mort, et que le sénat venait de changer la forme du gouvernement. Déjà le préfet de la Seine avait prêté serment, et le ministre de la police était en arrestation; mais l'audacieux conspirateur fut arrêté lorsqu'il se présenta chez le commandant de la place pour lui intimer l'ordre du sénat.

sur Smolensk, poste important, que Bellune fut chargé de conserver. Le 2 novembre, l'avant-garde ne fut plus qu'à une journée de Wiasma. Là fut livré un second combat sanglant, après lequel l'ennemi abandonna le champ de bataille, jonché de cinq ou six mille de ses morts, et d'un grand nombre des nôtres. Le 9, l'armée arriva à Smolensk, mais dans une position désastreuse. Dès le 7 novembre, commença un hiver dont la rigueur surpassa celle des précédentes années. Le thermomètre marqua 16 et 18 degrés au-dessous de la glace. Les chemins furent couverts de verglas; les chevaux de la cavalerie, de l'artillerie, du train, périssaient toutes les nuits non plus par centaines, mais par milliers : plus de trente mille périrent en peu de jours. La cavalerie se trouva toute à pied; l'artillerie et les transports restèrent sans attelage; il fallut abandonner et détruire une grande partie de l'artillerie, des munitions de guerre et de bouche. Parmi les hommes, les uns engourdis et glacés cédaient à un sommeil qui donnait la mort; les autres désarmés par la faim et par la rigueur du froid qui gêlait leurs mains, n'avait plus la force d'agir ni de marcher. Ceux qui pouvaient encore se servir de leurs fusils, avaient à dissiper des nuées de cosaques pendant le jour, et ne trouvaient aucun repos pendant la nuit.

Cette armée, belle le 6, était bien différente dès le 14, presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transports; néanmoins il fallait marcher pour ne pas être contraint à une ba-

taille ; il fallait occuper un certain espace, pour ne pas être tournés, et cela sans cavalerie qui éclairât et liât les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif, rendit la position de l'armée française extrêmement fâcheuse. Les hommes que la nature n'avait pas trempés assez fortement, furent démoralisés et ne rêvèrent que malheurs.

Les russes, qui voyaient sur les chemins les traces de cette affreuse calamité, cherchèrent à en profiter. Ils enveloppaient toutes les colonnes françaises par des nuées de cosaques, qui enlevaient les trains et les voitures qui s'écartaient ; mais ils eurent à se repentir de toutes les tentatives sérieuses qu'ils voulurent entreprendre ; ils furent culbutés par le vice-roi, au-devant duquel ils avaient voulu se placer.

Le maréchal Ney, qui avec trois mille hommes, faisait l'arrière-garde, fut cerné, après avoir fait sauter les remparts de Smolensk, et se trouva dans une position critique. Il s'en tira avec cette intrépidité qui le distinguait. Il passa le Borysthène dans la nuit, et déjoua tous les calculs des russes. Le 19 novembre, l'armée française traversa ce fleuve à Orcha, et l'armée russe, fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, cessa-là ses tentatives.

A Lyadi et à Doubrowna, que Napoléon était parvenu à occuper avant l'ennemi, le ciel s'adoucit, la position de l'armée devint meilleure, les vivres arrivèrent ; on trouva des abris dans un pays habité. Orcha offrit des magasins assez abondants, un équipage de

pont de soixante bateaux, avec tous ses agrès, et trente-six canons attelés. La garnison de cette ville, ainsi que la cavalerie polonaise qui avait été cantonnée aux environs, se réunit au corps d'armée. Les traîneurs s'étaient ralliés et avaient pris place dans les rangs.

Cependant l'armée russe de Volhynie s'était portée dès le 16 sur Minski, et marchait sur Borisow. Le général Dombrowki défendit d'abord la tête du pont, mais, le 23, il fut forcé et obligé d'évacuer cette position. Les russes passèrent alors la Bérésina, marchant sur le Robr. Le deuxième corps français, commandé par le maréchal Oudinot, reçut l'ordre de se porter sur Borisow, pour assurer à l'armée le passage de la Bérésina. Il rencontra les russes, les battit, leur prit six pièces de canon, deux mille hommes, cinq cents voitures, et les rejeta sur la rive droite de la Bérésina; ils ne trouvèrent leur salut qu'en brûlant le pont, qui avait plus de trois cents toises.

Néanmoins, les russes occupaient tous les passages de la Bérésina. Ils avaient placé leurs quatre divisions dans différents débouchés par où ils présumaient que l'armée française voudrait passer.

Le 26, à la pointe du jour, Napoléon, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvements faits la veille, se porta sur le village du Studzianca et fit aussitôt, malgré une division russe et en sa présence, jeter les ponts sur la rivière. Le maréchal Oudinot passa, attaqua la division russe et la mena tambour battant pendant deux heures: elle se retira sur la tête du pont

de Borisow. Pendant les journées des 26 et 27 novembre, l'armée française passa la Bérésina. Le maréchal Victor formait l'arrière-garde, pour contenir l'armée russe de la Dwina, qui le suivait. Il arriva le 27, à midi, au pont de Studianca; mais une brigade de la division Partonneaux, qui formait l'arrière-garde de ce corps, et qui était chargée de brûler les ponts, s'égara pendant la nuit, tomba au milieu des feux des russes, et fut prise en entier. Cette cruelle méprise fit perdre à l'armée française deux mille hommes d'infanterie, trois cents chevaux et trois pièces d'artillerie. Toute l'armée avait passé le 28 au matin; le maréchal Victor garda la tête du pont sur la rive gauche.

Borisow ayant été évacué, les armées russes de la Dwina et de Volhynie communiquèrent, et concertèrent une attaque. En effet, le duc de Reggio fut attaqué le 28, sur la rive droite, en même temps que le duc de Bellune l'était sur la rive gauche. L'armée française prit les armes. Le maréchal Ney se porta à la suite du duc de Reggio, et le maréchal Mortier le suivit. Le combat devint vif; les russes voulurent déborder la droite des français, mais ils furent contenus par la division de cuirassiers du général Doumerc, qui était restée sur la Dwina; en même temps, la légion de la Vistule s'engagea dans les bois pour percer le centre des russes, qui furent culbutés, et mis en déroute. Les cuirassiers enfoncèrent six carrés d'infanterie. Dans le combat de la Bérésina, l'armée russe de Volhynie souffrit beaucoup: les français lui prirent six à sept

mille hommes, six pièces de canon et deux drapeaux.

Le lendemain 29, l'armée française resta sur lè champ de bataille : elle avait à choisir entre les deux routes de Minski et de Wilna. Napoléon se décida pour cette dernière. Le quartier-général arriva le 3 décembre à Molodetchno, où l'armée reçut ses premiers convois de Wilna.

Dans tous ces mouvements, Napoléon marcha constamment au milieu de sa garde toujours prête à se porter partout où les circonstances l'auraient exigé; mais sa simple présence suffisant, elle n'a jamais été dans le cas de s'engager.

La cavalerie était tellement démontée, que l'on dut réunir les officiers auxquels il restait un cheval, pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaines, et les colonels celles de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy sous les ordres du roi de Naples, ne perdait pas de vue l'empereur dans tous ses mouvements.

Dans cette déplorable marche de Moscou à la Bérésina, la grande armée avait perdu cinq cents voitures de bagages, cinq cents pièces de canon, trente-une aigles, vingt-sept généraux, quatre mille prisonniers et soixante mille morts.

Si Napoléon avait su quitter Moscou huit jours plutôt, la grande armée fut revenue sans perte à Wilna, où elle n'avait plus rien à redouter des russes. Napoléon savait bien

qu'il ferait froid en décembre et janvier, mais il croyait, d'après le relevé de la température des vingt années précédentes, que le froid n'irait pas au-dessous de six degrés de glace pendant novembre.

A deux journées de Wilna, l'armée française n'ayant plus de dangers à courir, Napoléon jugea que l'urgence des circonstances exigeait sa présence à Paris ; là seulement il pouvait en imposer à la Prusse et à l'Autriche: s'il tardait à s'y rendre, le passage pouvait peut-être lui être fermé. Il laissa l'armée au roi de Naples et au prince de Neufchâtel, après avoir confié son projet à ses lieutenants qui l'approuvèrent à l'unanimité. Cette haute résolution n'a pas manqué de censeurs, quoiqu'elle ait été dictée par les premiers devoirs d'un prince. Il fallait aller chercher d'autres soldats ; et c'est à Paris qu'on doit les demander, qu'on doit les obtenir. « Je suis plus » fort, disait alors l'empereur, du haut de » mon trône, aux Tuileries, qu'à la tête » d'une armée que le froid a détruite. » Du reste, si Napoléon n'eût pas la puissance de défendre ses soldats contre le climat et la saison, il ne négligea aucun moyen de réorganiser l'armée.

Napoléon partit donc de Smorgoni le 5 décembre, accompagné du grand écuyer Caulincourt, de Duroc et du comte Lobau. Arrivé à Wilna, il donna de nouveau à Berthier et à Murat l'ordre de retenir et de reformer l'armée, s'il convient de donner ce nom à un débris confus d'hommes accablés par la faim, par la soif, par la fatigue, par

un froid rigoureux. De cette ville il se rendit à Varsovie, de Varsovie à Dresde, où il courut risque d'être arrêté sous les yeux du vénérable roi de Saxe, dont la fidélité ne s'est jamais démentie. Le 19, après quatorze jours du voyage le plus rapide et le plus ignoré, il arriva à Paris, le lendemain du jour où le vingt-neuvième bulletin avait fait assez exactement la révélation de ses pertes. On ne l'attendait point au château. Lorsque la mauvaise calèche dans laquelle il avait fait un trajet de quatre cents lieues, se présenta aux portes des Tuileries, on fut long-temps à se décider à les lui ouvrir. L'impératrice venait de se mettre au lit, à l'instant où l'on entendit plusieurs voix dans le salon qui précédait la chambre à coucher; à ce bruit, la dame de service s'avance précipitamment pour fermer la porte; mais au même instant se présentent deux hommes (Napoléon et le grand-maréchal Duroc) couverts de grands manteaux fourrés; son effroi redouble lorsqu'un des deux ayant écarté son manteau, elle reconnaît Napoléon qui se précipite vers le lit de l'impératrice et la serre dans ses bras. Cette entrevue fut affectueuse et touchante.

Le lendemain, l'empereur se montra à ses courtisans et à ses ministres, avec une âme calme et au-dessus des revers de la fortune. Il lut sur tous les visages l'impression qu'avait fait le vingt-neuvième bulletin, et avoua sans ménagement la grandeur du désastre de l'armée française. Tous les corps de l'état, toutes les autorités furent admis à son au-

dience, et dans les discours qu'ils lui adressèrent, on retrouva les mêmes adulations dont leurs harangues étaient remplies au temps de ses prospérités.

Pendant que Napoléon ressaisissait pour ainsi dire les rênes de l'empire, la rigueur de la saison semblait augmenter dans la Lithuanie. Par suite de l'entière désorganisation de l'armée, des désordres déplorables eurent lieu à Wilna comme à Smolensk, dans la distribution des vivres. Les magasins, les hôpitaux furent également envahis. L'ordre enfin se rétablit à la voix de quelques chefs. Tous ces malheureux soldats et la foule qui les accompagnait, croyant pouvoir se reposer dans un refuge à l'abri d'un hiver rigoureux, et n'avoir plus à redouter les cosaques, commençaient à prendre en paix leur nourriture. Tout-à-coup paraît l'avant-garde de l'armée russe. Cinq mille hommes retardèrent avec autant de courage que de succès l'approche de l'ennemi. Si le roi de Naples eût donné des ordres, la garnison de la ville et de la garde impériale pouvaient défendre Wilna pendant plusieurs jours, quoique les travaux ordonnés par l'empereur ne fussent pas achevés. Murat en cette circonstance ne se comporta ni en soldat, ni en roi, ni en lieutenant de Napoléon. Ney, toujours le héros de la retraite depuis Smolensk, ne céda, qu'en combattant sans cesse avec les cosaques, la ville et les magasins qui ne purent être évacués. Au sortir de Wilna, le défilé de Ponary devenu presque impraticable à cause du verglas, vit de nouvelles pertes, de nouveaux

désastres; mais aussi des traits de courage qui arrêtèrent long-temps l'avant-garde ennemie. A Kowno, mêmes désordres, mêmes revers, quelques prodiges de valeur, encore plus admirables qu'à Wilna. Ici il n'exista plus aucune ombre de la grande armée : tout disparut.

Le 31 décembre eut lieu la défection du général prussien, défection qui tramée de loin et contraire à tous les principes de l'honneur, livrait aux ennemis la rive droite de la Vistule.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

NOUVEAUX PRÉPARATIFS DE NAPOLÉON. — AFFAIRES DE PRUSSE. — AFFAIRES D'AUTRICHE. — MARIE-LOUISE RÉGENTE. — DÉPART DE NAPOLÉON. — BATAILLE DE LUTZEN. — ARRIVÉE DE NAPOLÉON A DRESDE. — DÉPART DU PRINCE EUGÈNE POUR L'ITALIE. — BATAILLE DE BAUTZEN. — MORT DE DUROC — CONGRÈS DE PRAGUE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE L'AUTRICHE A LA FRANCE. — REPRISE DES HOSTILITÉS. — BATAILLE DE DRESDE. — MORT DE MOREAU. — DÉFECTON DE LA BAVIÈRE. — BATAILLE DE LEIPSICK. — MORT DE PONIATOWSKI. — ARRIVÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MAYENCE. — NAPOLÉON A PARIS.



(1813.)



Une activité singulière signala le retour de Napoléon: retrempé par les revers, il déploya la plus grande énergie. Les conseils se multiplièrent, et il les présida tous. Le mi-

litaire, l'administration civile, la politique : tout l'occupait pendant le jour sans jamais le fatiguer, et la nuit, quand tous les membres de son gouvernement cédaient au besoin du repos, lui seul veillait et délibérait sur le salut de la France.

Cependant nos armées étaient victorieuses en Espagne, le roi Joseph après avoir repris l'offensive, était rentré dans Madrid. Wellington repoussé était rentré en Portugal, et Suchet était maître du royaume de Valence. Deux cent soixante-dix mille soldats gardaient la Péninsule et ne devaient pas la quitter. Mais cent cinquante cadres de bataillons, composés d'officiers et de vieux sous-officiers, furent tirés des rangs pour conduire aux combats les jeunes conscrits de 1813, qui avaient été appelés avant la funeste campagne de Moscou. Cette nouvelle levée, les cent cohortes des gardes nationales organisées avant le départ de l'empereur pour la Russie, quarante mille artilleurs de la marine, qui entrèrent dans les cadres de l'armée de terre, et les troupes tirées de l'Italie, formèrent une armée de trois cent mille hommes qui se porta sur l'Elbe, sur le Rhin et sur le Mein.

Le 18 janvier, apprenant la défection du général prussien et ses résultats, Napoléon demanda sans hésiter au sénat, une levée de trois cent cinquante mille hommes, dont cent mille pris sur les cohortes, cent mille sur les conscriptions des quatre dernières années, et cent cinquante mille sur la conscription de 1814. Tout fut décrété par le sénat et accordé par la France. Au milieu des plus vastes pré-

paratifs de guerre, il ne négligeait pas les négociations, et voulut connaître les dispositions de ses alliés.

A son passage de Wilna à Paris, le duc de Bassano avait reçu à Berlin du roi lui-même, les protestations les plus vives, sur la fidélité de la Prusse à l'alliance. L'annonce du remplacement du général Yorck, l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement, le désaveu de la conduite de cet officier, et l'expression de l'indignation du roi, apportés aux Tuileries par le prince Hatzfeld, semblaient devoir inspirer la confiance. Pour l'accroître d'avantage, l'envoyé annonça, de la part de son maître, une levée de cinquante à soixante mille hommes au service de la France. Rien n'était négligé pour endormir la prudence de Napoléon. Mais le 22 janvier, on apprit à Berlin que Frédéric venait de partir pour Breslau, où l'avait suivi l'ambassadeur de France, le comte de Saint-Marsan, auquel on sut toujours en imposer. Enfin, au 1er mars éclata la défection de la Prusse, par la signature d'un traité d'alliance avec la Russie, et par l'approbation donnée à la conduite du général Yorck, qui fut confirmé dans son commandement. Le 17 mars, l'ambassadeur de Prusse à Paris, notifia au duc de Bassano, la déclaration de guerre de son souverain, et demanda ses passeports. A cette nouvelle, Napoléon se repentit de la générosité avec laquelle il avait traité, à Tilsitt, ce roi si mobile dans sa politique. Le 19, fut signée à Breslau une convention par laquelle il était stipulé, que tous les princes Allemands seraient

appelés à l'affranchissement de leur patrie, faute de quoi ils seraient privés de leurs états. Le vénérable roi de Saxe, indigné de cette tyrannie et ne voulant pas trahir sa foi engagée à Napoléon, s'était réfugié à Prague.

L'Autriche de son côté, depuis le retour de Napoléon à Paris, ne cessait de multiplier les protestations d'amitié. Tantôt elle annonçait sa coopération ostensible par la mobilisation de soixante-dix mille hommes; tantôt elle s'engageait à n'agir que comme il conviendrait à l'empereur Napoléon, et à ne pas faire un pas à son insu. Le prince de Metternich usait de toutes les protestations que lui suggérait la politique pour mieux trahir la France. L'arrivée du prince de Schwartzemberg à Paris, avait été annoncée pour la fin de février. En sa qualité d'ambassadeur et de commandant du contingent autrichien, il devait suivre la marche des négociations, et prendre les ordres de Napoléon pour la campagne prochaine. Dans l'attente où la cour de France était de son arrivée, il parut au cabinet des Tuileries que l'ambassadeur Otto s'était laissé trop entraîner aux assurances de M. de Metternich. On n'avait pas le temps d'attendre qu'il fut détrompé: on fit partir pour lui succéder le comte de Narbonne, aide-de-camp de l'empereur pendant la campagne de Russie. Celui-ci était à Vienne le 17 mars, douze jours avant le départ du prince de Schwartzemberg, qui, annoncé pour le 14 février, ne quitta Vienne que le 29 mars. Ce prince était encore en route, et Napoléon

savait déjà des nouvelles de son nouvel ambassadeur, qui dans les premiers jours de son arrivée avait découvert, avec une merveilleuse sagacité, les secrets de la politique autrichienne et les engagements contractés avec la Russie et la Prusse.

L'horizon politique s'obscurcissait de plus en plus. D'un côté l'Autriche découvrait insensiblement ses pensées et ses prétentions, de l'autre la saison des combats était arrivée, et appelait Napoléon à la tête de ses armées, déjà en marche entre le Rhin et l'Elbe. L'empereur disposé à partir, et voulant laisser pendant son absence une garantie à l'empire, décerna solennellement, le 30 mars, la régence à Marie-Louise. Ensuite il congédia M. de Bubna, et remit une lettre qui ajoutait une garantie à ses intentions pacifiques.

Enfin, le 13 avril, arriva le prince de Schwartzemberg : il avait mis seize jours à venir de Vienne à Paris. L'empereur partit le 15, il reçut l'ambassadeur le 14 ; comme il avait tout dit dans sa lettre à l'empereur d'Autriche, et à M. de Bubna, le nouvel envoyé ne fut pour lui que le commandant du contingent, et il ne fit que lui annoncer son départ. Le 15, à une heure du matin, Napoléon était sur la route de Mayence, où il arriva le 16 à minuit.

Pendant les huit jours que Napoléon passa à Mayence, il organisa tous les corps de la nouvelle armée que la France venait d'improviser, et compléta le système défensif de cette grande place d'armes sur la rive droite

du Rhin. Il reçut une lettre importante du roi de Saxe. Ce prince, à qui il avait offert un asile, l'informait qu'il s'était retiré à Prague. Le 23, l'empereur se trouvait à Erfurt, et le même jour son quartier général fut établi à Auerstadt. Le 29, le mouvement général s'exécuta sur toute la ligne. Nos conscrits armés de la veille, s'étant formés en carrés, protégés par douze pièces d'artillerie, repoussèrent vigoureusement les charges multipliées de sept mille cavaliers russes, et ouvrirent à l'empereur les portes de Weissenfels, où il avait ordonné la réunion du corps du maréchal Ney. Le même jour les ennemis furent chassés des villes de Mersebourg, Bernbourg, Kosen et Saalfied, et le général se rendit maître du pont d'Iéna. Le 1er mai, la division Souham, déjà aguerrie par le succès du 29, força les défilés de Poserna que défendaient quinze mille chevaux, une forte artillerie, et une division d'infanterie sous les ordres du général en chef Wittgenstein, et continua son mouvement sur Lutzen. Mais le succès coûta des larmes à Napoléon, un coup de canon tua Bessières, le brave duc d'Istrie, qu'il avait envoyé reconnaître l'ennemi (1), Napoléon, ne pouvant sans cavalerie poursuivre l'armée ennemie, marchait en quelque sorte à l'aventure, et dans la nuit il occupa, avec la vieille et la jeune garde, la petite ville de Lutzen. L'empereur et ses troupes croyaient aller prendre les quartiers à Leipsick.

---

(1) Le digne roi lui a fait élever un monument au lieu même où il fut frappé, non loin du tombeau de Gustave-Adolphe.

Mais dans la même nuit, l'ennemi bien instruit de la marche confiante des français, avait fait ses dispositions. Le 2 mai, à onze heures du matin, l'armée alliée s'était avancée en ordre de bataille, et avait commencé inopinément l'attaque. Des aides-de-camp accourent de toutes parts pour l'annoncer à Napoléon. Aussitôt le grand capitaine changeant ses dispositions, accepte le champ de bataille de l'ennemi, et donne ses ordres. Toutes les troupes fondent sur les alliés, dont les rangs sont enfoncés après une vigoureuse résistance. Le village de Kaya, poste important, est pris et repris jusqu'à cinq fois. La bataille fut gagnée sur tous les points, et les alliés rejetés sur leurs positions du matin. Vingt-cinq mille morts couvrent le champ de bataille, qu'éclaire toute la nuit l'incendie des quatre villages. Ce fut à la lueur de ces flammes dévorantes, que Napoléon fit expédier les nouvelles de sa victoire de Lutzen, victoire surprenante, et d'un honneur immortel pour les armées françaises. Une armée toute nouvelle marche aux vieilles bandes russes et prussiennes: le chef et la valeureuse jeunesse qu'il commande, suppléent à tout. On n'avait point de cavalerie, mais les masses d'infanterie s'avancent en carrés flanqués d'une immense artillerie, et représentent autant de forteresses mouvantes. Quatre-vingt-un mille fantassins français et quatre mille cavaliers seulement battent cent sept mille russes ou prussiens, dont plus de vingt mille de cavalerie. Alexandre et le roi de Prusse y étaient en personne, et leurs gardes célèbres n'ont

pu tenir contre les jeunes conscrits français. La bataille de Lutzen coûta aux alliés dix-huit à vingt mille hommes; mais la perte des français fut de douze mille, et le manque de cavalerie priva Napoléon des fruits habituels de ses victoires. Toutefois, le résultat moral fut immense : les soldats français reprirent le sentiment de leur supériorité, et la puissance d'opinion revint toute à Napoléon.

L'empereur ne s'endormit point sur l'incroyable succès de Lutzen. Le prince vice-roi eut ordre de marcher sur Borna, où il passa la nuit du 4 au 5 mai, et par où s'étaient retirés les prussiens. Le général Bertrand suivit les russes qui opéraient leur retraite vers Dresde; ayant à leur tête les deux souverains alliés. Le maréchal Ney se dirigea vers l'extrême gauche, sur la route de Berlin. Ainsi Napoléon s'avançait sur Dresde et menaçait Berlin. Après plusieurs avantages remportés les 5, 6 et 7 mai, sur les russes par le vice-roi, le général Bertrand eut ordre d'entrer à Dresde : Frédéric et Alexandre s'y étaient fait précéder par un bruit d'un succès complet dont les habitants partagèrent l'ivresse; mais l'arrivée successive des nombreux convois de blessés russes et prussiens. commença à dissiper cette illusion, qu'achevèrent de détruire la retraite de l'ennemi et l'incendie de tous les ponts de la ville.

Napoléon entra bientôt dans Dresde. Il fit de sévères reproches à la députation nombreuse qui l'attendait aux portes de la ville, et pardonna aux habitants, en faveur de leur monarque, qu'une autre députation courut chercher à Prague.

Le 12 mai, Frédéric-Auguste rentra dans sa capitale. L'empereur alla au-devant de lui, à trois quarts de lieue de Dresde. Il reçut ce monarque au milieu de la garde impériale, qu'il avait retenue pour imprimer plus de solennité à son retour si important dans ces circonstances.

Ce fut à Dresde que le prince Eugène, dont la conduite et la bravoure avaient toujours été dignes des plus grands éloges, quitta Napoléon pour se rendre à Milan, où sa présence était nécessaire afin de seconder les vues de l'empereur. Ce fut à Dresde que ce digne fils de Joséphine reçut les derniers adieux de son père adoptif, auquel il s'était montré constamment si dévoué. La fidélité du prince Eugène ne se démentit point lorsque le malheur vint accabler Napoléon.

Après la bataille de Lutzen, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse résolurent de faire prendre à leur armée la position de Bautzen et de Horckirchen, déjà célèbre dans l'histoire de la guerre de sept ans, et d'y réunir tous les renforts qu'ils attendaient de la Vistule et d'autres points en arrière ; d'ajouter à cette position tout ce que l'art pourrait fournir de moyens, et là, courir les chances d'une nouvelle bataille, dont toutes les probabilités leur paraissaient être en leur faveur. Dès ce moment, les corps de l'armée française furent dirigés sur Bautzen : Napoléon partit de Dresde le 18 mai, arriva devant les alliés le lendemain.

Malgré ces préparatifs de guerre, il existait des pourparlers pour négocier un armistice,

et ensuite traiter de la paix. Napoléon envoya le duc de Vicence aux avant-postes russes ; mais dans la soirée du 19, il apprend qu'on a refusé verbalement de recevoir le duc de Vicence. Il ne reste donc plus qu'à combattre.

Napoléon prend ses dispositions définitives pour la journée du lendemain, et avec d'autant plus de confiance, que la canonnade qu'il a entendue sur la gauche, du côté de Wessig, lui annonce que ses ordres sont exécutés. Le 20 mai, à huit heures du matin, il se place sur une hauteur, en arrière de Baützen, et ordonna aux quatre corps d'armée de franchir la Sprée, par différentes directions. Le duc de Reggio, qui commande la droite doit attaquer les hauteurs où s'appuie la gauche de l'ennemi ; le duc de Tarente passera entre les montagnes de Bautzen, pour soutenir le duc de Reggio ; le duc de Raguse jettera un pont de chevalets, et fera son mouvement au dessous de la ville, malgré le feu des prussiens. En seconde ligne s'avancent les réserves et la garde, le duc de Trévise à leur tête; à notre gauche, le général Bertrand menace l'aile droite des alliés, que conduit le maréchal Blücher. Le duc de Dalmatie dirige et accorde toutes ces opérations sous les yeux de Napoléon; tandis que le prince de la Moskowa, avec les généraux Reynier et Lauriston, doit tourner l'ennemi, et se porter d'abord vers Wurschen où est le grand quartier-général des alliés, et de là sur Weissemberg. A midi, les français sont de l'autre côté de la Sprée. Le général russe Miloradwitch, chassé par le duc de Tarente, est obligé d'évacuer Bautzen. Le duc

de Reggio a culbuté Gortschakow, et gagné les montagnes; la cavalerie ennemie est canonnée jusqu'au défilé de Niedguritz. Cependant le général Kleist, pressé par le duc de Raguse, entretenait un feu terrible le long de la Sprée, sur les hauteurs de Nider-Kayma, où il avait pour lui tout l'avantage du terrain. La nécessité de conserver ce point central décide le maréchal Blücher, qui voit le combat des collines de Kreckwitz, à envoyer au général Kleist un renfort de trois mille hommes d'infanterie, et à garnir les défilés de Niedguritz d'une infanterie et d'une artillerie nombreuses, afin d'empêcher les français de déboucher. Le général Kleist se maintient jusqu'à la nuit entre le corps du prince de la Moskowa et le gros de l'armée française; mais pris en flanc à sa gauche par la division Bonnet, qui avait défilé de Bautzen, le général prussien opère sa retraite, et abandonne sa position de Nider-Kayma au général Bonnet qu'il a eu en tête depuis la première attaque. A sept heures du soir, l'ennemi était rejeté sur la seconde ligne, et l'armée française maîtresse des hauteurs qu'avait occupée l'armée combinée.

Le 21, au matin, le duc de Reggio se trouve aux prises avec les alliés, qui, pour n'être pas coupés de la route de Lobau, et débordés à Hochkirch, ont posté tous leurs renforts de ce côté. Napoléon avait parcouru la veille la position, il la reconnut encore avec soin, et suivant une de ces inspirations qui ont tant de fois caractérisé son génie sur les champs de bataille, il résolut de frapper le coup décisif sur la droite des ennemis, et de confier cette

opérations au prince de la Moskowa. Le mouvement qu'avait médité Napoléon ne pouvait être exécuté avant midi. Il fit annoncer sur toute la ligne que l'attaque générale aurait lieu à une heure, et que la bataille serait gagnée à trois. En attendant, les ducs de Reggio et de Tarente reçurent l'ordre d'entretenir l'action contre le corps de Blücher sur lequel Wittgenstein attachait toute son attention comme sur le point principal de l'affaire. Cette disposition de l'empereur avait pour but d'empêcher sa gauche d'être tournée par l'ennemi, et de masquer notre véritable attaque. D'un côté, le prince de la Moskowa se dirigeait avec toutes ses troupes sur Preitiz, tandis que Napoléon se réservait de tenir en échec le centre de la gauche de l'ennemi.

Sur la droite, le duc de Reggio, obligé de céder à des forces supérieures, perdait ses positions, lorsque le duc de Tarente s'en apercevant et craignant de compromettre son avant-garde, ordonna au général Gérard de se retirer ; mais ce général, au contraire, demanda une brigade de plus, et tenta avec tant d'audace une attaque déjà commencée par le brave colonel Labédoyère, commandant le 112e régiment, que deux heures après le géneral avait repris les positions.

Le prince de la Moskowa, de son côté, culbutait les russes au village de Klix, et passait la Sprée, au moment où il reçut les ordres de l'empereur. La position de Blücher, qu'il croyait inexpugnable fut enlevée par la division Morand et par la division Wurtembergeoise.

Cependant le duc de Dalmatie avait emporté tous les retranchements et poussé sur Wurschen les troupes du général Miloradowich. Macdonald avait forcé l'aile gauche. Le général Reynier se mit en ligne et commença une vive canonnade, à la faveur de laquelle débouchèrent cinq divisions du troisième corps ; l'ennemi ayant été obligé de dégarnir sa droite, afin de parer à l'attaque de l'empereur, le prince de la Moskowa profita de ce mouvement pour s'emparer du village de Prussig, et marcha sur Wurschen. Les généraux ennemis, se voyant tournés sur la droite, ordonnèrent la retraite sur Hochkirch et Lobau.

Le 22 mai, à quatre heures du matin, l'empereur se mit à la poursuite des alliés avec la cavalerie de la garde, celle du général Latour-Maubourg et une partie de son infanterie : il marcha toute la journée, à la tête de l'avant-garde : arriva sans obstacle à Weissemberg. Plus loin, l'infanterie saxonne du général Reynier dut aborder les hauteurs en arrière de Reychenbach, où le général Miloradowith, commandant l'arrière-garde ennemie, s'était arrêté pour protéger la retraite des souverains, qui avaient couché à Lowemberg. L'attaque d'abord repoussée par l'ennemi, quoique combinée de deux côtés, réussit enfin, grâces aux efforts de la cavalerie sous les ordres des généraux Lefèvre-Desnouettes et Colbert, et aux cuirassiers de Latour-Maubourg ; malheureusement elle coûta la vie au général de division comte Bruyères, l'un des officiers les plus distingués de l'armée et l'un des vétérans d'Italie. Dans le même instant, et au milieu

du feu le plus vif, un chasseur de l'escorte est tué à quelques pas; Napoléon qui le voit tomber presque sous les pieds de son cheval, dit au duc de Frioul: « Duroc, la fortune nous en veut bien aujourd'hui. »

L'empereur avait lancé son cheval au galop pour gravir une hauteur, lorsque un boulet perdu ricoche contre un arbre, tue le général du génie Kirgener, et ouvre le bas ventre au grand-maréchal. On vint annoncer cet événement à Napoléon. *Ce n'est pas possible*, dit-il, *je lui parlais tout à l'heure.* Il revint sur ses pas, alla voir le grand maréchal, qui était entouré de médecins; il le trouva avec toute sa connaissance, et montrant le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'empereur, qu'il porta sur ses lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre service, et je ne la regrette que pour l'utilité dont elle pourrait vous être encore. — Duroc, lui dit l'empereur, il est une autre vie; c'est là que vous irez m'attendre et que nous nous retrouverons un jour. — Oui, sire; mais ce sera dans trente ans, lorsque vous aurez triomphé de vos ennemis, et réalisé toutes les espérances de notre patrie. J'ai vécu en honnête homme, je ne me reproche rien. Je laisse une fille, votre majesté lui servira de père. » L'empereur, serrant la main droite du grand maréchal, resta un quart-d'heure, la tête appuyée sur la main gauche, dans le plus profond silence: « Ah! sire, allez-vous-en; ce spectacle vous peine. » L'empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie et sur le grand-écuyer, se retira sans pouvoir dire au duc de Frioul

autre chose que ces mots : « *Adieu donc*, *mon ami* ! »

Poursuivant les alliés dans leur retraite, l'armée continue sa marche sur la Silésie, par des routes différentes. Le 23, elle passa la Neiss, le 24 la Queiss, le 25 le Bober, le 27 la Katzbach. Le 28 le duc de Vicence reçoit une lettre des plénipotentiaires russe et prussien, avec la copie des pleins pouvoirs. Les conférences se prolongèrent pendant six jours; et le 4 juin l'armistice fut signé.

Un grand avantage pour Napoléon fut la prise de Hambourg, où entra, le 31 mai, le général Vandamme : mais l'ennemi l'avait prévu, et la neutralisation de Breslau, possession alors bien plus importante que celle de Hambourg, avait été la compensation de cette ville. Le 29, le Danemarck avait renoué son alliance avec la France, et l'armée danoise était depuis lors sous les ordres du maréchal, prince d'Eckmühl. Le 10 juin arriva à Dresde, où Napoléon était venu s'établir le lendemain de la signature de la convention d'armistice, le baron de Kaas, ministre de l'intérieur de Danemarck, qui fit à l'empereur d'importantes révélations.

La ville de Prague avait été adoptée pour le congrès. L'empereur d'Autriche ne tarda pas à se rendre, avec ses ministres et sa chancellerie, au château de Gittschen, voisin de la capitale de la Bohême. Les souverains alliés s'étaient établis non loin de là, sur les bords de l'Oder. Cependant le mois de juin s'écoulait sans que le congrès pût s'ouvrir, et les délais d'un armistice de quarante jours

se consommaient sous les lenteurs du cabinet autrichien. Le 22 juin, M. de Metternich ennonça qu'il était autorisé à signer une convention pour la médiation, et le 27 il arriva à Dresde où était l'empereur. Le lendemain, ce ministre fut admis à remettre à l'empereur une lettre de son souverain ; cette audience fut consacrée aux prétentions de l'Autriche. Elle demandait la moitié de l'Italie, l'Illyrie, le retour du pape à Rome, la Pologne saxonne, l'abandon de la Hollande et de l'Espagne, la renonciation au protectorat de la confédération du Rhin et à la médiation Helvétique : « *C'est le partage de l'empire français que vous voulez,* » dit Napoléon. Impatient alors de tous ses griefs contre la maison d'Autriche, il les récapitula avec chaleur ; puis arrivant aux engagements secrets conclus par cette puissance avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, hors d'état de conserver cette réserve en paroles que leur supériorité impose aux souverains : » *Ah ! Metternich* ! dit-il, *combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour me faire la guerre ?* » Ce mot ne termina pas la conférence, mais il laissa des germes d'aigreur dans le cœur de Metternich. Voilà sous quels auspices les deux ministres signèrent, le 30 juin, la convention relative à la médiation autrichienne. Metternich repartit aussitôt pour Gittschin.

Aux termes de la convention du 30 juin, les plénipotentiaires devaient se réunir à Prague le 5 juillet ; l'armistice était prolongé jusqu'au 10 août, et le cabinet de Vienne s'était ré-

servé de faire agréer cet arrangement par la Russie et par la Prusse. Il ne se hâta point de remplir sa promesse, et ce ne fut que le 12 juillet que Napoléon fut informé de l'assentiment des cours alliées ; mais l'acte confirmant cet assentiment ne fut signé que le 26 par les commissaires français et alliés.

Le 9 juillet, l'Empereur apprit qu'un traité secret venait d'être conclu à Reichenbach, entre la Russie, l'Autriche, la Prusse et la Suède ; l'Angleterre l'avait dicté et y avait fait la loi.

Pendant l'armistice et les longues délibérations qui en remplissaient le cours, Napoléon ne cessait pas un instant de suivre les relations du dehors, les affaires du dedans, et réglait avec une infatigable activité tout ce qui concernait l'armée. Convois d'artillerie, troupes en marche, officiers en mission, poste assigné à chacun de ses généraux, police des cantonnements, travaux du génie, situation des arsenaux, construction des nouvelles places, armement, équipement des soldats, direction des renforts sur les divers corps qui les attendent, arrivée des munitions, transports des approvisionnements : rien n'échappait à ses regards, à sa vigilance, à son action.

La réunion des plénipotentiaires, qui devait avoir lieu le 5 juillet, fut ajournée au 12 par M. de Metternich. Le plénipotentiaire français était depuis le 9 à Prague, il ne put parvenir à voir les alliés que le 29. Metternich, pour empêcher l'ouverture du con-

grès, repoussa la forme des conférences, et proposa le mode des transactions par écrit.

Le 7 août, l'Autriche demanda la dissolution du grand-duché de Varsovie qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; le rétablissement des villes anséatiques dans leur indépendance; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; la cession à l'Autriche de toutes les provinces Illyriennes, y compris Trieste; l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne.

Cette demande ne parvint à Napoléon que le 8 août au soir, à Dresde, où il était, Prague étant éloignée de Dresde de vingt-cinq lieues. Napoléon ne pensait pas que le 10 fût un terme tellement fatal pour la pacification du monde, qu'il ne pût consacrer la journée du 9 à l'examen des propositions de l'Autriche. Il répond « qu'il admet la dissolution du duché de Varsovie, mais que Dantzick sera ville libre, et que son allié le roi de Saxe sera indemnisé. Il cède à l'Autriche les provinces Illyriennes, même le port de Fiume, mais non celui de Trieste. La confédération s'étendra jusqu'à l'Oder; le territoire danois sera garanti. » Les courriers de Napoléon et de M. Bubna doivent être à Brandeitz dans la nuit du 10 au 11. Tout à coup, on apprend à Dresde que le congrès est dissous. Le 11, dans la matinée, M. de Metternich l'a déclaré aux plénipotentiaires français. L'existence politique actuelle de l'Europe n'aura dépendue peut-être que du courrier de Napoléon, qui ne sera entré à Prague qu'après minuit, dans la nuit du 10 au 11 août 1813!

Le 15, M. Narbonne arriva à Dresde, porteur de la déclaration de guerre de l'Autriche. Elle était faite d'avance, comme d'avance aussi les logemens avaient été préparés à Prague pour les trois souverains alliés. Cependant, au milieu du triomphe de la trahison étrangère, le duc de Vicence continuait sa mission auprès de Metternich. L'armistice n'était pas rompu ; il y avait encore six jours de délai à courir jusqu'à la reprise des hostilités. Le 11, Metternich insista pour l'abandon de l'Illyrie, et de Trieste. L'empereur d'Autriche se chargea de communiquer les propositions de la France à l'empereur Alexandre, qui était attendu à Brandeitz.

Le 13, Napoléon céda tout ce qui était en contestation. Il accéda aux demandes du cabinet de Vienne : il chargea M. de Bubna, qui était toujours près de lui, d'en aller porter l'assurance à son maître, et il donna à M. de Vicence tout pouvoir pour conclure et signer la paix à ce prix. Le 14, M. de Metternich rendit compte à son souverain du consentement de l'empereur Napoléon aux conditions exigées. Le 15, il différa de s'expliquer avec M. de Vicence, parce que l'empereur Alexandre n'était point encore à Brandeitz. Enfin, le 16, arrive ce souverain qui, dès la première entrevue rejeta les propositions de Napoléon, et décida l'empereur François, à courir les chances que lui promettait la guerre. Napoléon reçut cette réponse, et déclara, en montant à cheval, qu'il allait se battre pour la paix. Ainsi l'armistice n'avait été conclu que pour donner à l'Autriche le temps de compléter

ses armements, et le congrès n'avait été admis que pour aider cette puissance à être infidèle à des engagements qu'elle n'avait pas le courage de rompre ouvertement. Telle fut l'issue de ce complot diplomatique, où la haine la plus déclarée, et l'intention la plus évidente d'une guerre implacable se cachaient sous un déguisement d'amour de la paix.

Napoléon, qui par les lenteurs apportées à la réunion du congrès, avait presque prévu le résultat des négociations, songeait pour l'ouverture de la seconde campagne à faire occuper Berlin par les armées concertées des maréchaux Davoust et Oudinot, Breslau par l'armée de Lusace, et Prague par la grande armée qu'il commandait. Le 10 août, l'armistice avait été dénoncé. L'Autriche avait son armée en ligne avec ses nouveaux alliés dont les forces s'élevaient à cinq cent mille hommes. Moreau, le général Moreau, venait de rompre le ban de son exil. Docile à l'appel de Bernadotte, qui brisant les liens qui l'unissaient à sa première patrie, s'était engagé, le 14 mars 1812, par un traité avec la Russie, à combattre les français, faisait partie du quartier-général de l'empereur Alexandre. Les hostilités ne devaient commencer que le 17, six jours après la dénonciation de l'armistice. Mais le 12, le général Blücher fit marcher ses troupes sur Breslau, ville neutralisée, et s'en empara. Ainsi, la campagne s'ouvrit du côté des alliés, par une violation des droits de la guerre, violation qui fut improuvée par les commissaires de l'armistice.

L'empereur partit de Dresde le 15 août, et avança avec la garde sur Bautzen, le 19 il coucha à Zittau, occupée par le corps de Poniatowski et entra avec lui à Gobel. Le 23, il joignit Blücher, le poursuivit, et l'obligea à se retirer sur Jauer, où le 24 il réunit son armée. Dans les trois jours où Napoléon fut à la tête de son armée de Lusace, le terrain de la neutralité fut reconquis, et cette armée reprit les positions qu'elle avait perdues le 12. Le 25, le prince de Schwartzemberg campait devant Dresde ayant deux cent mille hommes que devaient combattre soixante-cinq mille français. Napoléon retourna en toute hâte sur cette ville. Il arriva avec la rapidité de l'éclair, emmenant avec lui un renfort de trente-cinq mille hommes qui avaient fait quarante lieues en quatre jours. Les alliés attaquèrent Dresde le 29 août, et furent repoussés. Le lendemain, ils l'attaquèrent de nouveau avec toutes leurs masses : la bataille ne fut pas douteuse un seul instant : les autrichiens et les russes furent écrasés, abîmés et perdirent plus de quarante mille hommes. Toute cette formidable armée fut un instant menacée d'une destruction totale. L'empereur Alexandre, qui avait assisté à cette bataille fut témoin du désastre de ses troupes.

Ce fut à la bataille de Dresde qu'un des premiers boulets tirés par la garde impériale française emporta les deux jambes du fameux général Moreau, au moment où il venait de quitter l'empereur de Russie. Moreau fut aussitôt transporté en Bohême, où il mourut le 2 sep-

tembre, après avoir horriblement souffert pendant sept jours. La mort de ce général français sous les drapeaux russes a été et demeure la désolation, le supplice de ses plus vrais amis, de ses plus zélés partisants.

Après cette grande bataille, où, le premier jour avec soixante mille hommes, et le second avec quatre-vingt mille, Napoléon avait défait les deux cent milie hommes de Schwartzemberg sous les murs de Dresde, il chargea le roi de Naples, le duc de Raguse et le maréchal de Saint-Cyr, de poursuivre l'armée vaincue. Lui-même se disposa à partir pour Pirna, et à porter en Bohême ses aigles triomphantes ; mais les nouvelles de la Silésie l'arrêtèrent, elles étaient telles, qu'au moment d'aller achever la victoire à Dresde, à Tœplitz, où se dirigeait Schwartzemberg, il se vit tout-à-coup plus nécessaire sur les bords du Boder que sur les rives de l'Elbe. En effet, tandis que l'empereur enlevait les portes de Dresde à Schwartzemberg, Macdonald s'avançait dans la Silésie avec soixante mille hommes contre cent mille d'infanterie et vingt-cinq mille d'excellente cavalerie.

Macdonald espérait que Souham appuierait sa gauche ; mais ces deux généraux se croisèrent dans le défilé long et étroit du village de Kroitsch. Il s'ensuivit un encombrement épouvantable. Le 11ᵉ corps perdit son parc, composé de cent pièces de canon: ses bagages, et quinze mille hommes furent faits prisonniers.

D'un autre côté, le général Vandamme était à Kulm, avec dix-huit mille hommes ; il

vit l'armée prussienne, forte de soixante-dix mille hommes, se mettre en mouvement contre lui. Après des prodiges inouis de valeur, cette armée fut obligée d'abandonner ses canons et de fuir.

La fatale journée de Kulm arrêta la marche de la grande armée de Napoléon, sauva celle de Schwartzemberg, et rendit aux alliés l'attitude offensive, à laquelle nous ne les avions pas accoutumés, ou qu'ils avaient presque toujours payée par des revers, quand ils avaient osé la prendre devant nous. Ce fut sous les auspices de ces malheurs de la France, que, le 2 septembre, les trois souverains se réunirent à Tœplitz, où le ministre britannique, lord Aberdeen, reçut hautement leurs serments. Le 9, fut signé en sa présence, le traité qui proclama l'accession solennelle de l'Autriche à la ligue du Nord.

Le 2 septembre, le duc de Reggio attaqua l'armée de Bernadotte forte de cent mille hommes et emporta les défilés de Wittstock et Junsdorf; mais le lendemain, il donna à ses troupes une direction toute divergente. Bernadotte en ayant été instruit, se porta sur Gros-Beeren, jugeant bien que le succès de son attaque sur le centre de l'armée du maréchal entraînerait nécessairement la défaite des deux ailes. L'événement justifia cette prévision. Long-temps nos troupes assaillies avec la plus grande impétuosité, déployèrent une vigueur égale à celle des ennemis. L'artillerie ne décidant pas la question, on en vint à la baïonnette. Mais écrasé par le nombre, le général français se vit forcé d'abandonner

Gros-Beeren et de se retirer sur Gotow. Treize pièces de canon, et quinze cents prisonniers saxons, qui le lendemain passèrent à la solde de la Prusse, servirent de trophées au prince royal.

L'empereur, à la nouvelle de l'échec de Gros-Beeren, chargea le maréchal Ney de le réparer, et lui donna le commandement du maréchal Oudinot. Le 5 septembre, Ney commença son opération, chassa les prussiens de leurs positions et se remit en marche le lendemain. Une fausse charge de cavalerie ayant mis son infanterie à découvert, il fut repoussé à son tour. Cependant de part et d'autre on redoubla d'audace et de constance, et le maréchal avait fait fléchir le centre de l'ennemi, lorsque Bernadotte vint décider l'action avec soixante-dix bataillons, quatorze mille chevaux et cent cinquante bouches à feu. Hors d'état de résister à des masses si imposantes, le maréchal dut ordonner la retraite. Tout-à-coup deux divisions saxonnes passèrent à l'ennemi, et le désordre se mit dans nos rangs. Alors la déroute fut complète. Le 8 septembre, Ney repassa l'Elbe, et établit son quartier-général à Tulimberg; le prince royal de Suède porta le sien à Juterbogt, et s'assura ainsi pour le passage de l'Elbe, deux points fortifiés, Rosslau et Acken. Bientôt il fit investir Wittemberg. Le 24, la tranchée fut ouverte devant cette ville qui perdit ses faubourgs. Le bombardement commencé le 25, continua le 26; la ville était en feu. La seconde parallèle fut ouverte: mais le maréchal Ney reprit l'offensive, et

obligea les suédois à quitter Dessau où ils rentrèrent le 6 octobre. Le 4, toute l'armée prussienne avait passé l'Elbe, et Bernadotte avait franchi le fleuve à Rosslau et à Acken.

Cependant, avant de partir de Dresde, Napoléon veut surprendre Blücher, et empêcher sa jonction avec le prince royal. Le 7 octobre, à six heures du matin, il quitte Dresde, où il laisse deux de ses meilleurs généraux, le maréchal de Saint-Cyr et le comte de Lobau. Le 9, il marche à la tête de cent vingt-cinq mille hommes sur Duben, où est Blücher; mais ce dernier lui échappe et va se réunir à Bernadotte. Le 11, Napoléon poursuit son mouvement. Wittemberg est débloquée par le général Reynier; Dessau est forcée par le maréchal Ney, Tauenzein et Thümen sont rejetés avec perte de l'autre côté de l'Elbe: ils détruisirent le pont de Rosslau et se retirèrent par Zebst sur Potsdam et Berlin. Bernadotte défend les approches de cette capitale. Napoléon attend à Duben le parti que prendront les coalisés. C'est dans cette ville, le 14 octobre, qu'il reçoit la déclaration de guerre de la Bavière, dont l'armée a trahi notre cause contre le vœu de son souverain. Le roi de Wurtemberg va céder aussi, malgré lui, à une loi si cruelle pour un prince généreux et pour un allié fidèle. Entraîné par le même tourbillon, le grand-duc de Bade suivra bientôt l'exemple de ses voisins. Napoléon, en plaine marche militaire, voit tout-à-coup les tentes qui couvrent son terrain stratégique coupées par de grands interva-

les : mais, ce qui est surtout funeste et irréparable, la jonction de l'armée bavaroise avec le corps de Reus découvre la frontière française depuis Huningue jusqu'à Mayence. Napoléon pour ne pas perdre toute communication avec la France, n'a plus d'autre ressource que de gagner rapidement Leipsick, où les armées combinées pourraient nous prévenir.

Le 15 octobre, on se prépara à la bataille du lendemain, elle était inévitable ; les vedettes ne se trouvaient plus qu'à une portée de fusil. Le jour suivant rien ne fut changé aux dispositions de la veille : de part et d'autre on brûle d'en venir aux mains. A neuf heures précises, au signal de trois coups de canon, on vit s'ébranler trois fortes colonnes ennemies soutenues de deux cents pièces d'artillerie. La bataille de Wachau commença ; une canonnade l'annonça sur les deux lignes. Tous les efforts des alliés se dirigèrent sur le village de Wachau, qui six fois fut pris et repris. A midi, Napoléon jugeant le moment favorable de forcer le centre de l'ennemi, fit avancer sa réserve en ligne ; Oudinot, Mortier, et Victor combinèrent leurs manœuvres et rivalisèrent de bravoure et de succès. Mais l'ennemi présenta à l'impétuosité française une barrière impénétrable. Le combat fut aussi acharné sur les deux ailes : Ney déploya pendant toute la journée une telle vigueur, qu'il lassa la constance des ennemis contre lesquels nous luttions dans la proportion d'un contre quatre. La nuit sépara les combattants ; chacun se retira et les feux de

bivac remplacèrent les clartés meurtrières de l'artillerie.

La journée du 17 ne fut pas une journée de repos pour les français ; ils la passèrent sous les armes, battus par une pluie continuelle. L'empereur, comme cédant à une espèce de pressentiment, se hâta d'envoyer les insignes de maréchal de l'empire au prince Poniatowski, et resta dans sa tente à dresser le plan de bataille du lendemain. Le 17 au soir, le blocus de l'armée française fut consommé. Instruit de ces circonstances, Napoléon sentit la nécessité de rétrécir encore son ordre de bataille, et en se rapprochant de Leipsick, de se lier plus fortement à sa gauche. A une heure du matin, il quitta son bivac et fit exécuter un changement de front ; à la même heure, s'ébranlèrent sur trois points différents les trois armées ennemies. A six heures on fut en présence, et la canonnade s'engagea sur tous les points. Les détachements français, postés en avant pour arrêter la marche des alliés furent rejetés sur le gros de l'armée. Les deux camps furent moissonnés par une artillerie formidable qui ne cessa de vomir la mort jusqu'à la nuit. Cependant l'armée française fut victorieuse, et la bataille eût été décisive, si l'un des corps laissé à Dresde fut venu prendre part à l'affaire, comme l'espérait Napoléon.

Cette journée fut témoin de la trahison la plus insigne. Une troupe de cavalerie et d'infanterie saxonne, aux approches de la cavalerie russe, au lieu de la combattre, courut à sa rencontre, et occupa à sa tête le poste

d'avant-garde qu'elle venait d'abandonner dans nos rangs. Alors le reste des troupes saxonnes composant deux brigades avec quarante pièces d'artillerie, et la cavalerie Wurtembergeoise, passèrent à l'ennemi. Pour comble d'horreur, à peine ces infâmes déserteurs, furent-ils arrivés à distance, qu'ils dirigèrent le feu de leur artillerie sur la division dont ils faisaient partie. Cet attentat, le plus odieux qu'offrent les annales de la guerre, excita l'indignation de l'ennemi lui-même.

Telle fut la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés opposèrent trois cent mille soldats aux cent trente mille hommes de Napoléon, l'élite des français fut moissonnée dans les champs de Leipsick; l'ennemi perdit soixante mille hommes, et il aurait balancé à venir nous attaquer dans les remparts de Leipsick, si nous avions eu des munitions pour nous y défendre. Mais, depuis cinq jours, l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon : il ne restait plus dans les caissons que dix mille cartouches qui suffisaient à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurt et à Magdebourg, et la retraite fut décidée. Dès le soir, les parcs et les équipages filèrent par Lindenau sur Lutzen.

A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillent de joie et lancent toutes leurs masses contre Leipsick. L'empereur désirerait épargner à cette malheureuse ville les horreurs qui la menacent; dès le 19 au matin il permet qu'on tente tous les moyens d'éviter

les conséquences d'un assaut L'empereur Alexandre et le roi de Prusse viennent de paraître à leur armée. Une députation de la ville, des officiers du roi de Saxe, dés parlementaires français intercédèrent pour Leipsick. Que Leipsick périsse, même sans nécessité! voilà ce qu'osent penser et vouloir les alliés.

Dans un moment si difficile, où il fallait achever notre retraite devant plusieurs armées qui de tous les côtés attaquaient Leipsick avec fureur, l'empereur attache la plus haute importance au grand pont de l'Elster, par lequel les boulevarts débouchent sur le faubourg de Lindenau ; il recommande donc à toute l'attention des officiers de l'artillerie et du génie ce pont qui devait être notre salut. Après avoir donné à son égard les ordres les plus précis et les plus sévères, il s'engagea, au milieu de la foule, dans le faubourg qui a plus de mille toises de longueur. Parvenu à travers tous les obstacles au dernier pont, celui du moulin de Lindenau, il descend de cheval, place lui-même sur la route des officiers d'état-major, pour indiquer aux hommes isolés le lieu de la réunion de chaque corps, et s'occupe ensuite de dicter des instructions au duc de Tarente qu'il charge du commandement en chef de toute l'arrière-garde. A peine il finissait, au bruit du canon qui tonnait de toutes parts, qu'une explosion plus forte se fait entendre ; le roi de Naples, le duc de Castiglione, accourent et lui annoncent que le grand pont de l'Elster a sauté. Par suite de ce malheur irréparable, près de vingt mille hommes se voient séparés de l'empereur, et livrés au plus

affreux désespoir ; ceux-ci jurent de mourir plutôt que de se rendre ; ceux-là posent les armes ; d'autres, jugeant aussi toute résistance inutile, se précipitent dans la Pleiss et l'Elster : mais les eaux bourbeuses de ces rivières deviennent pour la plupart un gouffre où ils restent engloutis. Le maréchal Macdonald passe à la nage, le général Dumoutier se noie. Depuis le matin, Poniatowski arrêtait les efforts des alliés par des prodiges de courage; en apprenant que tout espoir lui était ravi, il dit à ses officiers : « C'est ici qu'il faut succomber » avec honneur. » A ces mots, il s'élance suivi de quelques cavaliers au milieu des ennemis : atteint de plusieurs blessures, entouré de tous côtés, ne pouvant plus se faire jour, il traverse la Pleiss, s'avance vers les bords de l'Elster déjà garnis de tirailleurs russes, pousse son cheval dans les flots, et y rencontre la mort. Voici la cause de ce cruel événement : les alliés s'étaient enfin rendus maîtres des faubourgs ; l'armée française se trouvait refoulée sur les boulevarts, lorsque la défection d'un bataillon badois, en abandonnant la porte Saint-Pierre, ouvrit à l'ennemi l'entrée de la ville où bientôt plusieurs de ses colonnes se précipitèrent avec rage. Les trois corps d'armée française qui la défendent n'ont plus d'autre parti à prendre que de gagner la grande route, combattant toujours. Leur bonne contenance et leur valeur héroïque eussent assuré leur retraite, si l'officier proposé à la destruction des ponts après le passage n'eut pas confié cette importante commission à un simple caporal de sapeurs. Cependant la fusillade des

tirailleurs de Langeron sur les boulevarts, le feu des badois et des saxons du haut des murs de la vieille ville, d'où ces déserteurs de l'honneur et de l'humanité tiraient sur nos soldats, ont produit un grand désordre autour du pont. Le sapeur, armé de la mèche fatale, croit que l'ennemi arrive en masse; il exécute sa consigne et détruit l'unique voie de salut pour notre arrière-garde qui contient encore le gros des alliés. Dès lors cette héroïque arrière-garde, deux cents pièces de canon, et un matériel immense, ont été enlevés à Napoléon.

Après les malheurs du pont de Leipsick, l'armée française repassa la Saale à Weissenfeld: elle devait s'y rallier, y attendre et recevoir des munitions d'Erfurt, lorsque Napoléon reçut des nouvelles précises de l'armée austro-bavaroise: elle avait fait des marches forcées, elle était arrivée sur le Mein; il fallait donc aller à elle.

Le 30 octobre, l'armée française la rencontra rangée en bataille en avant de Hanau, interceptant le chemin de Francfort. Quoique forte et occupant de belles positions, elle fut culbutée, mise dans une déroute complète, et chassée de Hanau. L'armée française continua son mouvement de retraite sur Francfort où elle entra successivement le 31; et le 2 novembre, Mayence reçut pour la dernière fois l'empereur Napoléon et ses braves. Les armées alliées prirent des cantonnements sur la rive droite du Rhin. Napoléon revenu à Mayence, consacra dans cette ville six jours à la réorganisation de son armée, et le 9 novembre il fut de retour à Saint-Cloud.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

AFFAIRES D'ESPAGNE ET D'ITALIE JUSQU'A LA FIN DE 1813. — DÉFECTION DE MURAT. — PROPOSITION FAITE A EUGÈNE D'ENTRER DANS LA COALITION. — PROPOSITION DE PAIX. — NAPOLÉON AU CORPS LÉGISLATIF.

❀

(Suite de 1813.)

❀

APRÈS la rupture du congrès de Prague, Napoléou voyant l'Europe coalisée contre lui, dut diriger toutes ses forces sur l'Allemagne ; aussi se vit-il obligé de retirer une très-grande partie de celles qui étaient en Espagne.

De glorieux faits d'armes, perdus dans les escarpements des montagnes, et étouffés par les désastres de la grande armée, signalèrent les derniers efforts de l'armée d'Espagne, sous les ordres du maréchal Soult. Les généraux Foi, Clauzel, Abbé, Reille, Reix, Conroux, Drouet, etc., attachèrent leurs noms à cette campagne malheureuse. A la fin de 1813, il ne resta plus à la France en Espagne, que le petit port de Santona.

D'un autre côté, le prince Eugène, qui comptait sous ses drapeaux, au mois d'août 1813, plus de cinquante mille hommes, apprenant la trahison des Bavarois, crut devoir resserrer sa ligne : et se tenir sur les défilés

du Tyrol. Ce prince se trouvait, comme son père adoptif, les armes à la main contre son beau-père ; comme Napoléon il fut trahi dans son camp et marcha entre la défection du roi de Bavière, son beau-père, et la douteuse amitié du roi de Naples Joachim, beau-frère de Napoléon.

En effet, le roi Joachim oublie tout à coup qu'il n'est rien sans la France ni sans Napoléon. Il imite Bernadotte dont toutefois la condition politique est bien différente, et il court se placer à la suite des intérêts et des défections des anciennes dynasties. Le 6 janvier, il a signé un armistice avec l'Angleterre, et le 11, un traité d'alliance offensif et défensif avec l'Autriche, en vertu duquel trente mille napolitains doivent marcher contre la France. Ces étranges conventions conseillées par les passions privées, par les haines implacables des obscurs amis de Murat, entraînent la perte de l'Italie, et vont devenir une des principales causes de la chute de l'empire français. Elles ferment au vice-roi la route de Vienne, qu'une bataille combinée avec le roi de Naples lui aurait infailliblement ouverte, comme nous l'avons dit.

Après cette honteuse défection de Murat, les cabinets de Londres, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, proposèrent au prince Eugène d'entrer dans leur coalition, promettant de le créer grand duc de Berg. L'empereur Alexandre lui adressa, à ce sujet, une lettre autographe, à laquelle le vice-roi répondit en homme d'honneur.

Cependant, après la bataille de Hanau et le

passage du Rhin, des pourparlers eurent lieu entre le baron de Saint-Aignan, le prince de Metternich, le comte de Nesselrode, et lord Aberdeen. Les alliés posaient comme bases préliminaires de la paix. que Napoléon renoncerait au protectorat de la confédération du Rhin, à la Pologne, et aux départements de l'Elbe; que la France resterait entière dans ses limites naturelles des Alpes et du Rhin, et qu'on discuterait une frontière de l'Italie qui séparât la France des états de la maison d'Autriche.

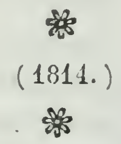
Napoléon adhéra à ces bases, le duc de Vicence partit pour Francfort; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public; car au moment même où ces propositions conciliatrices étaient faites, les alliés violaient la neutralité des cantons, entraient en Suisse, refusaient de recevoir à Francfort le plénipotentiaire français, publiaient leur insidieuse proclamation datée de cette ville, et indiquaient Châtillon-sur-Seine pour le lieu de la réunion d'un nouveau congrès.

Napoléon avait fait mettre sous les yeux du sénat et du corps-législatif les pièces relatives aux négociations, déclarant qu'il ferait sans regret les sacrifices que comportaient les bases préliminaires proposées par les alliés. Le corps-législatif nomma une commission de cinq membres pour examiner ces actes, et en faire un rapport. Ce rapport, qui irrita beaucoup Napoléon, lui fut présenté par une dé-

putation à laquelle il témoigna, en termes fort durs, tout son mécontentement ; ensuite il se rendit au conseil d'état où il soutint par des raisons irrésistibles, la résolution qu'il avait prise, et qu'il croyait conforme à la loi.

CHAPITRE VINGTIÈME.

INVASION DE LA FRANCE PAR LES ALLIÉS. — SECONDE RÉGENCE DE MARIE-LOUISE. — DÉPART DE NAPOLÉON POUR L'ARMÉE. — CONGRÈS DE CHATILLON. — BATAILLES DE MONTMIRAIL, DE CRAONNE, DE PARIS. — CAPITULATION DE PARIS. — ENTRÉE DES ALLIÉS DANS LA CAPITALE. — ABDICATION DE NAPOLÉON. — ADIEUX DE FONTAINEBLEAU. — — DÉPART DE NAPOLÉON POUR L'ÎLE D'ELBE. — SON SÉJOUR DANS L'ÎLE.



(1814.)

L'ANNÉE 1814 commence, et sur tous les points la même fatalité semble frapper la France. Dès le commencement de janvier, le fort Louis, Montbelliard, Haguenau, le fort l'Ecluse, Saint-Claude, Cologne, Trèves, Vesoul, Epinal, Forbach, Bourg-en-Bresse, Nancy, le fort de Joux, Langres, Dijon, Toul, Chambéry, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube, sont au pouvoir des ennemis, et quand janvier expire, la France est enveloppée au nord, à l'est, au sud, et

par mer. Elle n'a plus de frontière où elle ait un voisin : la mer, sous le joug de la marine britannique, complète le blocus continental qui l'enveloppe de toutes parts.

Depuis le 1er janvier 1814, l'armée russe et prussienne de Silésie avait passé le Rhin sur plusieurs points : elle se composait de quatre divisions, formant ensemble un total de soixante et dix mille hommes. Le duc de Raguse avait dû se retirer devant cette armée, mais sans éprouver aucune perte. D'un autre côté, une armée sous les ordres du prince Schwartzemberg, composée d'autrichiens, de russes, de bavarois, de wurtembergeois, de badois, et forte de cent vingt mille hommes, était entrée en France par la Suisse ; l'avant-garde s'était avancée sur Lyon. Le maréchal Augereau rallia alors en Dauphiné toutes les troupes sous ses ordres pour protéger Lyon. Quelques villes n'ayant pour garnison qu'une poignée de soldats et la garde nationale, s'étaient bien défendues, d'autres avaient ouvert leurs portes sans coup férir. Le moment était venu où, de tous les points du vaste empire français, ceux qui voulaient promptement délivrer le territoire de la patrie et conserver l'amour national, devaient prendre les armes, et marcher vers les camps, rendez-vous des braves et des vrais français.

Après avoir fait tous les efforts que l'on devait attendre de l'activité de Napoléon, dans la crise où il se trouvait, tant pour réorganiser et renforcer les armées françaises que pour donner l'élan aux populations ; après avoir envoyé des commissaires extraordinaires

dans toutes les divisions militaires pour activer la levée et l'organisation des bataillons de la garde nationale, Napoléon conféra le 25 janvier 1814, la régence à l'impératrice : il confia le roi de Rome à la garde nationale parisienne, en lui disant : « Je pars, je vais » combattre nos ennemis ; je laisse à votre » garde ce que j'ai de plus cher..... » Il abandonne la capitale de la France à son frère Joseph, qui s'était laissé ravir Madrid et l'Espagne : dans la nuit, il embrasse sa femme et son fils pour la dernière fois, et part, le 25 au matin, en jurant de vaincre et de sauver la patrie. Quoique toute l'Europe soit armée contre lui, il tiendra ce serment s'il n'est pas trahi par des compagnons d'armes. Le 26, le quartier-général se trouva à Châlons-sur-Marne. L'empereur arriva le 27 devant Saint-Dizier, que les alliés occupaient depuis deux jours : ils en furent chassés ainsi que de la ville de Bar, où il entra aux acclamations de toute la population.

Le 29, l'armée de Blücher, forte de quarante mille hommes, fut rencontrée entre Mézières et Brienne par le 5e corps de cavalerie sous les ordres du général Milhaud. La ville de Brienne fut attaquée par cette cavalerie, que le maréchal Ney attaqua en même temps, à la tête de six bataillons : Napoléon dirigea aussi une colonne sur la route de Bar-sur-Aube, qui paraissait être la retraite de l'ennemi. L'attaque fut vive et la résistance opiniâtre ; la nuit ne mit pas fin au combat. Vers les huit heures, les alliés voyant qu'ils ne pouvaient plus se maintenir dans la ville,

y mirent le feu ; et, après une tentative infructueuse contre le château, dont les français s'étaient emparés, ils se retirèrent à la faveur de l'incendie.

Le 1er février, Blücher, renforcé, déboucha sur la Rothière et Dienville, que l'arrière-garde française défendit toute la journée, malgré l'énorme disproportion des forces engagées de part et d'autre ; mais dans la nuit une batterie de l'artillerie de la garde tomba dans une embuscade, et fut prise par les alliés. Les combats de Brienne coûtèrent plus de trois mille hommes à l'armée française, et furent sans aucun résultat avantageux : toutefois, la 3 février, Napoléon entra à Troyes.

A cette époque, le comte de Stadion, le comte Razumowski, lord Castelereagh, et le baron de Humboldt, arrivèrent à Châtillon-sur-Seine, où se trouvait déjà le duc de Vicence.

Napoléon voulait la paix, puisque immédiatement après la bataille de Brienne, au moment même où les conférences allaient s'ouvrir, il écrivit de Troyes à son plénipotentiaire à Châtillon, qu'il lui donnait tous les pouvoirs, toute l'autorité nécessaire, carte blanche, enfin, pour conclure, afin d'arrêter les progrès des alliés, si funestes aux provinces ; de sauver la capitale, et d'éviter une grande bataille dont la perte aurait ruiné toutes les espérances de la nation. Ces pleins pouvoirs absolus, ce blanc-seing, Napoléon les donna le 4 ou le 5 février, et ne les a révoqués qu'après ses victoires. Ainsi pendant

plus de quinze jours, si les alliés l'eussent voulu, la paix aurait été conclue et signée à Châtillon, sans que le plénipotentiaire français eût été dans le cas de prendre de nouveaux les ordres de l'empereur, qui n'aurait pas été alors assez fort contre la situation des choses et contre l'opinion pour refuser de ratifier un traité signé. Mais le but des alliés n'était pas la paix : ils voulaient se venger des triomphes de la France, ils se rappelaient ces jours de deuil pour eux, ces jours où l'aigle française planait sur leurs capitales. Les propositions de Châtillon, comme celles de Dresde, comme celles de Francfort, n'étaient qu'un leurre qu'ils mettaient en avant pour tromper leurs peuples, et semer la division en France.

Le plénipotentiaire français désira des instructions précises sur les sacrifices qu'il pouvait consentir. Napoléon alors avait été forcé de se retirer sur la Seine : il était à Nogent, pù se trouvaient le grand-maréchal Bertrand et le duc de Bassano, qui le pressèrent d'accéder à la demande du duc de Vicence, en le laissant toutefois libre de s'écarter de ses instructions, et d'user de la carte blanche qui lui avait été donnée. Il fut décidé qu'on ne devait pas hésiter à abandonner la Belgique, et même la rive gauche du Rhin, si l'on ne pouvait avoir la paix qu'à ce prix. Les instructions du plénipotentiaire furent rédigées dans ce sens : l'Italie, le Piémont, Gênes, l'état de possession à établir en Allemagne, même les colonies étaient des sacrifices faits d'avance. Napoléon devait signer cette dépêche à

sept heures du matin : il reçut à cinq heures un rapport sur les mouvements de l'armée russe et prussienne, qui lui fit juger que des événements glorieux allaient changer la face des choses : il ajourna sa réponse au duc de Vicence, et partit pour Champ-Aubert. La marche de flanc de l'armée de Blücher, que Napoléon épiait en secret, avait enfin lieu ; le mouvement était devenu favorable pour l'attaquer.

Le 10 février, à la pointe du jour, Napoléon se porta sur les hauteurs de Saint-Pris, pour couper en deux l'armée alliée. Le duc de Reggio passa les étangs de Saint-Gond, et attaqua le village de Baye. Deux divisions françaises tournèrent les positions des alliés, qui furent chassés de Baye. La garde impériale se déploya alors dans les plaines de Champ-Aubert, que le maréchal Marmont fit enlever sans peine. Au même instant les cuirassiers chargèrent à droite, et acculèrent les russes à un bois et à un lac. Les alliés se voyant sans retraite, leurs masses se mêlèrent : artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pêle-mêle dans les bois. Deux mille hommes se noyèrent dans le lac : trente pièces de canon, deux cents voitures, des généraux, des colonels, et beaucoup de prisonniers restèrent au pouvoir des français.

Le 11, Napoléon arriva en avant de Montmirail. Le général Nansouty était en position avec la cavalerie de la garde, et contenait l'armée du général Sacken, qui était accourue pendant la nuit, en apprenant l'échec de Champ-

Aubert. Le général Yorck avait également quitté Château-Thierry. A onze heures, les alliés se formèrent en bataille : les divisions françaises arrivèrent successivement. Napoléon aurait voulu les attendre toutes, mais à trois heures, la nuit approchant, il fit déboucher le duc de Trévise sur Montmirail. Le général Friant, avec quatre bataillons de la vieille garde reçut ordre d'attaquer la ferme de l'Epine-aux-Bois, position d'où dépendait le succès de la journée, et que les alliés défendaient avec quarante pièces de canon. Pour rendre cette attaque plus facile, Napoléon ordonna au général Nansouty de s'étendre sur la droite, afin d'obliger les alliés à dégarnir leur centre. Au même instant et dans le même but, Napoléon ordonna de céder une partie du village de Marchais. Alors les troupes russes et prussiennes du centre furent abordées au pas de charge par la vieille garde, ayant le maréchal Ney à sa tête. Les tirailleurs épouvantés se retirèrent sur les masses ; l'artillerie ne put plus jouer, mais la fusillade devint effroyable : le succès était encore balancé, lorsque les lanciers, les vieux dragons, les vieux grenadiers de la garde arrivèrent au grand trot sur les derrières des masses d'infanterie, les rompirent, les mirent en désordre, et tuèrent tout ce qui ne fut pas fait prisonnier. Le duc de Trévise s'empara du village de Fontenelles; celui de Marchais fut mis entre deux feux : tout ce qui s'y trouvait fut pris ou tué. En moins d'un quart-d'heure, le plus profond silence succéda à la fusillade. Les alliés ne cherchèrent plus leur salut que

dans la fuite. Cette journée leur coûta encore huit mille hommes tués ou prisonniers : les français n'éprouvèrent qu'une perte bien légère comparativement.

Le lendemain matin, Napoléon fit poursuivre les alliés sur la route de Château-Thierry: ils soutenaient leur retraite avec huit bataillons qui n'avaient pas donné la veille, étant arrivés trop tard : ces bataillons étaient appuyés par quelques escadrons et par trois pièces d'artillerie. Le général Nansouty, avec deux divisions de cavalerie, se porta, par un mouvement à droite, entre Château-Thierry et l'arrière-garde des alliés. Le général Letort, avec une division de dragons de la garde, s'élança sur leurs flancs. Toute cette arrière-garde fut enveloppée ; on en fit un horrible carnage. Deux mille hommes furent faits prisonniers. En ce moment, le prince Guillaume de Prusse, qui était resté à Château-Thierry avec deux mille hommes s'avança à la tête des faubourgs pour protéger les fuyards, deux bataillons de la garde impériale arrivèrent au pas de charge, et les faubourgs furent nettoyés. Alors la réserve des alliés brûla ses ponts et s'établit sur la rive droite de la Marne, où elle démasqua une batterie. Les alliés, ne pouvant se retirer ni sur la route d'Eparny, ni sur celle de Soissons, qui leur étaient coupées, furent obligés de prendre la traverse dans la direction de Reims.

Pendant ces trois journées, le général Blücher était constamment resté aux Vertus, sans pouvoir secourir son armée. Le 12 février, il fut rejoint par le corps prussien du général

Kleist ; il réunit alors des débris des autres corps, et marcha avec vingt mille hommes contre le duc de Raguse qui occupait Etoles. Ce maréchal n'étant pas en forces suffisantes, se retira sur Montmirail. Napoléon partit le même jour de Château-Thierry et arriva à huit heures du matin à Montmirail. Il fit sur-le-champ attaquer les troupes de Blücher, qui venait de prendre position à Vauchamp. Le maréchal Marmont attaqua ce village, la cavalerie du général Grouchy tourna la droite des alliés, et se porta à une lieue au-delà de leur position, et pendant que Vauchamp était attaqué vigoureusement et défendu de même, ce général arriva avec sa cavalerie sur les derrières de Blücher. Toute celle de la garde avança aussi au grand trot : plusieurs carrés de prussiens furent enfoncés, sabrés ou pris. A deux heures les français étaient au village de Fromentières, et avaient fait six mille prisonniers. Blücher, en déroute, arriva à la nuit tombante à Champ-Aubert; mais le général Grouchy y était avant lui. Toute l'armée de Blücher aurait été prise si le mauvais état des chemins n'eût pas retardé la marche de l'artillerie. Toutefois, malgré l'obscurité de la nuit, la cavalerie française enfonça et sabra trois carrés de troupes russes, et poursuivit les autres jusqu'à Etoles. Dans la journée de Vauchamp les alliés firent de grandes pertes : dix mille prisonniers, dix pièces de canon et dix drapeaux restèrent au pouvoir des vainqueurs. Ainsi, l'armée de Silésie, forte de quatre-vingt mille hommes, fut, en quatre jours, battue, dispersée, anéantie.

Lorsque Napoléon partit de Nogent, le 9

février, pour manœuvrer sur l'armée de Silésie, il avait laissé le corps du maréchal Victor et du général Gérard en avant de Nogent, et celui du maréchal Oudinot à Provins, chargé de la défense des ponts de Bray et de Montereau. Le maréchal Victor ayant appris que plusieurs divisions de l'armée autrichienne s'avançaient sur Nogent, fit repasser la Seine à son corps d'armée ; il ne laissa que douze cents hommes dans Nogent, qui s'y défendirent pendant deux jours entiers. Les divisions autrichiennes ayant passé à Bray, le maréchal Oudinot se retira sur la rivière d'Yères, et le maréchal Victor se porta à Nangis.

Napoléon arriva le 16 février sur l'Yères, et s'arrêta à Guines. Le lendemain, à la pointe du jour, il marcha sur Nangis. Les alliés furent attaqués aussitôt. Le général Gérard déboucha sur le village de Mormant : les dragons du général Treilhard, arrivant d'Espagne, le tournèrent par la gauche ; le général Milhaud le tourna par sa droite; le comte Drouot s'avança avec de nombreuses batteries : dans un instant tout fut décidé ; les carrés formés par les divisions russes furent enfoncés ; tout fut pris, généraux, officiers, six mille prisonniers, dix mille fusils, seize pièces de canon et quarante caissons restèrent au pouvoir des français.

Le 18, le général Bianchi avait pris position, avec deux divisions autrichiennes et deux divisions wurtembergeoises, sur les hauteurs en avant de Montereau, couvrant les ponts de la ville. Le général Chateau l'attaqua vainement,

il dut se retirer : les troupes du général Gérard soutinrent le combat toute la matinée. Napoléon arriva au galop sur le champ de bataille, et fit aussitôt attaquer le plateau. Le général Pajol survint, chargea les alliés et les jeta dans la Seine et dans l'Yonne. Les ponts furent passés au pas de charge. Le général Bianchi fut poussé dans toutes les directions et perdit neuf mille hommes dont quatre mille prisonniers, quatre drapeaux et six canons. L'armée française défila sur les ponts que les alliés n'avaient pu faire sauter.

L'armée du prince Schwartzemberg se trouva aussi entamée par la défaite du corps du général Kleist, et par celle des généraux Witgenstein et Bianchi, qui en faisaient partie.

Cette série de triomphes inattendus releva les espérances de Napoléon : au lieu de la grande bataille qu'il avait voulu éviter, il venait de remporter cinq victoires mémorables; l'armée des alliés avait perdu plus de quatre-vingt-dix mille hommes en dix jours Au lieu d'avoir à sauver la capitale par la paix, il croyait l'avoir sauvée par les armes. L'état des affaires ayant changé, il changea de résolution. Il écrivit de Nangis à son plénipotentiaire pour lui retirer ses pouvoirs absolus, et lui enjoindre de prendre désormais ses ordres sur tous les points de la négociation : elle se suivit dès lors dans les formes ordinaires. Il ne s'agissait plus pour Napoléon d'aller audevant des concessions qu'on pouvait exiger de lui, mais de savoir, au moyen des négociations qui se suivaient à Châtillon, quelles étaient les véritables intentions des alliés, et

les sacrifices que, à la faveur des événements qui venaient de se passer, on pouvait éviter.

A la fin de février, Napoléon reçut le projet du traité préliminaire remis par les alliés à Châtillon. On pouvait reconnaître un ultimatum dans un assemblage de propositions révoltantes. Abandonner tout ce que Napoléon avait conquis, il avait le droit d'en faire le sacrifice ; abandonner ce que la France républicaine avait conquis, il ne se croyait pas le droit de le faire : il l'aurait fait cependant, car le salut de la patrie impose les devoirs qui passent avant tout, si un traité de paix définitif eût été le résultat immédiat de tant et de si douloureux sacrifices ; mais ce n'était pas un traité définitif qu'on lui proposait, c'étaient des préliminaires de paix, c'était un armistice, les armes à la main : ou plutôt c'était un armistice par lequel la France aurait mis bas les armes, tandis que ses ennemis auraient occupé les parties de son territoire qu'ils avaient envahies, et les forteresses d'Huningue, Bedfort et Besançon dont ils exigeaient la remise, quoiqu'elles fussent situées dans les pays qu'ils n'occupaient pas. Un tel traité n'était aux yeux de Napoléon qu'une capitulation déshonorante.

Des instructions furent expédiées au duc de Vicence pour la rédaction du contre-projet. Le projet des alliés fut envoyé à l'impératrice avec ordre de le soumettre à un conseil extraordinaire convoqué à cet effet, et composé principalement des hommes qui avaient exercé de l'influence aux différentes époques de la révolution, et qui avaient été élevés aux

grandes fonctions de l'empire. Un seul repoussa le projet avec indignation, comme la proposition la plus déshonorante dont l'histoire de France eût jamais fait mention, et comme une loi honteuse à laquelle l'honneur même ne permettait pas aux français de rester soumis; les autres furent d'avis d'obéir à la nécessité.

Cependant les hostilités continuaient toujours, et ce fut vainement que des commissaires nommés par toutes les parties belligérantes furent réunis à Lusigny pour traiter des conditions d'une suspension d'armes : ils ne purent s'accorder sur la ligne de démarcation. Il fallut se battre tous les jours.

Les débris de l'armée de Blücher s'étaient réunis à Châlons-sur-Marne, où les cadres furent reformés au moyen des réserves et des recrues arrivés de Mayence; ces nouvelles troupes avaient passé l'Aube à Arcis, et l'armée alliée dite du Nord, composée de cinq divisions russes et prussiennes était venue remplacer, à Reims et à Châlons, l'armée de Silésie.

L'empereur ne perd pas de vue son ennemi principal. Blücher a pris la rive gauche de la Marne et s'avance sur Soissons. Tout est sauvé si Napoléon arrive à Soissons avant Blücher, engagé dans des chemins de traverse impraticables. Pas un moment de perdu du côté des français : Napoléon expédie des courriers à Paris, à Châtillon, à Meaux; Mortier et Marmont ont l'ordre de ressaisir l'offensive. Le pont de la Ferté est rétabli dans la nuit du 2 au 3, Napoléon a passé la Marne : il se pré-

cipite sur Château-Thierry et sur la route de Soissons : il est en pleine manœuvre sur les flancs de l'ennemi, auquel nous avons coupé le chemin de Reims. Tout se dirige vers Soissons, la clef de la barrière de la Marne. Marmont et Mortier s'y portent par deux routes différentes ; ce dernier maréchal est tranquille sur le sort de Soissons, défendue par une bonne garnison et par des fortifications nouvellement réparées. Cerné de toutes parts, Blücher ne saurait éviter sa ruine, puisque nous occupons Soissons. Blücher ne l'ignore pas ; aussi se propose-t-il d'emporter la ville de vive force et de s'y renfermer : il se présente, et les ponts s'abaissent devant lui !..... Bulow et Wintzingerode, arrivés aussi de la Belgique de l'armée de Bernadotte, avaient, le 2 mars, menacé Soissons, intimidé le commandant, qui ouvrit ses portes ! Le 4 au matin, Napoléon apprend à Fismes l'entrée des prussiens dans Soissons ! Le général qui avait livré la place se nommait Moreau : « Ah ! s'écrie Napoléon, » ce nom m'a toujours été fatal. » Il le fût en effet.

Soissons perdue, la Marne franchie par les alliés, il faut que Napoléon surprenne le passage de l'Aisne. Le 5 mars, il courut à Béry-au-Bac qu'enlève le général Nansouty; ainsi la route de Reims à Laon nous appartient. Le 6 il marche sur Laon, et trouve sur les hauteurs de Craonne une armée russe en position ; il remet la bataille au jour suivant. Le soir, des nouvelles de Strasbourg lui apprennent le mouvement presque général de la population

des Vosges contre les autrichiens en retraite, et le concert d'attaque qui semblent lier par des opérations offensives les garnisons du Rhin, celles de la Lorraine et celles de l'Alsace. Mais, le 7, il faut emporter Craonne : Ney et Victor à la tête de l'infanterie, Grouchy et Nansouty à la tête de la cavalerie, s'élancent sur le plateau avec leur impétuosité ordinaire : les trois derniers sont blessés. Belliard prend le commandement en chef de la cavalerie, soutenu par Drouot et son artillerie. Nous sommes maîtres de Craonne, après avoir éprouvés la plus vigoureuse résistance. Nous suivons les ennemis jusqu'à l'embranchement de la route de Laon à Soissons ; ils tiennent quelques heures à l'auberge de l'Ange-Gardien, afin de donner le temps à Blücher d'évacuer Soissons et de se rallier.

Le lendemain de la bataille de Craonne, le maréchal Ney poursuivit les alliés jusqu'au village d'Etouvelle. Le 9, les russes s'étant réunis aux prussiens, prirent position sur les hauteurs de Laon : Napoléon jugea qu'ils y étaient inexpugnables, et ne crut pas devoir les attaquer. Ses intentions étaient de manœuvrer sur l'Aisne.

Le 13, il arriva sur les hauteurs du Moulin-à-Vent, à une lieue de Reims, que le corps russe du général Saint-Priest venait d'occuper. Ce corps couronnait les hauteurs en avant de Reims. Le maréchal Marmont, formant l'avant-garde française, l'attaqua, et la division du général Merlin cerna et prit plusieurs bataillons de la landwehr prussienne. Le

général Sébastiani attaqua la ville : les gardes d'honneur chargèrent entre la ville et les russes, qu'elles jetèrent dans le faubourg. Le général Krasinski, ayant coupé la route de Reims à Béry-au-Bac, les alliés abandonnèrent la ville et se retirèrent en désordre, partie sur Châlons, partie sur Rhétel et sur Laon. Les français firent à cette bataille cinq mille prisonniers, et prirent en outre vingt-deux pièces de canon et cent voitures.

Napoléon, qui n'avait pu encore parvenir à connaître le véritable ultimatum des alliés, envoya de Reims, quelques jours après la bataille de Craonne, de nouveaux pouvoirs à son plénipotentiaire pour terminer, avec cette seule restriction, qu'il ne signerait aucun traité dont l'évacuation du territoire et le renvoi des prisonniers faits de part et d'autre ne seraient pas le résultat immédiat. Son courrier rencontra le duc de Vicence à quelques lieues de Châtillon. Les alliés avaient fixé, comme à Prague, un terme fatal pour la durée des négociations; elles étaient rompues.

Napoléon marche alors sur Plancy, par Eperney et la Fère-Champenoise : le 19, il passe l'Aube à Plancy, la Seine à un guet, et fait tourner Méry, qui était occupé par les alliés.

Le 20, l'empereur veut traverser Arcis, pour remonter jusqu'à Bar-sur-Aube ; mais les reconnaissances qu'il a envoyées sur Troyes ont trouvé l'ennemi.

Une affaire sérieuse s'engage avec l'aynt-

garde. Napoléon s'y porte à la tête de trente mille hommes, afin de balayer sa route. Une armée immense se développe devant lui; c'est celle de Schawertzemberg ?.... Fatigué des combats partiels dans lesquels Napoléon multipliait successivement la victoire contre les corps de la grande armée alliée, ce généralissime s'était enfin déterminé à mettre un terme à tant de défaites; et, du moment où le prince de Suède serait en ligne, à faire simultanément un mouvement général d'irruption européenne sur la capitale. Mais, sollicité de nouveau, l'empereur Alexandre avait décidé de marcher sans attendre Bernadotte. C'était cette tempête inattendue que Napoléon voyait fondre sur lui à Arcis, le 20 mars, jour anniversaire de tant de fortunes diverses dans sa vie.

Tant que Napoléon a le glaive à la main, Arcis est inexpugnable pour l'armée de cent cinquante mille hommes qui l'assiége. La nuit vient : elle ne suspend pas les périls du jour. L'incendie des faubourgs et le feu continuel des deux armées éclairent la défense des français et les travaux des assiégeants, dont cette terrible clarté dirige les attaques. Un seul pont reste encore à Napoléon pour se soustraire lui et ses soldats à une perte inévitable : il ordonne d'en jeter un second, et le 21 au matin nous évacuons Arcis. Cependant le combat ne se ralentit pas, et la retraite brillante de Napoléon devant des masses si supérieures devient un beau fait d'armes à ajouter à son histoire. L'ennemi pourrait anéantir l'armée française; mais il

la craint encore ; tant elle est menaçante, même en reculant : Napoléon se replie dans le plus grand ordre sur Vitry-le-Français. Les routes de la capitale appartiennent à l'ennemi!

Napoléon passe à Sommepuis la nuit du 21 au 22 ; le 23, son quartier-général est à Saint-Dizier, où le rejoint le duc de Vicence, à neuf heures du soir. Ce ministre écrit à M. de Metternich pour lui annoncer qu'il a tous pouvoirs de traiter et signer la paix. Le duc de Vicence se rend, le 25, aux avant-postes, mais ce fut inutilement qu'il attendit le laisser-passer qu'il avait demandé. Il ne restait donc plus aucun espoir de négociation.

Le 26 mars, Napoléon attaqua à Saint-Dizier le corps de cavalerie du général russe Witzingerode, qui y avait été laissé, afin de maintenir la ligne d'opération des alliés, et de faciliter l'arrivée de l'artillerie et des munitions. Les dragons du général Milhaud ; et la cavalerie de la garde, commandée par le général Sébastiani, attaquèrent le corps russe, et, après plusieurs belles charges, le mirent en déroute, et lui prirent dix-huit pièces de canon et deux mille chevaux.

Napoléon, continuant de poursuivre les alliés, arriva à Troyes le 29 mars, mais le même jour il apprit que les russes et les prussiens accouraient, à marches forcées, sur Paris, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour sauver la capitale. L'empereur et son armée quittèrent Troyes à l'instant même, et se dirigèrent, avec toute la rapidité possible, au secours de Paris.

Mais déjà les alliés étaient arrivés devant Paris, après avoir acculé sous les murs de cette capitale les coprs des maréchaux Mortier et Marmont. Le 30, les troupes composant ces deux corps, quelques milliers de soldats des dépôts réunis par le général Belliard, huit à dix mille hommes de la garde nationale de Paris sous les ordres du maréchal Moncey, et les compagnies d'artillerie formées spontanément par les élèves de l'école polytechnique, furent attaqués par les masses des armées alliés. Les troupes de ligne, la garde nationale, et cette jeunesse si brillante des écoles se couvrirent de gloire; les alliés eurent plus de douze mille hommes hors de combat; mais ils étaient trop nombreux pour qu'on pût espérer de les contenir avec les faibles ressources réunies pour couvrir Paris. A cinq heures du soir, le maréchal Marmont demanda un armistice pour traiter de l'évacuation de la capitale, et les troupes alliées y entrèrent le lendemain matin.

Le 30, après quelques heures de repos. Napoléon avait poursuivi sa route. Qu'a-t-il besoin d'arriver avec une armée? lui seul est l'armée qui peut sauver Paris. A quelques lieues de Troyes, il se jeta dans une cariole de poste; elle portait aussi toute la fortune de César... Il volait... A dix heures du soir, cinq lieues seulement le séparaient de Paris..... Dans une heure, il se verra à la tête des braves qui disputent la capitale aux coalisés... IL EST TROP TARD DE DEUX HEURES... PARIS VIENT DE CAPITULER!

Napoléon était à pied au relai de Fromen-

teau, lorsque le général Belliard vint lui faire le récit de la prise de Paris. L'empereur se décide sur le champ à marcher sur la capitale, avec les cinquante mille braves qui lui restent. Il ordonne au général Belliard de le suivre avec toute sa cavalerie. Belliard lui représente que ses troupes et lui ne sont sortis que par une convention, et que cent trente mille hommes entourent la capitale. Alors Napoléon se résout à envoyer le duc de Vicence à Bondy, quartier-général d'Alexandre, pour y traiter de la paix. L'empereur Alexandre remit sa réponse après l'entrée à Paris, qui allait avoir lieu. Le duc de Vicence se rendit à Paris, pour obtenir l'audience d'Alexandre, et Napoléon se décida à attendre à Fontainebleau le résultat de cette dernière négociation.

Le 31 mars à midi, Alexandre et Fréderic-Guillaume, ainsi que le généralissime Schwartzemberg, firent leur entrée dans Paris. Après vingt-deux années de guerre, ils occupèrent à leur tour en triomphateurs la capitale de leur ennemi. Les parisiens cherchèrent vainement à la tête de ce cortége le père de l'impératrice, l'aïeul du roi de Rome; son absence leur dit énergiquement que la France est la proie de la vengeance, et que Paris n'a reçu dans ses murs que des vainqueurs irrités. François II avait été retenu en Bourgogne par la marche de Napoléon sur Fontainebleau.

Les parisiens voyaient filer dans un silence inquiet les armées alliées, lorsque, sur le boulevart Italien, les cris se firent entendre en faveur de la maison de Bourbon. Quelques maisons avaient pavoisé de mouchoirs blancs

leurs fenêtres. Des cris de *Vivent les Bourbons, Vivent nos libérateurs* ! se firent entendre. Une vingtaine de royalistes vinrent sur le boulevart de la Magdelaine, en habits bourgeois, portant des cocardes blanches et le drapeau à fleurs de lis.

Des dames se précipitèrent, au péril de leur vie, au milieu des chevaux, pour approcher l'empereur Alexandre ; elles demandèrent à grands cris, à ce prince, le rétablissement de la famille royale. Plusieurs d'entre elles étaient dames du palais de Marie-Louise, et ne s'en distinguèrent pas moins par la vivacité de leurs instances ; mais Alexandre, encore plus frappé du calme et de l'aspect de la ville depuis la barrière de Bondy jusqu'à ce boulevart, était resté impassible à la vue de cette scène bizarre, et avait froidement continué sa route jusqu'aux Champs-Elysées. Il y fit défiler pendant trois heures les armées de la coalition, et se rendit ensuite, à pied, vers cinq heures, chez le prince de Bénévent, où il avait désigné son quartier-général.

Mais pendant qu'Alexandre goûtait les premiers fruits de la victoire devant ses soldats, un secret entretien avait lieu entre M. de Nesselrode et le prince de Bénévent ; ils y préparaient l'objet que l'on allait discuter le soir dans le conseil des souverains, c'est-à-dire, la question du gouvernement à établir en France. De son côté, le prince de Schwartzemberg n'avait pas tenu la conduite d'un ennemi généreux ; oubliant son titre de dernier ambassadeur d'Autriche auprès de Napoléon, auquel il devait son grade de feld-maréchal, il s'était

souvenu seulement des engagements qu'au mépris du serment militaire et de la foi des traités il avait contracté avec la Russie, à Minsk, en 1812. En sa qualité de généralissime, qui pendant l'absence de son maître, le rendait l'égal des deux autres souverains, il s'était hâté de déclarer *que l'existence de Napoléon en France était incompatible avec le repos de l'Europe, et que, Napoléon vivant, on devait se fixer au retour de l'ancienne dynastie.* Cette manifestation inattendue des intentions de l'Autriche précéda l'ouverture du conseil. On ne remarquait pas dans Alexandre le même empressement à détrôner Napoléon que dans le représentant de François II; il dit qu'il y avait trois partis à adopter : « *Faire la paix avec Napoléon, en prenant contre lui toutes sûretés; établir la régence; rappeler la maison de Bourbon.* » M. de Talleyrand (le prince de Bénévent) vota hautement en faveur du dernier parti, ajoutant « qu'*il se portait fort pour le sénat*, lequel entraînerait Paris, qui entraînerait la France. Cependant Alexandre ne paraissait pas persuadé, et alors on proposa d'admettre à la délibération deux membres du comité que M. Talleyrand avait formé autour de lui. Le conseil se trouva ainsi composé des deux souverains, du généralissime, du prince de Bénévent, du duc de Dalberg, de l'archevêque de Malines et du baron Louis. Alexandre proclama que ses alliés et lui ne connaissaient que deux ennemis, l'empereur Napoléon, et *tout ennemi de la liberté des Français.* Il demanda ensuite les opinions des nouveaux venus; l'un d'eux affirma que *toute la France*

était royaliste, et que d'ailleurs l'exemple de Paris deviendrait décisif. L'empereur Alexandre prit alors, on ne sait pourquoi, l'avis du roi de Prusse et du généralissime auxquels cette question était tout-à-fait inconnue ; et, d'accord avec eux, ce prince déclara *qu'il ne traiterait plus avec l'empereur Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille.*

Le même jour, 31, à neuf heures du soir, le sénat, composé de soixante-dix membres, fut convoqué par M. de Talleyrand, qui le présida ; il déclara *Napoléon déchu du trône, le droit d'hérédité aboli dans sa famille, le peuple et l'armée déliés envers lui du serment de fidélité.* Le lendemain, une assez forte minorité du corps-législatif adhéra au sénatus-consulte. La cour de cassation envoya également son adhésion ; il en fut de même de la part de la cour des comptes et de la cour impériale.

M. Bellard prit sur lui, comme président du conseil général du département de la Seine, de proclamer que la capitale demandait le rétablissement de la maison de Bourbon.

Par suite de délibération du sénat, il fut nommé un gouvernement provisoire, composé de MM. de Talleyrand, de Beurnonville, de Jaucourt, de Dalberg et de l'abbé de Montesquiou.

Néanmoins le duc de Vicence avait obtenu audience de l'empereur Alexandre; prévenu par le comité de défection, ce plénipotentiaire s'était vu enlever la cause personnelle

de Napoléon, mais il lui restait à soutenir celle de la régence et de la dynastie impériale. Il plaida cette cause avec chaleur et fut écouté favorablement. Mais avant de se prononcer définitivement, l'empereur Alexandre réunit le même jour, 3 avril, les principales notabilités de Paris, pour discuter les intérêts de la France, tant par rapport à elle que par rapport à l'empereur. Dans cette discussion, l'opinion des étrangers penchait évidemment pour la régence; mais le général Dessoles et tous ceux qui, comme lui s'étaient aventurés dans l'œuvre de la restauration, firent prendre à la déclaration du 31 mars tout son empire. Alexandre revit le duc de Vicence, et lui déclara que *Napoléon devait abdiquer*. Le duc partit pour Fontainebleau.

Cependant pour mieux fortifier leur projet de trahison, les membres du comité de défection s'occupèrent de s'assurer d'un des généraux les plus influents. En effet, le 2 avril, des pourparlers avaient lieu entre Marmont et Schwartzemberg, d'après la négociation entamée par le gouvernement provisoire avec ce maréchal. Ainsi on ne négligeait aucune précaution contre l'ennemi commun, et afin qu'il n'y eût rien d'intact autour de Napoléon, la trahison s'introduisait jusques dans ce qu'il appelait sa famille militaire. Le généralissime avait été s'établir au château de Chevilly, voisin d'Essonne. Le lendemain, le maréchal Marmont reçut à son quartier-général d'Essonne, une lettre par laquelle le prince de Schwartzemberg, en lui envoyant

les papiers publics, ainsi qu'une invitation du gouvernement provisoire *de se ranger sous les drapeaux de la bonne cause française*, l'engageait à écouter ces propositions. Le maréchal se hâta de répondre « que l'armée » étant déliée par le sénat de son serment de » fidélité, il était prêt à quitter *avec ses* » *troupes* l'armée de l'empereur Napoléon aux » conditions suivantes : que le prince de » Schwartzemberg garantirait *toutes les* » *troupes françaises* qui quitteraient les dra- » peaux de Napoléon Bonaparte, de pouvoir » se retirer librement en Normandie avec » armes et bagages ; et que, *si par suite* » *de ce mouvement les événements de la* » *guerre faisaiemt tomber entre les mains des* » *puissances alliées la personne de Napoléon* » *Bonaparte, sa vie et sa liberté lui seraient* » *garanties dans un espace de terrain et dans* » *un pays circonscrit au choix des puissan-* » *ces alliées et du gouvernement français.* »

e 4 avril, le prince de Schwartzemberg envoya au maréchal la garantie demandée. Ainsi l'aide-de-camp de Marmont savait que son mouvement livrait son général aux ennemis les plus acharnés, et il avait la générosité de mesurer la terre où son empereur resterait captif !..... Un espace de terrain !.... Marmont aurait-il deviné Sainte-Hélène.

Dès le 1er avril, le lendemain de son arrivée à Fontainebleau, l'empereur n'avait pas perdu un seul moment pour la réorganisation de l'armée, et le jour suivant il avait mis en discussion un plan de campagne. La ques-

tion était, ou de manœuvrer autour de la capitale, ou de se retirer sur la Loire. Le premier avis avait prévalu, et par suite des dispositions que Napoléon prit alors, il désigna pour son quartier-général Montlignon, au lieu de Ponthierry.

Le 3, il passa en revue sa garde, et lui adressa une proclamation où il l'engageait à marcher sur Paris. « Jurons, disait-il, de » vaincre ou de mourir, et de faire res» pecter cette cocarde tricolore qui, depuis » vingt ans, nous trouve dans le chemin de » la gloire et de l'honneur.

Ce serment fut prononcé par la garde avec enthousiasme, aux cris de *vive l'empereur! allons à Paris.* Cependant l'annonce de la déchéance proclamée par le sénat et celle de l'abdication demandée par les alliés avaient pénétré sous les tentes de la fidèle armée. Mais, si la déchéance était débattue dans le palais, au camp elle était hautement rejetée. Les acclamations de la garde prouvaient suffisamment l'esprit du soldat.

Le duc de Vicence arriva à Fontainebleau dans la nuit, et rendit compte à Napoléon de la décision fatale dont il était porteur. Le lendemain matin il signa son abdication en faveur de son fils, et se détermina à adjoindre au duc de Vicence des plénipotentiaires qui, par leur influence personnelle, donneraient des représentants aux intérêts de la France et du poids aux vœux de l'armée.

Tandis qu'on expédiait les pouvoirs des négociateurs, on annonça à l'empereur que le

maréchal Macdonald venait d'arriver de Saint-Didier avec son corps d'armée. Entraîné par la destinée, Napoléon se sentit encore plus frappé de l'importance du commandement d'Essonne, où était le maréchal Marmont. » *C'est-là*, dit Napoléon, *que s'adresseront toutes les intrigues, toutes les trahisons de Paris : il faut que j'aie à ce poste un homme comme Marmont, mon enfant, élevé dans ma tente !* »

Napoléon a envoyé pour plénipotentiaires les maréchaux d'Elchingen et de Tarente avec le duc de Vicence. Il leur dit de s'adjoindre, en passant à Essonne, le maréchal Marmont, si toutefois ce maréchal ne sentait pas sa présence nécessaire à son corps d'armée.

Arrivés à Essonne, les plénipotentiaires descendent chez le duc de Raguse, à qui ils font connaître les ordres de l'empereur. Ils devaient attendre, pour aller plus avant, l'autorisation du général ennemi ; le maréchal les retint à dîner. Bientôt il confie à Ney et à Macdonald qu'il a traité avec Schwartzemberg, il voulait parler de la convention d'Essonne, ratifiée le matin même à Chevilly. Un moment après, le duc de Vicence reçoit cette confidence du maréchal Macdonald. Alors la conversation devint générale ; elle est des plus vives de la part des plénipotentiaires de Fontainebleau : celui d'Essonne paraît céder à la puissance des sentiments qui combattent sa conduite, il leur affirme que rien n'est signé, et qu'il les suivra à Paris.

A une heure du matin, les plénipotentiaires

furent admis auprès de l'empereur Alexandre, qui les écouta avec intérêt : Alexandre les ajourna à midi. Ils s'éloignèrent, rassurés par l'impression qu'ils venaient de produire et par la renonciation de Marmont aux engagements de Chevilly, et se réunirent à onze heures et demie chez le maréchal Ney, attendant l'instant où ils devaient revoir l'empereur. Marmont arriva, et bientôt on l'avertit que son premier aide-de-camp, le colonel Fabvier, le demandait. Il sortit, et rentra cinq minutes après, pâle comme la mort : » Souham et Bordesoult, disait-il, ont enlevé » mon corps d'armée. Fabvier est venu en » toute hâte..... » Et l'on appela Fabvier, qui rendit compte de l'événement. Marmont dit qu'il allait ramener ses troupes, chose impossible, puisqu'elles se trouvaient, depuis la pointe du jour, dans les lignes des ennemis : elles étaient parties avec ardeur, dans l'espoir qu'on les menait au combat ! Bien qu'aucune illusion n'abusât les plénipotentiaires sur cette irréparable aventure, ils engagèrent le maréchal à faire tout ce qu'il croirait devoir tenter pour tenir la parole qu'il leur avait donnée à Essonne, renouvelée à Chevilly et à Paris. Midi était déjà sonné ; ils n'avaient pas un moment à perdre pour paraître chez l'empereur Alexandre : ils dissimulèrent autant que possible leur dévorante anxiété ; car tous leurs efforts seraient vains si Alexandre apprenait cette défection. Ce prince les accueillit aussi bien que la nuit précédente ; et la conversation avait repris

un cours favorable, quand un officier se présenta et parla en russe à l'empereur : « *Nous sommes perdus*, dit tout bas le duc de Vicence au maréchal Macdonald, *l'empereur sait que le corps de Marmont a passé.* » Alexandre sortit un moment, puis il rentra ; mais la discussion des articles, presque approuvés dans la conférence de la nuit, ayant recommencé, donna lieu de la part de ce souverain à une foule d'objections : la défection du premier corps avait tout changé. La suite de l'entretien fut remise à cinq heures ; on parla avec chaleur de l'armée et de ses sentiments : « Messieurs, dit l'empereur » avec vivacité, vous faites sonner bien haut » la volonté de l'armée, et vous n'ignorez pas » que le corps du duc de Raguse a passé de » notre côté ; d'autres sont encore dans les » mêmes dispositions : on est las de la guerre. » Nous ne voulons que le bonheur de la » France : *que nous importe son gouvernement*, s'il la rend heureuse. Nous ne voulons aujourd'hui que ce que le vœu national » a déjà proclamé. *Il repousse la régence*, » comme il a repoussé l'empereur Napoléon. » Je vous déclare donc que nous ne pouvons » admettre que *son abdication absolue ; à* » *cette condition seule, vous pouvez regarder* » *la paix comme faite.* Nous nous engageons » à faire assurer à l'empereur Napoléon une » existence indépendante et convenable sous » tous les rapports. » Les plénipotentiaires se récrièrent en vain contre cette étrange détermination, si différente des espérances qui leur avaient été données. Ils retournèrent à Fon-

tainebleau, et portèrent à l'empereur la nouvelle décision au vainqueur. Napoléon en ayant pris lecture, appela les maréchaux pour recevoir leur avis. Les conférences furent reprises trois fois pendant cette journée; Napoléon y discuta vivement la forme de l'abdication absolue, et enfin l'acte en fut ainsi rédigé :

« Les puissances alliées ayant proclamé que
» l'empereur Napoléon était le seul obstacle
» au rétablissement de la paix en Europe,
» l'empereur Napoléon, fidèle à son serment,
» déclare qu'il renonce, pour lui et ses hé-
» ritiers, aux couronnes de France et d'Ita-
» lie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel,
» même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à
» faire à l'intérêt de la France.

» Fontainebleau, 11 avril 1814. »

Les plénipotentiaires repartirent pour Paris, et arrivèrent chez l'empereur Alexandre à deux heures du matin. « *Apportez-vous l'abdication ?* » leur dit ce prince en les voyant entrer tant il brûlait d'être délivré de tout ce qui tenait à l'audacieux destructeur du Kremlin. Le duc de Vicence fit à Alexandre la lecture de l'acte; l'empereur en exigea à l'instant une copie, afin de rassurer dans la même nuit le gouvernement provisoire, dont le fantôme de Napoléon armé troublait encore le sommeil.

Par le traité signé le 11 à Paris et le 13 avril à Fontainebleau, l'empereur, l'impératrice et tous les membres de la famille impériale, conservaient leurs titres. L'île d'Elbe lui est accordée en toute souveraineté, avec deux millions de revenu, dont un reversible

à l'impératrice, à laquelle on donne, en toute propriété, les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla; ces duchés passeront à son fils, qui en prendra le titre. L'empereur pourra emmener et conserver avec lui quatre cents hommes de bonne volonté.

Le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe fut retardé par le parti qui craignait de le voir aussi près de la France. Toutes les difficultés furent enfin levées par le zèle infatigable du duc de Vicence. Dans la matinée du 20 avril, Napoléon se montra à sa garde, qui n'avait pas cessé de l'entourer dans les jours de malheur, et lui adressa une allocution qui fit répandre des larmes non-seulement à tous ses vieux soldats, mais encore aux commissaires anglais et prussiens qui étaient présents à ce spectacle sublime et déchirant : elle causa sur tous une impression ineffaçable.

A son arrivée à Fréjus, le 27 avril, il y avait en rade deux bâtiments pour le transporter, l'un français, l'autre anglais : il préféra la frégate anglaise ne voulant pas qu'il fût dit qu'il avait été déporté sous le pavillon français, et le lendemain, il quitta la France.

Le 5 mai, à six heures du soir, Napoléon débarqua à Porto-Ferrajo, où il fut reçu par le général Dalesme, commandant français. Le maire présenta les clefs de la ville à Napoléon qui choisit la mairie pour son palais. Le grand-maréchal du palais, comte Bertrand, le lieutenant-général d'artillerie, comte Drouot, le général Cambronne, et quelques autres bra-

ves fidèles, formèrent d'abord la cour du nouveau souverain. Bientôt sa mère et sa sœur, la princesse Borghèse, vinrent partager et adoucir son exil.

De nouvelles couleurs, un nouveau pavillon furent adoptés pour l'île d'Elbe : ce pavillon était blanc et amaranthe, parsemé d'abeilles : il devint le premier de la Méditerranée, et le plus respecté. Il était sacré, même pour les barbaresques, qui faisaient souvent des présents aux capitaines elbois en leur disant qu'ils acquittaient la dette de Moscou.

Napoléon ordonna et fit exécuter de grands travaux dans l'île ; des routes furent percées dans tous les sens, des quais, des magasins furent construits sur les ports; plusieurs belles maisons s'élevèrent au milieu et dans les environs de Porto-Ferrajo ; les meilleurs peintres de l'Italie se disputaient l'honneur d'y travailler, et sollicitaient comme une faveur de pouvoir les embellir.

CHAPITRE VINGT-UNIEME.

DÉPART DE NAPOLÉON DE L'ILE D'ELBE. — SON DÉBARQUEMENT AU GOLFE JUAN. — SON ARRIVÉE A GRENOBLE, A LYON, A PARIS. — CHAMP-DE-MAI. — DÉPART DE NAPOLÉON. — BATAILLES DE LIGNY ET WATERLOO. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — SON ABDICATION. — ENTRÉE DES ALLIÉS DANS PARIS. — RETOUR DE LOUIS XVIII.



(1815.)



Dès les derniers mois de 1814, Napoléon dut se sentir entraîné vers la France par le mécontentement qu'elle éprouvait. Les papiers publics qu'il lisait avec avidité, l'instruisaient de la disposition des esprits ; des factions qui s'agitaient, des partis qui se formaient, et des malheurs qui allaient encore fondre sur la patrie. D'un autre côté, des lettres de Vienne, ainsi que de son beau-frère Joachim à qui il avait pardonné, et qui avait des agents auprès du congrès, lui annoncèrent que les alliés avaient le dessein de le surprendre à l'île d'Elbe, et de l'envoyer à Ste.-Hélène. Dans le même temps, deux nobles anglais, indignés d'un projet de trahison dont la honte ne pouvait que retomber sur leur nation, quittèrent Vienne, et vinrent donner à Napoléon des détails qui

lui dévoilèrent l'imminence du danger. L'intention qu'avait le gouvernement royal de France de violer les stipulations du traité de Fontainebleau, et le complot ourdi par les membres du congrès, déterminèrent Napoléon à rentrer en France. Son parti pris, il fit les préparatifs de son départ, dont il garda le secret jusqu'au dernier moment.

Le 26 février 1815, le bataillon de la garde, les autres soldats, et les officiers de la maison de Napoléon reçurent ordre de s'embarquer. Chacun pensait que l'expédition était dirigée sur Naples, où sur quelqu'autre point de l'Italie. A huit heures du soir, Napoléon mit le pied sur le brick *l'Inconstant*, et s'écria comme César: *Le sort en est jeté!* Les officiers, les soldats de la flottille interrogeaient silencieusement Napoléon; tout le monde brûlait d'apprendre où l'on allait. Au bout d'une heure de navigation, il rompit le silence: « *Grenadiers*, dit-il, *nous allons en France, nous allons à Paris.* » A ces mots, la joie cessa d'être inquiète, tous les visages s'épanouirent, et les cris de *vive la France! vive Napoléon!* retentirent sur les sept bâtiments composant la flottille.

Au moment du départ de l'île d'Elbe, la corvette anglaise était à Livourne; on n'avait donc rien à craindre d'elle; mais, le lendemain, on aperçut un brick de guerre français qui venait vent-arrière sur *l'Inconstant*. C'était *le Zéphire*, commandé par le capitaine Andrieux. Le capitaine de *l'Inconstant* proposa d'aborder ce brick, et de l'enlever: mais Napoléon repoussa cette idée comme absurde,

excepté dans le cas où l'on serait forcé d'en venir aux extrémités Il ordonna à ses grenadiers de se cacher dans l'entrepont. Les deux bricks furent bientôt à portée de la voix, et se firent les saluts d'usage sur la mer. Le commandant du *Zéphire* ayant reconnu le brick de l'île d'Elbe, demanda des nouvelles de l'empereur, et l'empereur lui répondit lui-même avec un porte-voix, qu'il se portait fort bien. Le capitaine Andrieux ne se douta nullement de la proie qu'il laissait échapper.

Avant de quitter l'île d'Elbe, Napoléon avait rédigé deux proclamations, mais lorsqu'il voulut les faire mettre au net, personne ne put les déchiffrer. Il les jeta dans la mer et en dicta deux autres, l'une adressée à l'armée, l'autre au peuple français. Tous ceux qui savaient écrire furent engagés à en faire des copies : les tambours, les bancs, les bonnets servirent de pupitres, et chacun se mit gaiement à l'ouvrage.

Les généraux, les officiers firent aussi une adresse à l'armée. Elle était à peine achevée que l'on aperçut au loin les côtes d'Antibes. Le sol sacré de la France fut salué avec enthousiasme.

Le Ier mars, mois favori de l'empereur dans ses prospérités, la flottille mouilla, à trois heures, au golfe Juan, et à cinq heures Napoléon descendit à terre, non sans éprouver la plus vive émotion. Le bivac fut établi dans un champ d'oliviers. *Beau présage*, s'écria Napoléon, *puisse-t-il se réaliser*. Vingt-cinq grenadiers et un officier de la garde fureni aussitôt envoyés à Antibes pour sonder

les dispositions de la garnion, et la débaucher si ses dispositions paraissaient favorables ; mais, entraînés par leur ardeur, les grenadiers entrèrent dans la place aux cris de *Vive l'empereur* ! le commandant fit lever le pont-levis et les retint prisonniers. En apprenant cet échec, quelques officiers émirent l'opinion de marchar sur Antibes, et de l'enlever de vive force, afin de prévenir le mauvais effet que pouvait produire la résistance de cette place. Napoléon leur fit observer que la prise d'Antibes ne faisait rien à la conquête de la France, que les moments étaient précieux, qu'il fallait voler, et remédier à l'événement d'Antibes en marchant plus vite que la nouvelle. Dans la soirée, on amena au bivac un postillon de belle livrée, appartenant au prince de Monaco. Ce postillon arrivait de Paris avec le prince. Napoléon le questionna, et reçut de cet homme du peuple l'assurance que le nom de l'empereur était dans toutes les bouches, et qu'on le regrettait hautement partout : ce témoignage fit plaisir à Napoléon.

Il se plut aussi à interroger quelques paysans qui s'étaient approchés du bivac ; l'un d'eux ancien militaire, voulut absolument suivre Napoléon, qui dit en riant au comte Bertrand : « *Voilà déjà un renfort.* »

Le bivac fut rompu au lever de la lune, et Napoléon se mit en marche pour Paris à la tête de cinq cents hommes de sa garde, de deux cents chasseurs corses, et de cent lanciers polonais. Ceux-ci, n'ayant pu embarquer leur chevaux, en avaient emporté l'é-

quipement, et marchaient gaiement courbés sous ce poids. Napoléon ne s'arrêta pas à Cannes ; il traversa la ville de Grasse le matin, et fit faire halte sur une hauteur un peu au-delà. Il y fut bientôt entouré de la population de cette ville, et parcourut cette multitude comme il l'eût fait à un cercle des Tuileries. Ce furent la même attitude, les mêmes demandes que s'il n'eût jamais quitté la France : l'un se plaignait à l'empereur de n'avoir pas encore reçu sa pension ; l'autre priait qu'on voulût bien augmenter la sienne ; la croix de celui-ci avait été retenue dans les bureaux : celui-là demandait de l'avancement : il lui fallut recevoir une foule de pétitions qu'on venait d'écrire à la hâte, et qu'on lui remettait comme s'il arrivait de Paris, et qu'il fît une tournée départementale. Napoléon croyait trouver à Grasse une route qu'il avait ordonnée ; elle n'avait pas été exécutée, il fallut se résoudre à laisser dans cette ville sa voiture et les quatre pièces d'artillerie qu'il avait embarquées, et passer par des défilés difficiles et pleins de neige. Néanmoins il marchait comme l'éclair : le succès devait être dans sa célérité. Le soir il coucha au village de Cérénon, après avoir fait vingt lieues. Le 3 mars, il arriva à Barême, le 4 à Digne, et le 5 à Gap. Il ne conserva dans cette ville, pour se garder, que dix hommes à cheval et quarante grenadiers.

Ce fut à Gap qu'il fit imprimer, pour la première fois, ses proclamations ; elles se répandirent avec la rapidité de la pensée : le 6, il quitta Gap à midi, et alla à Corps. A

mesure qu'il avançait, toutes les populations se prononçaient avec ardeur. Toutefois, il n'était pas sans de vives inquiétudes : les habitants, il est vrai, accouraient en foule sur la route ; mais il n'avait encore vu aucun soldat. Ce ne fut qu'entre Murat et Vizile, que le général Cambronne, marchant à l'avant-garde avec quarante grenadiers, rencontra un bataillon envoyé de Grenoble pour fermer le passage. Le chef de ce bataillon refusa de parlementer. Napoléon, instruit de ce contretemps, s'avança vers la troupe, et fut bientôt rejoint par sa garde, accourue au danger, malgré la fatigue dont elle était accablée. « *Avec vous, mes braves*, leur dit Napoléon, *je ne craindrais pas dix mille hommes.* » Cependant le bataillon de Grenoble ayant rétrogradé, avait pris position. Napoléon alla le reconnaître, et se fit précéder d'un officier qu'on ne voulut pas entendre. « *On m'a trompé*, dit-il au général Bertrand ; *n'importe, en avant.* » Il met pied à terre, et découvrant sa poitrine, il s'écria : « *Si parmi les soldats » de Grenoble, il en est un seul qui veuille » tuer son général, son empereur, il le peut ; » le voici.* » La vue de l'empereur, son chapeau, sa petite redingote grise, ses paroles surtout, firent un effet magique sur les soldats qui d'abord muets et immobiles, répondirent par le cri unanime de *Vive l'empereur*. Alors Napoléon alla droit à un vétéran dont le bras était chargé de chevrons, et le prenant rudement par la moustache, il lui demanda s'il aurait eu le cœur de tuer son empereur. Le soldat, mouillé de larmes, mit la baguette

dans son fusil pour montrer qu'il n'était pas chargé. « *Tiens, regarde si j'aurais pu te » faire beaucoup de mal : tous les autres sont » de même.* » Napoléon commanda au bataillon demi-tour à droite, et tout marcha sur Grenoble.

Bientôt après on entendit au loin de nombreuses acclamations : c'était le 7e de ligne, commandé par Labédoyère, qui venait se joindre à Napoléon. Les deux troupes, impatientes de se réunir, rompirent leurs rangs, et vinrent s'embrasser aux cris de *Vive Napoléon ! Vive la garde* ! *Vive le septième* ! Alors l'impulsion fut prononcée, et la question à peu près décidée.

Cependant le général Marchand, commandant à Grenoble, et le préfet, s'étaient déclarés contre Napoléon. Les remparts étaient couverts par le 3e régiment du génie, composé de deux mille vieux soldats ; par le 4e régiment d'artillerie de ligne, dans lequel Napoléon avait servi ; de deux bataillons du 5e de ligne, et des hussards du 4e.

Napoléon arriva sous les murs de Grenoble à huit heures du soir : la célérité de sa marche avait déjoué toutes les mesures ; on n'avait pas eu le temps de couper les ponts ; mais les portes de la ville étaient fermées, et le commandant de la place refusa de les ouvrir. Une circonstance qui doit caractériser spécialement cette époque sans pareille, c'est que les soldats ne manquèrent, jusqu'à un certain point, ni de discipline, ni désobéissance envers leurs chefs ; seulement ils employèrent, pour leur compte, la force d'inertie, comme un

droit qu'ils auraient cru leur appartenir. C'est ainsi qu'on vit le premier bataillon exécuter toutes les manœuvres commandées, ne vouloir pas communiquer; mais il ne chargea point ses armes : il n'aurait pas tiré. Devant Grenoble, toute la garnison sur les remparts criait : *Vive l'empereur* ! on se donnait les mains par les guichets; mais on n'ouvrait pas, parce que les supérieurs l'avaient défendu. Soudain les portes de la ville furent brisées par les habitants : « *Tiens*, dirent-ils à » Napoléon, *au défaut des clefs de ta bonne ville, en voici les portes.* » Le peuple dans le délire de la joie, se précipite autour de l'empereur, l'enlève lui et son cheval, et le transporte au sein de la ville. » *Tout est dé-* » *cidé maintenant*, dit Napoléon à ses offi- » ciers ; *nous allons à Paris.* »

Le lendemain de son arrivée à Grenoble, il passa la revue de la garnison, forte de cinq à six mille hommes, qu'il fit partir immédiatement pour Lyon.

Le 9 mars, après avoir rendu trois décrets qui signalèrent le rétablissement du pouvoir impérial, Napoléon se mit en route pour Lyon, et alla coucher à Bourgoin. La foule et l'enthousiasme allaient en augmentant.

Il y avait sept jours que cette révolution, d'une nature si surprenante, et tentée par un seul homme, continuait son cours, lorsque la nouvelle de l'arrivée de Napoléon en France, de son entrée à Grenoble et de sa marche sur Lyon, fut annoncée par une ordonnance royale qui le mettait hors de la loi, par une proclamation qui convoquait les deux cham-

bres, et par le départ de Monsieur et du maréchal Macdonald pour Lyon, où ils arrivèrent avant Napoléon.

Cependant il s'était fait dévancer par des émissaires qui le firent prévenir que le comte d'Artois et Macdonald voulaient défendre la ville, et qu'on allait couper le pont Morand et le pont de la Guillotière. Il rit de ces préparatifs, parce qu'il n'avait aucun doute sur les dispositions des lyonnais, encore moins sur celles des soldats. En effet, une reconnaissance du 4e de hussards étant arrivée à la Guillotière, y fut accueillie par l'immense population de ce faubourg si patriote, aux cris de *Vive l'empereur* ! Napoléon mit à profit ce premier mouvement d'enthousiasme, en se portant au galop au faubourg de la Guillotière.

Le maréchal Macdonald était parvenu à faire barricader le pont de la Guillotière, et y conduisait en personne deux bataillons d'infanterie, lorsque les hussards débouchèrent de la Guillotière, et se présentèrent devant le pont précédés, entourés et suivis de toute la jeunesse du faubourg ; le maréchal contint les soldats pendant quelques moments ; mais émus, séduits, entraînés par les provocations du peuple et des hussards, ils se jetèrent sur les barricades, les brisèrent, et furent bientôt dans les bras et dans les rangs des soldats de Napoléon. A cinq heures du soir la garnison tout entière s'élança au-devant de l'empereur. Une heure après, l'armée impériale prit possession de la ville. Napoléon y fit son entrée à sept heures seul, en avant de ses troupes, mais précédé et suivi

d'une foule immense, qui faisait retentir l'air de ses acclamations.

Durant les quatre jours que Napoléon demeura à Lyon, il y eut constamment plus de vingt mille âmes sous ses fenêtres : les cris ne discontinuèrent pas. C'était comme un souverain qui n'aurait jamais quitté ses sujets: il signait les décrets, expédiait des ordres, passait des revues, recevait toutes les administrations: toutes les classes de citoyens s'empressaient de faire preuve de dévouement.

A peine sorti de Lyon, Napoléon fit écrire au maréchal Ney, alors à Lons-le-Saunier avec son armée, qu'il eût à mettre ses troupes en marche, et à venir le joindre. Le maréchal Ney était parti de Paris tout au roi; mais au milieu de l'entraînement général, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de Napoléon, des adresses du Dauphiné, de la défection des troupes de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations environnantes, Ney, l'enfant de la révolution, céda au torrent, et publia son fameux ordre du jour. Il est de fait que Ney, au lieu de commander à ses troupes, fut commandé par elles, et qu'il ne se décida à abandonner le parti du roi pour se tourner du parti de Napoléon, que parce que déjà la plus grande partie de ses régiments l'avait abandonné, et que le reste allait se déclarer. Dès ce moment, il correspondit avec le grand maréchal, faisant fonctions de major-général; on savait où étaient ses troupes, et quel jour elles arrivaient à Auxerre. Toutefois, Ney, se rappelant sa conduite à Fontainebleau,

écrivit à Napoléon que tout ce qu'il venait de faire était principalement en vue de la patrie, et que sentant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui : mais Napoléon lui fit répondre de venir le rejoindre, qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moscowa.

Napoléon coucha à Mâcon le 13, et le lendemain à Châlons. Il n'avait plus besoin, comme à Grenoble et à Lyon d'attendre aux portes de la ville ; les peuples et les magistrats accouraient à sa rencontre et se disputaient l'honneur d'être les premiers à lui offrir leurs hommages.

A Châlons, Napoléon fut fort étonné de voir des caissons et de l'artillerie ; on lui apprit alors que ces canons étaient destinés à agir contre lui, mais qu'on les avait arrêtés au passage pour les lui présenter.

Napoléon marchait presque en poste ; nulle part il n'y avait ni combat, ni lutte, ni opposition ; ce n'était à son aspect qu'un changement de décorations théâtrales. Il entra le 17 à Auxerre, où, pour la première fois, il fut reçu par un préfet. Le maréchal Ney arriva à huit heures du soir ; il se montra embarrassé et ne demanda à Napoléon qu'une place parmi ses grenadiers. Effectivement, il s'était assez mal conduit envers l'empereur ; mais comment oublier un si beau courage et tant de belles actions ! Napoléon lui sauta au cou, en l'appelant le *brave des braves*, et dès lors tout fut comme jadis.

En avant de Fossard, on aperçut, rangés en bataille, les dragons du régiment du roi,

qui avaient abandonné leurs officiers pour venir joindre Napoléon : il mit pied à terre et alla au-devant de ce régiment qui le salua par les plus vives acclamations. Aucun corps ne pouvait résister en voyant l'empereur.

Quoique Napoléon eût appris que l'on avait fait de grands préparatifs pour lui disputer l'approche de la capitale, il n'en continua pas moins sa marche rapide. S'il l'eût voulu, ou qu'il ne s'y fut pas opposé, il aurait pu arriver à Paris avec deux millions de paysans; mais il se borna à s'entourer des troupes qu'il rencontrait sur son passage. Les généraux Gérard et Cambronne marchaient en avant avec quelques centaines de braves; cette avant-garde avait des cartouches; l'armée de Napoléon traînait à sa suite une soixantaine de pièces de canon, afin de surmonter toute résistance qui lui serait opposée. Napoléon n'avait pas dit au général Cambronne : « *Vous ne brûlerez pas une amorce*, » puisque cela ne dépendait pas de lui; mais il lui avait dit comme prédiction : « *J'espère que vous ne tirerez pas un seul coup de fusil*, » et cette prédiction s'accomplit.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon arriva à Paris comme à Grenoble, comme à Lyon, à la fin d'une longue journée de marche, et à la tête des troupes mêmes qui avaient été réunies pour s'opposer à son entrée. Il ne voulut pas donner le temps de faire des préparatifs pour entrer avec plus de pompe. Arrivé dans la cour des Tuileries, on se précipita sur lui, mille bras l'enlevèrent et l'emportèrent en triomphe

dans le palais. Les appartemens offraient en ce moment la réunion confuse d'une foule immense de généraux, d'officiers, et de fonctionnaires qui couraient dans tous les sens, s'embrassaient et épanchaient, sans contrainte, leur joie et leur ravissement : les salles semblaient métamorphosées en un champ de bataille, ou des frères, des amis, échappés inopinément à la mort, se trouvent après la victoire. L'heure avancée peut seule mettre fin à ces scènes attendrissantes. Durant le reste de la soirée, Napoléon s'entretint longuement avec le duc d'Otrante et les autres ministres dignitaires de l'état; tous montraient un merveilleux étonnement de son arrivée à Paris. Napoléon leur répétait sans cesse : « Ce sont des gens désintéressés qui m'ont ramené dans ma capitale : ce sont les sous-lieutenants et les soldats qui ont tout fait: c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout. »

La nuit même de son arrivée à Paris, Napoléon, est-il dit dans ses mémoires, délibéra si, avec les trente-cinq à trente-six mille hommes, les seules troupes qu'il pût réunir dans le nord, il commencerait les hostilités le 1er avril, en marchant sur Bruxelles, et ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Cette première idée offrant de grands inconvénients, fut abandonnée.

Dès le lendemain matin, Napoléon s'occupa de réorganiser le gouvernement impérial. Cambacérès, le duc de Vicence, le maréchal Davoust, le duc de la Gaëte, le comte de Mollien, Maret, Decrès, Fouché, Carnot, le duc de Rovigo, Montalivet, en devinrent

ou les ministres, ou les principaux chefs. Le conseil d'état réorganisé sur l'ancien pied, fut composé des mêmes membres. Napoléon rappela près de lui ses anciens aides-de-camp, à l'exception du général Lauriston, et il en créa deux nouveaux les généraux Letort et Labédoyère. Enfin il replaça près de sa personne les hommes qui l'entouraient en 1814, et il réorganisa la maison de l'impératrice.

Par ses décrets de Lyon, Napoléon avait renversé la chambre des pairs et celle des députés, appelé les électeurs au *Champ de mai,* aboli la noblesse féodale, et déclaré que *le trône est fait pour la nation, et non point la nation pour le trône* : il avait chassé les émigrés non rayés, expulsé de l'armée les étrangers et les émigrés, rendu à la légion d'honneur ses dotations et ses prérogatives, et rétabli sur leurs siéges les magistrats qui en avaient été éloignés. Par un nouveau décret de Paris, il rendit la presse libre, et cette concession fut la plus grande qu'il pût faire à l'opinion.

Le 25 mars, tous les grands corps de l'empire furent admis à exprimer les vœux de la France : Napoléon répondit aux ministres que sa devise était *tout à la nation et tout pour la France.* Il dit au conseil d'état, qu'il avait renoncé aux grandes idées, et que désormais le bonheur et la consolidation de l'empire français seraient l'objet de toutes ses pensées.

Le 27, Napoléon annonça aux troupes, en les passant en revue, que le roi, le comte d'Artois et le duc de Berry avaient passé la frontière du nord, et étaient allés chercher

un asile chez l'étranger. De toute la famille des Bourbons, le duc et la duchesse d'Angoulême persistaient seuls à lutter contre leur mauvaise fortune.

La duchesse, à Bordeaux, excitait ses partisans à la résistance, et le duc, à la tête des volontaires du Languedoc, et ceux de la Provence, et de quatre régiments, composant en tout une armée de dix à douze mille hommes, s'était avancé vers Lyon : déjà il était entré à Valence, lorsque la défection d'une partie des troupes de ligne le mit tout à coup dans la nécessité de faire sa retraite. Pressé bientôt par les colonnes du général Grouchy arrivées de Lyon, et par celles du général Gilly venant de Nîmes, le duc d'Angoulême, n'ayant plus l'espoir d'être secouru par les troupes du roi de Sardaigne, consentit à se rendre. Il fut convenu entre le général Gilly et le baron de Damas que l'armée du prince serait licenciée, et que le prince s'embarquerait à Cette, mais le général Grouchy ne crut pas devoir autoriser l'exécution de la convention, sans avoir pris les ordres de Napoléon. La nouvelle de cet événement fut transmise à Paris par le télégraphe. L'empereur décida que la capitulation serait exécutée, malgré les opposants, qui l'engageaient à ne pas se dessaisir d'un otage aussi précieux que l'était le duc d'Angoulême. Il confirma sa décision dans une lettre qu'il écrivit au général Grouchy, et lui enjoignit de veiller à la sûreté du prince.

La capitulation du duc d'Angoulême mit fin à la guerre civile et le drapeau tricolore

flotta aussitôt dans toute la France. Napoléon porta alors toute son activité vers le recrutement de l'armée, l'approvisionnement et l'armement des places fortes, la fabrication des armes, les levées des chevaux, et vers tout ce qui pouvait assurer la défense du territoire, la déclaration du congrès de Vienne ne laissant plus aucun espoir de paix.

Dans les six derniers mois de 1814, l'armée française avait reçu une nouvelle organisation. En mars 1815, elle ne comptait guère plus de quatre-vingt mille hommes, force à peine suffisante pour défendre les places fortes et les principaux établissements maritimes. Toutes les flottes étaient désarmées et les équipages congédiés : les seules troupes qu'eût la marine étaient huit bataillons de canonniers. Le matériel de l'artillerie pouvait fournir aux besoins des plus grandes armées, et réparer les pertes qu'elles pourraient faire dans plusieurs campagnes, mais les arsenaux ne contenaient que cent mille fusils neufs, et trois cent mille à réparer; cela était très-insuffisant ; toutes les places fortes étaient désarmées ; les palissades et les approvisionnements de siége avaient été vendus.

Huit cent mille hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'Europe. Napoléon créa les cadres des 3e, 4e et 5e bataillons des régiments d'infanterie, des 4e et 5e escadrons de cavalerie, ceux de trente bataillons d'artillerie, de vingt régiments de jeune garde, de dix bataillons d'épuipages militaires, et de vingt régiments de marine. Il requit deux cents bataillons de la garde nationale d'élite,

fort chacun de cinq cent soixante hommes. Il rappela sous les drapeaux tous les anciens militaires : tous quittèrent leurs occupations pour endosser leur vieil uniforme. Cet appel devait produire deux cent mille hommes. La conscription de 1815 fut rappelée : elle devait donner cent quarante mille hommes. Un appel de deux cent cinquante mille hommes devait être proposé aux chambres dans le courant de juillet ; la levée eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite s'élevait à plus de cent mille ; trente mille étaient en état de servir ; on les rappela sous les drapeaux.

Mais l'objet le plus important était les armes à feu : l'artillerie prit les mesures nécessaires ; elle parvint à fabriquer en un mois ce qu'en un temps ordinaire elle n'eût pu faire confectionner en six mois.

Les manufactures de draps propres à l'habillement des troupes étaient nombreuses en 1812 et 1813 ; elles pouvaient fournir à tous les besoins de l'armée ; mais en 1815, elles n'existaient plus. Dès le mois d'avril, le trésor avança plusieurs millions aux fabriques de draps pour les relever.

Des marchés furent passés pour un grand nombre de chevaux de cavalerie et d'artillerie, et l'on démonta dix mille gendarmes, ce qui donna un pareil nombre de chevaux dressés, qui furent payés comptant, et remplacés peu de temps après par les gendarmes eux-mêmes.

Cependant le 25 mars, les quatre grandes

puissances avaient pris, dans un traité, l'engagement de ne déposer les armes qu'après avoir forcé Bonaparte à se désister de ses projets, et l'avoir mis hors d'état de troubler à l'avenir la paix de l'Europe. De son côté, le 29 du même mois, Napoléon avait, sur le rapport du duc d'Otrante, renvoyé l'examen de la déclaration de Vienne à une commission composée des présidents de son conseil d'état : il en était résulté une réfutation remarquable par l'énergie du style, par le rapprochement des faits, par la force des raisonnements et par les principes qu'elle contenait ; c'était Napoléon qui répondait lui-même à l'Europe, et cette pièce constrastait singulièrement avec le manifeste que le congrès lança de nouveau, le 12 mai, contre l'ennemi commun, manifeste de l'autocratie des rois sur les libertés européennes. Les alliés avaient déjà pourvu à tous leurs moyens d'attaque ; leurs grands et leurs petits vassaux étaient avertis : le rendez-vous était encore *Paris*[1] et le mot d'ordre, *mort à Napoléon* !

Napoléon de son côté ne négligeait aucun moyen pour assurer le succès de sa cause. La France fut bientôt disposée à soutenir, comme une citadelle, l'assaut de tous les soldats de l'Europe. Cent cinquante batteries étaient dressées ; trois cents bouches à feu devaient être placées sur les hauteurs de Paris. Toutes les villes étaient fortifiées jusques dans le centre de la France, tous les défilés gardés, tous les passages retranchés : les redoutes, les ouvrages de campagne s'élevaient partout où il y avait un obstacle à défendre, une issue à

fermer, une route à protéger : trois mille fusils sortaient par jour des fabriques de Paris ; toutes les mesures nécessaires pour l'habillement et la solde des troupes furent prises. En un mot, toutes les ressources se multipliaient comme par enchantement par le génie et l'activité infatigable de l'empereur.

Au 1er juin, l'effectif des troupes françaises sous les armes était de quatre cent cinquante-neuf mille hommes ; ainsi, en deux mois, le ministère de la guerre avait levé quatre cent quatorze mille hommes, près de sept mille par jour.

Après avoir présidé la grande assemblée du *Champ de Mai*, qui eut lieu le 1er juin, Napoléon fit l'ouverture des chambres. Déjà quelques séances préparatoires avaient eu lieu, et il avait pu s'apercevior que les députés, quoique tous déclarés en faveur de la révolution du 20 mars, n'étaient pas tous disposés à ne faire qu'un avec lui. Toutefois la cérémonie de l'ouverture eut lieu le 7 juin, et le discours de Napoléon fut accueilli par le cri unanime de *Vive l'Empereur*! Mais l'adresse de la chambre, en réponse à ce discours, indiquait que les députés ne regardaient pas la constitution de l'empire et l'acte additionnel donné par l'empereur, comme offrant assez de garanties à la liberté et à l'égalité du peuple français. (1)

---

(1) « La constitution est notre point de ralliement, répondit « Napoléon aux députés : elle doit être notre étoile polaire dans « les moments d'orage. Toute discussion publique qui tiendrait « à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on « doit avoir sans ces dispositions, serait un malheur pour l'état ; nous nous trouverions au milieu des écueils sans boussole

Napoléon partit de Paris le 12 juin, et le 13, il était arrivé à Avesnes, après avoir visité les fortifications de Soissons et de Laon.

Au 14 juin, sur l'effectif des troupes françaises, l'armée de ligne comptait trois cent soixante-trois mille hommes, dont deux cent dix-sept mille étaient présents sous les armes, habillés, armés, instruits, disponibles pour entrer en campagne. Ils furent divisés en sept corps d'armée : quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation, et l'armée de la Vendée, ils furent repartis le long des frontières, et les couvraient toutes.e

L'armée commandée par Napoléon était superbe et pleine d'ardeur : elle marcha toute la journée du 14 juin, et le soir, le quartier-général s'arrêta à Beaumont.

Les armées alliées restaient dans une grande sécurité en leurs cantonnements. L'armée prussienne, commandée par le maréchal Blücher, était forte de cent vingt mille hommes : elle avait trois cents bouches à feu; le quartier-général était à Namur. L'armée anglo-hollandaise était de plus de cent mille hommes, et avait deux cent cinquante-huit bouches à feu, le duc de Wellington, qui la commandait, avait son quartier-général à Bruxelles.

Dans la nuit du 14 au 15 juin, des espions,

» et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forte.
» N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire qui, pressé de tous
» côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité, en
» s'occupant de discussions abstraites, au moment où le bélier
» brisait les portes de la ville. »

de retour au quartier-général de Napoléon, annoncèrent que tout était tranquille à Namur, à Bruxelles, et même à Charleroi, ce qui fit concevoir l'espoir de séparer les deux armées ennemies, et de les combattre l'une après l'autre. C'était déjà un succès obtenu que les mouvements de l'armée française, depuis deux jours, eussent été dérobés à l'ennemi. Cependant, dans la journée du 14, le général Bourmont, commandant la troisième division du 4e corps, déserta avec le colonel du génie Clouet, et le chef d'escadron Villoutrey, l'un de ceux qui perdirent Dupont en Espagne, et courut porter à l'ennemi le secret des intentions de l'empereur.

Blücher profita des renseignements importants qu'il reçut de Bourmont pour se rapprocher de l'armée anglaise. Napoléon, de son côté, prévoyant les changements que devait produire une révélation aussi funeste, fit de nouvelles dispositions d'après celles de son adversaire. Le 15, à la pointe du jour, l'armée française se prépara à passer la Sambre sur trois ponts. L'avant-garde du deuxième corps, formée par la division du prince Jérôme, culbuta les prussiens près de Thuin. Vers dix heures et demie, l'empereur, à la tête de sa garde, et précédé de la cavalerie du général Pajol, et des sapeurs des marins de la garde, entra à Charleroi à onze heures; cette ville venait d'être évacuée à la hâte par le corps prussien du général Ziethen, qui fut également chassé de Gilly. Napoléon ordonna alors au maréchal Ney de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement

de toute la gauche de l'armée, de donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Bruxelles, et de prendre position avec les quarante mille hommes sous ses ordres, au-delà des Quatre-Bras. Les prussiens s'étaient retirés sur Fleurus.

Après avoir entamé le corps de Ziethen, Napoléon revint à Charleroi pour y recevoir tous les rapports. Dans la nuit du 15 au 16, la gauche de l'armée française, alors sous les ordres du maréchal Ney, avait son quartier-général à Gosselies. Le centre bordait le bois vis-à-vis de Fleurus, la droite était en avant du Châtelet ; la garde impériale était échelonnée entre Fleurus et Charleroi.

L'armée prussienne avait son premier corps rallié à Fleurus, les trois autres corps étaient en mouvement pour se réunir à leurs points de concentration, afin de se porter ensuite sur Sombref et Ligny. L'armée anglaise venait seulement de recevoir l'ordre de se rallier.

Le 16 au matin, Napoléon donna ordre au général Kellermann de se porter, avec son corps de cuirassiers, aux Quatre-Bras, pour y renforcer la gauche. Il fit dire en même temps au maréchal Ney de marcher en avant avec toutes ses troupes, et de prendre une bonne position au-delà de celles de Quatre-Bras, puisqu'il ne l'avait pas prise la veille, et, dans le cas où l'armée prussienne recevrait la bataille près de Fleurus ou de Gembloux, de déboucher sur le flanc droit des prussiens. Napoléon marcha sur Fleurus avec tout le centre. La droite, sous les ordres du général Gérard, joignit le centre à une heure après-midi.

Napoléon ne tarda pas à reconnaître l'armée prussienne, dont la gauche était à Sombref, le centre à Ligny, la droite à Saint-Amand. Cette position de bataille était très-forte par elle-même; mais elle parut extraordinaire, car les Quatre-Bras se trouvaient sur les derrières des prussiens, dont la droite était ainsi tout-à fait dans l'air. L'armée prussienne paraissait forte de quatre-vingt-dix mille hommes, et semblait attendre l'arrivée du corps de Bulow d'une part, et de l'autre, l'arrière-garde de l'armée anglo-hollandaise aux Quatre-Bras. Napoléon résolut d'attaquer à l'instant. Toute l'armée fit un changement de front, l'aile droite en avant, en pivotant sur l'extrémité de la gauche. De nouveaux ordres furent envoyés au maréchal Ney, il lui était prescrit d'attaquer avec la plus grande vigueur, et de tomber sur les derrières de l'ennemi, aussitôt qu'il aurait pris position en avant des Quatre-Bras. Ce mouvement devait causer la ruine totale de l'armée prussienne. Napoléon en était si persuadé qu'il fit dire à ce maréchal que le sort de la France était entre ses mains.

A trois heures, tous les préparatifs étant terminés, Vandamme aborda la droite de l'ennemi à Saint-Amand que la division Gérard devait tourner Quelques instants après, Gérard attaqua le centre à Ligny, en même temps que Grouchy rejetait au-delà du ruisseau de Ligny toute la cavalerie ennemie, et forçait la gauche des prussiens à rentrer dans sa position de Sombref. La canonnade et la fusillade furent engagées sur toute la ligne, le feu de-

vint très-vif. Le village de Ligny fut pris et repris plusieurs fois : à cinq heures et demie, le général Gérard n'en était pas encore entièrement maître. Napoléon allait faire une attaque décisive sur ce point important, avec sa garde et toute la cavalerie, lorsque le général Vandamme l'envoya prévenir qu'à une lieue sur sa gauche, une colonne ennemie, d'une vingtaine de mille hommes, débouchait des bois et tournait les français, en ayant l'air de se porter sur Fleurus. Ce mouvement paraissait inexplicable : il fallait que ce corps ennemi eût pénétré entre le corps du maréchal Ney et la gauche de l'armée; Napoléon fit faire halte à sa garde, et ordonna diverses dispositions pour recevoir cette colonne. A six heures et demie, l'aide-de-camp envoyé par Napoléon pour reconnaître les mouvements de cette colonne vint annoncer que c'était le premier corps d'armée, commandé par le général d'Erlon. L'erreur une fois reconnue, il fallut une demi-heure pour rappeler les réserves et ce ne fut qu'à sept heures que Napoléon put marcher sur Ligny. L'attaque eut lieu comme elle avait été projetée; mais cette malheureuse erreur l'avait retardée de deux heures. Ligny fut emporté; les prussiens, battus partout, ayant leur centre enfoncé, leur droite tournée au-delà de Saint-Amand par la division Gérard, abandonnèrent précipitamment le champ de bataille, et se mirent en retraite dans plusieurs directions. Quarante pi ces de canon, six drapeaux et un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir des français. L'obscurité de la nuit

ne permit pas d'obtenir tous les résultats qu'on devait espérer de cette victoire. Dans cette journée l'armée prussienne, forte de quatre-vingt-dix mille hommes (le corps de Bulow, arrivant de Liége, ne la rejoignit que dans la nuit), fut battue par soixante mille français. Les prussiens perdirent vingt-cinq mille hommes; le maréchal Blücher, renversé de son cheval, fut quelques instants au pouvoir des cuirassiers français. La perte de l'armée française ne fut que de sept à huit mille hommes; mais la France perdit à Ligny le brave général Gérard.

Pendant que le centre et la droite de l'armée française obtenaient ces succès, de grandes fautes se commettaient à la gauche. Le 15, Ney s'était arrêté trop long-temps à Marchiennes, et n'avait pas pris position en avant des Quatre-Bras, ainsi que Napoléon le lui avait prescrit. Il s'excusa en disant qu'ayant eu avis que toute l'armée prussienne était à Fleurus, il craignait de se trouver débordé par sa droite, en se portant aux Quatre-Bras. Par la même raison, le lendemain 16, il n'exécuta pas l'ordre de se diriger à la pointe du jour sur les Quatre-Bras, position qui n'était alors occupée que par les troupes légères, qui ensuite le fut par une division hollandaise depuis midi jusqu'à l'arrivée des divisions anglaises, à quatre heures : de sorte que l'occupation de cette position si importante, qui n'offrait aucun obstacle depuis le jour jusqu'à midi, qui était facile de midi à quatre heures, devint impossible de quatre heures à la nuit. Ce ne fut qu'après avoir entendu la canonnade

du côté de Ligny, que le maréchal Ney se décida à attaquer la position de Quatre-Bras; et par une autre fatalité inexplicable, il ne s'y porta qu'avec vingt-deux mille hommes, laissant en arrière la cavalerie légère de la garde, et le corps entier du général d'Erlon. Les anglais avaient alors trente mille hommes aux Quatre-Bras. Il est impossible de se battre avec plus de courage et d'ardeur que n'en montrèrent le maréchal Ney et ses troupes.

A onze heures du soir, Napoléon rentra à Fleurus, où était son quartier-général. Il reçut le rapport de ce qui s'était passé aux Quatre-Bras, et expédia tout de suite l'ordre au maréchal Ney d'avoir ses troupes prêtes à la pointe du jour, et de poursuivre vivement l'armée anglaise, aussitôt qu'elle commencerait sa retraite, que nécessitait la perte de la bataille de Ligny par les prussiens.

Le lendemain matin, Napoléon mit sous le commandement du maréchal Grouchy deux corps d'armée, et lui donna l'ordre de poursuivre vivement les prussiens, de culbuter leur arrière-garde, et de les presser au point de ne pas les perdre de vue. Il lui prescrivit surtout de déborder l'aile droite des prussiens, de manière à être toujours en communication avec le reste de l'armée. Napoléon, avec les autres corps, marcha aussitôt sur les Quatre-Bras, où il arriva avant le maréchal Ney. L'armée française se dirigeait ainsi sur Bruxelles en deux colonnes, l'une de gauche, commandée par Napoléon, et forte de soixante-six mille hommes et de deux cent cinquante bouches à feu, y compris le corps

du maréchal Ney, ayant devant elle toute l'armée anglo-hollandaise ; l'autre de droite, forte de trente-six mille hommes et de cent dix bouches à feu, commandée par le maréchal Grouchy, ayant devant elle toute l'armée prussienne en retraite. Le maréchal Grouchy devait passer la Dyle à Wavres.

Napoléon avait eu, le matin, le projet de coucher à Bruxelles ou dans la forêt de Soignes, et d'attaquer le même jour l'armée anglo-hollandaise, dans le cas où elle serait en position derrière la Dyle ; mais l'inconcevable retard du maréchal Ney avait déjà fait perdre plusieurs heures. Cependant Napoléon marcha avec la brigade d'avant-garde ; l'arrière-garde anglaise fut mitraillée toute la journée, et poussée l'épée dans les reins. Arrivés à Planchenoit, les français furent arrêtés par le feu de quinze à vingt canons. Le temps était pluvieux, on ne pouvait pas distinguer la ligne ennemie, mais on ne tarda pas à se démasquer, et il ne resta plus de doute alors que toute l'armée anglaise ne fut là en position. Napoléon fit établir des bivacs, et plaça son quartier général à la ferme du Caillou. Dans la nuit, des officiers furent expédiés au maréchal Grouchy pour lui annoncer que le lendemain il y aurait une grande bataille, et qu'il eût en conséquence à déborder la gauche de l'armée anglaise, et à venir se joindre avec la droite de l'armée française.

Le 18 au matin, le temps était très-couvert, il avait plu toute la nuit, et il pleuvait encore au point du jour : sur les huit heures

le temps s'éclaircit. Napoléon reconnut toute la ligne anglaise ; il jugea que l'on pourrait manœuvrer dans ces terres, et expédia aux divers commandants ses ordres pour la bataille. Tout ce mit en mouvement. Le projet de Napoléon était de percer le centre de l'armée anglaise, de le pousser sur la chaussée, et arrivant sur le débouché de la forêt, de couper la retraite à la droite et à la gauche de la ligne. Le succès complet de cette attaque devait rendre toute retraite impossible, entraîner la destruction de l'armée anglaise : et dans tous les cas, le séparer de l'armée prussienne.

Vers les onze heures, le général Reille commença la canonnade pour chasser les anglais du bois de Hougoumont ; l'engagement devint bientôt très-vif sur ce point. La division du prince Jérôme s'empara du bois et en fut chassée ; une nouvelle attaque l'en rendit maître ; mais les anglais s'étaient maintenus dans le château, qui était au milieu. Napoléon ordonna qu'on mît le feu à ce château avec une batterie d'obusiers. Il voyait avec plaisir que les meilleures troupes anglaises étaient sur ce point. Dans ce moment, on aperçut fort loin sur la droite un corps de cinq ou six mille hommes, et l'on apprit que c'était l'avant-garde des troupes de Bulow. Napoléon expédia aussitôt un officier au maréchal Grouchy, pour l'instruire de cet événement ; il se promettait un grand succès de l'arrivée du maréchal Grouchy sur les derrières du corps de Bulow. Cependant comme il pouvait tarder à arriver, le général Domont

fut envoyé, avec trois mille chevaux, à la rencontre de l'avant-garde prussienne.

Toutes les précautions ayant été prises pour parer au corps de Bulow, Napoléon envoya l'ordre au maréchal Ney de commencer l'attaque projetée, en s'emparant de la Haie-Sainte, appui du centre des anglais. Les troupes étaient pleines d'enthousiasme; les acclamations de joie étaient telles, qu'elles gênaient les manœuvres, et empêchaient les commandements d'être entendus. Napoléon parcourut toute la ligne, et alla se placer sur une éminence près de la ferme de Belle-Alliance : il avait sous main toutes les réserves.

Il était midi, quatre-vingts pièces de canon commencèrent le feu. Au bout d'une demi-heure, les batteries opposées s'éloignèrent : les tirailleurs anglais évacuèrent le bas du rideau. Leurs masses furent placées en arrière des crêtes des hauteurs pour s'en abriter, et diminuer les pertes que leur causait l'artillerie française, Napoléon fit porter en avant son infanterie. On remarqua alors beaucoup de mouvement sur la route de Bruxelles : toutes les voitures et bagages de la droite et de la gauche, éloignées de cette route, voyant le feu s'en approcher, s'y précipitèrent en tumulte. Cependant, la ligne ennemie resta dans son immobilité, et plusieurs charges de sa cavalerie furent faites avec succès contre le flanc gauche du premier corps français; une quinzaine de pièces de canon, qui se portaient en avant, furent culbutées dans un

chemin creux. Les cuirassiers de Milhaud s'avancèrent alors contre la cavalerie anglaise, et la sabrèrent. Napoléon voyant que l'ennemi ne faisait aucun grand mouvement de sa droite, et qu'il y avait du désordre à celle des français, s'y porta au galop avec la cavalerie de la garde. L'ordre fut bientôt rétabli, la canonnade continua avec fureur, et une nouvelle attaque sur la Haie-Sainte rendit les français maîtres de ce point important. Le feu le plus vif régnait aussi du côté d'Hougoumont, les obusiers avaient mis le feu au château, les trois quarts des bois étaient au pouvoir des français : ce champ de bataille était couvert de gardes anglaises.

A quatre heures, le général Domont fit prévenir Napoléon que le corps de Bulow se mettait en mouvement; que huit à dix mille prussiens débouchaient des bois de Frischenois, et qu'on n'avait aucune nouvelle du maréchal Grouchy. Le corps du comte de Lobau et la division de la jeune garde du général Duhesme furent envoyés pour contenir les prussiens, et les aborder franchement. En même temps, une division du premier corps se porta vivement sur l'extrême gauche de la ligne anglo-hollandaise, s'empara du village de la Haie, et coupa ainsi toute communication entre les deux armées ennemies. Toutes ces dispositions eurent le plus grand succès ; à six heures, le mouvement de Bulow cessa d'être offensif et n'eut plus rien d'inquiétant; mais Grouchy, dont l'arrivée aurait pu couper toute retraite aux prussiens, ne paraissait pas, on n'en avait aucune nouvelle.

Le maréchal Ney, qui s'était établi dans la Haie Sainte, et qui avait ordre de ne faire aucun mouvement jusqu'à l'issue de la manœuvre des prussiens, y fut vivement attaqué par les anglais, mais il les repoussa vigoureusement. Emporté par trop d'ardeur, le maréchal oublia alors l'ordre qu'il avait reçu ; il déboucha sur le plateau, qui fut immédiatement couronné par les cuirassiers de Milhaud et par la cavalerie légère de la garde. Tous les officiers qui entouraient Napoléon, voyant ce mouvement, le succès des charges, la retraite de plusieurs carrés anglais et la cessation du feu d'une partie des batteries anglaises, chantèrent victoires, et se livrèrent à la joie. Napoléon, qui ne jugeait pas ainsi, dit au maréchal Soult : « Voilà un mouvement prématuré, qui pourra avoir des résultats funestes. » Toutefois, comme on était dans un de ces moments importants où le moindre incident peut causer de grands résultats, Napoléon ordonna aux cuirassiers de Kellermann de soutenir la cavalerie qui était sur le plateau. Le mouvement de toute cette cavalerie, qui se portait en avant au galop et aux cris de *Vive l'empereur*! en imposa à l'ennemi, et rassura la contenance des troupes françaises.

A six heures et demi, l'extrême-gauche des prussiens recula, et les troupes du comte de Lobau avancèrent. La cavalerie française se soutenait sur le plateau, malgré tout le feu auquel elle était exposée, elle avait enfoncé plusieurs carrés, désorganisé un grand nombre de batteries, enlevé trois drapeaux.

L'épouvante et la stupeur régnaient sur toute la ligne ennemie, les fuyards gagnaient déjà Bruxelles; toute retraite en ordre devenait impossible, et l'armée entière allait être perdue. Ainsi soixante-six mille français avaient battu cent quinze mille anglais, hollandais, prussiens, etc.

A sept heures, on entendit enfin la canonnade du maréchal Grouchy: on la jugea à deux lieues sur la droite. Napoléon pensa que le moment était venu de faire une attaque décisive, et déterminer cette journée: il rappela, pour cet objet, tout ce qui avait été détaché vers Planchenoit. Mais, au même moment, l'armée ennemie fut informée de l'arrivée du maréchal Blücher et du premier corps prussien. Ce n'était pas là le seul renfort: deux brigades anglaises venaient de rentrer en ligne. Ces nouvelles remontèrent le moral de l'armée anglo-hollandaise; elle reprit courage et ressaisit sa position.

Dans ces circonstances critiques, trois bataillons de la droite française se mirent en retraite. La cavalerie du plateau, apercevant ce mouvement rétrograde, en même temps, le corps de Blücher, qui arrivait à la hauteur du village de la Haie, et les deux brigades fraîches, craignit d'être coupée: plusieurs régiments firent un mouvement rétrograde. A cet aspect, Napoléon sentit la nécessité de soutenir sa cavalerie indécise; il se porta avec les quatre premiers bataillons de la moyenne garde à la gauche de la Haie-Sainte, et prescrivit au général Reille de réunir tout son corps sur son extrême gauche, et de le dis-

poser en colonne d'attaque. A la Haie-Sainte, l'empereur rencontra une partie des troupes du maréchal Ney en retraite, et les fit ranimer par la nouvelle de l'approche de Grouchy. En même temps il remit au maréchal Ney les quatre bataillons dont on vient de parler, et lui donna ordre de se porter en avant pour conserver le plateau. Tout alors s'arrêta et reprit position. De son côté, le général Reille réunit tout son corps vers Hougoumont, traversa le ravin, et aborda la position ennemie. Tout allait bien sur le plateau, on espérait qu'à l'arrivée de la vieille garde on aurait tout le champ de bataille.

Il était près de huit heures, lorsqu'un cri d'alarme se fit entendre à la droite. Blücher, avec le corps de Ziethen, aborda le village de la Haie, qui fut aussitôt enlevé. Par-là on se trouvait séparé du corps de Lobau; les malveillants et les traîtres profitèrent de cette occasion pour augmenter le désordre, qui se propagea aussitôt sur toute la ligne. Rien n'était cependant désespéré : l'extrémité de la droite pouvait encore se rallier derrière la garde, lorsque les deux brigades de cavalerie anglaise, qui n'avaient pas encore donné, pénétrèrent entre la Haie-Sainte et le corps du général Reille.

Le ralliement des troupes devint impossible : il aurait pu être favorisé par la division de cavalerie de réserve; mais par un malheur qui tenait à la fatalité de cette journée, la division de réserve de la garde, composée de deux mille grenadiers à cheval et dragons, tous gens d'élite, s'était engagée sur le plateau

sans l'ordre de l'empereur. Il n'avait plus de disponibles que les quatre escadrons de service autour de sa personne. Il les fit charger ; mais, accablés par des masses énormes, ces braves sont culbutés, malgré des prodiges de valeur. En même temps, les quatre bataillons de la moyenne garde et les corps de cavalerie de la garde, qui depuis plusieurs heures tenaient tête à toute l'armée anglaise, ayant épuisé tous leurs efforts et brûlé toutes leurs munitions, voyant le feu de nos carrés derrière eux, reculèrent aussitôt, et la journée fut perdue. Maîtresse du plateau, toute l'armée anglo-batave marcha en avant, et occupa cette position qui devait nous donner la victoire. Alors le cri fatal de *sauve qui peut* ! poussé par quelques traîtres, et répété par des soldats en désordre, se fit entendre dans tous les rangs : les lignes se rompirent, les rangs se mêlèrent, et la déroute de l'armée française fut complète. Les huit bataillons de la garde qui étaient au centre, après avoir lutté long-temps contre les attaques des ennemis, et n'avoir cédé le terrain que pied à pied, furent entièrement désorganisés par la masse des fuyards, écrasés par le nombre des ennemis qui les entouraient. Ces braves grenadiers combattirent jusqu'à la fin, et vendirent chèrement leur vie. C'est alors que Cambronne, sommé de se rendre, fit cette réponse française : *La garde meurt et ne se rend pas !*

Napoléon se porta vers Planchenoit, sur une deuxième position, et se jetant au milieu des fuyards, il fit tous ses efforts pour ar-

rêter le désordre et rallier les troupes derrière un régiment de la garde en réserve à la gauche du Planchenoit avec deux batteries. Malheureusement les ténèbres empêchaient de le voir, et détruisirent tout l'effet accoutumé que produisait sa présence ; de plus, un tumulte effroyable s'opposait à ce qu'on entendit sa voix. Entraîné dans la déroute, entouré d'ennemis, il se plaça, l'épée à la main, au milieu d'un carré, décidé à périr avec les braves qui combattaient encore. Mais le duc de Dalmatie qui était auprès de lui, l'arracha à la mort, en lui disant : *Ah ! sire les ennemis sont assez heureux*...! Enfin cédant à la nécesssité, il se décida à s'éloigner de ce théâtre de destruction sans combat, et prit la route de Charleroi, après avoir expédié plusieurs officiers au maréchal Grouchy, pour lui annoncer la perte de la bataille.

Les pertes que les français éprouvèrent furent très-grandes ; dix-neuf mille hommes restèrent sur la place, sept mille furent pris, avec la majeure partie du matériel ; mais les alliés malgré leur victoire, eurent à regretter beaucoup plus de monde, et leurs propres rapports en font monter le nombre à trente-trois mille hommes hors de combat.

Au milieu de l'extrême confusion où était l'armée, tous les fuyards se dirigèrent sur Genape, qui en un moment fut encombré. Tous les corps, toutes les armes étaient confondus : infanterie, cavalerie, artillerie, tous se pressaient, s'écartaient mutuellement. Beaucoup de chariots et de caissons étaient

renversés, tant sur le pont que dans les rues: plusieurs étaient fixés entre eux, ce qui était un nouvel indice de la malveillance. Napoléon s'arrêta quelques instants pour tâcher encore de rétablir l'ordre, et de mettre un terme aux poursuites de l'ennemi. Mais la nuit, la confusion d'une déroute générale, l'encombrement des hommes et des chevaux, tout s'opposa à la résolution de l'empereur. Il continua donc sa route, et arriva à cinq heures du matin, à Charleroi. Il donna ordre aux équipages des ponts et à ceux des vivres, qui étaient restés en arrière de la ville, de partir sur-le-champ pour Philippeville et Avesnes, pour se rendre de là à Laon.

Napoléon se rendit lui-même à Philippeville, d'où il expédia de nouveaux ordres au maréchal Grouchy pour faire sa retraite par Rhétel, sur Laon. Pendant ce temps, les débris de l'armée repassaient la Sambre aux ponts de Marchiennes, de Charleroi, et du Châtelet, faisant ainsi la retraite sur plusieurs points, ce qui rendit le ralliement plus difficile.

Après avoir expédié tous les ordres que les circonstances rendaient nécessaires, Napoléon quitta Philippeville à deux heures après midi, y laissant le maréchal Soult pour rallier le grand quartier-général, et l s corps qui se porteraient sur cette place. Il se mit en marche sur Laon, d'où il expédia plusieurs de ses aides-de-camp, il se rendit ensuite en toute hâte à Paris.

On avait eu des nouvelles du corps de Grouchy; ce maréchal n'avait reçu l'ordre

de marcher sur Saint-Lambert, que le 18 à 7 heures du soir; il était alors fortement engagé. Maître d'une partie de Wavres, il n'avait pas encore pu en déboucher.

Dans ces circonstances, il hâta d'envoyer sur Limale, le corps de cavalerie du général Pajol, et trois divisions d'infanterie, pour y passer la Dyle, et marcher contre Bulow. Ce mouvement avait réussi; et les hauteurs opposées avaient été enlevées, mais il était nuit et la grande bataille était terminée. Le 19, à la pointe du jour, les prussiens attaquèrent à leur tour, mais ils furent repoussés partout: les hauteurs de Wavres furent emportées, et le maréchal Grouchy se disposait à marcher sur Bruxelles, lorsqu'il reçut la nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo et l'ordre de battre en retraite, ce que ce maréchal exécuta aussitôt en deux colonnes, l'une se dirigeant directement de Temploux à Namur, et l'autre par la grande route de Charleroi à Namur.

Les prussiens voulaient attaquer les queues de ces colonnes, mais ils furent vigoureusement repoussés et perdirent quelques canons. Le maréchal arriva aussi à Namur, d'où il prit la route de Dinant, laissant le corps du général Vandamme, tant pour détruire le pont de Namur (ce qu'on ne put exécuter), que pour faire l'arrière-garde, et contenir l'ennemi. Les prussiens essayèrent de forcer le passage du pont; mais, après avoir perdu beaucoup de monde, ils renoncèrent à cet espoir. Le corps de Vandamme se maintint dans la ville jusqu'à huit

heures du soir, qu'il dut l'abandonner pour continuer le mouvement de retraite. Le 24, tout le corps du maréchal Grouchy arriva à Rhétel, et le 26 il se réunit à l'armée sous Laon.

Peu après son arrivée au palais de l'Elysée, Napoléon convoqua un conseil des ministres : on y discutait les mesures à prendre dans les circonstances présentes, lorsqu'on fut instruit que la plus vive fermentation se manifestait dans la chambre des députés. Peu après midi, l'on reçut un message de cette chambre, par lequel elle se déclarait en permanence, méconnaissait l'autorité de l'empereur, et déclarait traître à la patrie quiconque voudrait suspendre sa permanence. On ne tarda pas à apprendre que la chambre des pairs venait de suivre l'exemple de celle des députés et de se mettre en insurrection contre l'empereur. Ces deux événements suspendirent tout ; on ne jugea plus qu'il fût convenable que l'empereur se transportât au milieu des députés de la nation, puisqu'ils s'étaient declarés en insurrection. Les ministres seulement s'y rendirent et annoncèrent l'arrivée de l'empereur à Paris, et l'état des affaires. Bientôt les nouvelles les plus désastreuses circulèrent partout. Les ennemis de Napoléon, les amis du roi, les partisans de l'étranger se remuaient de tous côtés, tâchaient d'accroître dans la garde nationale le nombre de leurs prosélytes.

La nuit, il y eut une conférence des ministres avec une commission de chacune des chambres. Par suite de cette conférence,

Napoléon abdica en faveur de son fils ; et dicta au prince Lucien, la déclaration suivante, adressée au peuple français :

« En commençant la guerre, pour soutenir
» l'indépendance nationale, je comptais sur la
» réunion de tous les efforts, de toutes les
» volontés, et sur le concours de toutes les
» autorités nationales. J'étais fondé à en es-
» pérer le succès, et j'avais bravé toutes les
» déclamations des puissances contre moi.

» Les circonstances me paraissan than-
» gées, je m'offre en sacrifice à la haine des
» ennemis de la France. Puissent-ils être sin-
» cères dans leurs déclarations, et n'en avoir
» voulu réellement qu'à ma personne ! Ma
» vie politique est terminée, et je proclame
» mon fils, sous le titre de *Napoléon II*,
» Empereur des français.

» Les ministres actuels formeront provi-
» soirement le conseil du gouvernement.
» L'intérêt que je porte à mon fils m'engage
» à inviter les chambres à organiser sans délai
» la régence par une loi.

» Unissez-vous tous pour le salut public,
« et pour rester une nation indépendante.

NAPOLÉON.

» Au palais de l'Elysée, ce 22 juin 1815. »

Cette déclaration fut remise aux ministres pour être communiquée aux deux chambres, qui, au lieu de s'occuper de l'organisation d'une régence, constituèrent un gouvernement provisoire composé de cinq membres,

savoir ; le baron Quinette, le duc de Vicence, le général Grenier, le comte Carnot, et le duc d'Otrante, qui par une supercherie obtint, dit-on, la présidence. Ainsi Fouché occupait la place de Napoléon.

Aussitôt que la nouvelle de l'abdication de Napoléon fut répandue dans l'armée, elle y porta la consternation et le désespoir, et l'effet qu'elle produisit dans les armées ennemies fut encore plus funeste, par l'audace qu'elle donna à leurs chefs. Blücher et Wellington paraissaient, dans leurs premiers projets, être convenus de ne pas dépasser les frontières de la France avant l'arrivée des armées russe et autrichienne ; et, en attendant, de s'emparer d'Avesnes, de Maubeuge, et d'autres places de cette frontière, de couvrir de leurs troupes légères tout le pays jusqu'à la Somme, et de le faire insurger. Ils préféraient ce plan à celui de marcher sur Paris avec une armée considérablement réduite par le grand nombre de troupes qu'il leur faudrait laisser en arrière pour masquer et contenir les garnisons ; marches qui, d'ailleurs, les aurait exposés à être pris en flanc et battus comme à Champ-Aubert, à Montmirail, etc.

Mais, dès que ces deux généraux apprirent que Napoléon avait abdiqué, et qu'il n'était plus à la tête des armées françaises, ils changèrent de résolution. Ne tenant donc aucun compte de l'armée française, déjà forte de soixante-quinze mille hommes, réunis entre Laon et Soissons, ils pénétrèrent par la Fère et Compiègne, et marchèrent en toute hâte sur Paris. L'armée française, entièrement dé-

couragée par les nouvelles de Paris, ne pensa plus qu'à se replier en toute diligence sous les murs de la capitale; on regarda même comme un succès obtenu que, le 28 juin, elle eût pu arriver à Saint-Denis avant les ennemis.

Le maréchal Davoust se mit à la tête de cette armée ainsi rassemblée sous Paris; mais il ne prit aucune résolution. Les alliés s'enhardirent au point de marcher par la vallée de Montmorency, et d'arriver à Saint-Germain et à Versailles, laissant, pendant tout ce mouvement, leur flanc gauche entièrement à découvert, et exposé à l'armée française.

Napoléon qui, dès le 25 juin, s'était retiré à la Malmaison, y apprit le mouvement imprudent des ennemis: il envoya aussitôt le général Becker proposer au gouvernement provisoire de se mettre, comme général à la tête de l'armée française, de tomber avec toutes ses forces sur le flanc et les derrières de l'ennemi, d'en causer la ruine, et, sauvant pour le moment la capitale, d'obtenir le temps et les moyens de négocier avec plus d'avantage. Cet objet rempli, Napoléon aurait résilié son commandement.

Fouché, qui n'ignorait point que Bonaparte avait toujours ses chevaux prêts, que tout ce qui l'entourait était à sa disposition, qu'il n'avait qu'à monter à cheval pour exciter le plus vif enthousiasme parmi le soldats, sentit qu'il était urgent d'éloigner de l'armée un homme qui pouvait être dangereux aux deux chambres et au gouvernement provisoire. Celui-ci refusa donc l'offre de Napoléon; et au lieu de profiter de l'imprudente manœuvre

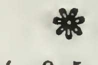
qu'avait faite l'ennemi, au lieu de l'écraser en attaquant vigoureusement son flanc et ses derrières, le général français fit repasser la Seine à la plus grande partie de l'armée, et la rangea en bataille dans la plaine de Grenelle.

Bientôt les armées furent en présence, et le gouvernement provisoire signa une capitulation où rien ne fut stipulé, tant pour les droits de la nation que pour les intérêts de l'armée, qui dut évacuer Paris, et se retirer derrière la Loire, abandonnant ainsi, sans livrer bataille, la capitale à une armée égale en force.

Louis XVIII, qui suivait les armées alliées, arriva le 5 juillet à Cambrai, et le lendemain il ordonna la dissolution des deux chambres. Le 8 juillet, il fit son entrée à Paris. Les membres de la chambre des députés, se réunirent alors chez leur président Lanjuinais, et tout se termina par de vaines et d'impuissantes protestations.

CHAPITRE VINGT-DEUXIÈME.

DÉPART DE NAPOLÉON POUR ROCHEFORT. — SON EMBARQUEMENT SUR LE BELLÉROPHON. — SON ARRIVÉE, SON SÉJOUR A SAINTE-HÉLÈNE. — SA MALADIE. — SA MORT. — SON TESTAMENT.



(1815.)



La crainte que Napoléon ne résistât pas à l'envie de se battre à la tête de l'armée toujours idolâtre de son chef, ou que Blücher qui avait menacé de lui ôter la vie par le plus lâche des crimes, ne parvînt à exécuter son odieux projet, avait jeté la commission dans une perplexité dont l'éloignement de Napoléon pouvait seul la tirer. Le 29 juin, à trois heures et demie du matin, elle envoya le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe, le presser de partir sur-le-champ. A cinq heures, Napoléon tout troublé des adieux de la princesse Hortense, ému des larmes du petit nombre des serviteurs fidèles qui lui restaient, vivement affligé de se voir séparé éternellement de la France, se jeta dans la voiture d'un de ses officiers,

suivit des généraux Bertrand, Rovigo et Becker, et alla coucher à Rambouillet. Le lendemain, à huit heures, il quitta la résidence impériale. Arrivé à Poitiers, il expédia un courrier au préfet maritime de Rochefort. Le 3 juillet, il arriva dans cette ville, où l'attendaient deux frégates que le gouvernement provisoire avait fait mettre à sa disposition.

Napoléon résidait à Rochefort, non en fugitif, mais comme prince. Reçu par la première autorité du département, accueilli par les acclamations du peuple, il habitait la préecture avec les mêmes honneurs qu'aux Tuieries. Le 8, il quitta la France, au milieu des émoignages de dévouement et des regrets des nilitaires et de la population, gagna Fourras, t coucha à bord de la frégate *la Saal*. Le endemain, il descendit à l'île d'Aix. Il s'emressa de visiter la place, d'inspecter la garison aux cris mille fois répétés de *Vive l'emereur* ! poussés par les militaires et par les abitants, et retourna à bord.

Le 14, le capitaine Maitland, commandant vaisseau anglais *le Bellérophon*, fit offrir à apoléon de l'embarquer pour l'Angleterre. apoléon accepta, ne soupçonnant pas l'ingne traitement qu'on lui ménageait. Il écrit aussitôt au prince régent :

« Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays, et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai consommé ma carrière politique. Je viens, comme Témistocle, m'asseoir sur le foyer du peuple britannique; je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale, comme celle du plus puissant, du plus constant, du plus généreux de mes ennemis.

» NAPOLÉON. »

Le général Gourgaud partit sur-le-champ ; sur la corvette anglaise *le Slany*, pour aller porter cette lettre au prince-régent.

Le 15 juillet, Napoléon se rendit à bord du *Bellérophon*. En montant sur ce vaisseau, il dit au capitaine Maitland : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. »

Le lendemain, on fit voile pour l'Angleterre, et, le 24, *le Bellérophon* mouilla à Torbay. Napoléon y apprit que le général Gourgaud n'avait pu communiquer avec la terre, et qu'il avait été obligé de se dessaisir de la lettre de l'empereur. La rade de Torbay se couvrit de bateaux remplis de curieux.

Le 26, *le Bellérophon* appareilla de nouveau pour se rendre à Plymouth, où il arriva le soir. Des bruits commencèrent à circuler sur la déportation de Napoléon à Sainte-Hélène ; mais la magnanimité de Napoléon lui faisait repousser ces craintes. Toute l'Angleterre se portait à Plymouth : des milliers de bateaux étaient réunis autour du *Bellérophon* ; la rade ressemblait à une vaste place publique ; et, lorsque Napoléon paraissait sur le pont, il était accueilli par des acclamations. Des femmes, des jeunes gens commençaient à se montrer parés d'œillets rouges. Toutes ces circonstances tournaient au détriment de Napoléon, aux yeux des ministres anglais.

Le 30 juillet, un commissaire ministériel notifia à Napoléon la résolution relative à sa déportation à Sainte-Hélène : les généraux Savary et Lallemand y étaient personnelle-

ment exclus de la suite de l'empereur. Napoléon protesta contre cette décision.

Le 4 août, *le Bellérophon* appareilla spontanément de Plymouth : on disait qu'un officier public était parti de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de Napoléon, au nom des lois.

Le 7 août, Napoléon quitta *le Bellérophon*, pour passer à bord du *Northumberland*, commandé par l'amiral Cockburn, ses effets furent visités, son argent séquestré ; les personnes de sa suite furent désarmées : l'ordre ministériel portait aussi d'ôter l'épée à Napoléon, mais l'amiral Keith ne voulut pas le faire exécuter.

Le lundi, 7 août 1815, *le Northumberland* appareilla de la baie de Start pour Sainte-Hélène ; et le grand homme qui, pendant vingt ans, avait rempli le monde de son nom, fut conduit sur ce rocher homicide, à deux mille lieues de l'Europe. Le ministère anglais avait réduit sa suite à quatre seules personnes : les généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud, le comte de Las-Cases, et les domestiques. Tous ceux qui ne purent suivre Napoléon au lieu de son exil, furent les seuls qui pleurèrent lors de son départ.

Le 16 octobre, soixante-dix jours après avoir quitté l'Angleterre, et cent dix jours après son départ de Paris, Napoléon posa le pied sur le rocher africain, qu'il ne devait plus quitter. Il fut d'abord logé dans la petite maison de *Briars*, appartenant à un négociant, et deux mois après, il fut installé à *Longwood*. L'horreur et les misères qu'il

trouva à Sainte-Hélène l'indignèrent : il s'en plaignit au gouvernement anglais ; mais ce fut vainement. L'exercice, si nécessaire à la santé de Napoléon, devint une chose très-humiliante, par la surveillance dont il était l'objet dans toutes ses promenades ; il fut obligé d'y renoncer, sans toutefois être délivré de ses gardiens, qui poussèrent leur insolente audace jusqu'à vouloir forcer la porte de sa chambre. Napoléon, durant sa longue agonie à Sainte-Hélène, ne vécut que de privations de toutes sortes : les provisions qu'on lui envoyait étaient souvent mauvaises, et toujours exiguës. Il fut obligé, pour ne pas manquer du nécessaire, lui et ses compagnons d'exil, de faire vendre sa vaisselle, et d'acepter quatre mille louis que M. de Las-Cases avait à Londres. Toute communication avec l'Europe lui avait été interdite par le ministère anglais ; le gouverneur de Sainte-Hélène, sir Hudson-Lowe (1), semblait avoir pris à tâche de se rendre odieux par les vexations journalières qu'il faisait supporter à son illustre prisonnier.

Bientôt les souffrances physiques vinrent s'unir aux souffrances morales. Napoléon fut attaqué de la maladie de foie, endémique et mortelle à Sainte-Hélène. Dès le mois d'août 1818, le général Gourgaud fut obligé d'écrire à la princesse Borghèse : « Napoléon se meurt « dans les tourments de la plus affreuse et de

(1) Au mois d'octobre 1808, sir Hudson-Lowe était commandant de l'île de Caprée, ou nouveau Gibraltar, qui fut prise par les Français sous les ordres du général Lamarque.

» plus longue agonie. » Quelques mois après, le docteur O'Méara, épouvanté des progrès que le mal faisait chez son illustre malade, s'empressait d'annoncer au secrétaire de l'amirauté, que « la vie de Napoléon était en » danger s'il résidait plus long-temps dans » un climat tel que celui de Sainte-Hélène ; » surtout si les périls de ce séjour étaient » aggravés par la continuité de ces contra» riétés et de ces violences auxquelles il avait » été jusqu'alors assujetti. »

Quelques voix généreuses adressèrent aux ministres réunis en congrès à Aix-la-Chapelle, les plus vives réclamations en faveur du *patient* de Sainte-Hélène. D'autres osèrent intercéder auprès des empereurs de Russie et d'Autriche. Le congrès et les monarques restèrent sourds aux cris de l'humanité.

En juin 1820, le docteur O'Méara écrivit de nouveau à lord Bathurst, que « la crise » qu'il avait prévue était arrivée, que la mort » prématurée de Napoléon était certaine, » si le même traitement était continué à » son égard. »

Le 17 mars 1821, le comte de Montholon annonça à la princesse Borghèse que la maladie de Napoléon avait fait, depuis six mois, des progrès effrayants. Le comte Bertrand avait précédemment écrit à lord Liverpool, pour lui faire connaître la situation de Napoléon, et demander qu'il fût transporté dans un autre climat; mais le gouverneur Hudson-Lowe s'était refusé à faire passer cette lettre à son gouvernement, *sous le vain prétexte que le titre d'empereur était donné à Napoléon*. Une

politique barbare rendit insensibles et les souverains alliés et leurs ministres.

Dès le 7 mars, Napoléon s'était trouvé en danger imminent; ses forces l'avait abandonné; il ne se levait plus qu'avec peine. A la fin d'avril, la maladie fit de nouveaux progrès. Le 1er mai, il s'était levé; mais une faiblesse l'obligea à se faire recoucher. Il avait fait placer en face de son lit le buste de son fils, sur lequel il avait constamment les yeux fixés. Le 3, les symptômes devinrent plus alarmants. Le lendemain, on eut quelque espoir; il fallut y renoncer le 5. Jamais agonie ne fut plus calme; aucun signe de douleur ne se manifesta sur son visage, aucune plainte n'échappa de sa bouche : son regard était serein, son âme tranquille. Sa faible voix fit entendre souvent ces mots : *Nation française..... Rien à mon fils que mon nom !.... Mon fils !..... France!.... France!....* A six heures du soir, au moment où le soleil quittait l'horizon, Napoléon croisa les bras avec effort, prononça les mots de *tête.... armée....* jeta un dernier regard sur le buste de son fils et expira.

Ses dernières volontés portent : *Je désire à être enterré sur les bords de la Seine, au milieu des français que j'ai tant aimés.* Mais le congrès d'Aix-la-Chapelle avait décidé, par avance, que Napoléon serait enterré à Sainte-Hélène.

Ses dépouilles mortelles furent exposées pendant deux jours; il était revêtu de l'uniforme des chasseurs de sa garde, et couvert en partie par le manteau qu'il portait

à Marengo. Les honneurs funèbres les plus pompeux lui furent rendus au moment de son inhumation.

Napoléon, habillé comme il avait coutume de l'être pendant sa vie, repose au fond d'un site romantique, appelé *la vallée du Géranium*, au dessous de *Huts-Gate*. Son corps fut placé dans une caisse de fer-blanc garnie d'une espèce de matelas, d'un oreiller, et révêtue de satin blanc; il a l'épée au côté, et un crucifix sur la poitrine. Le chapeau, n'ayant pu être placé sur sa tête le fut à ses pieds; on y mit aussi des aigles, des pièces de toutes les monnaies frappées à son effigie; son couvert, son couteau, une assiette avec ses armes, etc. Le cœur, déposé dans un vase d'argent, et les intestins, placés dans un cylindre de même métal, furent mis au pied du cercueil. La caisse de fer-blanc, fermée et soudée avec soin, fut placée dans une autre caisse en acajou, qu'on mit dans une troisième en plomb, laquelle fut elle-même déposée dans une quatrième d'acajou, qu'on scella et ferma avec des vis en fer.

La tombe de Napoléon est de forme quadrangulaire, plus large dans le haut que dans le bas; sa profondeur est d'environ douze pieds. Le cercueil est placé sur deux fortes pièces de bois, et isolé dans tout son pourtour. Ses pieds sont vers l'orient et sa tête à l'occident.

Une garde d'officiers anglais veille sur le tombeau!

FIN.

Nous ne terminerons point l'esquisse de cette grande et magnifique époque nationale dont Napoléon fut le héros, sans indiquer quel fut l'origine de ses principaux acteurs. C'est avec un juste orgueil que l'homme du peuple peut parcourir cette liste de rois, ducs, princes et maréchaux; car tous ils furent des enfants du peuple.

Aujourd'hui, ce n'est plus à la fortune du sabre que le prolétaire doit demander l'illustration de l'empire, ce n'est plus sur les champs de bataille que s'élève le piédestal de la gloire. Une ère pacifique a succédé à une ère de travaux guerriers; mais la science et l'industrie ont aussi leurs palmes, n'ont moins dignes d'exciter l'émulation des âmes bien nées. Sur les pas des Franklin, des Lavoisier, des Watt, il y a aussi de la gloire et de la fortune à acquérir; gloire non moins durable, fortune non moins solide que celles qui s'acquièrent au prix du sang.

Enfants du peuple, faites-vous soldats de la science et de l'industrie pour en devenir un jour les rois, les princes, les ducs: fournissez d'autres listes que la France industrieuse, libre et riche, ne sera pas moins fière de publier que celle des lieutenants de Napoléon.

LES SOLDATS ROIS, DUCS ET PRINCES.

Augereau, duc de Castiglione, fils d'un marchand fruitier de Paris, soldat en 1792, général en 1794.

Bernadotte, roi de Suède, fils d'un avocat de Pau; soldat.

Berthier, prince de Neufchâtel et de Wagram, fils d'un concierge de l'hôtel de la guerre.

Bessières, duc d'Istrie, fils d'un bourgeois de Preissac, soldat en 1792, capitaine en 1796, maréchal en 1809.

Brune, fils d'un avocat de Brive; imprimeur; soldat.

Jourdan, fils d'un bourgeois de Limoges, volontaire en 1792, maréchal de France en 1804.

Kléber, fils d'un bourgeois de Strasbourg.

Kellermann, duc de Valmy, fils d'un bourgeois de Strasbourg; soldat.

Lannes, duc de Montebello, fils d'un teinturier de Lectoure (*Gers*); soldat en 1792, général de division en 1800, maréchal en 1804.

Lefebvre, duc de Dantzick, fils d'un ancien hussard de Rouffach; soldat.

Masséna, prince d'Essling, fils d'un marchand de vin de Nice; soldat.

Moncey, duc de Conégliano, fils d'un avocat de Besançon; soldat à 16 ans.

Mortier, duc de Trévise, fils d'un négociant de Château-Cambrésis; garde national.

Murat, roi de Naples, fils d'un aubergiste de la Bastide, près de Cahors; chasseur à cheval en 1792.

Ney, prince de la Moskowa, fils d'un tonnelier de Sarrelouis; hussard en 1787, général en 1796.

Oudinot, duc de Reggio, fils d'un marchand de Bar; soldat.

Pérignon, fils d'un bourgeois de Grenoble; soldat.

Soult, duc de Dalmatie, fils d'un paysan de Saint-Amand, près de Castres; soldat.

Suchet, duc d'Albuféra, fils d'un fabricant de Lyon; soldat.

Victor Perrin, duc de Bellune, garçon de boutique à Troyes; fifre, soldat; etc., etc.

TESTAMENT ET CONDICILLES
DE NAPOLÉON.

Cejourd'hui 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène:

Ceci est mon Testament, ou acte de ma dernière volonté.

Art. I. 1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très-chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve, jusqu'au dernier moment, les plus tendres sentiments : je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France : il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de M******, A******, T********* et L******. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

7° Je remercie ma bonne et très-excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catharine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le Manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de *Maximes*, *Sentences*, que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque... entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. (Dans de semblables circonstances j'agirais de même.)

II. 1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels que l'argenterie, le lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté (A). Je désire que ce

faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père, dont l'univers l'entretiendra.

2° Je lègue à ladi Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tollentino.

3° Je lègue au comte Montholon deux millions de francs; comme une preuve de ma satisfaction des soins filials qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs: les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6° *Idem* à Saint-Denis, cent mille francs.

7° *Idem* à Novarre, cent mille francs.

8° *Idem* à Peyron, cent mille francs.

9° *Idem* à Archambaud, cinquante mille francs.

10° *Idem* à Corsor, vingt-cinq mille francs.

11° *Idem* à Chandell, *idem*.

12° A l'abbé Vignale cent mille francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Novo de Rostino.

13° *Idem* au comte de Las-Cases, cent mille francs.

14° *Idem* au comte de Lavalette, cent mille francs.

15° *Idem* au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

16° *Idem* au général Brayer, cent mille francs.

17° *Idem* au général Lefèvre-Desnouettes, cent mille francs.

18° *Idem* au général Drouot, cent mille francs.

19° *Idem* au général Cambronne, cent mille francs.

20° *Idem* aux enfants du général Mouton-Duverney, cent mille francs.

21° *Idem* aux enfants du brave Labédoyère, cent mille francs.

22° *Idem* aux enfants du général Gérard, tué à Ligny, cent mille francs.

23° *Idem* aux enfants du général Chartrand, cent mille francs.

24° *Idem* aux enfants du vertueux général Travost, cent mille francs.

25° *Idem* au général Lallemand, l'aîné, cent mille francs.

26° *Idem* au comte Réal, cent mille francs.

27° *Idem* à Costa de Bastica en Corse, cent mille francs.

28° *Idem* au général Clauzel, cent mille francs.

29° *Idem* au baron de Manevalle, cent mille francs.

30° *Idem* à Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

31° *Idem* au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armes françaises, et en confondre les calomniateurs et les apostats.

32° *Idem* au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

33 *Idem* à Poggi de Talaro, cent mille francs.

34° An chirurgien Emmery, cent mille francs.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placé en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 p. 100, depuis juillet 1815; les comptes seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

36° Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de 5,600,000 fr., dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et à défaut de ceux-ci rentreront à la masse.

III. 1° Mon domaine privé étant ma propriété, dont aucune loi française ne ma privé, que je sache, le compte en sera demandé au baron de la Bouillerie, qui en était le trésorier. Il doit se monter à plus de 200,000,000 fr. : savoir: 1° le portefeuille contenant les économies que pendant quatorze ans j'ai faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12,000,000 par an : j'ai bonne mémoire; 2° le produit de ce portefeuille; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1814. Les palais de Rome, Florence, Turin, compris: tous ces meubles ont été achetés des derniers revenus de la liste civile; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, bijou, meubles, écuries: les comptes en seront donnés par le prince Eugène, et l'intendant de la couronne Compagnoni.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation. La répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité. Moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de la Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une et l'autre invasion. Il sera de cette somme prévelé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes de Montholon, Bertrand et Marchand mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes. *Signé* NAPOLEON.

État A joint à mon Testament.

I. 1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé de Vignale de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II. 1° Mes armes, savoir: mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or; celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Auterlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moskova, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire

qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814).

8° Je charge le comte Bertrand de soigner et de conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III. 1° Trois petites caisses d'acajou contenant ; la première, trentre-trois tabatières ou bonbonnières ; la deuxième, douze boites aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boites trouvées sur la table de LOUIS XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815 ; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'empereur : et divers effets de toilette conformément aux états numérotés : I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette. Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillements, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes montres, et la chaîne de cheveux de l'impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV. 1° Mon médailler.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : état, *b* et *c*.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V. 1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Novarre de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize aus.

VI. 1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans. *Signé* NAPOLEON.

ÉTAT (*a*).

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenes en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Marchand enverra une de mes paires de boucles à souilllers en or au prince Joseph.

4° Une petite paire de boucles en or à jarretières au prince Lucien.

5° Une boucle de col en or au prince Jérôme.

ÉTAT (*a*).

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils:

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2° Mon réveil-matin. C'est le réveil-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Postdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres avec les chaînes des cheveux de l'impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France enfermé dans la boîte n° III).

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à l'eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui servent en France, et mon bidet de merveil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette de France.

11° Mes éperons, deux paires.

12° Trois boîtes d'acajou n° I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13° Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 chemises; 6 mouchoirs; 6 cravattes; 6 serviettes: 6 paires de bas de soie; 4 cols noirs; 6 paires de chaussettes; 2 paires de draps de batiste; 2 têtes d'oreiller; 2 robes de chambre; 2 pantalons de nuits; une paire de bretelles; 4 culottes, veste de casimir blanc; 6 madras; 6 gilets de flanelle; 4 caleçons; 6 paires de gants; 1 petite boîte pleine de mon tabac; 1 boucle de col en or; 1 paire de boucle de jarretières en or; 1 paire de boucles en or à souliers; 1 uniforme chasseur; 1 *idem* grenadier; 1 *idem* garde nationale; 1 capote grise et verte; 1 manteau bleu (celui que j'avais à Marengo); 1 jebeline petite veste; 2 paires de souliers; 2 paires de bottes; une paire de pantoufle; 6 ceinturons.

ÉTAT (*b*).

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

1 Sabre Sobieski; 1 Grand collier de la Légion-d'Honneur; 1 Epée en vermeil; 1 Glaive de consul; 1 Epée en fer; 1 Cein-

turon de velours; 1 Collier de la Toison-d'Or; 1 Petit nécessaire en acier; 1 Veilleuse en argent; 1 Poignée de sabre antique; 1 Chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'Empereur; 1 Petit médailler; 2 Tapis turcs; 2 Manteaux de velours cramoisi brodés, avec veste et culotte.

1° Je donne à mon fils: le Sabre de Sobieski; le collier de la Légion d'Honneur; l'épée en vermeil; le glaive de consul; l'épée en fer; le collier de la Toison-d'Or; le chapeau de Henri IV et la toque; le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° A l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles; à Madame, la veilleuse en argent; au cardinal, le petit nécessaire en acier; au prince Eugène, le bougeoir en vermeil; à la princesse Pauline, le petit médailler; à la reine de Naples, un petit tapis turc; à la reine Hortense, un petit tapis turc; au prince Jérôme, la poignée du sabre antique; au prince Joseph, un manteau, brodé, veste et culotte, au prince Louis, un manteau brodé, veste et culotte. *Signé*, NAPOLEON.

Au dos des feuilles pliées et scellées renfermant l'ensemble du Testament, se lisait: *Ceci est mon Testament, écrit tout entier de ma propre main.* NAPOLEON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur la liquidation de ma liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenaient, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène-Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40,000,000 fr. que je lui ai donnés soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

1° Sur ces deux millions je lègue au comte Bertrand 300,000 fr. dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employés selon mes dispositions à l'acquit de legs de conscience.

2° Au comte Montholon, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3° Au comte Las-Cases, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4° A Marchand, 100,000, dont il versera 50,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

5° Au comte Lavalette, 100,000 fr.

6° Au général Hogendorp, hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, 50,000 fr.

7° A mon aide-de-camp Corbinau, 50,000 fr.

8° A mon aide-de-camp Cafarelli, 50,000 fr.

9° A mon aide-de-camp Dejean, 50,000 fr.

10° A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, 50,000 fr.

11° 50,000, savoir: 10,000 à Peyron, mon maître-d'hotel; 40,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur; 10,000 à Novarre; 10,000 à Corsor, mon maître d'office; 10,000 à Archambeau, mon piqueur.

12° Au baron Menevalle, 50,000 fr.

13° Au duc d'Istrie, fils de Bessières, 50,000 fr.

14° A la fille de Duroc, 50,000 fr.

15° Aux enfants de Labédoyère, 50,000.

16° Aux enfants de Mouton-Duverney, 50,000.

17° Aux enfants du brave et vertueux général Travost, 50,000.

18° Aux enfants de Chartrand, 50,000.

19 Au général Cambronne, 50,000.

20° Au général Lefèvre-Desnouettes, 50,000.

21° Pour être repartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départemens du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100,000.

22° Pour être repartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivants, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront joints Cambronne, Larrey, Percy et Emmery; il sera donné double à la garde, quatruple à ceux de l'île d'Elbe, 200,000 fr.

Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes. *Signé* NAPOLEON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est un autre Codicille à mon Testament.

1° Nous léguons au fils ou petit-fils du baron Duteuil, lieutenant-général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne, avant la révolution, 100,000 fr., comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

2° *Idem* au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de 100,000 fr. Nous avons sous ses ordres dirigé ce siége, commandé l'artillerie. C'est en témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° *Idem* nous léguons 100,000 fr. au fils ou petit-fils du député de la Convention, Gasparin, représentant du peuple à l'armée du Toulon, pour avoir protégé, sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le Comité du salut public Gasparin nous a mis par sa protection à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° *Idem* nous léguons 100,000, fr. à la veuve, fils ou petit-fils de notre aide-de-camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps.

5° *Idem* 10,000 fr. au sous-officier Cantillon qui a essuyé un

procès, comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert, et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France; de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris; et par-là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, cet., et du crime d'avoir dépouillé les musées contre le texte des traités.

6° 410,000 fr. seront ajoutés aux 6,400,000 dont nous avons disposé, et porteront mes legs à 6,810,000. Cet 410,000 doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 35, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les 9,000, liv. sterling que nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon, doivent, si elles ont été soldées; être déduites et portées en compte sur les legs que nous lui faisons par nos Testaments : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant les legs faits par notre Testament au comte Montholon, la pension de 20,000 fr. accordée à sa femme est annulée: le comte Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront trois pour cent, sur tous les legs, soit sur les 6,800,000 fr., soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200,000,000 du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ses retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs tesmentaires.

11° Si les sommes provenant desdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre Testament et Codicilles.

12° Si les sommes provenant desdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte de Las-Cases, et, à son défaut, son fils, et à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent Codicille est entièrement écrit de notre main, signé et scellé de mes armes. *Signé* NAPOLEON.

NOTICE HISTORIQUE

SUR LE

DUC DE REICHSTADT.

Né à Paris le 20 mars 1811, ce jeune prince fut salué, dès son berceau, du titre de Roi de Rome. Chacun sait les événements qui l'éloignèrent de sa patrie. Nous allons mettre sous les yeux de nos lecteurs quelques particularités sur les années qu'il a passées à la cour d'Autriche.

Le duc de Reichstadt connaissait depuis long-temps son origine. Il avait reçu cette connaissance comme nous recevons celle de nos parents, aussi complète, aussi vite.

Lorsque le jeune prince eut acquis les premiers éléments des langues, l'étude des mathématiques remplit la plus grande partie de son temps. Sa sagacité naturelle saisit promptement leur esprit et leurs rapports généraux. Il était même intéressant à entendre. Dans ces commencements du travail des hautes études; des indolences subites dont il ne pouvait facilement triompher, cette lassitude des personnes douces et d'une organisation frêle, venaient le surprendre; d'autres fois, soit que le mal cédât à une nature jeune, soit que le jeune duc en fût distrait par ses impressions, son travail était fait avec la plus ardente application et une grande netteté. Dans ces instants, sa clairvoyance étonnait ses professeurs. — Il avait acquis à cet âge de quinze ans les notions qui constituent chez nous les études classiques. — Le duc de Reichstadt savait plusieurs langues. Il parlait l'allemand et surtout le français comme on le parle dans la meilleure société. La langue polonaise lui était familière comme le français, et il s'y exprimait avec plaisir.

Quelques Polonais bien instruits des affaires de l'Europe savent qu'il fut frappé et distribué à Cracovie, en 1829, une petit pièce de monnaie avec son portrait entouré de cette exergue: Napoléon-François-Charles-Joseph, roi de Pologne. Le cabinet de Vienne jetait-il là le premier fondement d'un projet politique?

En hiver et au printemps on le rencontrait journellement dans les rues de Vienne et aux réceptions du soir à la cour. Dans les promenades du Prater, il conduisait lui-même son cabriolet;

il montait très-bien à cheval et aimait beaucoup cet exercice; quoiqu'il parût en être fatigué. Dans l'aristocratique société de Vienne, on citait des réparties aimables et des mots spirituels de ce jeune homme. Ses traits, dans l'expression d'une première joie, offraient d'abord une grande candeur, et, lorsque ce sentiment s'y était effacé, cette expression était remplacée par je ne sais quoi de soucieux, de grave, de douloureusement imposant, qui annonçait de la souffrance, de la réflexion et le retour d'une pensée triste et fixe, il aimait les jeunes archiducs et en était aimé. Le vieil empereur avait pour lui des soins paternels, et ce jeune homme les lui payait par beaucoup d'affection et de déférence. Les personnes qui vivent auprès de ces princes ont remarqué souvent que la vie du vieil empereur, qui a dans ses mœurs et dans ses goûts la plus belle simplicité, était de la part du fils de Napoléon l'objet d'une attention aussi exacte que religieuse Il assistait souvent à ces audiences du matin que François II accorde au peuple de Vienne; mais cet art d'administrer la justice avec une bonté paternelle qu'il venait étudier devait être stérile en lui: la mort devait se jouer de cette réunion de connaissances rares, d'aptitudes généreuses et fécondes dans un jeune prince !

C'est à Schœnbrunn, dans ce palais où son père descendit deux fois le maître de l'Autriche battue et de l'Europe, qu'il passait les plus beaux jours de l'année auprès d'une partie de sa famille. Sa mère l'a rarement habité et peu de temps; elle retournait en Italie. Le jeune prince y continuait ses études et s'y occupait de jardinage. C'est le goût naturel et vif des princes autrichiens. Il cultivait là une portion de clos béché par les mains qui gouvernent la monarchie; et, bien qu'il s'y fut attaché avec cette vivacité de passion que ressentent particulièrement les personnes débiles, sa culture n'avait pas pour objet des plantes uniques; mais de simples et bons légumes, quelques roses et quelques fruits. Cette occupation lui offrait, avec ses courses à cheval, ses plaisirs les plus vifs.

Un ami qui a traversé ses appartements un matin qu'il était à la promenade, n'y a trouvé qu'un ameublement antique et simple. La chambre à coucher était spacieuse et haute; il n'y a vu que quelques meubles. Une grande table était là, chargée de cartes détachées sur lesquelles le prince venait de faire des recherches; un amas de notes et des plans au crayon l'indiquaient. — Il a remarqué, dans quelques rayons ouverts de la bibliothèque, divers volumes remplit de notes volantes. Il a lu les titres de l'*Histoire de Charles-Quint*, par Robertson, celle de Gibon, le volume de la *Grandeur des Romains*, de Montesquieu. Les murs de cette demeure du fils du grand César n'étaient point ornés de tableaux, ces décorations accoutumées des palais allemands. Il a vu seulement auprès du lit quelques gravures, plusieurs cravaches fines et des éperons luisants. — Une de ces estampes représente Bonaparte, premier consul, se promenant, une main placée dans son gilet, sur la pelouse du château de la

Malmaison, d'après un admirable dessein d'Isabey. Ce voyageur a vu sur la cheminée un beau buste de Canova représentant François II. Le jeune prince paraissait s'occuper avec ardeur d'études géographiques. De cet appartement, on jouit d'un beau point de vue sur les jardins.

L'archiduc Charles, son oncle et son ami, prince vénérable, le conduisait chaque année, le 5 mai, dans une petite église de Vienne, où un service commémoratif était célébré pour son père. La douleur du vieux guerrier et du jeune duc étaient visibles.

Voici ce qu'une autre personne a raconté: c'est un anglais qui avait été témoin de la scène, il avait vu le jeune duc recueillant pour prier toutes ses forces dans ce sentiment d'amour et de douleur, qui peut nous faire croire dans la chaleur de l'exaltation, que nous sommes entendus de ceux que nous pleurons! Ses joues pâles s'étaient allumées, des larmes baignaient ses yeux, ses mains étaient jointes avec une vivacité contractive Peut-être qu'alors il rapprochait dans ses pensées désespérées, la captivité de Sainte-Hélène, des jours où, maître du monde; la pensée de son père lui léguait déjà tous les diadèmes des Martel qu'il avait reconquis et réunis

Ce jeune homme, qu'on nous peignait à Paris « glacé par une éducation autrichienne, ignorant sa naissance » ne sortait jamais de ce service funèbre qu'épuisé, malade pour plusieurs jours, et les traits affaissés par la douleur.

Son aïeul a fait graver sur la tombe de son petit-fils, une épitaphe en latin, dont voici la traduction :

« A l'éternelle mémoire de Joseph-Charles-François, duc de Reichstadt, fils de Napoléon, empereur des Français, et de Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, né à Paris, le 20 mars 1811.

« Dès son berceau il fut salué du nom de Roi de Rome; il fut doué de toutes les facultés de l'esprit et de tous les avantages du corps : sa taille était haute, son visage paré de tous les charmes de la jeunesse, ses discours pleins d'affabilité; il avait montré une aptitude étonnante dans l'étude et l'art militaire.

« Atteint par une maladie de poitrine, il a été enlevé par la mort la plus déplorable, à Schœnbrunn, près Vienne, le 22 juillet 1832. »

LIMOGES — IMPRIMERIE DE MARTIAL ARDANT.

